



Evaluation Stratégique Environnementale du Programme Opérationnel du fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche 2014-2020

Rapport final provisoire

3 avril 2015

Préambule

Le présent document constitue le rapport d'Evaluation Stratégique Environnementale (ESE) du Programme Opérationnel FEAMP 2014-2020 dans sa version 2.5.

L'ESE est un exercice d'obligation communautaire défini par la Directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil et le décret n° 2012-616 du 2 mai 2012 relatifs à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

L'ESE se focalise sur les effets probables notables, positifs ou négatifs, qu'est susceptible d'engendrer la mise en œuvre de l'ensemble des mesures du programme opérationnel FEAMP. Elle complète l'ex-ante dans sa dimension environnementale.

Le contenu du rapport d'ESE est encadré par les articles L122-6 et R122-20 du code de l'environnement. La méthodologie repose sur :

- ✓ La présentation de la logique d'intervention environnementale du PO et de son articulation avec les autres programmes en œuvre sur l'espace maritime ;
- ✓ La réalisation d'un état initial de l'environnement sur le champ d'intervention géographique du FEAMP, aboutissant à une hiérarchisation des différents enjeux environnementaux (biodiversité et milieux naturels, pollution et qualité des milieux, ...) ;
- ✓ L'analyse des choix de mise en œuvre du PO au regard des enjeux environnementaux ;
- ✓ L'identification des effets probables notables sur l'environnement des différents articles du PO puis du PO dans sa globalité ;
- ✓ L'évaluation du dispositif de suivi envisagé.

L'ESE est annexée au programme opérationnel du FEAMP transmis à la Commission Européenne. Ses principales recommandations, tout comme celles de l'évaluation ex-ante, font partie intégrante du PO.

Sommaire

1. Présentation du PO FEAMP et de son articulation avec d'autres plans et programmes	1
1.1. Objectifs et logique d'intervention du FEAMP	1
1.2. Le Programme Opérationnel FEAMP 2014-2020 de la France	2
1.3. Articulation et cohérence avec d'autres plans et programme	7
2. Etat initial de l'environnement et perspectives d'évolution	21
2.1. Méthodologie et documents de référence	21
2.2. Etat initial de l'environnement marin et des eaux continentales	23
2.3. Perspectives d'évolution (scénario « au fil de l'eau »)	86
2.4. Valeur ajoutée du FEAMP par rapport au scénario « au fil de l'eau »	95
3. Justification des choix de mise en œuvre du PO FEAMP au regard des enjeux environnementaux	98
3.1. Les solutions de substitution raisonnables permettant de répondre à l'objet du programme	98
3.2. Exposé des motifs pour lesquels le programme a été retenu au regard des objectifs de protection de l'environnement	98
4. Analyses des effets notables probables du programme sur l'environnement	100
4.1. Effets sur les différentes dimensions de l'environnement	100
4.2. Incidences sur Natura 2000	191
5. Analyse globale du PO FEAMP	203
5.1. Appréciation des effets cumulés	203
5.2. Mesures d'évitement, de réduction et de compensation	214
6. Dispositif de suivi	218
7. Méthodes utilisées et limites rencontrées	222

1. Présentation du PO FEAMP et de son articulation avec d'autres plans et programmes

1.1. Objectifs et logique d'intervention du FEAMP

1.1.1. Le cadre réglementaire de l'UE

La rédaction du Programme Opérationnel du FEAMP s'inscrit dans le cadre de la réforme de la Politique Commune de la Pêche (PCP) et plus largement dans le cadre de la réforme du mode de fonctionnement des Fonds Européens Structuraux et d'Investissement sur la période 2014-2020.

Politique formalisée en 1983, la PCP est réexaminée tous les dix ans. Cette politique s'intéresse à l'ensemble du secteur halieutique, qu'il s'agisse de la production (pêche et aquaculture), de la transformation et de la commercialisation des produits de la mer. La réforme de 2013 renforce les objectifs de cette politique en termes de durabilité. Le règlement de base de la PCP (article 2 du règlement 1380/2013) consacre ainsi un ensemble d'objectifs qui représentent des enjeux majeurs au regard de la dimension environnementale de la PCP, avec notamment :

- ✓ l'atteinte du Rendement Maximum Durable (RMD) pour tous les stocks halieutiques d'ici 2020, voire plus tôt lorsque cela est possible (objectif 2) ;
- ✓ la mise en œuvre d'une approche écosystémique pour limiter les incidences négatives de la pêche et de l'aquaculture sur l'environnement marin (objectif 3) ;
- ✓ l'élimination progressive des rejets couplée à une obligation de débarquement, sans pour autant créer de marché pour les captures indésirées (objectifs 5a et 5b) ;
- ✓ la mise en adéquation de la capacité de pêche avec les possibilités de capture (objectif 5d) ;
- ✓ la mise en cohérence avec la Directive Cadre Stratégique pour le Milieu Marin (DCSMM) (objectif 5j).

La réforme de la PCP de 2013 s'est accompagnée de la réforme de l'instrument financier qui lui est dédié, avec un élargissement notable du champ d'action du fond, qui devient l'instrument financier de l'Union pour l'ensemble des politiques maritimes, soit la politique commune de la pêche (PCP), mais également les mesures pertinentes relatives au droit de la mer, le développement durable des zones tributaires de la pêche et de la pêche dans les eaux intérieures ainsi que la politique maritime intégrée (PMI) : principalement en gestion directe de l'Union.

La dimension environnementale du FEAMP transparaît fortement à la lecture des priorités définies dans la transcription du cadre stratégique commun inscrite à l'article 6 du règlement. Il y est notamment question de :

- ✓ la limitation de l'incidence de la pêche sur le milieu marin (objectif 1a) ;
- ✓ la protection et le rétablissement de la biodiversité et des écosystèmes aquatiques (objectifs 1b et 2c) ;
- ✓ le renforcement des écosystèmes liés à l'aquaculture et la promotion d'une aquaculture efficace dans l'utilisation des ressources (objectif 2c) ;
- ✓ la promotion d'une aquaculture offrant un haut niveau de protection de l'environnement [...] (objectif 2d).

Au-delà des objectifs environnementaux posés par les différents textes réglementaires de la PCP, la construction du PO s'inscrit dans le cadre de l'accord de partenariat entre la France et l'Union Européenne pour la période 2014-2020. La stratégie de l'accord de partenariat s'articule autour de trois axes, dont l'un est spécifiquement lié aux enjeux environnementaux:

- ✓ restaurer la compétitivité de l'économie et de l'emploi ;
- ✓ poursuivre la transition énergétique et écologique et la gestion durable des ressources naturelles ;
- ✓ promouvoir l'égalité des territoires et l'égalité des chances.

L'accord de partenariat détaille par ailleurs les objectifs thématiques (OT) prioritairement mis en œuvre dans le PO du FEAMP français. Deux des quatre objectifs choisis par la France pour orienter la stratégie du fond sont clairement orientés vers la prise en compte de la dimension environnementale :

- ✓ OT3 : compétitivité des petites et moyennes entreprises ;
- ✓ OT4 : transition vers une économie bas carbone ;
- ✓ OT6 : protection et préservation de l'environnement et du patrimoine ;
- ✓ OT8 : emploi.

1.2. Le Programme Opérationnel FEAMP 2014-2020 de la France

La stratégie d'intervention du FEAMP regroupe les objectifs définis dans l'Accord de Partenariat sous la formulation suivante :

- ✓ la promotion d'une économie du secteur de la pêche et de l'aquaculture plus compétitive, fondée sur la connaissance et l'innovation et à fort taux d'emploi (OT3 et OT8).
- ✓ la promotion d'une économie plus efficace dans l'utilisation des ressources et à faibles émissions de carbone, via une orientation explicite des secteurs de la pêche et de l'aquaculture vers le développement durable des activités (OT6 et OT4).

La logique d'intervention qui en découle articule un ensemble d'objectifs et de mesures autour des deux axes majeurs retenus par la France : le renforcement de la compétitivité des entreprises (OT3 et OT8) et la protection et la préservation de l'environnement (OT6 et OT4).

Le processus de construction du PO a conduit la France à conserver les 6 priorités de l'Union pour le FEAMP, priorisées de la manière suivante (ordre établi selon l'intensité du soutien financier):

- ✓ priorité 1 « pêche durable, innovante et compétitive » ;
- ✓ priorité 5 « commercialisation et transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture » ;
- ✓ priorité 3 « mise en œuvre de la politique communes des pêches (collecte de données, contrôle des pêches) »
- ✓ priorité 2 « aquaculture durable, innovante et compétitive » ;
- ✓ priorité 4 « amélioration de l'emploi et de la cohésion territoriale » (développement local mené par les acteurs locaux) ;
- ✓ priorité 6 « mise en œuvre de la PMI ».

L'ensemble des objectifs spécifiques disponibles dans le cadre de la construction du PO ont été retenus par la France suite à l'identification des besoins prioritaires lors de l'exercice d'AFOM. Plusieurs de ces objectifs peuvent très clairement être associés à la prise en compte de la dimension environnementale, comme :

- ✓ OS 1.1 « limitation de l'incidence de la pêche sur le milieu marin » ;
- ✓ OS 1.2 « protection de la biodiversité aquatique (pêche) » ;
- ✓ OS 1.3 « équilibre entre la capacité de pêche et les possibilités de pêche » ;
- ✓ OS 2.3 « protection de la biodiversité aquatique (aquaculture) » ;
- ✓ OS 2.4 « aquaculture à haut niveau de protection environnementale, santé des animaux, santé publique ».

La rédaction du PO FEAMP français laisse également entrevoir que d'autres objectifs spécifiques sont au moins partiellement associés au volet environnemental, notamment les objectifs suivants :

- ✓ OS 1.5 « développement technologique et innovation (pêche) » ;
- ✓ OS 2.1 « développement technologique et innovation (aquaculture) ».
- ✓ OS 3.1 « collecte des données » ;
- ✓ OS 3.2 « contrôle des pêches ».

De prime abord, la prise en compte des enjeux environnementaux apparaît clairement dans la déclinaison du second objectif dans la stratégie du PO (Objectif de protection de la biodiversité).

La démarche proposée par la France s'appuie notamment sur l'acquisition de connaissances permettant de mieux connaître et gérer les ressources exploitées par la pêche et de mieux protéger les espèces et milieux d'intérêt. Il s'agit non seulement d'accompagner la collecte réglementaire de données, mais également de renforcer les partenariats entre scientifiques et pêcheurs ainsi que les démarches locales

Elle comporte également un ensemble de mesures visant à réduire l'empreinte environnementale des activités productive (pêche et aquaculture) par la mise en place de mesures de gestion plus efficaces, notamment à l'intérieur des zones Natura 2000 et les aires marines protégées ou la réduction de l'effort de segments ciblant des espèces halieutiques sous tension.

Elle soutient la mise en place de pratiques aquacoles plus respectueuses des milieux : la réduction des effluents, une meilleure gestion de l'énergie et des ressources en eau, ainsi que la promotion de méthodes de production (aquaculture biologique, aquaculture multitrophique).

La dimension environnementale est moins prégnante dans le premier objectif (objectif compétitivité). Sa traduction en besoins prioritaires et mesures affiche la prise en compte de la dimension environnementale pour certaines mesures, notamment au travers du financement des innovations conduisant à l'amélioration de l'empreinte environnementale des entreprises (efficacité énergétique, réduction des captures non désirées,...) ou de projets de développement portuaire améliorant la compétitivité dans un cadre de transition écologique.

Bien que le PO ne détaille pas les règles de sélections des projets pour chaque mesure retenue, plusieurs éléments laissent à penser qu'au-delà des mesures financées dans le cadre du FEAMP, c'est la sélection même des projets qui devrait tenir compte de l'importance de la dimension environnementale. Il est ainsi indiqué à plusieurs reprises que l'intervention publique soutiendra en priorité les projets présentant des aspects d'amélioration d'efficacité énergétique, de transition écologique ou de protection environnementale.

La prise en compte de la dimension environnementale transparaît également au niveau des principes horizontaux revendiqués dans le Programme Opérationnel, comme la promotion du développement durable, conduisant notamment « la stratégie du FEAMP [...] à accompagner les innovations et les

investissements qui permettent de diminuer les consommations énergétiques des navires de pêche, et donc de contribuer à l'atteinte des objectifs de l'Union de réduction des émissions de gaz à effet de serre ».

Les dotations financières consacrées à l'OT6, c'est-à-dire aux problématiques de protection de la biodiversité et des milieux marins **représentent 35% de l'enveloppe totale**. Le FEAMP soutenant ainsi :

- ✓ l'amélioration de la connaissance sur l'incidence de la pêche sur l'environnement marin et la limitation de ses impacts négatifs (liste de mesures halio-environnementales, investissements permettant d'améliorer la sélectivité des engins de pêche, formation liée à la prise en compte de l'environnement dans l'activité de pêche...);
- ✓ la protection environnementale (gestion des déchets et des effluents) dans les ports de pêche et halles à marée ;
- ✓ le renforcement de la durabilité environnementale des exploitations aquacoles (gestion plus économe de l'eau, des ressources halieutiques, ...), la conversion à l'aquaculture biologique et les formes d'aquacultures fournissant des services environnementaux ;
- ✓ l'accompagnement de la prise en compte des pêches maritimes dans les sites Natura 2000 ;
- ✓ la mise en place le cas échéant d'un outil permettant aux pêcheurs de compenser les conséquences d'aléas climatiques ou environnementaux.

Une autre partie de l'enveloppe sera par ailleurs directement dédiée à l'OT4 (2%), afin d'accroître l'efficacité énergétique dans les entreprises, les navires, les ports de pêche et halles à marée, et de limiter les émissions de gaz à effet de serre.

D'autres mesures du PO contribuent également à cet objectif et les moyens affectés à des actions contribuant à la lutte contre le changement climatique représentent **84,7 millions d'euros, soit 14% de l'enveloppe**. L'annexe III du règlement d'exécution du FEAMP n°215/2014 précise en effet les coefficients à appliquer ou retenus par la DPMA pour les articles concernés, afin de mesurer la contribution indicative du PO FEAMP aux objectifs de lutte contre le changement climatique. Ces coefficients sont présentés dans le tableau suivant.

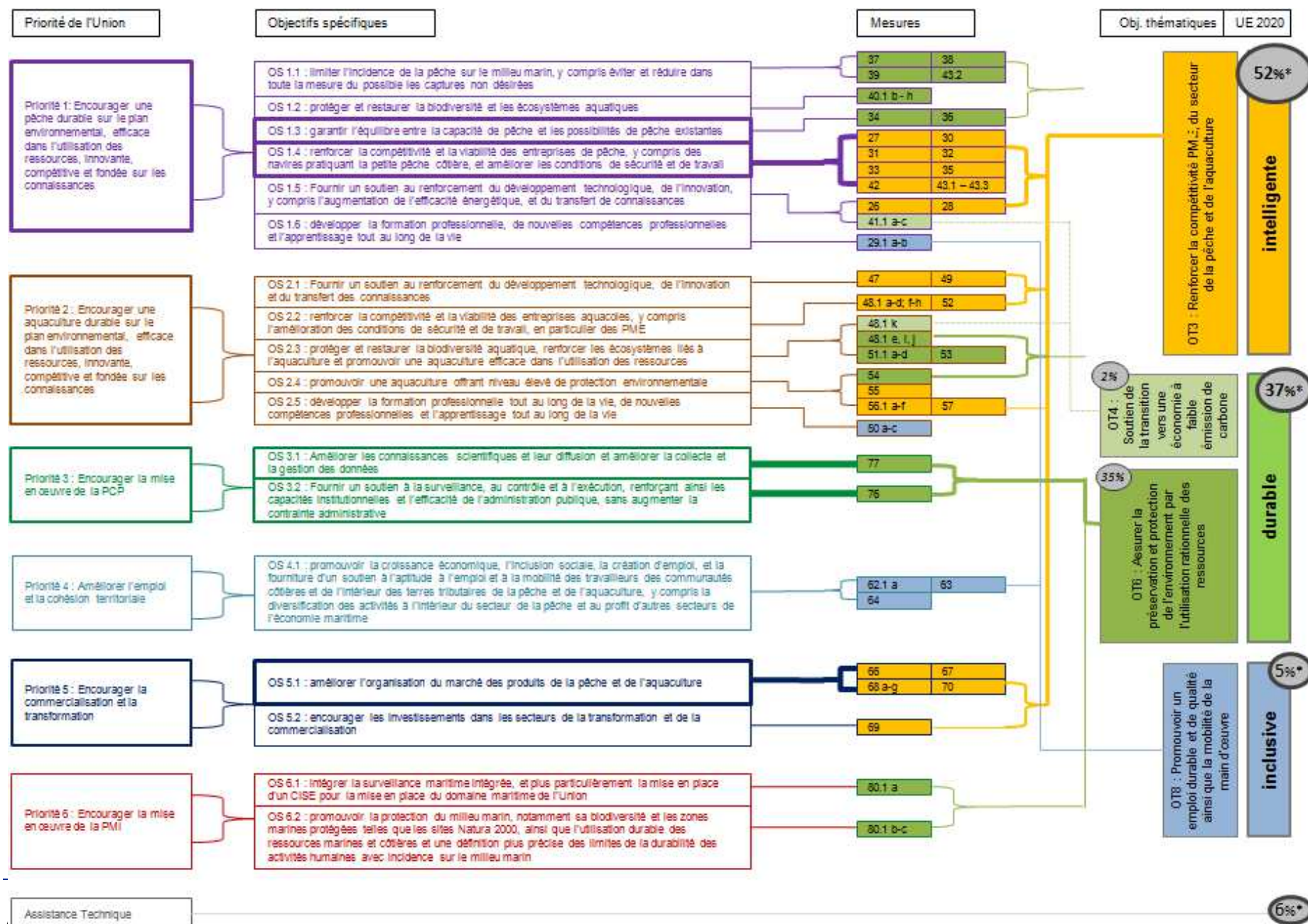
L'annexe III donne la possibilité aux Etats – Membres de choisir un coefficient de 0 à ou 40% pour un certain nombre d'articles (28, 31, 32, 49, 66, 69, 71 et 79). Il est à noter que la France a retenu un coefficient maximum de 40% pour les mesures innovations (28, 45), investissements productifs dans l'aquaculture (48) et DLAL, témoignant du poids significatif attendu des projets concernant l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le cadre de ces articles.

Tableau 1 – Contribution indicative du FEAMP aux objectifs de lutte contre le changement climatique – Annexe III du règlement d'exécution (UE) n°215/2014

Mesures du FEAMP contribuant aux objectifs de lutte contre le changement climatique		Coefficient à appliquer ou retenu	Contribution indicative aux objectifs de lutte contre le changement climatique
26	Innovation (pêche maritimes)	40%	5 707 536 €
33	Arrêts temporaires des activités de pêche	40%	2 058 464 €
34	Arrêt définitif des activités de pêche	100%	13 076 631 €
35	Fonds de mutualisation en cas de phénomènes climatiques défavorables et d'incidents environnementaux	40%	5 316 783 €
36	Aide aux systèmes de répartition des possibilités de pêche	40%	738 442 €
38	Limitation de l'incidence de la pêche sur le milieu marin et adaptation de la pêche à la protection des espèces	40%	2 659 354 €
39	Innovation liée à la conservation des ressources biologiques de la mer	40%	4 280 652 €
40	Protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes marins (sauf collecte des déchets)	40%	4 430 652 €
41	Efficacité énergétique et atténuation du changement climatique (hors moteurs)	100%	5 516 990 €
41	Efficacité énergétique et atténuation du changement climatique (motorisation)	100%	5 687 212 €
43	Ports de pêche, sites de débarquement, halles de criée et abris – investissements permettant d'améliorer l'infrastructure des ports de pêche ou les sites de débarquement et les abris (43.1) ; construction d'abris pour améliorer la sécurité des pêcheurs (43.3)	40%	11 641 962 €
47	Innovation (aquaculture)	40%	5 907 536 €
48	Investissements productifs en aquaculture / augmentation de l'efficacité énergétique, énergies renouvelables (1.k)	40%	877 894 €
51	Augmentation du potentiel des sites aquacoles	40%	6 528 622 €
57	Assurance des élevages aquacoles	40%	1 772 261 €
DLAL	Développement local mené par les acteurs locaux	40%	7 109 033 €
80	PMI / environnement	40%	1 422 579 €
		TOTAL	84 732 606 €

Il faut souligner par ailleurs que beaucoup des mesures envisagées relèvent de la mise en œuvre de la PCP et la PMI. Il ne s'agit donc pas vraiment d'un choix stratégique qui reflèterait une politique volontariste de la part des autorités françaises. Il faut par contre noter que certaines mesures visant principalement la croissance économique sont susceptibles d'avoir un impact positif sur l'environnement. Ici aussi, la nature et l'ampleur des effets sur l'environnement dépendront de l'adoption de critères de sélection spécifiques des projets.

Le schéma suivant reprend la logique d'intervention du PO et met en évidence la contribution des différents articles du FEAMP aux objectifs thématiques de l'UE 2020.



(* Part de l'enveloppe FEAMP dévolue aux objectifs de croissance UE 2020, calculée sur la base de la part des dotations FEAMP associée aux différents OT

1.3. Articulation et cohérence avec d'autres plans et programme

1.3.1. Politiques environnementales

Stratégie européenne pour la biodiversité 2020

L'Union Européenne a adopté une stratégie, partie intégrante de la stratégie Europe 2020 (et notamment de l'initiative intitulée « Une Europe efficace dans l'utilisation des ressources), pour protéger et améliorer l'état de la biodiversité en Europe durant la prochaine décennie. Cette stratégie définit six objectifs prioritaires qui couvrent les principaux facteurs de perte de biodiversité et qui permettront de diminuer les pressions les plus fortes s'exerçant sur le milieu naturel. L'objectif 4 cible en particulier le secteur de la pêche et renvoie aux champs d'intervention du FEAMP pour la mise en œuvre de la PCP. L'objectif 1 concerne le développement et la gestion des sites Natura 2000, y compris en zone maritime.

Les 6 objectifs de la stratégie européenne pour la biodiversité sont détaillés ci-après :

- ✓ Objectif 1 : Conserver et régénérer la nature. Cet objectif repose principalement sur le développement et la gestion du réseau Natura 2000, via notamment un renforcement des financements associés. Il vise également à l'amélioration du suivi de la biodiversité dans le cadre de la Directive Habitats. D'ici à 2020, les objectifs quantifiés suivants sont définis : 1. les évaluations d'habitats et d'espèces réalisés dans le cadre de la directive « Habitats » indiquant une amélioration de l'état de conservation doivent augmenter de 100% pour les habitats et de 50% pour les espèces. 2. Les évaluations d'espèces réalisées au titre de la directive « Oiseaux » indiquant un état stabilisé ou amélioré doivent augmenter de 50%.
- ✓ Objectif 2 : Préserver et améliorer les écosystèmes et leurs services. Il s'agit d'améliorer la connaissance sur les écosystèmes et de proposer un cadre stratégique pour la restauration des écosystèmes, avec un objectif de rétablissement d'au moins 15% d'écosystèmes dégradés à horizon 2020, ainsi qu'une méthodologie d'évaluation de l'impact des projets, plans et programmes en faveur de la biodiversité. La mise en place d'une infrastructure verte est également prévue au titre de cet objectif.
- ✓ Objectif 3 : Renforcer la contribution de l'agriculture et de la foresterie au maintien et à l'amélioration de la biodiversité. Les actions prévues dans le cadre de cet objectif concernent le renforcement des paiements directs de la PAC pour les biens publics environnementaux, le renforcement de la prise en compte de la biodiversité dans les politiques de développement rural et les plans de gestion des forêts, ainsi que la conservation de la diversité génétique agricole de l'Europe. Les objectifs quantifiés associés renvoient à ceux définis dans le cadre de l'objectif stratégique n°1 et n°2.
- ✓ **Objectif 4 : Garantir l'utilisation durable des ressources halieutiques.** Cet objectif cible spécifiquement le secteur de la pêche, et renvoie aux objectifs spécifiques fixés par :
 - la Politique Commune de la Pêche : atteinte du rendement maximal durable (RMD) d'ici à 2015 ;
 - la Directive Cadre « Stratégie pour le Milieu Marin » : parvenir à une distribution de la population par âge et par taille indiquant un bon état du stock, grâce à une gestion des pêches sans effets négatifs importants sur les autres stocks, espèces et écosystèmes, en vue d'atteindre un bon état écologique d'ici à 2020.
- ✓ Objectif 5 : Lutter contre les espèces allogènes envahissantes, par la mise en place d'outils législatifs (hors domaine aquacole où une réglementation portant sur l'utilisation à des fins aquacoles d'espèces exotiques ou localement absentes est déjà en place), en répertoriant les espèces exotiques envahissantes et leurs voies

d'entrée et en endiguant ou éradiquant les principales espèces et en contrôlant les voies d'entrée d'espèces nouvelles.

- ✓ Objectif 6 : Contribuer à enrayer la perte de biodiversité au niveau mondial, en réduisant les causes indirectes de pertes de biodiversité et en mobilisant des ressources supplémentaires en faveur de la conservation de la biodiversité mondiale.

Différentes mesures du FEAMP concourent directement à la gestion durable des ressources halieutiques :

- ✓ **Articles 33 et 34 « Arrêt temporaire et arrêt définitif des activités de pêche ».** Ces mesures visent à diminuer les surcapacités de pêche de manière définitive ou temporaire, dans le cadre de mesures de conservation en particulier.
- ✓ **Article 36 « Aide aux systèmes de répartition des possibilités de pêche » et article 37 « Aide à la conception et à la mise en œuvre des mesures de conservation et la coopération régionale »** et Ces mesures concernent plus particulièrement l'établissement de systèmes de répartition des possibilités de pêche et la mise en œuvre de mesures de conservation.
- ✓ **Article 38 « Soutien aux investissements visant à limiter l'incidence de la pêche sur le milieu marin et adaptation de la pêche à la protection des espèces ».** Cette mesure finance des équipements permettant l'amélioration de la sélectivité des engins de pêche et la réduction des captures non désirées d'espèces.
- ✓ **Article 39 « Innovation liée à la conservation des ressources biologiques de la mer » :** le FEAMP peut contribuer à des opérations visant à introduire de nouvelles connaissances techniques ou organisationnelles réduisant l'incidence des activités de pêche sur le milieu.
- ✓ **Article 40 : « Protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes marins et régimes de compensation dans le cadre d'activités de pêche durable ».** Différentes opérations liées à la gestion et à la conservation des ressources biologiques de la mer sont financées, dont la mise en œuvre de plans de protection et de gestion dans les aires marines protégées.
- ✓ Plus indirectement, la collecte de données et le contrôle des pêches participent à l'amélioration des connaissances sur les espèces et habitats marins et à la limitation des impacts négatifs des activités de pêche sur la ressource.

Directive cadre stratégie pour le milieu marin 2008/56 CE du 17 juin 2008 (DCSMM)

Directive environnementale phare de la politique maritime intégrée (PMI) de l'Union Européenne, la Directive-cadre stratégie pour le milieu marin (DCSMM) (2008/56/CE) incite les Etats membres de l'Union à maintenir ou rétablir un bon état écologique des écosystèmes marins impérativement d'ici 2020 à travers la mise en place de mesures visant à minimiser l'impact des activités sur le milieu.

Cette mesure est fondée sur une approche écosystémique en lien avec les Directives habitats-faune-flore et oiseaux et la Directive-cadre sur l'eau. Basée sur onze critères qualitatifs, l'atteinte du bon état écologique est l'objectif final de cette directive. Elle vise à permettre le maintien des usages en mer tout en respectant l'équilibre biologique, écologique, sanitaire et physique de ces écosystèmes dans une optique de développement durable.

Communs à tous les Etats Membres de l'Union européenne, les onze descripteurs de cet état sont définis ainsi :

- ✓ La diversité biologique est conservée. La qualité des habitats et leur nombre, ainsi que la distribution et l'abondance des espèces sont adaptés aux conditions physiographiques, géographiques et climatiques existantes.

- ✓ Les espèces non indigènes introduites par le biais des activités humaines sont à des niveaux qui ne perturbent pas les écosystèmes.
- ✓ Les populations de tous les poissons et crustacés exploitées à des fins commerciales se situent dans les limites de sécurité biologique, en présentant une répartition de la population par âge et par taille qui témoigne de la bonne santé du stock.
- ✓ Tous les éléments constituant le réseau trophique marin, dans la mesure où ils sont connus, sont présents en abondance et diversité normales et à des niveaux pouvant garantir l'abondance des espèces à long terme et le maintien total de leurs capacités reproductives.
- ✓ L'eutrophisation d'origine humaine, en particulier pour ce qui est de ses effets néfastes, tels que l'appauvrissement de la biodiversité, la dégradation des écosystèmes, la prolifération d'algues toxiques et la désoxygénation des eaux de fond, devra être réduite.

La DCSMM s'applique à l'ensemble des eaux marines européennes. De cette directive découle la mise en œuvre d'une stratégie marine déclinée en plans d'action pour le milieu marin (PAMM), actions à mener au niveau local, national, communautaire et international. Ces mesures ont notamment pour but de concrétiser les nombreux engagements pris au Grenelle Environnement et au Grenelle de la Mer.

En France, cette directive concerne les zones métropolitaines sous souveraineté ou juridiction française ; celles-ci sont divisées en 4 sous-régions marines (SRM) : la Manche – mer du Nord, les mers Celtiques, le golfe de Gascogne, la Méditerranée occidentale. Pour chaque SRM, deux préfets coordonnateurs élaboreront et mettront en œuvre un PAMM.

Un PAMM comporte les éléments suivants :

- ✓ l'évaluation initiale de l'état des eaux marines qui se déclinera en trois volets : un bilan-diagnostic sur l'état biologique et écologique actuel des eaux marines, une analyse des principales pressions et leurs impacts sur le milieu et enfin une analyse socio-économique des usages en mer ;
- ✓ la définition du bon état écologique à atteindre pour 2020, pour ces mêmes eaux, structurée selon les onze descripteurs qualitatifs énoncés dans la DCSMM ;
- ✓ la définition d'objectifs environnementaux généraux et particuliers ainsi que leurs indicateurs associés pour l'atteinte ou le maintien du bon état écologique ;
- ✓ un programme de surveillance, comprenant l'ensemble des suivis et analyses mis en œuvre permettant de s'assurer de l'avancement du programme de mesures, et au final, de l'atteinte des objectifs ;
- ✓ un programme de mesures qui constitue la partie opérationnelle du plan d'action. Il prend en compte l'ensemble des politiques publiques mises en œuvre pour atteindre l'objectif de bon état écologique des eaux marines.

Dans sa construction, la réforme de la PCP s'appuie sur la DCSMM comme par exemple avec l'atteinte du RMD (PCP) qui renforce l'objectif visant à avoir l'ensemble des stocks exploitées dans les limites de sécurité biologique (DCSMM). Au-delà de ce simple exemple, c'est **l'élaboration du Programme Opérationnel du FEAMP qui doit s'inscrire en cohérence avec un ensemble de priorités qui participe de l'atteinte du bon état des eaux marines**, comme la « limitation de l'incidence de la pêche sur le milieu marin », la « protection et le rétablissement de la biodiversité et des écosystèmes aquatiques », le « renforcement des écosystèmes liés à l'aquaculture » ou la « promotion d'une aquaculture offrant un haut niveau de protection de l'environnement ».

Les principales mesures du FEAMP concernées sont à ce titre :

- ✓ **Les articles concourant à la limitation des impacts des activités de pêche sur les écosystèmes** (décrits plus en détail dans le chapitre précédent portant sur la stratégie européenne pour la biodiversité) : Articles 33 « Arrêt temporaire des

activités de pêche » et 34 « Arrêt définitif des activités de pêche », article 36 « Aide aux systèmes de répartition des possibilités de pêche » et article 37 « Aide à la conception et à la mise en œuvre des mesures de conservation et la coopération régionale », article 38 « Soutien aux investissements visant à limiter l'incidence de la pêche sur le milieu marin et adaptation de la pêche à la protection des espèces », article 39 : « Innovation liée à la conservation des ressources biologiques de la mer » et article 40 « Protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes marins et régimes de compensation dans le cadre d'activités de pêche durables ».

- ✓ Le **développement d'une aquaculture durable, associée à un impact limité sur le milieu marin** : article 53 « Conversion aux systèmes de management environnemental et d'audit et à l'aquaculture biologique » et article 54 « Une aquaculture fournissant des services environnementaux » et article 48 « Investissements productifs dans l'aquaculture », dans le cadre d'investissements liés à la réduction de l'impact des systèmes de production aquacoles sur la qualité des eaux.

Stratégies Nationales pour la Biodiversité, pour les aires marines protégées, pour la Mer et les Océans

Une première stratégie nationale pour la biodiversité (SNB) a été adoptée en 2004, traduisant les engagements pris par la France auprès de la Conférence Mondiale sur la Diversité Biologique. Son plan d'action « mer », adopté en 2005, prévoyait pour la première fois des actions nationales dans le domaine des aires marines protégées, avec :

- ✓ au plan international, la contribution aux travaux sur un cadre juridique adapté aux AMP internationales, l'institutionnalisation d'un parc marin international dans les Bouches de Bonifacio ;
- ✓ au niveau européen, le plan d'action de 2005 prévoyait la mise en œuvre du réseau Natura 2000 en mer ;
- ✓ au plan national, il prévoyait la mise en place de l'outil « parc naturel marin », la création d'une dizaine de PNM d'ici 2012 et la création d'une Agence des aires marines protégées.

La mise à jour d'avril 2009 de ce plan d'action confirme les objectifs de 2004, en tenant compte de l'adoption en 2007 de la stratégie nationale de création d'aires marines protégées et des engagements du Grenelle de l'environnement. La Stratégie Nationale pour la Biodiversité définie pour la période 2011-2020 comprend 20 objectifs articulés en 6 orientations stratégiques, parmi lesquels certains concernent directement le réseau des aires marines protégées :

- ✓ préserver les espèces et leur diversité ;
- ✓ construire une infrastructure écologique incluant un réseau cohérent d'espaces protégés ;
- ✓ préserver et restaurer les écosystèmes et leurs fonctions ;
- ✓ maîtriser les pressions sur la biodiversité ;
- ✓ garantir la durabilité de l'utilisation des ressources biologiques ;
- ✓ développer la recherche, organiser et pérenniser la production, l'analyse, le partage et la diffusion des connaissances.

A partir de 2007, l'adoption des lois Grenelle et la mise en œuvre du Grenelle de la mer et de la stratégie nationale pour la Mer et les Océans, aboutissent à la définition d'objectifs chiffrés : **20% des eaux françaises en aires marines protégées à horizon 2020, dont la moitié en « réserves halieutiques »**. En 2011, 12% des eaux métropolitaines sont couvertes par des AMP, avec un réseau essentiellement côtier. Ce taux est équivalent à 1,15% sur l'ensemble des eaux ultramarines.

Une stratégie nationale révisée pour la création et la gestion des aires marines protégées (SCGAMP) est approuvée en 2011. Elle établit cinq principes généraux :

- ✓ 1) contribuer à la connaissance ;
- ✓ 2) contribuer au bon état des écosystèmes ;
- ✓ 3) contribuer au développement durable des activités ;
- ✓ 4) s'inscrire dans les politiques intégrées de gestion du milieu marin et contribuer à la cohérence terre-mer des politiques publiques ;
- ✓ 5) répondre à des finalités définies à des échelles multiples.

La stratégie affirme en particulier que **le réseau des AMP peut contribuer à la gestion des ressources halieutiques, par la création de réserves halieutiques**. Celle-ci repose d'une part sur un travail scientifique permettant de rassembler les connaissances scientifiques sur les zones fonctionnelles pour les ressources halieutiques, et d'autre part sur une expertise juridique permettant d'envisager l'adaptation du code de l'environnement et la prise en compte des enjeux de protection des ressources halieutiques dans les réserves naturelles.

La stratégie propose également de privilégier « une gestion adaptative pour répondre au défi que constituent l'évolution du milieu et des usages et le progrès des connaissances » et indique **que les AMP ont vocation à favoriser les actions pilotes pionnières en matière de bonnes pratiques**.

Cette disposition peut s'appuyer sur différents dispositifs encadrés par le FEAMP visant au développement de techniques de pêche durables, avec notamment les **articles 38 « Soutien aux investissements visant à limiter l'incidence de la pêche sur le milieu marin et adaptation de la pêche à la protection des espèces », 39 « Innovation liée à la conservation des ressources biologiques de la mer » et 40 « Protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes marins et régimes de compensation dans le cadre d'activités de pêche durable »**.

En outre, le FEAMP interviendra, via la PMI, en soutien à des **projets localisés dans des zones Natura 2000**.

DCE et SDAGE

La Directive Cadre sur l'Eau (DCE) (Reg n° 2000/60/CE) établit le cadre communautaire de la politique de gestion et de protection de l'eau et fixe un objectif d'atteinte du bon état écologique des masses d'eau de surface et souterraines.

La DCE implique la mise en place de plans d'action, à travers des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) portant sur chaque grand bassin hydrographique. Elle définit également différents outils de planification : état des lieux, registre des « zones protégées » devant faire l'objet d'une protection renforcée (aires d'alimentation de captages d'eau potable,...), plan de gestion et programme de mesures. Les SDAGE sont ensuite déclinés localement dans le cadre des schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), qui définissent les actions nécessaires dans son plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

L'état écologique et chimique de 164 masses d'eau côtières et 96 masses d'eau de transition sont suivies dans le cadre de la Directive Cadre sur l'Eau. L'état des lieux réalisé en 2009 a été remis à jour en 2014. Il permettra d'orienter la définition des objectifs des nouveaux SDAGE 2016-2021 et des mesures nécessaires pour les atteindre. Le SDAGE et le programme de mesures DCE sont en cours d'élaboration.

Les SDAGE 2010-2015 définissent les orientations et les dispositions à mettre en œuvre afin d'atteindre les objectifs fixés par la DCE en 2015. Ils **identifient pour certains d'entre eux différents enjeux ou orientations concernant la préservation des eaux littorales, en particulier pour**

l'exercice des activités aquicoles, sur les aspects de gestion des ressources marines, ou encore de limitation des déchets en mer, dont ceux produits par les navires de pêche.

Le SDAGE Loire-Bretagne 2010-2015 vise, parmi ses enjeux majeurs, la préservation du littoral (enjeu n°10). Les orientations suivantes doivent être mises en œuvre :

- ✓ réduire significativement l'eutrophisation des eaux côtières et de transition ;
- ✓ limiter ou supprimer certains rejets en mer ;
- ✓ améliorer la qualité des eaux de baignade ;
- ✓ protéger la qualité des eaux destinées à la conchyliculture ;
- ✓ assurer l'adéquation entre ressource et besoins en eau potable ;
- ✓ améliorer la connaissance et la protection des écosystèmes littoraux ;
- ✓ préciser les conditions d'extraction des matériaux marins.

Le SDAGE Adour-Garonne 2010-2015 ne cible pas d'orientations dédiées au littoral atlantique. Deux orientations fondamentales concernent cependant les eaux littorales :

- ✓ réduire l'impact des activités sur les milieux aquatiques : réduction des pollutions diffuses de toute nature, respect des normes environnementales pour les substances prioritaires et dangereuses, levée des derniers points noirs industriels, fiabilisation des dispositifs d'assainissement collectif et individuel... ;
- ✓ assurer une eau de qualité pour des activités et usages respectueux des milieux aquatiques, pour la baignade et les loisirs aquatiques : promouvoir une gestion concertée par bassin versant afin de réduire les contaminations microbiologiques ; réaliser les profils de vulnérabilité des zones de baignade ; réduire les risques de proliférations de cyanobactéries ; promouvoir une gestion préventive et en temps réel.

Le SDAGE Seine-Normandie intègre des dispositions dédiées au littoral. La structuration du SDAGE ne consacre pas un volet spécifiquement dédié au littoral, mais l'un des huit défis et quatorze dispositions identifiés dans le SDAGE concernent spécifiquement la mer et le littoral. En particulier, certaines dispositions sont liées aux activités aquicoles et de la pêche : « Réaliser des profils de vulnérabilité des eaux conchyliques », « Gérer les ressources marines » et « Contrôler la pêche maritime de loisir et professionnel des poissons migrateurs amphihalins près des côtes ».

Le SDAGE du bassin Artois Picardie est structuré autour de 5 enjeux (déclinés en 34 orientations elles-mêmes traduites en 65 dispositions). L'enjeu 3 sur « la gestion et la protection des milieux aquatiques » dispose d'un volet dédié au littoral « Protéger et reconquérir la qualité du littoral » qui se décline en 6 orientations. Les orientations suivantes ont un lien avec les activités de pêche et d'aquaculture :

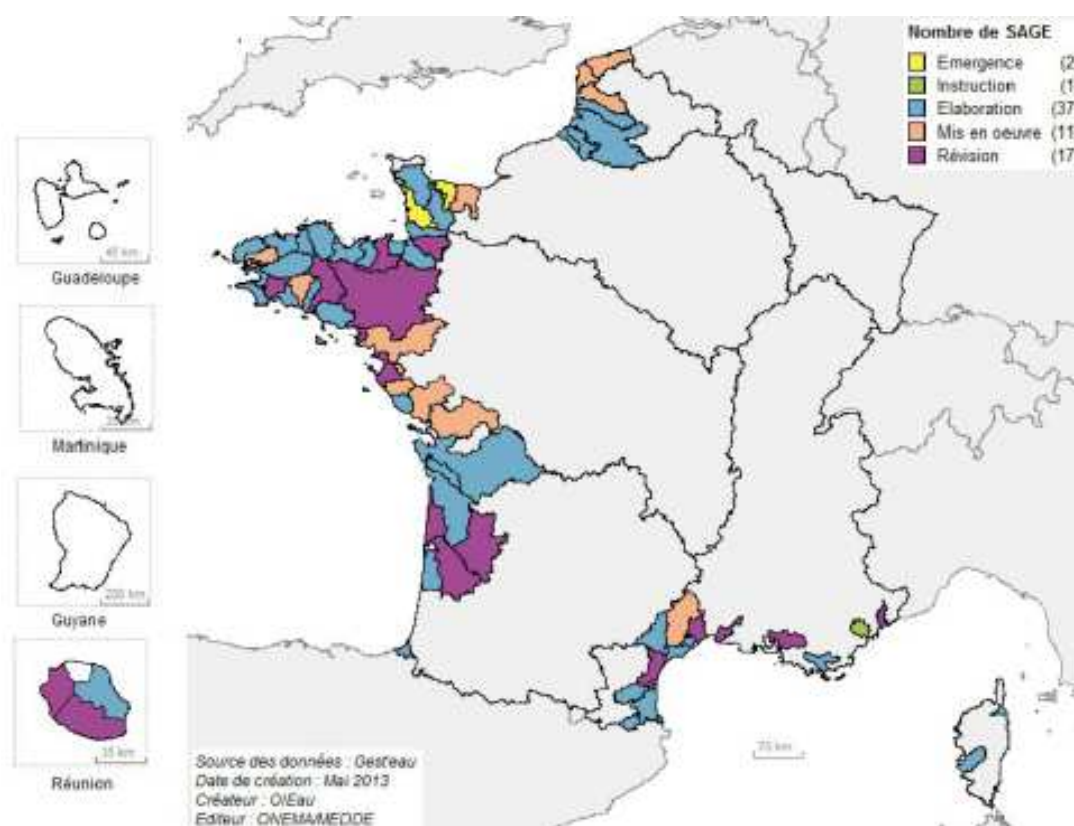
- ✓ réaliser systématiquement des profils pour définir la vulnérabilité des milieux dans les zones protégées baignade et conchyliculture.
- ✓ Intensifier la lutte contre la pollution issue des installations portuaires et des bateaux.
- ✓ Préserver les milieux littoraux et marins particuliers indispensables à l'équilibre des écosystèmes avec une forte ambition de protection au regard des pressions d'aménagement (sites Natura 2000, réserves naturelles,...).

Le SDAGE Rhône Méditerranée et Corse ne contient aucune disposition spécifique aux eaux côtières, mais leurs « orientations » contribuent de manière générale à limiter les apports de pollutions (fluviaux notamment) aux milieux marins.

Sur la période 2016-2021, une articulation est recherchée entre les deux directives DCE et DCSMM, dont l'objectif commun est l'atteinte du bon état des eaux sur lesquelles elle s'applique. Il existe en effet un champ de recouvrement correspondant aux masses d'eau côtières,

c'est-à-dire situées en deçà d'1 mille nautique de la ligne de base. La carte suivante représente l'état d'avancement des SAGE ayant une façade littorale et portant donc en théorie sur des masses d'eau couvertes par la DCSMM.

Figure 1 – Etat d'avancement des SAGE avec une façade littorale



Source : Instruction du gouvernement du 17 février 2014 relative à l'articulation entre la DCE et la DCSMM

Une circulaire du MEDDE d'avril 2014 établit les dispositions relatives à l'articulation des deux directives sur ces zones, conformément aux instructions de la Commission Européenne. Cette articulation sera concrétisée lors de la définition des programmes de mesures du nouveau SDAGE 2016-2021 et de la DCSMM, tous deux en cours de définition.

On peut d'ores et déjà relever que **le champ d'intervention principal du FEAMP, à savoir la pêche et aquaculture en zones marines, correspond principalement au périmètre de la DCSMM** (voir chapitre correspondant à l'articulation entre les deux programmes traité précédemment). Il est à noter toutefois que le FEAMP est susceptible d'intervenir sur deux types d'activités lié aux masses d'eau continentales :

- ✓ **les activités de pêche en eaux intérieures**, soutenues dans le cadre de l'article 44 du FEAMP, la bonne qualité des eaux étant une condition nécessaire à leur exercice) ; cette mesure n'a finalement pas été activée dans le PO français.
- ✓ **les activités aquacoles en zone continentale** (intégrées dans les différents articles de soutien à l'aquaculture du FEAMP), pouvant ponctuellement avoir un impact sur les milieux naturels.

Programme d'actions nitrates

La directive n°91/676/CEE, dite « directive Nitrates », date du 12 décembre 1991 et concerne la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles. Plusieurs programmes d'actions (PA) Nitrates se sont succédés jusqu'au 5^{ème} programme qui porte sur la période 2014-2018.

Le 5^{ème} programme d'actions repose sur la mise en œuvre du programme national (défini par l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié par l'arrêté du 23 octobre 2013), complété de mesures renforcées au niveau régional et définies dans les programmes d'actions régionaux. Les huit mesures concernent l'enregistrement des pratiques d'épandage et la définition des calendriers d'épandage des matières azotées, la limitation des apports dans certaines zones, le stockage des effluents, l'implantation de couverts végétaux en période hivernale et l'implantation de bandes enherbées. Les programmes d'actions régionaux définissent un certains nombres de mesures obligatoires en zones vulnérables et venant renforcer et adapté au contexte régional le programme d'actions national.

En limitant les apports de nitrates dans les zones estuariennes et littorales, **la mise en œuvre des programmes d'actions doit concourir à limiter les phénomènes d'eutrophisation particulièrement prégnants dans certaines zones côtières (littoral breton). L'eutrophisation modifie le fonctionnement des écosystèmes aquatiques en créant un milieu anoxique pouvant localement impacter les activités d'aquaculture ou, dans une moindre mesure, les activités de pêche.** A l'inverse, les activités aquacoles peuvent très **localement émettre des matières organiques pouvant contribuer au phénomène.**

La carte page suivante montre les zones vulnérables présentes sur le territoire national (NB : cette carte correspond à l'année 2012. Une révision des zones vulnérables est en cours dans le cadre de l'élaboration du 5^{ème} programme d'actions). Elle montre que le champ d'actions de la Directive Nitrates en zone côtière concerne principalement les littoraux de la Mer du Nord et de la Manche, ainsi que la partie Nord de la Sous Région Marine Golfe de Gascogne.

Figure 2 – Carte des zones vulnérables - 2012



Source Ministère en charge de l'environnement

SRCAE – Schémas Régionaux Climat, Air et Energie

Les Schémas Régionaux du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) sont des documents stratégiques régionaux et prospectifs, qui visent à définir les objectifs et orientations en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de lutte contre la pollution atmosphérique, de maîtrise de la demande énergétique, de développement des énergies renouvelables et d'adaptation aux changements climatiques aux horizons 2020 et 2050. Ce sont des outils issus du Grenelle de l'Environnement (notamment l'article 68 de la loi Grenelle II, modifiant le Code de l'environnement) qui prennent la suite des Plans Régionaux pour la Qualité de l'Air (PRQA).

Le secteur de la pêche n'est que rarement mentionné dans ces plans. Il ne représente par exemple que 1% de la consommation d'énergie finale en Bretagne. Cependant, deux aspects de ces SRCAE peuvent entrer en interaction avec l'objet du FEAMP :

- ✓ La **recherche de la sobriété énergétique** prônée par plusieurs de ces schémas entre en résonance avec plusieurs articles du FEAMP : **41 (flotte), 43 (ports), 44 (pêche intérieure), 48 (aquaculture) et 69 (transformation)**.
- ✓ L'incitation au développement de l'énergie renouvelable produite en mer (éolien, hydrolien) peut cependant entrer en conflit avec plusieurs segments de pêche côtière selon la localisation de futurs développements, mais également avoir des effets locaux négatifs sur les populations et les habitats à proximité des zones de développement.

SRCE – Schéma Régionaux de Cohérence Ecologique

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) a été mis en place dans le cadre de la démarche concertée du Grenelle de l'environnement, dont un des objectifs est d'élaborer un nouvel outil d'aménagement du territoire en faveur de la biodiversité : la Trame verte et bleue (TVB). L'outil étant nouveau, la totalité des régions métropolitaines est engagée dans des démarches d'élaboration des SRCE.

Les premiers schémas validés présentent surtout une analyse terrestre, la composante maritime se limitant à la frange littorale et aux zones estuariennes.

1.3.2. Politiques sectorielles

Schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine

Les schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine (SRDAM) ont été mis en place dans le cadre de la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche de juillet 2010. Ils visent à assurer un développement des activités aquacoles marines respectueux des autres activités littorales. Les SRDAM listent les sites existants ainsi que les sites potentiels d'implantation de cette activité. La sélection de ces sites sera faite en tenant compte des paramètres environnements et socio-économiques ainsi que des impacts induits par la mise en place de cette activité sur les écosystèmes.

Ils n'ont pas de portée impérative et ne se substituent pas à la procédure d'attribution d'une concession de cultures marines. Cependant, **ces schémas devraient être cohérents avec le Plan stratégique national "Développement des aquacultures durables 2020", qui a lui-même servi de base à la définition de la logique d'intervention du FEAMP pour ce qui concerne les activités aquacoles.**

Il est à noter cependant que le développement des sites conchylicoles peut avoir des conséquences sur le milieu marin (étouffement, modification sédimentaire). Ces zones nouvelles exploitées peuvent également être victimes de contamination par des substances chimiques ou biologiques.

1.3.3. Aménagement stratégique

Document Stratégique de Façade

Le document stratégique de façade (DSF) est une des composantes de la stratégie nationale pour la mer et le littoral (SNML), cadre de référence national pour la protection du milieu, la valorisation des ressources marines et la gestion intégrée et concertée des activités liées à la mer et au littoral. Composé de plusieurs volets, ce document complète les orientations de la SNML au regard de ses enjeux économiques, sociaux et écologiques.

Le document stratégique de façade présente la situation de l'existant dans le périmètre de la façade maritime, notamment l'état de l'environnement tant en mer, tel que décrit par le ou les plans d'action pour le milieu marin, que sur le littoral. Il expose également les conditions d'utilisation de l'espace marin et littoral, les activités économiques liées à la mer et à la valorisation du littoral ainsi que les principales perspectives d'évolution socio-économiques et environnementales et les activités associées. Les Plans d'Actions pour le Milieu Marin (PAMM) mis en œuvre dans le cadre de la DSCMM constitueront le volet environnemental des DSF.

Des travaux préparatoires à l'élaboration de la SNML ont eu lieu en 2014, avec notamment la constitution d'un Conseil national de la mer et des littoraux et l'élaboration d'un état des lieux de la Mer et du littoral. Un premier schéma sera établi en 2015.

Stratégie Maritime Atlantique

La Commission Européenne a adopté en mai 2013 un plan d'actions visant à revitaliser l'économie marine et maritime dans la région atlantique. Ce plan d'actions, qui fait suite à la stratégie pour l'Atlantique adoptée par la Commission en 2011, définit les priorités et actions à entreprendre pour créer une croissance durable dans les régions côtières et stimuler l'« économie bleue ».

Quatre grandes priorités ont été identifiées pour la mise en œuvre du Plan d'action :

- ✓ la promotion de l'esprit d'entreprise et de l'innovation (en renforçant la coopération dans le domaine de la recherche océanique afin de mieux évaluer les incidences du changement climatique) (« Priorité 1: encourager l'esprit d'entreprise et l'innovation ») ;
- ✓ la protection, la sécurisation et la valorisation de l'environnement marin et côtier – (« Priorité 2: protéger, sécuriser et valoriser le potentiel de l'environnement marin et côtier de l'Atlantique ») ;
- ✓ l'amélioration de l'accessibilité et de la connectivité (« Priorité 3: améliorer l'accessibilité et la connectivité ») ;
- ✓ la création d'un modèle de développement régional durable et propice à l'intégration sociale (« Priorité 4: créer un modèle de développement régional ouvert à tous et durable »).

La mise en œuvre du Plan d'Action repose sur des procédures d'appels à projets. Le Plan d'Action ne dispose pas d'instrument financier dédié, les projets mis en œuvre reposeront sur divers instruments financiers régionaux, nationaux et européens. Concernant les instruments européens, seront mobilisés :

- ✓ les fonds structurels, dont le **FEAMP au travers de la PMI**.
- ✓ Les financements liés aux programmes **Horizon 2020, LIFE+**, ou encore les prêts de la **Banque Européenne d'Investissement**.

Les mesures du FEAMP contribuant à la mise en œuvre de la stratégie maritime atlantique sont identifiées dans le PO. Les priorités **1a**, **1b** et **1c** et **2** intègrent plus particulièrement une dimension environnementale :

- ✓ La sous-priorité 1a du plan d'actions Atlantique vise à la « conception de modèles multi-spécifiques, d'engins de pêche et de techniques et de technologies connexes perfectionnés afin de réduire au minimum l'empreinte carbone, les dommages aux fonds marins, les rejets et les prises accessoires » :
 - les **articles 38 (Limitation de l'incidence de la pêche sur le milieu marin), 39 (Innovation liée à la conservation des ressources biologiques de la mer) et 41 1 c (Efficacité énergétique des navires)** contribuent à la mise en œuvre de cette sous-priorité.
- ✓ La sous-priorité 1b repose sur « le partage d'informations sur les outils qui améliorent la compréhension par les responsables du secteur de la pêche des incidences socio-économiques et écosystémiques des mesures de gestion » :
 - Les **articles 29 1 b (promotion du capital humain et mise en réseau) et 37 (aide à la conception et à la mise en œuvre des mesures de conservation et de coopération régionale)** pourront être mobilisés.
- ✓ La sous-priorité 1c vise à « la réalisation de travaux de recherche pour renforcer la croissance, la productivité, la compétitivité et la viabilité environnementale de l'aquaculture et la capacité du secteur à répondre aux exigences du marché » :
 - Les projets soutenus dans le cadre des **articles 47 (Innovation en aquaculture) et 48 (Investissements productifs)** participeront plus particulièrement au volet environnemental (viabilité environnementale) de cette sous-priorité.
- ✓ La priorité 2 repose d'une part sur le développement, l'évaluation et le déploiement de nouvelles technologies visant à améliorer l'inspection des navires, et d'autre part sur l'aide à la création de services d'informations liées au bassin maritime régional au sein de l'environnement commun de partage de l'information (CISE). **Les articles relatifs au contrôle des pêches (article 76) et à la surveillance maritime intégrée (article 80)** pourront être mobilisés. Ils participent à la meilleure connaissance des milieux et des ressources (stocks) et à la limitation des impacts potentiels négatifs des activités de pêche, par le renforcement des contrôles.

1.3.4. Fonds structurels, programme Life+

Les champs d'intervention du FEAMP sont par nature assez distincts de ceux des autres fonds structurels européens (FEADER, FSE et FEDER), des champs de recouvrement sont toutefois possibles sur certains articles.

Le Programme Opérationnel FEAMP précise les articulations envisagées afin d'éviter le double financement des projets :

- ✓ Sur les **soutiens à l'innovation** (articles 26 et 47 du FEAMP) : il est précisé qu'un projet soutenu par le FEAMP ne peut bénéficier d'un financement par un autre fond ((et inversement),) ;
- ✓ Le **soutien à l'installation des exploitations aquacoles** (article 51) sera réalisé exclusivement par le FEAMP (il n'y a donc pas d'intervention possible du FEADER) ; de même, les projets concernant la **production et la transformation d'algues** entrent exclusivement dans le champ d'intervention du FEAMP ;
- ✓ Des projets non éligibles au titre de la **mesure collecte de données** (article 77) pourront bénéficier d'un soutien dans le cadre des autres fonds (FEDER notamment) ;
- ✓ Concernant le **DLAL** :

- Dans les régions **littorales**, les DLAL FEAMP et FEADER pourront intervenir sur un même territoire dans la mesure où les stratégies sont construites en complémentarité, et un projet ne pourra être financé qu'une fois.
- Dans les régions **continentales**, les projets concernant la pisciculture continentale pourront être intégrés dans les GAL leader, mais ne pourront pas bénéficier de soutien dans la cadre du DLAL du FEAMP.
- Une articulation devra par ailleurs être envisagée entre soutien du DLAL dans le FEAMP et soutien du FEDER au titre des investissements territoriaux intégrés. Il en est de même pour les projets soutenus dans le cadre d'Interreg.
- ✓ Les **soutiens à la transformation** dans le cas d'entreprises ayant à la fois une activité dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture ou dans le secteur agricole, seront attribués au travers du FEAMP ou du FEADER, en fonction de l'activité dominante de l'entreprise.
- ✓ Enfin, des complémentarités seront recherchées avec le FEDER pour soutenir des projets de protection de la biodiversité **dans les zones Natura 2000** (cf Objectif thématique 6 du règlement FEDER : « préserver et de protection de l'environnement et encourager une utilisation rationnelle des ressources » en « protégeant et en restaurant la biodiversité et les sols et en favorisant des services liés aux écosystèmes, y compris au travers de Natura 2000, et des infrastructures vertes »).
- ✓ Le programme LIFE pourra également soutenir des projets en faveur de l'amélioration de la connaissance et de la protection du milieu marin, en complément du FEAMP.

2. Etat initial de l'environnement et perspectives d'évolution

2.1. Méthodologie et documents de référence

La synthèse de l'état initial de l'environnement est établie à partir de différents documents (ou « profils environnementaux ») dressant un état de l'environnement sur l'espace maritime, avant mise en œuvre du programme FEAMP 2014-2020. La synthèse est réalisée par territoire. Les territoires considérés sont d'une part les **quatre sous-régions marines (SRM)** identifiées par la Directive Cadre Stratégie pour le Milieu Marin et sa déclinaison en Plans d'Action pour le Milieu Marin sur les zones **Manche Mer du Nord, Mers Celtiques, Golfe de Gascogne et Méditerranée Ouest**, et d'autre part les **DOM**.

L'état initial est réalisé sur les différentes dimensions de l'environnement, à savoir :

- ✓ La **biodiversité et les milieux naturels**, avec deux sous-thématiques : espèces et diversité biologique et milieux naturels et habitats ;
- ✓ La **pollution et la qualité des milieux**, englobant la qualité de l'air, des eaux, des sols, la problématique des déchets et du climat ;
- ✓ Les **ressources naturelles** : eau, sol, énergie et matières premières ;
- ✓ Les **risques naturels et technologiques** ;
- ✓ Le **cadre de vie**, avec les 3 sous-thématique paysages et espaces, bâtiments et nuisances.
- ✓ Le **patrimoine**, culturel ou relatif aux sites naturels.

L'analyse développée par thématique aboutit à l'attribution d'une note sur chacun des territoires reflétant l'importance de l'enjeu environnemental considéré (1 pour un enjeu mineur à 5 pour un enjeu majeur). Les impacts environnementaux de l'ensemble des activités humaines ayant cours sur l'espace maritime, dont les activités relevant du champ d'intervention du FEAMP, sont également caractérisés.

Une synthèse est ensuite réalisée, aboutissant à la hiérarchisation des enjeux environnementaux et à l'identification des enjeux environnementaux prioritaires pour l'intervention du FEAMP.

La liste des documents mobilisés pour établir l'état initial est présentée page suivante.

Tableau 2 : Documents utilisés pour la réalisation de l'état initial

Document	Année	Source
Evaluations initiales des eaux marines : 4 SRM	2012	MEDDE
Note méthodologique sur l'évaluation environnementale des PAMM	2012	MEDDE
Objectifs environnementaux et indicateurs associés	2013	MEDDE
Définition du bon état écologique	2014	MEDDE
Evaluations environnementales des PAMM : 4 SRM	2014	MEDDE
Evaluation Natura 2000	2014	MEDDE
Article 12 Technical Assessment of the MSFD 2012 obligations – France	2014	Commission Européenne
Stratégie nationale pour la création et la gestion des aires marines protégées	2012	MEDDE
Etat des lieux Mer et Littoral	2014	MEDDE
Profil Environnemental Régional Guadeloupe	2011	DEAL Guadeloupe
Profil Environnemental Régional Martinique	2008	DEAL Martinique
Profil Environnemental de la Réunion	2012	DEAL La Réunion
Etat des lieux SDAGE 2010-2015 pour Martinique, Guadeloupe, La Réunion, Guyane et Mayotte	2009 à 2014	Comités de bassin
SAR Réunion	2011	Conseil Régional Réunion
SAR Guadeloupe	2010	Conseil Régional Guadeloupe
SAR Guyane	2014	Conseil Régional Guyane
SAR Mayotte	2012	Conseil général Mayotte
DST Mayotte	2012	Conseil général Mayotte
PADD Mayotte	2014	Conseil général Mayotte

2.2. Etat initial de l'environnement marin et des eaux continentales

2.2.1. Synthèse des profils environnementaux disponibles

2.2.1.1. Biodiversité et habitats

1) Principaux constats

Espaces naturels et habitats

Les milieux naturels à prendre en compte comporte :

- ✓ **Les milieux littoraux** : 25 % des habitats naturels de l'annexe 1 de la Directive Habitats présents en France sont des habitats spécifiquement littoraux (34 sur 136). 75 % des habitats naturels littoraux de l'annexe 1 de la Directive Habitats cités en Europe sont présents en France (34 sur 45)¹.
- ✓ **Les écosystèmes aquatiques continentaux**, zones humides et espèces associées, au regard notamment des activités d'aquaculture continentale.
- ✓ **Les lagunes, estuaires, milieux de transition** (zones humides) ; habitats et espèces côtiers et marines au regard des activités « pêche maritime ».

Les habitats côtiers d'intérêt communautaire sont marins (étages supra-, médio- et infralittoral), jusqu'à 15-20 mètres de profondeur, ou terrestres et liés à la présence de la mer. On dénombre 107 habitats élémentaires en France, répartis en 8 types. Leur répartition varie selon la diversité des côtes et du climat, la présence de petits fonds et le niveau d'artificialisation des côtes.

Le **littoral atlantique** a la plus grande diversité : parmi les 107 habitats répertoriés en France, 62 habitats côtiers y sont présents contre 54 en **Manche et mer du Nord** et 43 sur le pourtour **méditerranéen**. Les départements où alternent côtes rocheuses, dunes, estuaires, vasières et marais ont la plus grande diversité d'habitats élémentaires. C'est le cas pour les départements de la Manche, du Pas-de-Calais et du Finistère. Les départements ayant des littoraux plus homogènes, comme la Seine-Maritime (falaises), les Landes (dunes et boisements) ou l'Hérault (lagunes), ont une moins grande diversité d'habitats.

Dans les sous-régions atlantiques (**Manche Mer du Nord, Mer Celtique et Golfe de Gascogne**), les biocénoses de l'étage médiolittoral (zone intertidale) présentant des enjeux particuliers se situent surtout dans le Golfe de Gascogne, où elles sont de trois types : bancs de moules, herbiers de zostère naine et récifs d'hermelles. En **Méditerranée**, la biocénose à *Lithophyllum byssoides* est la plus sensible aux activités humaines mais pas particulièrement à la pêche.

Dans l'étage infralittoral (0 à 30-40 m), les biocénoses sensibles sont là encore surtout présentes dans le **Golfe de Gascogne** (biocénose à laminaires, herbiers de zostère marine, bancs de maërl et d'huîtres plates, bancs de modioles et de petite herminette). Certaines de ces biocénoses ne sont recensées que dans la partie occidentale de la sous-région **Manche Mer du Nord** : les herbiers de zostère marine ne se retrouvent qu'à l'ouest du cap de la Hague, tout comme les bancs de maërl et les bancs d'huîtres plates. Les bancs de Modiole ne se retrouvent que le long des côtes du Pas de Calais et sont mal connus. Aucune biocénose sensible de l'étage infralittoral n'est recensée dans la sous-région **Mer Celtique**. En **Méditerranée**, les algues photophiles (*Fucales* et *Cystoseira*) sont particulièrement vulnérables respectivement aux effets de la mytiliculture et de la pêche.

¹ <http://www.onml.fr/chiffres-cles/cadrage-general/etat-biologique-du-milieu-marin-et-littoral/>

En **Atlantique**, les biocénoses sensibles de l'étage circalittoral (40 à 100-200 m) se rencontrent essentiellement en **Mer Celtique** (éponges et brachiopodes). En **Méditerranée**, cet étage comporte un grand nombre de faciès remarquablement diversifiés dont plusieurs sont menacés en priorité par les pollutions, mais également par la pêche, notamment les faciès à anémone, coraux et éponges. Cet étage abrite en particulier les herbiers à Posidonie, extrêmement sensibles au chalutage, et l'habitat à coralligènes, impacté par la pêche récréative, notamment la plongée sous-marine.

Dans les étages bathyal et abyssal, les pressions liées à la pêche sont notables dans le **Golfe de Gascogne** où le chalutage a contribué à la disparition de plusieurs espèces de coraux d'eau froide à partir de 150 m. Peu de données existent pour la **Mer Celtique** et ces étages ne se retrouvent pas en **Manche Mer du Nord**. La plupart des faciès très diversifiés de cet étage sont également menacés en **Méditerranée** et plusieurs sont considérés par la CGPM comme sensibles (faciès à gorgones, à huître géante, à coraux blanc et rouge) ou comme Habitat Marin Essentiel (faciès des vases molles à pennatulaires) en raison de leur rôle dans la productivité des pêcheries de crustacés. Les biocénoses à coraux d'eau froide sont considérées comme sensibles à la plupart des engins de pêche (dragues, chaluts, palangres et filets).

Les documents régionaux portant sur les **DOM** ne permettent pas de détailler les biocénoses d'intérêt selon la même finesse que pour les eaux métropolitaines. Elles permettent cependant de faire ressortir les principaux enjeux. Les DOM bénéficient d'une qualité et d'une diversité d'habitats marins et côtiers à l'origine d'une diversité biologique exceptionnelle (récifs coralliens, mangroves, herbiers). Ces écosystèmes abritent une biodiversité faunistique importante et assure des fonctions écologiques capitales : oxygénation et épuration des eaux, système à forte productivité biologique source de nourriture, zone de nurserie, de reproduction, d'alevinage ou d'alimentation pour la faune et stabilisation des sédiments. Dans les **Antilles françaises**, les herbiers de phanérogames marines et les formations coralliennes sont considérées vulnérables, conduisant notamment à la mise en place de la partie marine de la réserve naturelle nationale terrestre et marine de Marie-Galante (**Guadeloupe**). Les mangroves sont des composantes importantes des littoraux de **Guyane** et de **Mayotte**.

La directive "Habitats" (directive 92/43/CEE du 21 mai 1992) a été élaborée afin de promouvoir la protection et la gestion des espaces naturels et des espèces de faune et de flore à valeur patrimoniale. L'objectif général de cette directive est de maintenir ou rétablir la biodiversité de l'Union Européenne. Cette directive vise à recenser, protéger et gérer l'ensemble des sites d'intérêt communautaire de l'Union Européenne. Un site d'intérêt communautaire participe à la préservation d'un ou plusieurs habitats d'intérêt communautaire (annexe I de la Directive) et d'une ou plusieurs espèces (faune ou flore) d'intérêt communautaire (annexe II de la Directive).

La directive "Habitats" complète le dispositif défini dans le cadre de la directive "Oiseaux" (directive 79/409/CEE du 2 avril 1979, remplacée par la directive 2009/147/CE du 30 novembre 2009), qui concerne la protection et la gestion des populations d'oiseaux sauvages et de leurs habitats sur le sol européen pour former le réseau Natura 2000.

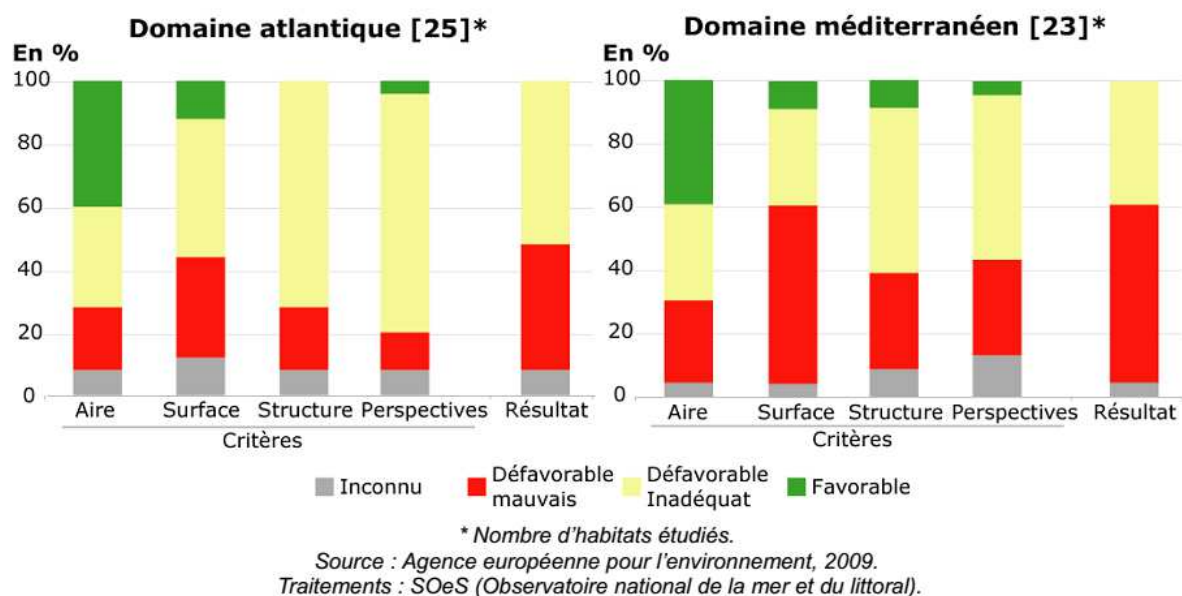
Sur chacun des sites, le réseau prévoit :

- ✓ la mise en place de mesures de gestion et de protection, proposées dans le cadre de l'élaboration d'un document d'objectifs et mises en œuvre dans le cadre de l'animation du site, en faveur des espèces et des habitats ciblées ;
- ✓ l'évaluation des incidences des projets, travaux ou aménagement réalisés sur ces sites afin de prévenir et réduire leurs impacts écologiques ;
- ✓ l'évaluation de l'état de conservation des habitats et des espèces ciblées. Cette évaluation est essentielle pour définir et mesurer l'efficacité des mesures de gestion et de protection mises en place sur les sites Natura 2000.

En 2013, le territoire français comptait, au titre de Natura 2000 en milieu marin, 207 sites (148 mixtes et 59 entièrement marins). Ces zones couvrent plus 41 000 km² de surface marine.

La première évaluation réalisée dans le cadre de la directive "Habitats" couvre la période 2001-2006. Cela constitue un état zéro de la connaissance des habitats. Que l'on soit dans le domaine méditerranéen ou atlantique (mer du Nord, Manche et Atlantique), aucun habitat côtier n'est dans un bon état de conservation. Parmi les quatre critères évalués pour chaque habitat, leur aire de répartition est favorable dans près d'un cas sur deux, mais leurs surfaces, leurs structures et leurs perspectives d'évolution sont généralement mauvaises ou inadéquates (Figure 3).

Figure 3 : État des habitats côtiers d'intérêt communautaire par domaine biogéographique



La suffisance du réseau Natura 2000 en mer français a été évaluée par la Commission européenne lors de séminaires biogéographiques (en mars 2009 pour la région biogéographique marine Atlantique et en juin 2010 pour la région biogéographique marine Méditerranée). Si les conclusions pour la France étaient plutôt favorables à l'intérieur des 12 milles marins, des efforts de désignation ont été demandés au-delà de la mer territoriale pour les récifs, le Grand Dauphin et le Marsouin commun. De nouveaux sites Natura 2000 au-delà des 12 milles marins doivent être proposés au titre de la DO pour finaliser le réseau de ZPS marines.

Les habitats marins d'intérêt pour le réseau Natura 2000 en mer

La répartition des habitats marins au sein du réseau pour chaque SRM est synthétisée dans le tableau 3. Une analyse de la vulnérabilité des habitats à cette échelle fait apparaître une forte responsabilité (>85%) de la SRM **Golfe de Gascogne** pour les habitats de baies (1160), d'estuaires (1130) et de laisse de mer (1210) et une responsabilité partagée (>40%) avec la **Manche-Mer du Nord** pour les sables intertidaux (1140) et les récifs. La Manche présentant également une certaine responsabilité pour les bancs de sables de faible profondeur (1110). La **Méditerranée** présente quant à elle la totalité des herbiers de posidonie français (1120) ainsi qu'une responsabilité forte pour les habitats des lagunes (1150) et des grottes marines (8330).

Une analyse plus fine à l'échelle des habitats élémentaires fait apparaître des enjeux particuliers par sous-région marine tels que les récifs d'Hermelles (1170-5), les bancs de maërl (1110-3), les herbiers de zostères marine (1110-1) et les habitats des platiers de craie (1170-3&5) majoritairement en **Manche Mer du Nord** et de zostère naine (1110-1) très majoritairement dans le **Golfe de Gascogne**.

Tableau 3 : Synthèse des habitats marins couverts par le réseau au sein des SRM

	Golfe de Gascogne Mer celtique			Manche – Mer du Nord			Méditerranée occidentale		
Habitats	Nb de sites	Surfaces au sein du réseau	Part du réseau national dans la SRM	Nb de sites	Surfaces au sein du réseau	Part du réseau national dans la SRM	Nb de sites	Surfaces au sein du réseau	Part du réseau national dans la SRM
1110	38	3000	38%	27	4200	54%	29	610	8%
1120		0	0%		0	0%	29	890	100%
1130	29	830	85%	23	130	13%	10	18	2%
1140	38	370	49%	34	370	49%	20	18	2%
1150	28	120	19%	7	5	1%	31	490	79%
1160	17	860	92%	9	43	5%	14	21	2%
1170	38	2300	52%	29	1900	43%	25	180	4%
1180	2	21	100% Données à préciser		0	0%		0	0%
1210	42	130	87%	32	10	7%	41	10	7%
8330	8	0,4	2%	5	0,5	3%	15	18	95%

Habitats : 1110: Bancs de sable à faible couverture permanente d'eau marine; 1120: Herbiers de posidonies (*Posidonia oceanica*); 1130: Estuaires; 1140: Replats boueux ou sableux exondés à marée basse; 1150: Lagunes côtières; 1160: Grandes criques et baies peu profondes; 1170: Récifs; 1180: Structures sous-marines causées par des émissions de gaz; 1210: Végétation annuelle des laissés de mer; 8330: Grottes marines submergées ou semi-submergées.

Les espèces d'oiseaux d'intérêt pour le réseau Natura 2000 en mer

Les effectifs de 44 espèces nicheuses en zones littorales et/ou s'alimentant en milieu marin présentes sur chaque sous-région marine sont synthétisés Tableau 4, ainsi que le nombre de ZPS remarquable (A : >15% de la population) ou très importante (B : >2% de la population) pour ces espèces.

Il existe une responsabilité très forte (>80% des effectifs nationaux) pour 11 espèces en **Manche mer du nord**, 9 en **Méditerranée** et 3 en **Atlantique**. Toutes ces espèces sont couvertes par au moins une zone de protection spéciale.

Tableau 4 : Effectifs par SRM de 44 espèces nicheuses en zones littorales et/ou s'alimentant en milieu marin et nombre de ZPS remarquables (A : >15% de la population) ou très importantes (B : >2% de la population) pour ces espèces

		Manche Mer du Nord		Golfe de Gascogne Mer Celtique		Méditerranée		France
Nom vernaculaire	Code N2000	Effectifs nicheur	ZPS marines importantes (A&B)	Effectifs nicheur	ZPS marines importantes (A&B)	Effectifs nicheur	ZPS marines importantes (A&B)	Effectifs nicheur France
Aigrette garzette	A026	?	2	< 6 328	9	?	1	11-13,000
Avocette élégante	A132	224	3	1040	8	1000	1	2500
Balbusard pêcheur	A094		0		0	28	2	60
Barge à queue noire	A156	27	1	106-133	5		1	111-145
Chevalier gambette	A162	8	1	1257	6	81	1	1400
Cormoran huppé (sous espèces atlantique)	A018	5738	5	1 340 - 1 343	5			7069 - 7230
Cormoran huppé (sous espèces méditerranée)	A392		0		0	> 1 037 1 058	8	> 1 037 - 1 058
Echasse blanche	A131	29	0	922	9	810	1	1850
Eider à duvet	A063	occasionel	1		1			1 à 4
Fou de Bassan	A016	22423	1		0	1	0	22424
Fulmar boréal	A009	668-701	3	7 à 14	2			> 807 - 848
Goéland argenté	A184	41 - 48000 (2001)	4	12 204 - 13 089	5			77 - 79000 (1996-2001)
Goéland brun	A183	11 - 12000 (2001)	1	9 165 - 9 380	3			22 - 23000 (1996-2001)
Goéland cendré	A182	20	0		0		0	29-31
Goéland d'Audouin	A181				0	88	7	88
Goéland leucophaea	A604			567 - 611 (P)	1	> 24 958 25 242	2	> 29 010
Goéland marin	A187	2890	5	1 392 - 1 431	2		0	> 5700
Goéland railleur	A180			1	0	665-770	2	665-770
Grand cormoran (côtiers)	A017	2400	5	229	1	40	0	2550
Grand Gravelot	A137	170-200	2	2	1			170-200
Gravelot à collier inter.	A138	556	3	272	1	687	1	1292-1531
Guifette moustac	A196		0	1867	0		1	3518-3606
Guifette noire	A197		0	91 - 95	2			93-97
Guillemot de Troil	A199	287-298	2		2			287-298
Harle huppé	A069	2 à 3	1		0			2 à 3
Huitrier pie	A130	792	5	70	3	158	1	1050
Macareux moine	A204	164-187	1		1		0	164-187
Mouette mélanocéphale	A176	503-603	1	2355	2	3 619 - 3 632	1	6627-7873
Mouette rieuse	A179	faible effectif		903 - 926 (P)		3 517 - 3 098		> 12 170
Mouette tridactyle	A188	4953	2	13	1		0	> 5000
Nette rousse	A058	12	0		0	700	1	1000 - 1500
Océanite tempête	A014	805-865	1	9 - 11	3	< 50 ?	2	900 ?
Pingouin torda	A200	46-48	3				0	46-48
Puffin cendré	A010					>900	7	>900
Puffin de Méditerranée (yelkouan)	A464					885	4	885
Puffin des Anglais	A013	125-241	1	2 - 3	1		0	128-244
Spatule blanche	A034	9 à 31	0	352 - 407	1	130	1	560-624
Sterne caugek	A191	1627-1647	3	4 910 - 5 285	3	464	3	7315-8364
Sterne de Dougall	A192	12-17	1	21	0		0	33-38
Sterne hansel	A189					688-746	1	688-746
Sterne naine	A195	48-86	1	2	0	> 534	2	> 1725
Sterne pierregarin	A193	493-522	1	1 419 - 1 549	6	> 1 040	2	> 5285
Tadorné de Belon	A048	920	2	2082	10	542	1	4000-4500

En dehors de la période de nidification, la plupart des oiseaux marins migrent. Les eaux françaises constituent une zone d'hivernage particulièrement importante. Les survols aériens réalisés dans le cadre du programme d'acquisition de connaissance sur les oiseaux et les mammifères marins (PACOMM) permettent d'évaluer l'importance saisonnière (été, hiver) de chaque SRM pour les espèces marines (Tableau 5).

Le **Golfe de Gascogne** constitue la zone la plus importante pour huit groupes d'espèces dont notamment le Fulmar boréal, l'océanite tempête et le grand labbe pour lesquels il accueille plus de 80% des effectifs. La **Manche Mer du Nord** est aussi une zone importante pour quatre groupes d'espèces dont les plongeurs et les macreuses. Enfin, la **Méditerranée occidentale** est très importante pour les petits puffins et la mouette pygmée.

Les suivis depuis la côte permettent d'affiner la répartition des espèces les plus côtières et celle fréquentant l'estran. C'est le cas en particulier du suivi Wetlands qui met en lumière l'importance du **Golfe de Gascogne** pour les limicoles (première zone d'hivernage pour 15 des 22 espèces de limicoles les plus courantes en hivernage sur le littoral français) et les anatidés (3 espèces). La **Manche Mer du Nord** est une zone importante pour 3 espèces de limicoles et 4 espèces d'anatidés. La **Méditerranée**, où les zones d'estran sont très réduites, présente un intérêt moindre pour la conservation de ces espèces, mis à part pour le bécasseau minute et le gravelot à collier interrompu.

Tableau 5 : Responsabilité et couverture du réseau pour les espèces marines estimée par SRM via les résultats des survols aériens réalisés dans le cadre de PACOMM.

Nom	Responsabilité par SRM* = effectif SRM / Effectif France						Couverture du réseau** = effectif Natura 2000 / Effectif Total							
	Hiver	Hiver	Hiver	Eté	Eté	Eté	Hiver	Hiver	Hiver	Eté	Eté	Eté	Hiver	Eté
	Atl	MMN	Med	Atl	MMN	Med	Atl	MMN	Med	Atl	MMN	Med	France	France
Plongeurs	3%	96%	1%				60%	48%	25%	/	/	/	48%	-
Océanites	91%	1%	7%	88%	5%	7%	12%	2%	0%	3%	10%	4%	11%	4%
Mouette pygmée	4%	6%	91%	12%	12%	77%	22%	33%	4%	8%	0%	12%	6%	10%
Grand puffin indéterminé	0%	0%	100%	71%	0%	29%	/	/	0%	0%	/	20%	0%	6%
Petit puffin indéterminé	3%	0%	96%	27%	19%	55%	22%	0%	23%	31%	17%	19%	23%	22%
Sternes	48%	4%	48%	31%	44%	24%	48%	23%	45%	48%	41%	28%	45%	40%
Guillemot ou pingouin	54%	45%	1%	73%	27%	0%	29%	23%	45%	21%	20%	/	27%	21%
Grand labbe	87%	13%	0%	80%	15%	5%	12%	19%	/	15%	14%	17%	13%	15%
Fulmar boréal	72%	28%	0%	95%	5%	0%	1%	16%	/	2%	27%	/	5%	3%
Goélands noirs	47%	53%	0%	62%	38%	0%	31%	33%	/	27%	22%	/	32%	25%
macreuses	40%	60%	0%	6%	94%	0%	87%	86%	/	64%	98%	0%	86%	96%
Fou de bassan	63%	36%	1%	62%	37%	1%	21%	29%	25%	11%	18%	21%	24%	13%
Cormorans	28%	61%	11%	28%	60%	11%	51%	47%	44%	61%	47%	48%	48%	51%
Mouette tridactyle	77%	23%	0%	70%	30%	0%	8%	21%	56%	4%	35%	/	11%	14%
Goélands gris	35%	18%	47%	36%	36%	28%	37%	37%	26%	35%	35%	26%	32%	33%
Marsouin com	26%	74%	0%	65%	35%	0%	25%	39%	/	5%	18%	/	35%	9%
Grand dauphin	43%	1%	56%	70%	3%	27%	3%	7%	6%	1%	30%	19%	5%	6%
Phoques	0%	100%	0%	13%	87%	0%	/	46%	/	28%	43%	/	46%	41%
Légende =>	100-80%	80-50%	50-10%	10-0%	Océanites sous espèce méd	Effectifs trop petit	0-20% et Resp >80%	0-20%	0-20% et Resp <10%	20-30%	20-30% et Resp <10%	30-60%	60-100%	60-100% et Resp <10%

* pour le large; ne concerne pas les colonies ou les groupes côtiers de GD.

** pour les espèces présentant un enjeu sur les façades (>10% des effectifs) et concernées par les directives)

Les espèces de mammifères d'intérêt pour le réseau Natura 2000 en mer

Les effectifs de phoques gris et de phoques veaux-marins français sont très inférieurs à ceux des populations du Nord de l'Europe. Cependant, les populations de **Manche Mer du Nord** sont les plus méridionales d'Europe. Au niveau national, les deux espèces de phoques ne sont présentes de façon significative qu'en Manche-Mer du Nord (Tableau 6). Les zones de reproduction les plus importantes sont les baies de Somme, des Veys et du Mont St-Michel pour le phoque veau-marin et les archipels

de Molène et des Sept Îles pour le phoque gris. Des phoques gris sont observés de plus en plus fréquemment dans le nord du **golfe de Gascogne**.

Les populations françaises du large de grands dauphins sont principalement rencontrées en **Atlantique** et en **Méditerranée**. En zone côtière, les principaux groupes connus sont présent en Manche-mer du nord (Golfe Normand-Breton et mer d'Irlande).

Tableau 6 : Nombres de sites couvrant des effectifs significatifs (>1% de la population) des espèces de la directive habitats-faune-flore par SRM et responsabilité pour ces espèces

	Golfe de Gascogne Mer celtique		Manche – Mer du Nord		Méditerranée occidentale	
Espèces	Nombre de sites	Responsabilité	Nombre de sites	Responsabilité	Nombre de sites	Responsabilité
Mammifères	20		26		19	
Halichoerus grypus	7		11	Très forte		
Phoca vitulina			15	Très forte		
Phocoena phocoena	12	Forte	12	Forte		
Tursiops truncatus	19	Forte	14	<i>Forte (groupes sédentaires)</i>	19	Forte
Poisson amphihalins	18		14		4	
Acipenser sturio	4	Très forte				
Alosa alosa	14	Très forte	5	<i>Forte (aire de répartition)</i>		
Salmo salar	14	Forte	12	Forte		
Lampetra fluviatilis	11	Très forte	7		2	
Alosa fallax	14	Très forte	4		4	<i>Forte (Population isolée)</i>
Petromyzon marinus	15	Très forte	7	<i>Forte (aire de répartition)</i>	4	<i>Forte (Population isolée)</i>
Tortue caouanne					7	Très forte

Les espèces amphihalines d'intérêt pour le réseau Natura 2000 en mer

Les six espèces amphihalines de la Directive Habitats ont connu une régression importante au cours du siècle dernier en raison notamment de l'aménagement des cours d'eau (et l'installation d'obstacles à la migration), la destruction des zones de frai (avec l'exploitation de granulats en rivière et ou le colmatage des zones propices), la dégradation de la qualité des eaux et la pêche commerciale.

Pour ces espèces, les débouchés des grands fleuves de la SRM **Golfe de Gascogne** (Garonne, Gironde, Dordogne, Loire, Charente, Adour...) constituent des aires importantes pour la conservation de ces espèces au niveau européen, en particulier pour l'esturgeon européen, la grande alose et la lamproie marine (Tableau 6). La SRM **Manche-Mer du Nord** présente des effectifs bien inférieurs à ceux du Golfe de Gascogne reste importante pour le maintien de l'aire de répartition de ces espèces (en particulier pour la grande alose et la lamproie marine).

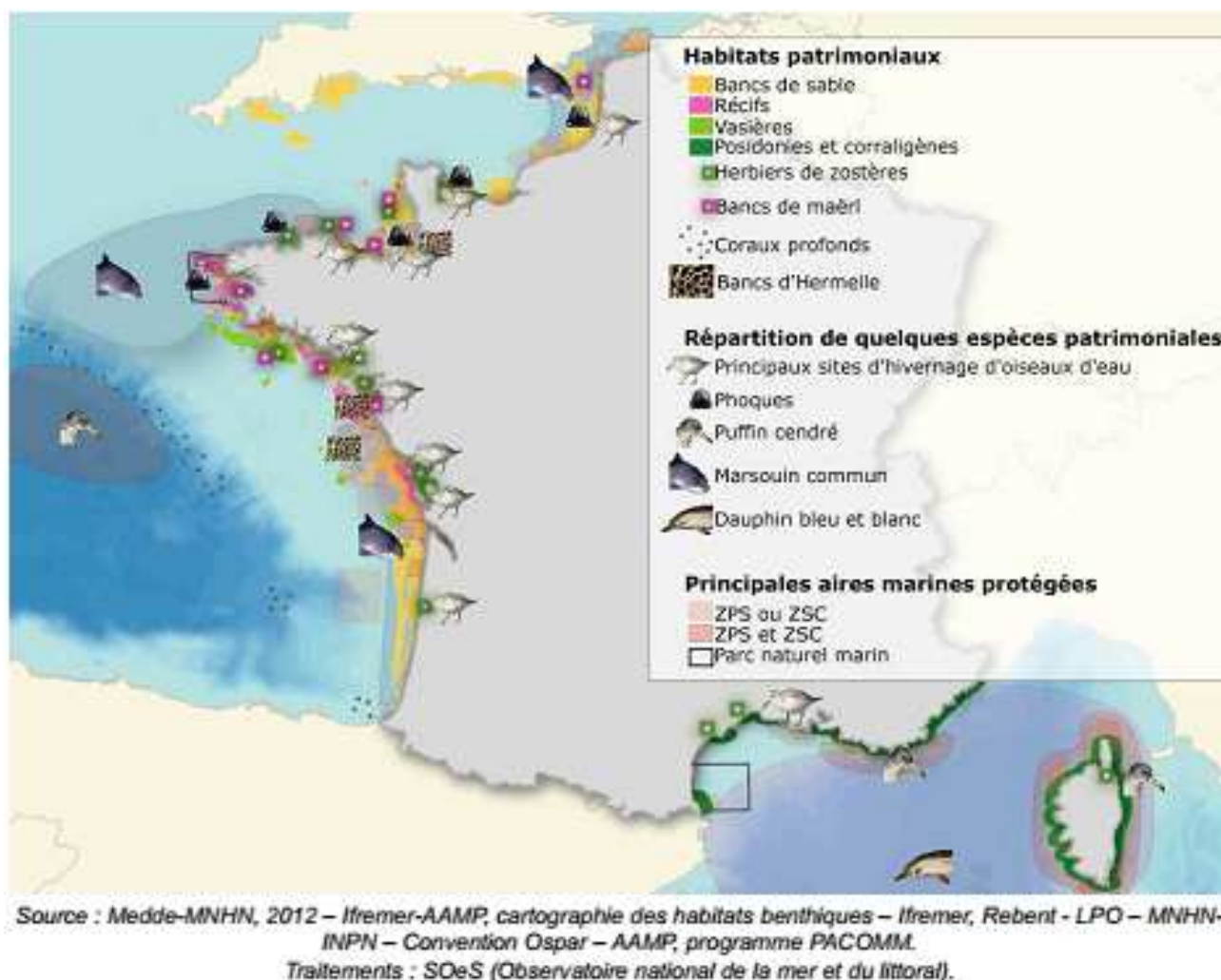
Les populations d'aloise feinte et de lamproie marine présentes en **Méditerranée occidentale** sont isolées génétiquement de celles d'Atlantique.

Les espèces de tortue d'intérêt pour le réseau Natura 2000 en mer

Les survols aériens réalisés dans le cadre de PACOMM ont mis en évidence une fréquentation très importante de la **Méditerranée** en été (plus de 300 observations, Tableau 6) par la tortue caouanne qui était peu connue jusqu'alors.

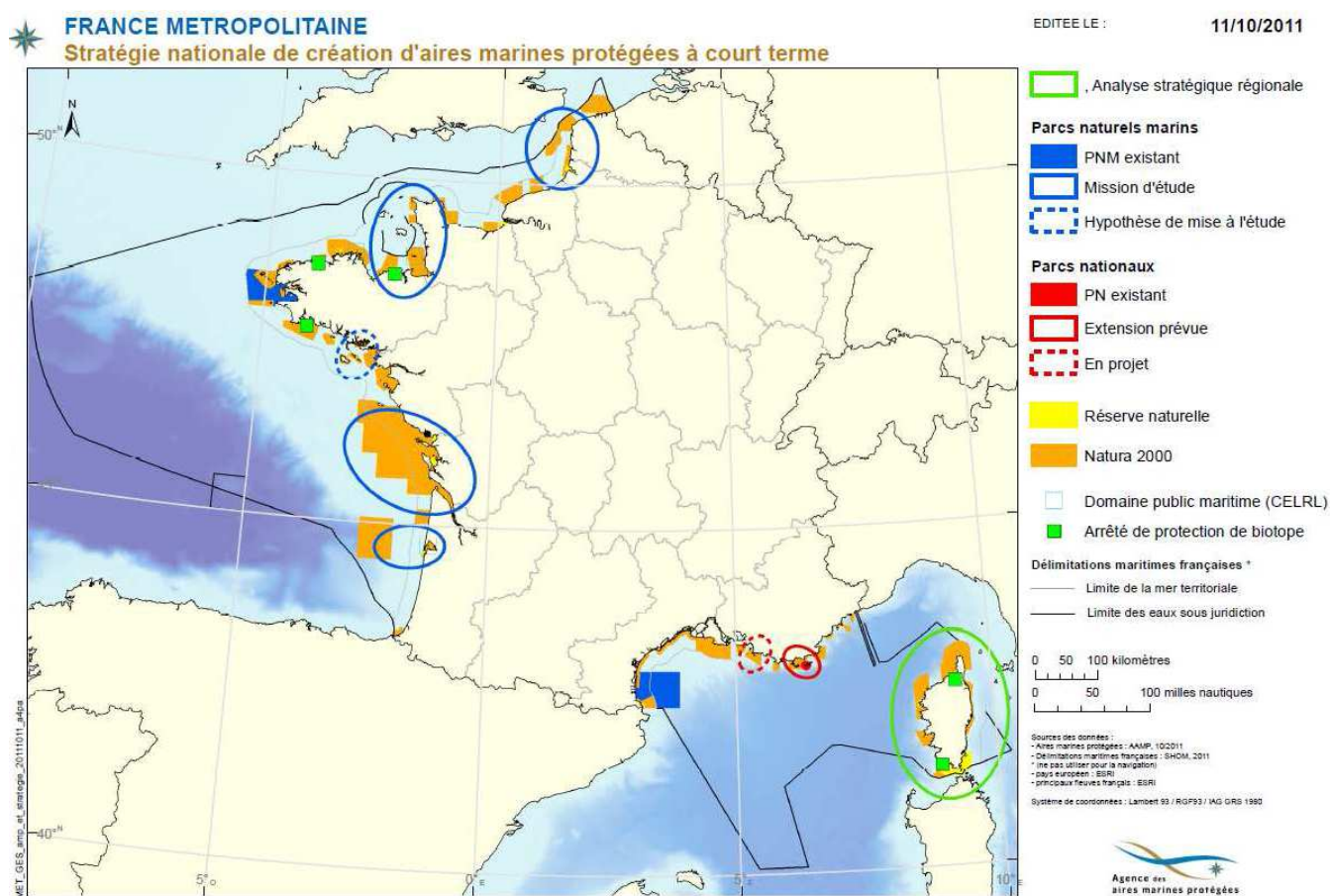
L'ensemble de ces enjeux est synthétisé Figure 4.

Figure 4 : Principaux enjeux de biodiversité dans les eaux métropolitaines



Au-delà du réseau Natura 2000, plusieurs autres instruments permettent la mise en place de zone de protection d'espaces remarquables marins : la convention OSPAR, les réserves naturelles, les parcs marins et les arrêtés de protection de biotope. En prenant en compte l'ensemble des types de zonage existants dans les eaux sous juridiction française, 332 Aires Marines Protégées (AMP) peuvent être identifiées dans les eaux métropolitaines, correspondant à près de 23% de la superficie de ces eaux. Les sous-régions marines de **Manche-Mer du Nord** et **Méditerranée** concentrent plus d'espaces protégés (respectivement 31% et 46% de la superficie des eaux sous juridiction française) que le **Golfe de Gascogne** (près de 12%) et la **Mer Celtique** (seulement 6%).

Figure 5 : Carte des Aires Marines Protégées (2011)



Source : Agence des Aires Marines Protégées

La situation est beaucoup plus contrastée pour les départements d'outre mer. Les eaux des Iles des Antilles Françaises et de Mayotte sont quasi-intégralement définies comme aires marines protégées (respectivement 100% et 99% des eaux sous juridiction française) alors que les eaux de la Guyane (0,6%) et de la Réunion (0,01%) ne comportent que très peu d'espaces protégés.

 Tableau 7: Aires marines protégées (AMP) dans les eaux françaises
décompte et superficie cumulée pour la métropole

	Superficie des eaux françaises	Nombre d'AMP	Superficie des AMP	Taux AMP/ superficie des eaux françaises
France métropolitaine	373 551 km ²	332 (264)	88 175 km ² (51 942 km ²)	23,63 % (13,92 %)
Manche - mer du Nord	44 550 km ²	121 (96)	13 650 km ² (13 637 km ²)	30,64 % (30,61 %)
Mer celtique	27 966 km ²	6 (4)	1 694 km ² (1 694 km ²)	6,06 % (6,06 %)
Golfe de Gascogne et côtes ibériques	189 215 km ²	136 (108)	21 938 km ² (11 922 km ²)	11,59 % (11,59 %)
Méditerranée occidentale	111 820 km ²	79 (63)	50 850 km ² (14 614 km ²)	45,68 % (13,07 %)

Base : catégories d'espaces protégés prévues par la loi du 14 avril 2006 (entre parenthèses : catégories d'espaces protégés « loi 2006 » moins celles prévues par l'arrêté du 03 juin 2011)

Source : Agence des Aires Marines Protégées – Chiffres mis à jour en avril 2013.

Tableau 8 : Aires marines protégées (AMP) dans les eaux françaises décompte et superficie cumulée pour les départements d'outre mer

	Superficie des eaux françaises	Superficie des AMP	Taux AMP/ superficie des eaux françaises
Antilles françaises	143 256 km ²	143 256 km ²	100 %
Guyane française	133 564 km ²	821,35 km ²	0,61 %
Mayotte	69 045 km ²	68 383 km ²	99,04 %
Ile de la Réunion	314 515 km ²	35 km ²	0,01 %

Source : Agence des Aires Marines Protégées – Chiffres mis à jour en octobre 2012.

Espèces

Ressources halieutiques

Depuis 2009, l'état général des stocks de poissons dans les eaux Atlantiques européennes et les eaux adjacentes semble s'améliorer. En 2013, 29 % d'entre eux sont considérés comme exploités à l'intérieur des limites biologiques de sécurité et 21 % sont toujours considérés comme étant en dehors de ces limites biologiques. Pour de nombreux stocks, l'objectif d'exploitation au rendement maximal durable (RMD) n'est pas atteint. Cependant l'étude des tendances suggère qu'une majorité des stocks voit leur biomasse de reproducteurs en hausse sur les dix dernières années et présente une mortalité par pêche en baisse. La situation semble continuer de s'améliorer, car le taux de stocks surexploités en Atlantique du nord-est (incluant la Mer du Nord et la mer Baltique) est passé de 86 % (30 sur 35 évalués) en 2009 à 41 % (19 sur 46 évalués) en 2014.

En **Manche Mer du Nord**, plusieurs espèces démersales faisant l'objet de plan de gestion par la Politique Commune des Pêches sont réputées subir une exploitation trop intensive. Il s'agit notamment du cabillaud, du merlan, du merlu, de la plie et de la sole. Par ailleurs, plusieurs espèces fortement exploitées ne bénéficient pas d'un suivi jugé satisfaisant, l'état de leur stock étant mal connu : il s'agit notamment du bar, du turbot, de la barbrue, du cabillaud en Manche Ouest, de grondins, de la limande, du rouget barbet de roche et de la limande sole.

En **Mer Celtique**, parmi les 15 stocks évalués, en 2010, la plie, le merlan bleu et le maquereau étaient considérés comme surexploités au regard des objectifs de la politique commune des pêches. À l'inverse, la sole et le chinchard étaient estimés au RMD. L'étude des tendances des 10 dernières années suggère qu'une majorité de stocks évolue dans un sens favorable (biomasse de reproducteurs en hausse ou stable, mortalité par pêche en baisse ou stable). Les stocks non surexploités sont ceux de lotte, merlan bleu, sole, hareng, chinchard, cardine, aiguillat commun et merlan.

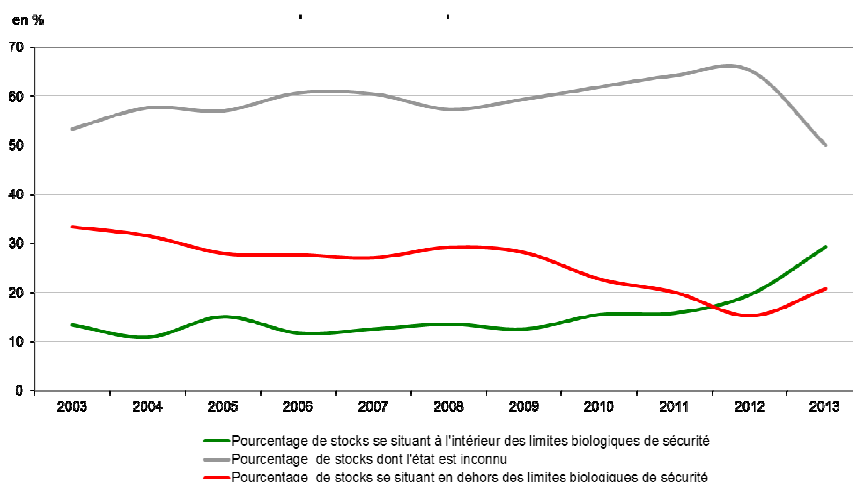
Dans le **Golfe de Gascogne**, 20 stocks, représentant deux tiers des débarquements français dans la SRM, font l'objet de suivis. Seuls quelques indicateurs ont pu être estimés en 2010. À cette date, 4 stocks (sole, maquereau, merlan bleu et thons) apparaissent surexploités (au-delà du RMD). Un stock apparaît exploité au RMD (chinchard). La situation de l'anguille est très préoccupante, même si les données sur l'espèce sont incomplètes. L'état de la plupart des stocks suivis tend néanmoins à s'améliorer ou se stabiliser (biomasse stable ou en hausse, mortalité par pêche stable ou en baisse). La pêche au-delà du RMD a fortement réduit certaines populations et fragilisé des stocks. C'est le cas par exemple :

- ✓ des anchois (juvéniles raréfiés ayant imposé la fermeture de la pêche entre 2005 et 2009),
- ✓ du merlu européen (objet de captures non déclarées, son stock septentrional est à un niveau bas),

- ✓ des grands élasmobranches (requins et raies). En 2009, l'Union Européenne a mis en place un plan d'action pour la gestion et la conservation des requins, déclinaison du plan d'action international de la FAO de 1999.

En **Méditerranée**, la part des stocks exploités au-delà des limites biologiques est variable suivant les zones de pêche. Selon le Conseil International pour l'Exploitation de la Mer, "en Méditerranée, sur les 50 stocks de poissons qui ont été évalués, 90% sont surexploités". Entre 2000 et 2010, la dégradation des stocks est contenue et la situation de la majorité d'entre eux se stabilise ou s'améliore. Cette tendance générale masque toutefois des situations différentes. Elle semble en effet positive en Manche, mer du Nord et en mers Celtiques, mais est plus inquiétante en Méditerranée où plus de la moitié des stocks ont une biomasse de reproducteurs en baisse et 30 % ont une mortalité par pêche en hausse.

Figure 6 : Etat des stocks de pêche de l'Atlantique Nord-est et de Méditerranée



2

Source : UE d'après le CIEM

En **Guadeloupe**, La production halieutique a augmenté de 20% au cours de la dernière décennie et est estimée selon une l'étude menée par l'IFREMER sur la pêche professionnelle entre 3072 et 4934 tonnes en 2008 générant plus de 33 000k€ de recette.

En **Martinique**, certaines ressources côtières sont fortement exploitées : il s'agit principalement des langoustes, des oursins blancs et des lambis. Il n'est plus autorisé de pêcher les coraux, les gorgones et les éponges, quelle que soit la technique employée.

En **Guyane**, les stocks de ressources halieutiques sont en bon état notamment grâce à la mise en application de réglementation plus contraignante (interdiction du chalutage à moins de 30m de fond). Le volume global des débarquements est stable depuis 2006, mais relativement faible, de l'ordre de 2800 tonnes en 2009 et 2010 (IFREMER). L'état du stock de vivaneau tend à se stabiliser après une période de baisse du stock sans doute liée à une surexploitation par les pêcheurs vénézuéliens. Bien que souffrant de difficultés économiques (baisse de la production et du nombre de navires), la pêche crevettière reste la première filière exportatrice (15% des exportations) suivie par la pêche des vivaneaux. La pêche côtière capture une grande diversité d'espèces (acoupas, machoirans, loubines, croupias, requins, carangues, mérus...). Les poissons blancs côtiers du genre sciénidés (la famille des acoupas) constituent une partie importante des débarquements de la pêche artisanale guyanaise.

² <http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/indicateurs-indices/f/1965/1115/ressource-halieutique.html>

Il est constaté une baisse des stocks depuis une dizaine d'années, attribuée à la surexploitation par la pêche illégale.

Les principales ressources halieutiques évoluant dans les eaux de la **Réunion** sont des grands migrateurs pélagiques (thonidés) dont l'état de conservation n'est que faiblement dépendant des activités développées dans les eaux de l'île. Les ressources côtières de poissons démersaux ne sont pas suivies scientifiquement.

Les ressources halieutiques lagunaires de **Mayotte** sont considérées sous forte pression. En dehors des zones lagunaires, les principales ressources sont constituées de grands migrateurs pélagiques (thonidés).

Autres espèces de poissons

Au-delà des espèces exploitées commercialement, certaines espèces de **poissons démersaux** présentent des niveaux de population faibles.

La situation des **élasmodontes** est identique dans les **sous régions atlantiques (Manche Mer du Nord, Mer Celtique et Golfe de Gascogne)**, notamment dans le Golfe de Gascogne, où il faut ajouter à la liste des espèces menacées ou vulnérables : le requin pèlerin, l'esturgeon européen, l'anguille, la lamproie marine et deux espèces d'hippocampes.

En **Méditerranée**, sur le plateau continental, on dénombre au moins 6 espèces de chondrichthyens classés en danger critique d'extinction CR (raie circulaire, raie blanche, centrine commune, pocheteau gris et deux anges de mer), et trois espèces en danger d'extinction EN (syngnathe de l'Adriatique, émissole lisse et aiguillat), notamment dans le Golfe du Lion et en Corse. La plupart des espèces de raies et requins des communautés démersales profondes sont également recensées dans les catégories menacées ou vulnérables en Méditerranée.

Tout comme les populations exploitées commercialement, le niveau des espèces de poissons démersaux est peu connu dans les **DOM**.

Oiseaux

Huit espèces d'**oiseaux marins** sont considérées en danger ou vulnérables en **Manche et Mer du Nord**, deux en **Mer Celtique** et quatre dans le **Golfe de Gascogne**. Sur les quatorze espèces d'oiseaux marins nichant en **Méditerranée**, près de la moitié sont considérés comme aillant un statut de conservation précaire.

La **Guadeloupe** et ses dépendances totalisent 2010 269 espèces d'oiseaux, dont 76 espèces nicheuses. La réserve du Grand Cul-De-Sac Marin comprend des espaces de mangrove, de forêt marécageuse et d'herbiers de phanérogames, qui sont des zones importantes pour la reproduction et la vie de nombreuses espèces d'oiseaux dont des espèces rares et/ou protégées (pic de la Guadeloupe, râle gris, petite sterne...).

A la **Martinique**, plus de 200 espèces d'oiseaux ont été recensées, dont près de 80 nichent dans la mangrove. Plusieurs réserves ont été mises en place pour favoriser la reproduction de certaines espèces, comme la Réserve des Îlets de Sainte-Anne, où viennent nidifier les Sternes, les Noddys, les Puffins et les Paille en queue. 48 îlets peuvent être dénombrés le long des côtes, principalement sur la façade Atlantique. Ces îlets sont un lieu stratégique puisque de nombreux oiseaux marins comme la Sterne de Dougall y nichent.

716 espèces sont actuellement connues en **Guyane** (présence certifiée uniquement). Les oiseaux migrateurs sont essentiellement des oiseaux marins et des limicoles. Cependant on trouve aussi des canards, des rapaces et des passereaux, qui effectuent également de longs trajets migratoires de plusieurs milliers de kilomètres. 206 espèces sont inscrites sur la liste des espèces patrimoniales de Guyane, ce sont notamment des Charadriiformes (certains Bécasseaux, certaines Sternes...) et des Ciconiiformes (Butors, Ibis, Jabiru, Tantales...). 18 espèces d'oiseaux sont protégées par l'arrêté ministériel du 24 juillet 2006. Par ailleurs, toutes les espèces de cigognes, tantales, jabirus ; de

hérons, aigrettes, et becs en cuillère; de mouettes, sternes et goélands, représentées dans le département de la Guyane sont intégralement protégées.

Près du quart des espèces d'oiseaux de la **Réunion** sont désormais éteintes à l'échelle mondiale, soit 13 espèces sur les 55 qui étaient présentes avant l'arrivée de l'homme. Parmi celles-ci, onze espèces étaient endémiques de l'île, comme le Solitaire de la Réunion. Sur les 42 espèces restantes, quatre espèces sont considérées en danger (deux en danger critique d'extinction) et deux sont classées vulnérables.

Mayotte présente de fortes concentrations d'oiseaux aquatiques et marins (sternes, limnicoles...) mais également des ardéidés dont le Héron de Humblot, endémique malgache classé Vulnérable au niveau mondial.

Mammifères marins

Plusieurs espèces de **mammifères marins** peuvent être amenées à interagir avec les activités de pêche professionnelles. En Atlantique, de 10 à 12 espèces de cétacés sont présentes de façon permanente ou occasionnelle selon les sous-régions maritimes. En outre, jusqu'à 6 espèces de siréniens sont susceptibles d'être présentes dans la zone **Manche-Mer du Nord**, dont deux sont permanentes en **Mer Celtique** et dans le **Golfe de Gascogne**. La **Méditerranée** abrite en permanence sept espèces de cétacés, trois espèces supplémentaires étant considérées comme occasionnellement présentes dans la région.

Dix neuf espèces de cétacés sont répertoriées dans les eaux des Antilles françaises (**Guadeloupe** et **Martinique**).

Les grands estuaires de **Guyane** sont identifiés comme des habitats privilégiés pour le lamantin, mammifère marin herbivore (*Trichechus manatus*). Cette espèce fréquente les eaux saumâtres le long des côtes, elle est très présente dans les estuaires de la Couanamama, du Sinnamary, du Maroni et de l'Oyapock. Outre son statut vulnérable pour l'Union Internationale de Conservation de la Nature, le lamantin figure à l'annexe 1 de la convention de Washington sur les espèces menacées d'extinction (CITES).

Les cétacés offrent une diversité spécifique relativement riche avec 21 espèces recensées à La **Réunion**. Parmi elles, Baleine à bosse, Grand dauphin de l'Indo-Pacifique résidents, Dauphin à long bec et Dauphin tacheté pantropical constituent les 4 espèces observées régulièrement autour de l'île.

Vingt quatre espèces de mammifères marins sont recensées dans les eaux de **Mayotte**.

Tortues marines

Les 5 espèces de **tortues marines** présentes en France métropolitaine (façades **Atlantique** et **Méditerranée**) sont classées vulnérables à en danger critique d'extinction.

Aux **Antilles**, seules 3 espèces de tortues pondent sur les plages : la tortue imbriquée (*Eretmochelys imbricata*), la tortue verte (*Chelonia mydas*), ou plus rare, le tortue luth (*Dermochelys coriacea*). Ces trois espèces sont menacées et sont suivies par un réseau d'acteurs sous l'animation de la Direction Régionale de l'Environnement depuis 2003 et avec la coordination du Service départemental de l'ONCFS depuis 2005. Les 2 autres espèces sont rares, où elles peuvent être observées uniquement en mer car elles ne pondent pas sur les côtes : la tortue caouanne (*Caretta caretta*) et la tortue olivâtre (*Lepidochelys olivacea*).

Les tortues marines sont intégralement protégées en **Guadeloupe** depuis 1991 et depuis 1993 en **Martinique**. Cette protection a été renforcée en 2005 par un arrêté ministériel incluant la protection des sites de ponte. Toutefois, elles peuvent accidentellement être prises dans des filets. Une thèse, co-financée par la DIREN et le Conseil Régional, est actuellement en cours afin d'étudier de nouveaux engins de pêche moins impactant.

En **Guyane**, les sites de ponte des tortues marines concernent pratiquement toute la côte sableuse.

A la **Réunion**, sur les 7 espèces de tortues marines, 5 fréquentent les eaux de l'Océan Indien et 2 espèces sont régulièrement retrouvées à La Réunion la tortue verte ou tortue franche (*Chelonia midas*) et la tortue imbriquée (*Eretmochelys imbricata*). La tortue verte est la plus largement répandue dans le Sud-Ouest de l'Océan Indien. Depuis 2004, 6 tortues sont venues pondre à La Réunion, soit une moyenne d'une femelle par an. Ce nombre extrêmement faible illustre la grande vulnérabilité de cette population à de possibles interactions avec la pêche pratiquée autour de l'île.

A **Mayotte**, plusieurs plages sont recensées comme des lieux de ponte fréquent pour les tortues marines, attestant de la présence régulières des reptiles dans les eaux de l'île.

2) Principales pressions

Espaces naturels et habitats

- Des dommages et perturbations physiques du milieu

L'extraction de sédiments marins dans le secteur de dragage, ainsi que le colmatage et l'envasement (clapage de sédiments portuaires), peuvent toucher directement les ressources halieutiques et peuvent également perturber les relations trophiques en modifiant la composition spécifique de leurs proies (invertébrés) et/ou de leurs prédateurs (poissons).

En **Manche-Mer du Nord**, l'impact des extractions sur les ressources halieutiques a été suivi et évalué sur deux sites en Manche orientale : au large de Dieppe (graviers et sable grossier) et en baie de Seine (sable). L'impact négatif des extractions sur l'abondance et la biomasse des espèces halieutiques est nettement moins important que celui observé pour les invertébrés benthiques, même si une diminution globale de la richesse spécifique et de l'abondance de la plupart des espèces a été observée et cela, d'après une évaluation qualitative.

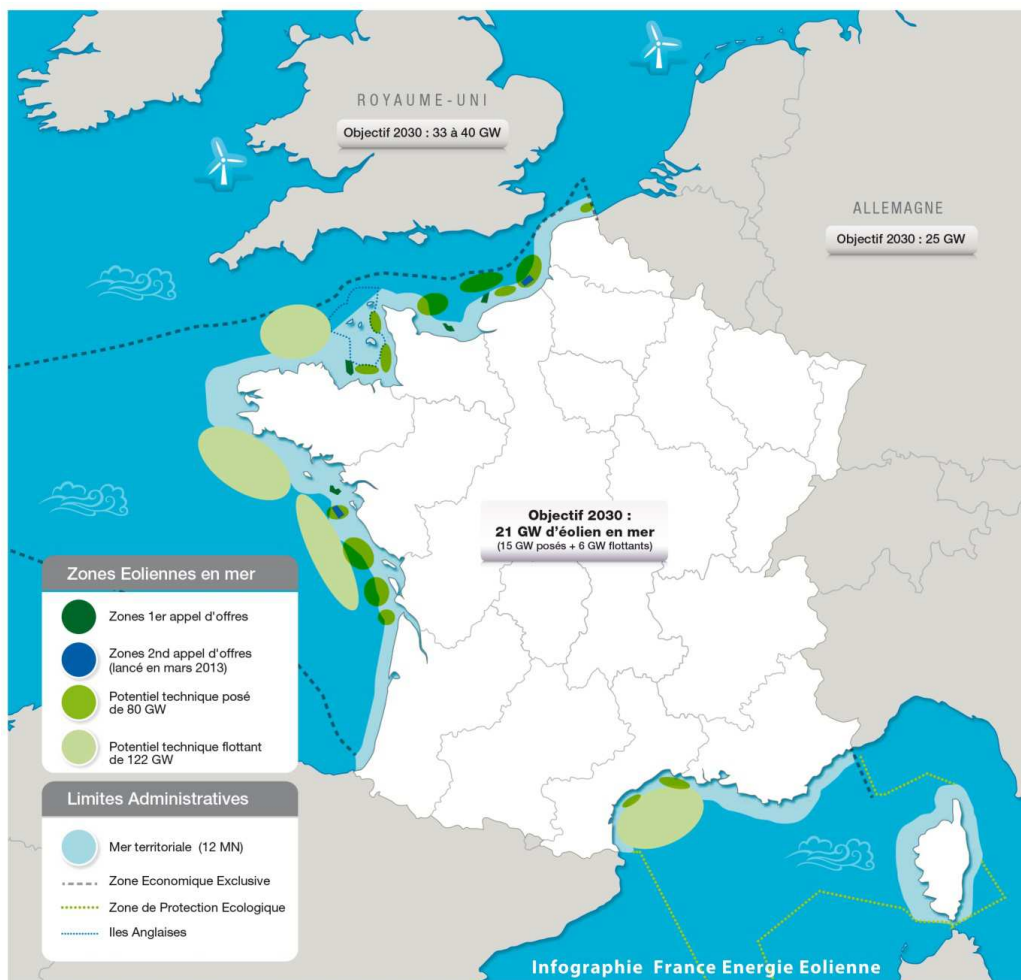
La sole commune est capable d'adapter son régime alimentaire en fonction des disponibilités trophiques et n'apparaît pas impactée négativement par les changements des communautés benthiques liés aux dragages. Les projets d'extraction de sédiments marins (Charlemagne, St-Nicolas ou Côte d'Albâtre) sur les habitats des adultes ne semblent donc pas représenter une menace pour la sole.

Toutefois, la mortalité directe peut être localement importante lors d'extractions dans des zones de concentration, comme les zones de nourricerie (e.g. au large d'Ouistreham) mais aussi les frayères, en période de ponte.

Le développement d'activités touristiques littorales peut conduire à des dommages physiques sur le milieu notamment sur les herbiers, les substrats meubles et les habitats rocheux par l'utilisation de corps morts (recouvrement) parfois illégaux (Corse), abrasion par le frottement de la chaîne de mouillage dans la zone d'évitement, piétinement lors des débarquements des plaisanciers et des divers usagers. Ces frottements peuvent aussi remettre les sédiments fins en suspension.

Le développement de parcs éoliens en mer le long du littoral français entrainera devrait avoir un impact localisé sur le milieu marin. A l'heure actuelle, aucun parc n'est en exploitation aux larges de côtes françaises. Cependant, pas moins de six parcs devraient être en exploitation d'ici 2020, en **Manche Mer du Nord** ainsi que dans le **Golfe de Gascogne**. Bien que des zones potentielles aient été identifiées au large des côtes **Méditerranéennes**, aucun projet n'y est actuellement développé. Chaque parc devrait comprendre entre 60 et 100 éoliennes, sans compter l'ensemble des faisceaux de câbles nécessaires pour relier ces installations au réseau terrestre d'électricité. L'installation de tels parcs imposera d'examiner l'effet cumulé des structures sur la circulation et la propagation des vagues. Au même titre que les installations conchylicoles par exemple, on peut effectivement anticiper que les modifications des conditions hydrodynamiques dans ces parcs auront un effet sur la remise en suspension des sédiments et leur dépôt, et in fine la nature des fonds.

Figure 7 : Zone éoliennes en mer actuellement en développement et zones potentielles



Au même titre que la mise en place de parcs éoliens, l'**exploitation pétrolière** au large de la **Guyane** devrait avoir un impact non négligeable sur le milieu marin (permis de recherche d'hydrocarbures, dit permis « Guyane Maritime » (de 32 000 km²).)

En **Guadeloupe**, en **Martinique**, à la **Réunion** et à **Mayotte**, l'urbanisation du littoral, les activités agricoles couplées à l'insuffisance des infrastructures d'assainissement (rejets de polluants et effluents domestiques) constituent les principales menaces pesant sur les récifs, les mangroves et les herbiers. Ils sont à l'origine de la dégradation des formations coralliennes et d'une diminution de la biodiversité au profit de formations algales opportunistes. En 2010, une étude réalisée à la Réunion montre une couverture corallienne globalement faible (de l'ordre de 20%).

En **Martinique**, l'envasement touche l'ensemble des baies ; certains récifs extérieurs subissent également des ensablements importants liés aux activités anthropiques (agriculture, urbanisation, carrières, déforestation).

- **Aquaculture**

L'aquaculture marine peut engendrer des pressions physiques sur le milieu (sédimentation de matière particulaire riche en matière organique, turbidité, étouffement) et chimiques (déplétion en oxygène et apports en nutriments). La pisciculture en cage en mer a un impact potentiel important en termes d'apports en nutriments et de matière organique dans le milieu.

En **Manche Mer du Nord**, la région nord – Pas-de-Calais est la première région française productrice de poissons marins adultes. Cette région a pratiquement doublé sa production de poissons adultes entre 1997 et 2007. En 2007, 42 % de la production française de poissons marins adultes sont localisés dans le Nord-Pas-de-Calais et en Bretagne.

En **Mer Celtique**, l'algoculture, complémentaire à la récolte des algues, est présente sur les côtes de l'île d'Ouessant. Les espèces cultivées sur filières comprennent le wakamé *Undaria pinnatifida* et l'algue rouge *Asparagopsis armata*.

L'algoculture vient également en complément à la récolte des algues dans le **Golfe de Gascogne**. Les macroalgues (par ex. le wakamé *Undaria pinnatifida*) sont cultivées sur filières, principalement en Bretagne et à Oléron. Les tonnages sont encore limités, mais cette activité pourrait se développer ; c'est notamment une voie de diversification pour les ostréiculteurs touchés par la crise ostréicole.

En **Méditerranée**, la conchyliculture est principalement concentrée dans le département de l'Hérault, tandis que la Corse concentre plus de la moitié des unités de production de pisciculture marine (grossissement de bar, daurade et maigre).

L'aquaculture est très peu développée dans les différents **DOM**. Plusieurs projets ont été lancés dans les eaux de la **Réunion** sans que la production aquacole n'y prenne jamais de l'ampleur.

- Impacts du changement climatique

Le changement climatique dû à l'augmentation de la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère entraîne de nombreux impacts à venir : conséquences sur la gestion du trait de côte, sur les risques naturels, sur les activités maritimes notamment la pêche et l'aquaculture.

Le changement climatique peut s'accompagner de changements dans l'abondance et la distribution de la faune et de la flore des océans et milieux aquatiques, qui peuvent avoir un impact direct ou indirect sur les ressources halieutiques pour l'ensemble des eaux françaises, qu'il s'agisse de la métropole ou des différents départements ultra-marins.

Le premier effet direct du réchauffement climatique : Il est attendu des migrations vers le nord et/ou en profondeur de la limite de l'aire de répartition de nombreuses espèces (plancton, poissons, oiseaux marins, invertébrés benthiques).

Le phénomène d'acidification des océans devrait s'intensifier du fait de l'augmentation des gaz à effet de serre, et plus particulièrement de l'accroissement du CO₂ atmosphérique. Ainsi le pH des eaux devrait diminuer. Cette acidification pourrait engendrer des bouleversements importants dans l'équilibre écologique. Les données expérimentales indiquent qu'un pH plus faible pourrait avoir des effets sur les organismes marins : difficulté de calcification, voire dissolution du carbonate de calcium (aragonite ou calcite) des coquilles et squelettes (décalcification) du plancton et du corail calcaires, acidification des fluides organiques des poissons et des invertébrés. De nombreuses espèces jouant un rôle écologique important dans les systèmes pélagiques et benthiques seraient affectées par de telles modifications.

La prise en compte des principaux facteurs qui gouvernent la production primaire océanique conduit à l'hypothèse d'une augmentation de cette production sous les hautes latitudes, et d'un déplacement des grandes provinces biogéographiques vers les pôles. Il n'est pas encore possible d'identifier les organismes qui tireraient un avantage dans un environnement enrichi en CO₂.

A la différence des cellules des organismes marins unicellulaires qui baignent dans l'eau de mer (phytoplanctoniques), on considère aujourd'hui les poissons, les mollusques céphalopodes et les crabes comme le groupe dont les performances (croissance, reproduction, locomotion) seront les moins altérées par l'excès de CO₂. En revanche, de nombreux organismes calcifiés – tels les mollusques bivalves ou les échinodermes (oursins) – sont très sensibles à l'excès de CO₂. Pour progresser dans la prévision des impacts des changements environnementaux sur les organismes marins, il faut prendre en compte de manière conjointe l'acidification et le réchauffement de l'océan.

Une conséquence vraisemblable de l'acidification des eaux de surface et de la diminution de la concentration en oxygène associées au changement climatique est le « rétrécissement des habitats marins » ou leur déplacement.

Peu de mesures peuvent avoir des effets sur les enjeux environnementaux complémentaires sur le changement climatique, l'enjeu est donc d'anticiper les effets du changement climatique sur les milieux. Si le changement climatique est largement reconnu, il reste difficile d'apprécier et de prédire avec précision le rythme, la magnitude et la direction des modifications, dans le cas par exemple de l'absorption du CO₂ par les océans, de la salinité, de la probabilité de tempête et de l'enrichissement en nutriments. Il est également difficile de cartographier les impacts au niveau local.

Espèces

- Pêche

Face à une augmentation de la consommation, et une diminution du nombre de pêcheurs et de bateaux (diminution de plus de 30% en 20 ans, selon l'INSEE, d'après le département des systèmes d'information des Affaires maritimes (SDSIM), 2014³), les prélèvements de poissons pêchés en mer par l'ensemble de la flottille française ont tendance à diminuer depuis 10 ans (-30% selon la FAO, 2014) avec près de 465 000 tonnes débarquées en 2012). La situation reste cependant inconnue pour la moitié d'entre eux. (CIEM, 2013). Les pressions exercées par les activités de pêche sur les écosystèmes marins ou continentaux subsistent, et peuvent être liées :

- ✓ Aux prélèvements sur les espèces cibles :

Avec pour effets directs possibles, la surexploitation de certaines espèces d'intérêt commercial. La surexploitation résultant d'un effort de pêche trop important peut être accentuée par des pratiques relevant peu du développement durable : pêche sur les zones de frai et zones de nurseries, mailles non réglementaires, etc.

Avec pour effets indirects des perturbations de la structure des peuplements par le prélèvement opéré sur la biomasse d'espèces cibles qui se traduisent par la perturbation de chaînes alimentaires et de l'équilibre inter-espèces. Des travaux sur le Golfe de Gascogne et le Golfe du Lion montrent que la variabilité de la biomasse démersale et celle de la pente du spectre multi spécifique (un indicateur de biodiversité) sont liées au niveau d'exploitation des fonds par la pêche. Compte-tenu du manque de connaissances actuelles sur l'étendue spatiale et temporelle de cette pression (en particulier la pression des flottes de pêche étrangères fréquentant la SRM), il n'est pas possible de quantifier ces impacts éventuels pour la majorité des espèces.

La pression de sélection exercée par la pêche qui prélève les individus au-delà d'une taille minimale de capture a également une incidence sur la croissance ainsi que sur la taille et l'âge à maturité des espèces exploitées. Cette observation a été faite sur le stock de sole de mer du Nord, où la taille moyenne des femelles âgées de trois ans est passée de 28,6 cm pour un poids de 251 g en 1960 à 24,6 cm et un poids de 128 g en 2002. En Manche-mer du Nord, les soles d'une même classe d'âge sont plus petites et sont matures plus tôt, car davantage d'énergie est allouée à la reproduction, au détriment de la croissance.

En **Manche-Mer du Nord**, l'objectif d'exploitation au rendement maximal durable (RMD) n'est pas atteint pour de nombreux stocks. Cependant l'étude des tendances suggère qu'une majorité de ces stocks voit leur biomasse de reproducteurs en hausse sur les dix dernières années et présente une mortalité par pêche en baisse.

Parmi les 15 stocks évalués en **Mer Celtique**, en 2010, la plie, le merlan bleu et le maquereau étaient considérés comme surexploités au regard des objectifs de la politique commune des pêches. À l'inverse, la sole et le chinchard étaient estimés au RMD. L'étude des tendances des 10 dernières

³ http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?ref_id=NATnon10306

années suggère qu'une majorité de stocks évolue dans un sens favorable (biomasse de reproducteurs en hausse ou stable, mortalité par pêche en baisse ou stable).

20 stocks, représentant deux tiers des débarquements français dans la SRM **Golfe de Gascogne**, font l'objet de suivis. Seuls quelques indicateurs ont pu être estimés en 2010. À cette date, 4 stocks (sole, maquereau, merlan bleu et thons) apparaissent surexploités (au-delà du RMD). Un stock apparaît exploité au RMD (chinchard). La situation de l'anguille est très préoccupante, même si les données sur l'espèce sont incomplètes. L'état de la plupart des stocks suivis tend néanmoins à s'améliorer ou se stabiliser (biomasse stable ou en hausse, mortalité par pêche stable ou en baisse).

Dans le **Golfe du Lion**, le merlu et le rouget de vase seraient exploités au-delà du Rendement Maximal Durable. La pêche, l'aménagement des cours d'eau et destruction des frayères et des habitats pour les espèces amphihalins constituent des pressions importantes. Pour l'anguille, le renouvellement du stock semble compromis compte-tenu du très faible niveau de la biomasse reproductrice. Concernant le thon rouge et l'espadon, ces deux espèces sont exploitées au-delà du RMD.

La **Méditerranée nord occidentale** abrite de très nombreuses espèces de requins pélagiques dont les plus fréquentes sont le requin peau bleue (*Prionace glauca*), le requin renard commun (*Alopias vulpinus*) et le requin taupe commun (*Lamna nasus*). Les captures des requins pélagiques sont estimées avec beaucoup d'incertitude, voire inconnues, ces espèces étant exploitées par des flottilles artisanales, et par des flottilles récréatives qui ne sont pas suivies. L'UICN considère ces trois espèces de requins pélagiques, ainsi que le requin taupe bleue, comme ayant un statut «vulnérable».

En **Guadeloupe**, les pêcheries de langoustes, d'oursins blancs et de lambis sont très fortement encadrées afin de limiter l'aggravation de la surexploitation les touchant.

La pression exercée par l'activité de pêche en **Martinique** s'exerce de façon intense notamment sur les écosystèmes récifaux et les herbiers de phanérogames marines. Il est en général considéré que la ressource est très fortement exploitée (environ 1 200 tonnes par an) voir surexploitée pour certaines espèces de poissons (les vierges gueule jaune et tachetée). Lambis, langoustes et oursins, espèces à forte valeur marchande, ont été l'objet d'une surexploitation pendant de nombreuses années. La mise en place d'une période de pêche, de tailles minimum pour les individus prélevés et de cantonnements de pêche vise à une meilleure gestion des ressources.

En **Guyane**, l'activité de pêche exerce une pression relativement faible sur les ressources.

A la **Réunion**, l'activité de pêche constitue une pression importante sur la ressource encore difficile à appréhender (dont le braconnage). Un travail en cours par l'Ifremer avec le développement du Système d'Information Halieutique (SIH), devrait permettre d'avoir un outil capable de déterminer l'activité des navires de moins de 10 mètres et ainsi de disposer d'un panorama exhaustif de l'activité de pêche à La Réunion. La pêche peut détruire les peuplements de poissons selon l'engin de pêche utilisé et surtout les pratiques associées.

De plus, la mise en place des DCP a contribué à redéployer la pression de pêche exercée sur les espèces pélagiques (thon, daurade coryphène, thazard et les poissons à rostre). La diversification des techniques et des profondeurs de pêche autour de ces dispositifs permet d'exploiter des espèces peu ou pas pêchées auparavant (thon jaune, marlin bleu, thon noir...) et d'étaler la saison de pêche.

A **Mayotte**, l'activité de pêche lagunaire est jugée trop importante pour le maintien du niveau des ressources à un niveau durable, conduisant l'administration locale à favoriser le développement d'activités de pêche à l'extérieur du lagon.

De manière générale, dans les DOM, certaines méthodes destructrices de pêche (barre à mine, filets à mailles trop fines, casiers, sennes de plage) conduisent à la dégradation des habitats (récifs coralliens cassés, arrachage des éponges et gorgones) et au prélèvement non sélectif des espèces, pouvant inclure les juvéniles. En Martinique, en 1986, les prises de juvéniles par les sennes ont été évaluées en six mois (janvier à juillet) entre 15 et 20 tonnes, soit plus d'un million d'individus. Ils auraient pu donner une biomasse adulte de l'ordre de 100 à 200 tonnes. Les sennes de plage sont

réputées racler les fonds. Elles sont donc susceptibles de causer des dégradations aux peuplements fixés sur des affleurements rocheux ou aux herbiers.

Il faut également éviter une surexploitation de la ressource qui entraîne la diminution ou la suppression d'un maillon perturbant alors la totalité de la chaîne alimentaire. En **Martinique**, les poissons herbivores représentent 40 % des espèces pêchées au casier. Dans les zones récifales surpêchées, ce phénomène pourrait être une des raisons du développement important d'algues benthiques.

La pêche de loisir se cumule avec la pêche professionnelle pour contribuer à la surexploitation de plusieurs espèces (bars, daurades, crustacés, prédateurs de poissons herbivores...) et à la modification des biocénoses induite par cette surexploitation (exemples de la baie du Trésor et de la baie du Robert avant la mise en cantonnement en Martinique).

Néanmoins, dans les **DOM**, le manque de données, la diversité des espèces exploitées, le caractère artisanal et en partie informel de cette activité (notamment en **Guyane**) rendent particulièrement difficile l'analyse de la situation. En **Guyane**, une part importante de la ressource (estimée entre 4000 et 8000 tonnes) est prélevée de manière illégale par des navires des pays voisins (Surinam, Brésil et Venezuela).

✓ Aux captures dites accessoires :

Pouvant entraîner une mortalité d'espèces d'intérêt commercial non ciblées, et souvent rejetées. Les rejets de prises accessoires peuvent être importants et varient selon les techniques de pêche et les pêcheries (mono ou multi-spécifiques). La FAO (2010) estime que les captures accessoires au niveau mondial se situent entre 10 et 20% des captures marines. Afin de rendre plus durable la pêche dans l'Union européenne Les députés européens ont opté en 2013 pour l'interdiction progressive des rejets de poissons en mer à partir de 2014. Cette décision souligne l'importance d'améliorer la sélectivité des techniques et engins de pêche, dans la mesure où des adaptations permettant de limiter les captures accessoires sont souvent possibles. Ifremer travaille fréquemment avec les professionnels ou leurs organisations afin de tester la sélectivité de nouveaux engins. Il existe d'ores et déjà de nombreux exemples (panneau à mailles carrées pour chalut sélectif à merlu, grille souple à barreaux circulaires pour chalut sélectif à langoustines, chalut à nappe séparatrice, l'association d'une grille et de panneaux à mailles carrées pour les chaluts à merlan et cabillaud, etc.)

En **Manche Mer du Nord**, chalutiers et fileyeurs contribuent le plus significativement aux rejets en rejetant du tiers à la moitié de leurs captures totales. Ces rejets contribuent significativement à la mortalité de certaines espèces-cibles, dont certaines subissent un fort impact de la pêche, par exemple le cabillaud de mer du Nord, les causes de ces rejets pouvant être commerciales (faible valeur, poisson abîmé) comme réglementaires (règle des %, quota fermés, taille minimale).

En **Mer Celtique**, les rejets d'espèces non ciblées ou d'individus trop petits sont variables selon les pêcheries, les années et les saisons. Un ordre de grandeur moyen de ces rejets est estimé à quelques dizaines de milliers de tonnes par an, soit environ 1/3 des prises des chalutiers et 12 % des prises des fileyeurs (en poids).

Dans le **Golfe de Gascogne**, les rejets d'espèces non ciblées ou d'individus trop petits sont variables selon les pêcheries, les années et les saisons. Des ordres de grandeurs des rejets s'établissent à :

- 55-60 % des captures des chalutiers de fond ciblant la langoustine. 2 000 à 5 000 tonnes de langoustines (sous-taille), soit presque autant ou plus que les tonnages débarqués, et 1 000 à 2 000 tonnes de merlus sont rejetés annuellement par cette pêcherie. Les dispositifs sélectifs à mailles carrées imposés depuis 2006 sur les chaluts à langoustines ont permis de réduire les prises et les rejets de merlans bleus et de chinchards. Tacauds, raies, cardines et soles perdrix sont des espèces rejetées en quantités non négligeables par les métiers du chalutage de fond ;
- 32 % des captures aux chaluts jumeaux ciblant les poissons démersaux ;

- 27 % des captures au trémail (tourteau et poissons), surtout si les filets sont levés tous les deux jours et/ou s'ils sont posés dans les secteurs propices aux crustacés charognards attirés par les poissons maillés ;
- 13 % des captures des autres fileyeurs.

En **Méditerranée**, les taux de rejets des métiers du chalutage sont plus faibles que dans les autres régions maritimes. Le maillage utilisé est plus petit qu'en Atlantique, mais les habitudes de consommation locales font que les petits poissons sont bien acceptés voire recherchés sur les marchés. Le métier du fileyage ne produit pratiquement pas de rejets. Seuls les individus abîmés sont rejetés. Les rejets générés par les chalutiers pélagiques sont fortement liés à la capacité d'absorption des marchés : maquereau, sardine et chinchard sont rejetés quand les tailles capturées ne sont pas commercialisables.

De manière générale, il n'existe que très peu de données sur les captures accessoires réalisées dans les **DOM**, ne permettant pas de tirer de conclusions quant à l'étendu du phénomène dans ces régions.

✓ Aux captures dites accidentelles :

Qui constituent une interaction entre les activités de pêche commerciale et les populations d'espèces d'intérêt communautaire – poissons, mammifères, tortues, oiseaux marins.

Afin de limiter les captures accidentelles de dauphins, tortues, oiseaux et requins, les filets maillants dérivants (FMD) de plus de 2,5 km ont été interdits par l'Union Européenne en 1992, interdiction étendue à toutes les tailles de FMD en 2002 pour la pêche de certaines espèces (essentiellement thonidés). Une interdiction générale des FMD est en projet.

En **Manche – Mer du Nord**, en terme de captures accidentelles, les phoques (phoque gris et phoque veau-marin), les marsouins et quelques autres petits cétacés sont recensés dans les captures des filets ancrés ; les oiseaux et tortues marines peuvent également faire l'objet de captures accidentelles, mais peu d'informations chiffrées existent à ce jour.

Faute de données suffisantes, il est difficile de quantifier précisément les captures accidentelles en **Mer Celtique**. Il est estimé que moins de 150 cétacés périssent chaque année par capture (par chaluts pélagiques et filets), à des taux inférieurs au « seuil de sécurité » de 1,7 % de chaque population, ne mettant pas ces dernières en danger. Des oiseaux marins peuvent être pris dans des filets, surtout en zone côtière, et par des palangres. Cependant peu d'informations chiffrées existent à ce jour sur les captures accidentelles par pêche d'oiseaux ou de tortues.

Dans le **Golfe de Gascogne**, les chaluts pélagiques, filets et palangres peuvent capturer accidentellement des espèces protégées ou emblématiques (mammifères marins, oiseaux, tortues). Des campagnes d'observation en mer et les données d'échouages permettent d'acquérir des connaissances sur ces captures (qui devront permettre, à terme, de quantifier l'impact).

Concernant les cétacés, les navires français capturent annuellement (en ordre de grandeur) :

- 200 à 400 dauphins communs pris dans les chaluts pélagiques ciblant le bar ou le thon
- 300 à 500 marsouins pris dans les filets
- environ 50 dauphins bleus et blancs pris dans les filets ou les chaluts pélagiques au sud de la SRM.

S'y ajoutent les captures par les navires espagnols (300 marsouins et 789 dauphins pris dans les filets en 2009).

Ces captures demeurent néanmoins en deçà des seuils de danger pour les populations de ces espèces (captures inférieures à 1,7 % des populations). Des solutions techniques de répulsion acoustique existantes et en développement permettent d'éviter la capture de cétacés.

Les captures d'oiseaux sont très mal connues. Les oiseaux plongeurs peuvent être capturés par les filets (en zones côtières et près des îles) ou les palangres lors de la mise à l'eau. Des techniques

permettent de limiter ces captures (lestage, effarouchement, mise à l'eau nocturne). En **Atlantique comme en Méditerranée**, on estime que le risque de capture accidentelle par les filets maillants reste élevé, mais inférieur aux risques cumulés liés au dérangement et à l'ingestion de déchets.

En **Méditerranée**, les captures accidentelles de pêche impactent les populations de cétacés. Ce sont surtout les chaluts pélagiques et les filets qui ont fait l'objet d'observations pour les captures accidentelles de mammifères marins dans le golfe du Lion en dehors du sanctuaire Pelagos. Les quantités annuelles moyennes au chalut pélagique sont très probablement de l'ordre de 70 dauphins bleus et blancs et de 10 à 30 grands dauphins par an. La pêche exerce également une concurrence pour l'accès à la ressource.

Il existe peu d'information concernant les interactions de la pêche avec les populations des 5 espèces de tortues présentes en **Méditerranée**.

Comme pour les captures accessoires, les captures accidentelles sont peu connues pour l'ensemble des **DOM**. En **Guyane**, l'utilisation de filets dérivants par les pêcheurs côtiers est parfois associée à des prises accidentelles de tortues et d'oiseaux.

- ✓ A l'introduction ou au renforcement d'espèces invasives :

Les activités de pêche peuvent conduire à l'introduction d'espèces invasives qui seraient véhiculées par la coque des navires. A l'échelle locale, des pratiques spécifiques peuvent renforcer la présence d'espèces invasives et notamment accélérer leur colonisation du milieu. Les pratiques de détachement des crépidules lors du tri de coquilles Saint Jacques et le rejet de coquilles Saint Jacques sous taille porteuses de crépidules ont accéléré la prolifération du coquillage invasif (notamment dans la baie de Saint Brieuc).

- **Aquaculture**

La principale pression générée par l'aquaculture sur les espèces concerne la pollution génétique émanant d'exploitation piscicole ou aquacole (algues notamment), ainsi que l'introduction d'espèces non indigènes.

- **Pressions issues d'autres secteurs (PMI)**

- La principale pression sur les espèces résulte des prélèvements générés par les activités touristiques (pêche récréative, plongée) qui peuvent cibler les mêmes espèces que la pêche professionnelle (bar ou thon rouge par exemple), voire également des espèces protégées (plongée : corail...). Dans certains cas, il est constaté des niveaux de prélèvement important voire le non respect des tailles minimales de captures entrant une mortalité importante de juvéniles.
- Le dérangement visuel ou auditif des mammifères marins et de l'avifaune pendant les phases sensibles des cycles de vie (reproduction, étapes migratoires, hivernage) conduisent surtout à des changements de distribution. Il s'agit par exemple des phoques quand ces derniers sont à terre sur leur aire de repos en différents points du littoral (**Manche - Mer du Nord**, dans le **Golfe de Gascogne** autour des îles de la façade atlantique, en **Mer Celtique** pour les colonies de phoques et de dauphins résidents autour des îles). L'intensité du dérangement peut être telle que certaines espèces (notamment les sternes en Méditerranée) ne pourraient pas utiliser normalement certaines zones d'alimentation importantes en période de reproduction, comme dans le cas du golfe de Beauduc. Étant donné l'importance de ce site pour la population d'oiseaux marins de Camargue (extrêmement importante à l'échelle de la sous-région marine), la pression est considérée comme élevée.

- Des développements côtiers (urbanisation, développement des énergies marines) peuvent également provoquer des dérangements importants pour les espèces marines. Les projets de développement des énergies renouvelables en mer sont identifiés comme une pression directe, principalement dans les phases de construction et de démantèlement des éoliennes, ainsi que les phases d'exploitation pour les hydroliennes. La construction d'éoliennes offshore peut entraîner des effets néfastes pour plusieurs types d'espèces, par l'apparition de nuisances sonores de forte intensité (pouvant notamment causer des dommages physiques aux mammifères marins si des précautions ne sont pas prises lors de la construction). Pour les hydroliennes, les interactions directes sont également possibles. L'intensification du trafic lié à la construction est également à prendre en compte dans ces menaces.

3) Principaux enjeux

Les principaux enjeux identifiés sur la thématique milieux naturels et biodiversité sont les suivants :

- ✓ Maintenir ou rétablir un bon état de conservation des populations halieutiques ;
- ✓ Encourager les pratiques de pêche permettant le maintien ou le rétablissement d'un bon état des stocks d'espèces exploitées à des fins commerciales ;
- ✓ Préserver l'intégrité et la qualité écologique des habitats des fonds marins et des zones de fonctionnalité (herbiers, coralligènes, zones de frayères), notamment au regard des pressions exercées par les infrastructures en mer et par les activités anthropiques susceptibles de générer de l'abrasion (pêche aux arts traînants, câbles sous-marins, mouillage des navires) ;
- ✓ Maintenir la biodiversité et le bon fonctionnement des écosystèmes marins par la préservation des espèces protégées et notamment des mammifères marins et tortues marines (Méditerranée occidentale), limiter les pratiques incompatibles et réduire les pressions sur les habitats et milieux nécessaires au bon déroulement du cycle de vie de ces espèces et d'autres espèces sensibles ;
- ✓ Le déploiement des énergies marines renouvelables dans le respect des habitats et des espèces.

Plus précisément pour les DOM, il conviendrait de :

- ✓ Préserver de manière durable les écosystèmes sensibles que sont les mangroves, les herbiers de phanérogames et les récifs coralliens pour le maintien des ressources halieutiques, de la biodiversité et du tourisme subaquatique et le développement économique durable dans les DOM, notamment en réduisant les apports sédimentaires
- ✓ Elaborer des plans de gestion et de coordination pour la lutte contre les espèces invasives (cas du poisson lion en Guadeloupe) etc.

Niveau d'enjeu pour l'intervention du FEAMP sur le thème « Milieux – habitats »

- ❖ Les activités de pêche et d'aquaculture sont susceptibles d'interactions fortes avec les milieux où elles s'exercent. Par exemple, les impacts des engins de pêche sur la structure des fonds et sur leur richesse en habitats peuvent être importants (herbiers à posidonies, vasières, massifs coralliens), et les rejets aquacoles peuvent entraîner une eutrophisation des milieux modifiant profondément la structure des écosystèmes.
- ❖ L'enjeu de limitation des interactions négatives avec les **milieux et habitats est classé au niveau 4** sur une échelle de 1 à 5 (*). L'enjeu est renforcé dans les zones littorales, notamment celles des DOM qui abritent des milieux à forte valeur patrimoniale (lagons et récifs coralliens).

SRM Manche MN	SRM Mers celtiques	SRM Golfe de Gascogne	SRM Médit. Ouest	DOM	SYNTHESE
4	3	4	4	5	4

(*) la notation découle de l'appréciation des évaluateurs, laquelle se fonde sur l'analyse des éléments factuels disponibles synthétisés dans le présent état initial.

Niveau d'enjeu pour l'intervention du FEAMP sur le thème « Espèces et diversité biologique »

- ❖ Les activités de pêche impactent les stocks de nombreuses espèces, soit très directement (espèces commerciales) soit indirectement (captures accessoires). La surpêche, bien qu'en réduction sur la période récente, est un problème majeur reconnu par l'UE. La Politique Commune de la Pêche a ainsi fixé comme objectifs pour 2020 l'atteinte du Rendement Maximal Durable pour tous les stocks exploités et l'obligation de débarquement de toutes les captures accessoires (jusqu'à maintenant rejetées en mer).
- ❖ L'aquaculture peut indirectement contribuer à la surexploitation halieutiques d'espèces fourrage destinées à l'alimentation des poissons carnivores (thon rouge). Elle est par ailleurs susceptible d'incidences sur les biocénoses aquatiques à travers la dissémination d'espèces allochtones (par ex : introduction de l'huître japonaise dans le milieu marin, du silure dans les eaux continentales....) et/ou de souches génétiques pouvant interférer avec des souches locales (truite fario).
- ❖ Par ailleurs, les atteintes aux milieux engendrées par certaines pratiques de pêche ou d'aquaculture impactent indirectement les biocénoses aquatiques.
- ❖ L'enjeu de limitation des interactions négatives de la pêche et de l'aquaculture avec les **espèces et la diversité biologique est classé au niveau 5** sur une échelle de 1 à 5 (*) dans les quatre SRM et les DOM.

SRM Manche MN	SRM Mers celtiques	SRM Golfe de Gascogne	SRM Médit. Ouest	DOM	SYNTHESE
5	5	5	5	5	5

(*) la notation découle de l'appréciation des évaluateurs, laquelle se fonde sur l'analyse des éléments factuels disponibles synthétisés dans le présent état initial.

2.2.1.1. *Pollutions et qualité des milieux*

Eau

1) Principaux constats

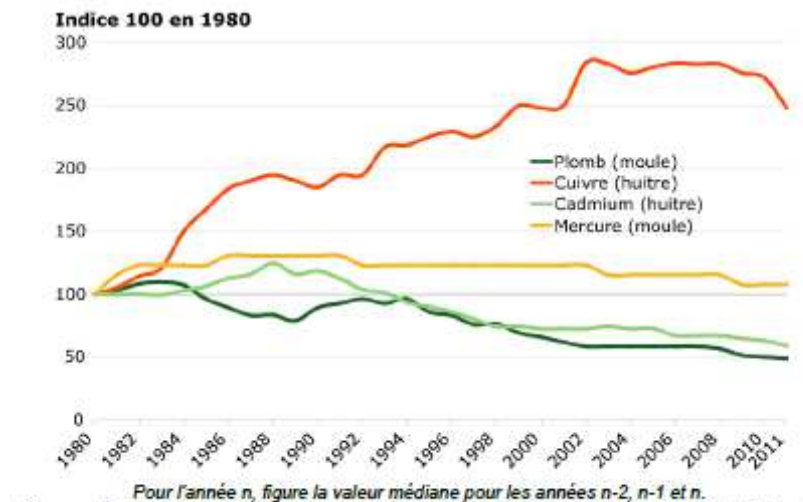
Les eaux marines peuvent être polluées par des apports de micro-organismes, de matières organiques et de nutriments ou de substances toxiques. Différents réseaux de suivis existent en zone côtière, dans le cadre ou non de la Directive Cadre sur l'Eau (La DCE intègre des masses d'eau dites de transition correspondant aux zones estuariennes et des masses d'eau côtières). La qualité des eaux du large est globalement moins bien caractérisée, les réseaux de suivi étant plus limités.

- **Pollution chimique**

L'IFREMER suit les concentrations de **métaux lourds** dans les organismes filtreurs. Les évolutions observées depuis le début des années 80 sur les principaux métaux sont les suivantes :

- ✓ La concentration en plomb (Pb) mesurée dans les moules est en baisse depuis la moitié des années 90, du fait de l'interdiction du plomb dans l'essence. Les plus fortes concentrations sont mesurées en rade de Toulon, sur la côte basque, au sortir de l'Hérault et de l'Aulne et en rade de Brest.
- ✓ La concentration médiane en cuivre mesurée dans les huîtres a plus que doublé depuis le début des années 80. Le cuivre est utilisé en agriculture comme fongicide et dans l'industrie. Cette augmentation continue pourrait s'expliquer par sa réutilisation dans la fabrication de peintures antisalissures pour les coques de navires en remplacement du TBT. Les plus fortes concentrations sont mesurées dans les pertuis charentais, ainsi que dans les sédiments de certains ports, surtout en Méditerranée continentale.
- ✓ Les concentrations en cadmium dans les huîtres ont nettement baissé depuis une trentaine d'année. Des concentrations importantes sont toutefois retrouvées dans l'estuaire de la Gironde et à proximité (anciennes mines de zinc), dans l'étang de Bages (ancienne usine de colorants), à Ajaccio et dans l'estuaire de la Seine. Le cadmium est principalement lié aux traitements de surface, à la fabrication de batteries ou de matière plastiques, à la métallurgie ou à l'incinération de déchets.
- ✓ Le mercure peut être d'origine naturelle ou anthropique (combustion, fabrication de chlore, de piles). Sa concentration médiane dans les moules stagne depuis une vingtaine d'années. Les plus fortes concentrations sont mesurées dans l'estuaire de la Seine et dans la rade de Toulon.

Figure 8 - Evolution de la concentration médiane des principaux métaux lourds dans les organismes filtreurs



Source : Ifremer-Rocch, 2012. Traitements : SOeS (Observatoire national de la mer et du littoral)

L'IFREMER mesure les concentrations en composé CB 153, considéré comme représentatif de la pollution par les polychlorobiphényles (PCB) par l'Ifremer. Après avoir diminué nettement jusqu'en 2000, la concentration du CB 153 continue de décroître à un rythme plus lent. De fortes concentrations sont relevées dans la baie de la Seine, dans une moindre mesure, en rade de Brest, à proximité de l'estuaire de la Gironde ou en rade de Toulon.

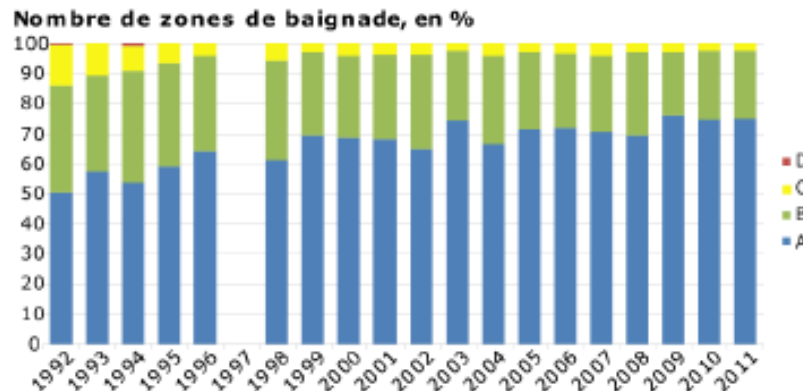
Aux **Antilles**, les récentes analyses ont montré que le chlordécone (pesticide organochloré utilisé comme insecticide dans les plantations de bananes entre 1972 et 1993) se retrouve dans l'ensemble des compartiments : sols, eaux douces et littorales. Ce Polluant Organique Persistant (POP) a contaminé l'ensemble de la chaîne alimentaire jusqu'aux poissons et crustacés marins, imposant la fermeture complète ou partielle de la pêche dans les secteurs littoraux les plus contaminés, notamment pour la Langouste. Deux plans d'action triennaux ont été mis en œuvre afin d'améliorer le suivi sanitaire des habitants et de mieux prévenir l'exposition à ce pesticide.

- **Pollution microbiologique : Evaluation de la qualité des eaux de baignades**

Le contrôle des eaux de baignade est défini par la directive européenne n°76/160/CEE, en fonction des paramètres microbiologiques (coliformes totaux, *Escherichia Coli* (coliformes fécaux), streptocoques fécaux, salmonelles, entérovirus) et physico-chimiques ou visuels (mousses, phénols, huiles minérales, couleur, résidus goudronneux, matières flottantes, transparence). Quatre niveaux de qualité sont définis (A : eau de bonne qualité à D : eau de mauvaise qualité). Cette Directive sera remplacée à partir de janvier 2015 par la directive européenne 2006/7/CE, qui impose des seuils plus stricts pour ce qui concerne la qualité bactériologique.

A l'**échelle nationale**, une amélioration sensible de la qualité des eaux de baignade est observée au début des années 90 : Elle est liée à la plus grande efficacité des systèmes de traitement des eaux usées, à la fiabilisation des réseaux de collecte des eaux usées et pluviales et à l'amélioration des pratiques d'épandage. Les eaux de bonne qualité représentaient un peu plus de 50% des zones suivies en 1992, contre 70% en 2011.

Figure 9 - Evolution de la qualité des eaux de baignade en mer en métropole depuis 1992



Source : DGS, 2012. Traitements : AAMP (Observatoire national de la mer et du littoral)

En **Manche-mer du Nord**, la qualité des eaux de baignade est en général conforme aux normes sanitaires, avec 52 % des zones suivies présentant des eaux de bonne qualité, 45% des eaux de qualité moyenne et 3% des eaux non conformes.

Sur la zone **Mer Celtique**, l'île d'Ouessant compte 4 zones de baignade suivies. Leurs eaux étaient classées de qualité bonne à moyenne en 2013.

Pour la sous-région marine **Golfe de Gascogne**, 560 zones sont suivies en 2010 : 82% d'entre elles sont de bonne qualité, 16% de qualité moyenne et 2% sont non-conformes. La qualité des eaux de baignade s'est améliorée entre 1992 et 1999, puis connaît une stabilisation depuis.

La qualité sanitaire des eaux de baignade est jugée globalement satisfaisante sur **l'ensemble Méditerranée Occidentale**: sur les 685 zones de baignade suivies, 86% de ces zones sont de bonne qualité, 12% sont de qualité moyenne et 2% sont non conformes à la directive européenne en 2010. La qualité des eaux s'est par ailleurs améliorée depuis le début des années 90.

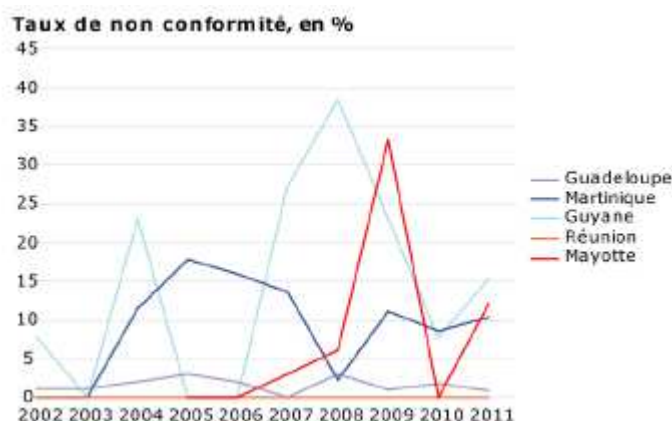
Aux **Antilles**, la majorité des eaux suivies est de bonne qualité, avec globalement une plus grande stabilité et une meilleure qualité pour les eaux guadeloupéennes. En 2011, environ 10% des zones suivies sont non conformes à la Martinique ; une seule zone est non conforme en Guadeloupe.

En **Guyane**, la qualité des eaux est très variable d'une année sur l'autre. Deux zones sur les treize suivies sont non conformes.

La **Réunion** montre une grande stabilité dans la qualité de leurs eaux de baignade depuis 2002 ; l'ensemble des zones de baignade réunionnaises ont une qualité conforme.

A **Mayotte**, la qualité des eaux est conforme pour un peu plus de 10% des zones suivies en 2011, avec une grande variabilité entre années.

Figure 10 - Evolution du taux de non-conformité (%) des eaux de baignade dans les DOM



Source : DGS, 2012 – Agence de santé de l'océan indien, 2012. Traitements AAMP (Observatoire national de la mer et du littoral)

- Pollution microbiologique dans les zones de production de coquillages

Le réseau de contrôle REMI mis en place par l'IFREMER mesure la concentration en bactérie E. Coli dans les coquillages dans les eaux métropolitaines. Sur 336 points de mesure contrôlés, 6% des points présentent une bonne qualité, 83% une qualité moyenne, 7% une mauvaise qualité et 4% une très mauvaise qualité. Les profils de contamination des points de surveillance des coquillages fouisseurs (coque, palourde) sont plus dégradés que ceux des non fouisseur (huîtres et moules). L'évolution générale de la qualité microbiologique dans les zones de production de coquillages s'est globalement améliorée depuis une vingtaine d'années. Entre 2003 et 2012, la situation s'est cependant dégradée pour 74 points de mesure (sur 268 mesurés), situés principalement en Bretagne et en Normandie. La situation est stable pour la majorité des points de surveillance (163), elle s'est améliorée pour 31 points, concentrés sur la côte Atlantique, en Vendée, en Charente-Maritime et dans le bassin d'Arcachon.

- Pollution par les nutriments et eutrophisation

Une concentration excessive des eaux en éléments nutritifs, à laquelle s'ajoutent le confinement des masses d'eaux et un niveau d'éclairement suffisant, ont pour conséquence l'eutrophisation des eaux. Celle-ci se traduit par une prolifération d'organismes aquatiques macroscopiques (macroalgue) ou microscopiques (phytoplancton et/ou cyanobactérie), qui aboutit à la création d'un milieu anoxique pouvant entraîner la mort des organismes aérobies. L'eutrophisation est suivie dans le cadre de la DCE sur l'ensemble du littoral métropolitain et des DOM, pour le compte de la convention Oskar en Atlantique Nord-Est ou dans les lagunes du Languedoc-Roussillon dans le cadre du réseau de suivi lagunaire.

Les suivis effectués dans le cadre de la convention OSPAR indiquent que les zones à problème sont localisées en France de l'estuaire de la Seine à la pointe de Barfleur dans le Cotentin, de Cancale à Paimpol, de Perros-Guirec à l'ouest de Lorient et de l'estuaire de la Vilaine à la baie de Bourgneuf. Les zones sans problème sont localisées sur les littoraux de Seine-Maritime, du Centre-Atlantique et d'Aquitaine. Dans le Languedoc-Roussillon, la situation semble s'améliorer depuis 2003. Cependant, moins d'un point de mesure sur deux est dans un bon ou très bon état vis-à-vis de l'eutrophisation et plusieurs complexes lagunaires sont dans un état médiocre ou mauvais de manière chronique comme en Camargue gardoise, dans les étangs palavasiens (en dehors de l'étang d'Ingril à l'ouest) ou l'étang de Canet – Saint Nazaire.

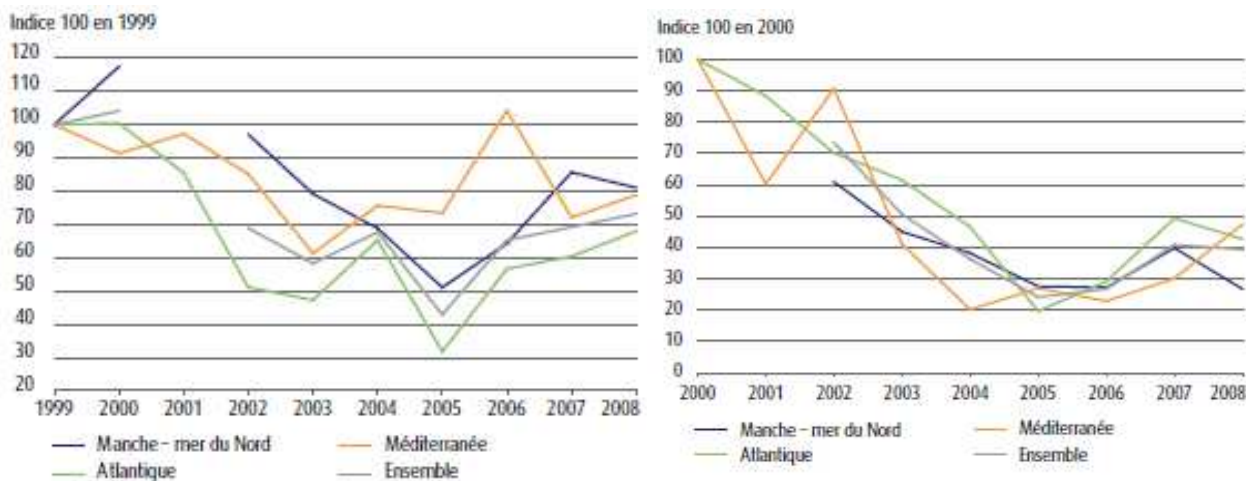
La prolifération de macro-algues (marées vertes) concerne principalement le littoral breton (ulves), les marais centre-Atlantiques (*Enteromorpha* ou *cladophora*), le bassin d'Arcachon (*Monostroma obscurum*) et les lagunes méditerranéennes (*Enteromorpha clathrata*). Les algues se développent

principalement d'avril à juillet dans les baies et estuaires calmes et peu profonds où les apports d'azote sont importants.

Les efflorescences phytoplanctoniques se développent sur de nombreux sites côtiers, souvent au débouché des fleuves où les algues bénéficient d'apports de nutriments et de conditions hydrodynamiques et de lumière satisfaisantes. L'évaluation réalisée dans le cadre de la DCE sur le phytoplancton sur les 79 masses d'eau côtières et de transition montre que 10% ont une qualité moyenne ou médiocre. Elles sont situées sur le littoral de la mer du Nord, en baie de Somme, sur la Côte fleurie, en estuaire de la Vilaine et dans les étangs palavasiens. Pour ce qui concerne l'indice biomasse, les masses d'eau ont souvent une qualité moyenne à mauvaise : Canche, Authie, Somme, Seine, Elorn, Vilaine, Loire et Gironde, ainsi que certaines lagunes et étangs côtiers méditerranéens comme l'étang de Sigan, les étangs palavasiens, l'étang de Berre et l'étang de Biguglia en Corse.

Au niveau national, les flux d'azote sont estimés en 2008 à 600 000 tonnes pour ce qui concerne les nitrates, et 20 000 tonnes pour l'ammonium. L'Atlantique reçoit plus de 50% des flux de nitrates et la façade Manche-mer du Nord environ 35%. Ces flux sont sensibles au débit des cours d'eau, ils ont ainsi baissé en Atlantique – mer du Nord de 1999 à 2005 du fait de la diminution de la pluviométrie durant cette période. Les flux de phosphore ont diminué de plus de moitié sur les trois façades maritimes, en lien avec l'amélioration des performances des stations d'épuration. Ils représentaient 20 000 tonnes en 2008 contre près de 50 000 en 2000.

Figure 11 et Figure 12 : Evolution des flux à la mer d'azote liés aux nitrates (gauche) et phosphore (droite)



Source : Agences de l'Eau-Schapi, banque Hydro, 2010

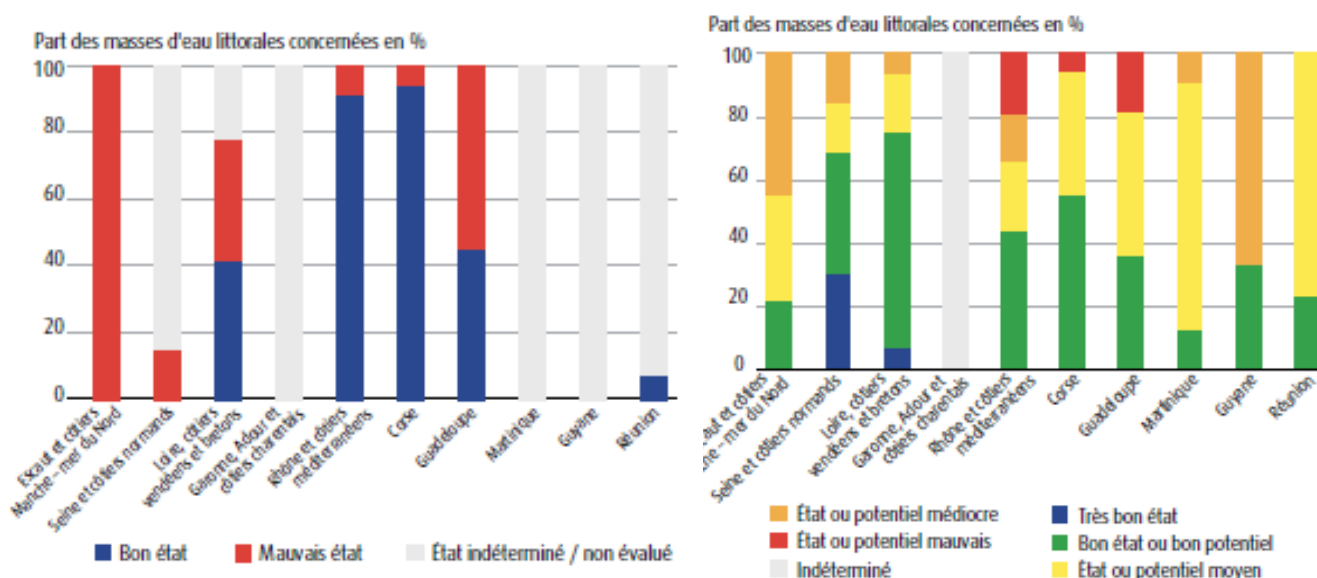
- Indicateurs synthétiques : Etat des masses d'eau côtière et de transition suivies dans le cadre de la DCE

L'état écologique et chimique de 164 masses d'eau côtières et 96 masses d'eau de transition est suivi dans le cadre de la Directive Cadre sur l'Eau. L'état des lieux réalisé en 2004 a été remis à jour en 2009. L'état écologique des 164 masses d'eau côtières de métropole et d'outre mer est meilleur que la moyenne de toutes les masses d'eau de surface. 57% sont dans un bon ou très bon état écologique et seulement 7% dans un état écologique médiocre ou mauvais. La situation est moins bonne pour les eaux de transition. Moins de 30% de ces masses d'eau sont dans un bon ou très bon état écologique et un tiers dans un état écologique médiocre ou mauvais.

Les eaux littorales en mauvais état écologique sont localisées en Méditerranée et en Guadeloupe. Les eaux dans un état médiocre sont surtout situées sur le littoral de la mer du Nord et de la Manche orientale au littoral centre-atlantique. C'est en outre-mer et dans le nord de la métropole que la part des eaux littorales dans un bon ou très bon état écologique est la plus faible. Les masses d'eau du sud de la façade atlantique n'ont pas été évaluées faute de données.

Pour les masses d'eau côtières évaluées (l'état chimique de près de la moitié des masses d'eau côtières n'est pas connu), trois quarts sont en bon état chimique. La moitié des masses d'eau de transition évaluées (30% des masses d'eau n'ont pas été évaluées) a un mauvais état chimique. La part des masses d'eau dans un mauvais état chimique est importante sur le littoral de la mer du Nord et de la Manche orientale ainsi qu'en Guadeloupe. Elle est assez forte sur le littoral nord de l'Atlantique. Elle est faible sur le littoral méditerranéen.

Figure 13 et Figure 14 : Etat écologique (gauche) et état chimique (droite) des masses d'eau littorales par district hydrographique



Source : Agences de l'Eau, directions régionales de l'environnement (DOM), Onema, MEDDTL

- Principales données par territoire

Sur la SRM **Manche et Mer du Nord**, des concentrations élevées de polluants chimiques sont observées notamment dans l'estuaire de la Seine, du pays de Caux et de la rade de Brest. Les polluants suivants sont mis en évidence dans les bivalves et sédiments analysés : mercure, cadmium, plomb, argent et chrome. Les teneurs sont toutefois inférieures au seuil réglementaire. Sur certaines dioxines comme le CB118, les concentrations sont significatives sur l'ensemble de la SRM, en lien avec une contamination de la Seine par les PCB depuis les années 80. Les analyses révèlent également la présence de pesticides dans les sédiments et ce malgré leur interdiction (exemple du lindane).

Les flux de nutriments sont principalement constitués par les matières azotées organiques d'origine agricole, avec un flux annuel de 166 kT/an en 2009, représentant 87% du flux total d'azote. Les teneurs en nitrates mesurées sont les plus importantes en Baie de Seine et sur la côte bretonne. Les flux de phosphore ont considérablement diminué depuis 1999 (-80%) en lien avec la mise en place d'unités de traitement en Seine aval et à Rouen.

Du fait de sa position géographique, la **SRM Mer Celtique** est peu soumise aux apports continentaux directs de polluants. Elle ne comporte aucun site d'immersion de sédiments de dragage. La source potentielle directe de pollution de l'eau est la station d'épuration de l'île d'Ouessant, avec une dispersion quasi-instantanée dans cette zone à très fort courant. Les retombées atmosphériques constituent dans ce contexte particulier un apport non négligeable de contaminants, métaux lourds et polluants organiques persistants (lindane, PCB,...). Elles ont globalement baissé entre 1990 et 2000 (2006 pour les PCB), puis se sont stabilisées. Les apports de nutriments dans la SRM, constituées principalement des retombées atmosphériques et estimées à 13 ktonnes en 2008, ont baissé de 31% entre 1995 et 2008. Enfin, différentes études ont montré que la SRM était peu sensible aux phénomènes d'eutrophisation.

Les flux annuels de nutriments vers le **Golfe de Gascogne** sont estimés à 717 000 tonnes d'azote et 11 000 tonnes de phosphore. Les apports de matière azotée sont principalement liés à l'agriculture, alors que la contribution des autres activités aux apports de phosphore est majoritaire. Les flux de phosphore sur le bassin ont largement diminué depuis 10 ans, alors que les flux azotés n'amorcent qu'une légère baisse, surtout liée à l'ammonium. Les retombées atmosphériques d'azote représentent par ailleurs environ un quart des apports en azote du milieu marin dans la SRM, soit 96 000 tonnes en 2008 dans le Golfe de Gascogne, dont la moitié étant d'origine agricole.

La pollution chimique dans le Golfe de Gascogne est plus importante dans les zones sous influence des grands fleuves et des grands ports maritimes. Les apports proviennent principalement des activités industrielles, de l'agriculture, des rejets de stations d'épuration (métaux lourds et pesticides), des eaux pluviales, de l'immersion de sédiments de dragage et de sources accidentelles ou rejets illicites en mer. Les apports fluviaux annuels sont estimés équivalents à 1030 à 11 84 tonnes pour le zinc, 178 à 427 tonnes pour le mercure, 42 à 127 tonnes pour le plomb. Les retombées atmosphériques contribuent à un apport en métaux lourds estimé à un peu moins de 3000 tonnes.

Sur le **bassin Rhône-Méditerranée**, les concentrations en matières en suspension (MES), matière organique (DBO₅) et nutriments (azote total et phosphore total) observées dans les eaux littorales et estuariennes sont issues principalement des apports provenant du Rhône (87% pour les MES, 75% pour l'azote et 53% pour le phosphore total), dans une moindre mesure des cours d'eau côtiers (8% des MES, 17% de l'azote et 32% de phosphore), des rejets des stations d'épuration situées dans le bassin versant à proximité de la zone littorale (6% pour l'azote et 9,5% pour le phosphore), ainsi que des rejets industriels (3,7% des MES).

Les apports de polluants chimiques (Indice METOX intégrant les 8 polluants majeurs et non biodégradables suivants : arsenic, mercure, cadmium, plomb, nickel, cuivre, chrome et zinc) sont estimés équivalents à près de 8000 tonnes en 2010, dont 6 700 tonnes provenant du Rhône, 1 044 tonnes des bassins versants de proximité et 190 tonnes de rejets directs en mer des industries. Les flux provenant des rejets directs des stations d'épuration et des activités portuaires de plaisance et de transport maritime sont estimés à environ 5 tonnes chacun. Les flux les plus importants concernent la famille des métaux et métalloïdes. Les autres sources d'apports sont les retombées atmosphériques qui s'élèvent à 2,13 tonnes pour le cadmium et 104 tonnes pour le plomb (retombées nettes estimées pour 2008), les pollutions maritimes accidentelles, les rejets illicites et les épaves et munitions immergées, ainsi que les opérations d'immersion de sédiments (dragage/clapage).

En **Guadeloupe**, seulement un tiers des eaux côtières est considéré comme pouvant atteindre l'objectif de bon état en 2015. Les risques de non-atteinte du bon état est expliqué par la pollution par le rejet des eaux usées industrielles, les activités portuaires et l'impact de lixiviats de décharges et la pollution par les pesticides d'origine agricole, dont la chlordécone. La contamination par le chlordécone affecte l'ensemble des cours d'eau et zones côtières du Sud Basse-Terre, au point que la pêche y est interdite. L'insuffisance des infrastructures d'assainissement constitue en outre la principale menace quant à la qualité chimique et écologique des rivières et eaux côtières (les rejets de plus de la moitié des stations d'épuration n'étaient pas aux normes en 2009).

A la **Martinique**, on estime que 56% des cours d'eau sont contaminés au chlordécone, en aval des bassins versants principalement (2010). L'objectif d'atteinte du bon état des eaux côtières et de transition initialement fixé à 2015 a été repoussé à 2017 ou 2021 dans 80% des masses d'eau côtières et de transition suivies. Les rejets domestiques d'eaux usées sont également importants.

En **Guyane**, un tiers des 8 masses d'eau de transition suivies dans le cadre de la DCE atteint le bon état chimique et une seule atteint le bon état écologique en 2013 (aucune donnée n'est disponible sur la masse d'eau côtière). Les facteurs de risque sont le mercure mesuré dans le biote et les sédiments. Par ailleurs, la Guyane présente un retard de mise en conformité de ses installations d'assainissement, 21% de la population ne disposant d'aucun système de traitement des eaux usées.

A **La Réunion**, les cours d'eau et plans d'eau côtiers sont marqués par des pollutions émises par l'agriculture, l'assainissement autonome, les travaux ou extraction de matériaux en rivière. Sur les 13 masses d'eau côtières identifiées, seules 3 sont considérées en bon état écologique, préservées par la quasi-absence d'urbanisation : la côte Sud-Est de Saint-Pierre à Sainte-Rose. En dehors de cette zone, la qualité écologique est généralement moyenne. Certains milieux confinés sont plus sensibles aux apports de polluants et aux risques d'eutrophisation : baie de Saint-Paul et zones récifales. Les apports de polluants ont liés de l'assainissement collectif, de l'assainissement autonome et de l'agriculture. Le système d'assainissement collectif est peu développé et son fonctionnement est très médiocre, engendrant des fuites d'eaux usées dans le milieu naturel.

A **Mayotte**, la lutte contre les pollutions domestiques est un enjeu clé. Les efforts à réaliser en termes d'équipement d'assainissement sont très importants, 90% de la population n'étant pas raccordée à un réseau d'assainissement.

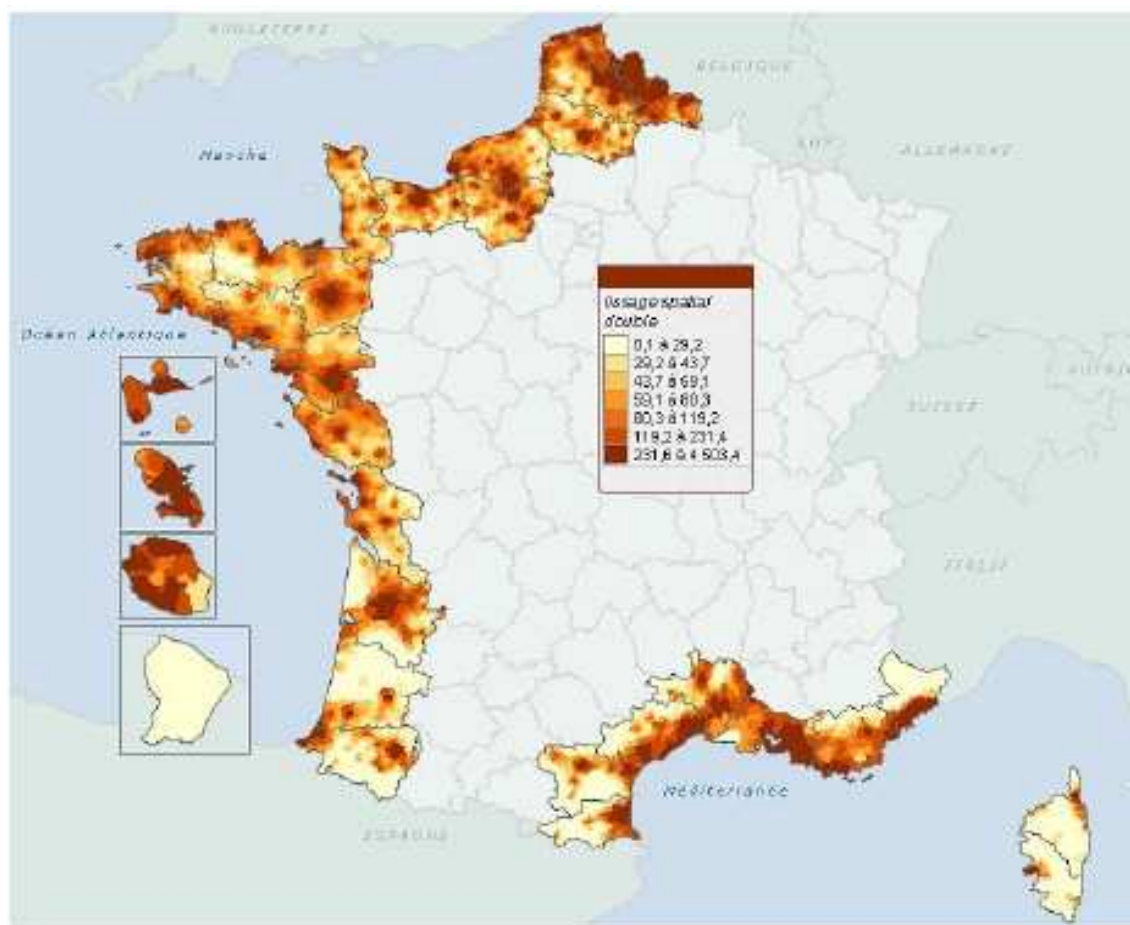
2) Principales pressions

Les polluants présents en mer ont principalement une origine terrestre, qu'ils soient issus d'apports fluviaux ou de rejets en zone côtière. A l'échelle mondiale, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement estime que 80% des pollutions marines sont d'origine terrestre et trouvent leur origine très en amont de la zone littorale. Les apports de polluants en zone maritime proviennent :

- ✓ des activités industrielles (substances chimiques) ; les zones littorales concentrent une part importante des rejets de polluants chimiques : 78% pour le plomb, 59% pour le zinc et 48% pour le cadmium. Ces rejets sont à relier à l'importance de l'activité industrielle en bord de mer et particulièrement le raffinage, la pétrochimie et la métallurgie. Les zones de l'Escault, de la Seine aval et des rivières côtières concentrent 93% des rejets.
- ✓ de l'agriculture (nitrates et phosphore, substances chimiques dont cuivre et pesticides) ; l'agriculture est le principal contributeur aux apports de nitrates dans les eaux côtières, avec des conséquences sur l'eutrophisation des milieux particulièrement importantes sur les littoraux de la Manche et de la Mer du Nord et sur le littoral breton.
- ✓ des rejets des stations d'épuration (nutriments et substances chimiques) ; les zones côtières contribuent pour environ 40% des rejets nationaux des stations d'épuration, (ces zones représentant le tiers de la surface hexagonale) compte tenu des fortes densités de population présentes dans certaines zones littorales

Les densités de la population littorale varient fortement suivant les régions (voir carte page suivante). Les densités de population sont particulièrement importantes (supérieures à 600 hab./km²) sur les littoraux Nord-Pas-de-Calais, de Haute-Normandie et de PACA. Les littoraux martiniquais et réunionnais affichent des densités supérieures à 350 hab./km². Le littoral guadeloupéen est également peuplé avec une densité proche de 250 hab./km². Les zones littorales les moins peuplées (moins de 100 habitants au km²) sont situées en Picardie, en Corse et en Guyane.

Figure 15 – Densité de population des communes des départements littoraux (2010)



Source : Insee, RP 2010. Traitements : SOeS (Outil Geoidd)

Les activités suivantes contribuent également à la pollution des eaux marines :

- ✓ l'immersion des sédiments de dragage (substances chimiques) ; ces apports sont cependant négligeables en comparaison des apports fluviaux ;
- ✓ sources accidentelles ou rejets illicites en mer : rejets d'hydrocarbures ou autres substances chimiques, pertes de cargaison ou immersions de déchets ; les données de surveillance des eaux ne permettent pas de caractériser les évolutions du nombre de cas de pollutions sur longue période. L'essentiel des pollutions confirmées sont des déversements d'hydrocarbures.
- ✓ rejets atmosphériques : ceux-ci sont liés à la combustion de moteurs (plomb, soufre,...) et aux incinérateurs (composés aromatiques).

L'impact des activités de pêche et aquaculture sur la qualité des eaux est peu mis en avant au regard des autres activités dans les différents documents mobilisés pour la réalisation de l'état initial, du fait du caractère très local de ces pollutions, non visible à l'échelle des masses d'eau.

La contribution de l'aquaculture à l'enrichissement des eaux marines en nutriments est cependant relevée dans l'analyse des pressions et impacts de l'évaluation initiale des Plans d'Action pour le Milieu Marin. Ainsi, selon une étude de l'IFREMER, la production d'une tonne de poisson générerait 28,5 g d'azote total et près de 10 g de phosphore. Les élevages engendreraient une sédimentation de matière organique sous les installations aquacoles issue des animaux élevés : excréments de poissons, fèces et pseudo-fèces de coquillages bivalves filtreurs, ainsi qu'à divers débris coquilliers, au

ralentissement des courants et aux déchets de nourriture. Moins d'un tiers du carbone, de l'azote et du phosphore apportés par la nourriture sont finalement assimilés par les poissons en élevage.

Les autres impacts, localisés et non quantifiés, sont liés aux rejets des navires de pêche en mer et dans les ports de pêche et aux effluents des industries de transformation.

Toutefois, bien que les pressions liées aux activités de pêche sur la qualité des eaux soient plus limitées que celles des autres activités ayant lieu sur l'espace maritime ou en amont de l'espace maritime, l'enjeu de préservation et/ou de reconquête de la qualité des eaux est un enjeu fort pour l'exercice de ces activités : impact des contaminations sur les populations ciblées par la pêche, qualité sanitaire des produits de la pêche et de l'aquaculture.

3) Principaux enjeux

- ✓ Poursuivre l'acquisition de connaissances sur les eaux marines, chercher à améliorer la couverture et/ou la résolution pour certains paramètres ;
- ✓ Réduire ou supprimer les apports en contaminants chimiques chroniques ou accidentels dans le milieu marin ;
- ✓ Réduire les apports en nutriments (dont activités d'aquaculture) pour limiter le phénomène d'eutrophisation ;
- ✓ Préserver les zones peu ou pas impactées par l'eutrophisation ;
- ✓ Améliorer la qualité microbiologique et chimique des eaux pour limiter le risque d'impact sur la santé humaine de la contamination des produits de la mer.
- ✓ Dans les DOM, développer les équipements d'assainissement.

Niveau d'enjeu pour l'intervention du FEAMP sur le thème « Pollution des eaux »

- ❖ Bien que les pressions liées à la pêche et à l'aquaculture sur la qualité des eaux soient plus limitées que celles des autres activités ayant lieu sur l'espace maritime ou en amont de l'espace maritime, l'enjeu de préservation et/ou de reconquête de la qualité des eaux est considéré comme un enjeu fort pour l'exercice des activités de pêche et d'aquaculture : la contamination des eaux par les différents types de polluants peut avoir un impact négatif sur les populations ciblées par la pêche et sur la qualité sanitaire des produits (pêche et aquaculture).
- ❖ L'enjeu de préservation et/ou de reconquête de la qualité de l'eau **est classé au niveau 4** sur une échelle de 1 à 5 (*). L'enjeu est fort dans l'ensemble des territoires considérés (sauf Mer Celtique avec de faibles pressions sur l'île d'Ouessant), avec des problématiques particulières aux DOM (assainissement, chlordécone dans les Antilles).

SRM Manche MN	SRM Mers celtiques	SRM Golfe de Gascogne	SRM Médit. Ouest	DOM	SYNTHESE
4		4	4	4	4

(*) la notation découle de l'appréciation des évaluateurs, laquelle se fonde sur l'analyse des éléments factuels disponibles synthétisés dans le présent état initial.

Déchets

1) Principaux constats

Les activités humaines génèrent de nombreux déchets qui se retrouvent dans le milieu marin, puis en partie sur les côtes. Les déchets marins sont des objets persistants et solides, composés des macro-déchets (visibles à l'œil nu) et des micro-déchets (ou micro-particules), issus de la dégradation des macro-déchets. Des concentrations de plus en plus importantes de micro-plastiques sont retrouvées dans le plancton depuis les années 60. Les conséquences écologiques le long de la chaîne alimentaire sont encore mal connues. Il est cependant avéré que les micro-plastiques attirent et concentrent les contaminants hydrophobes comme le PCB et pourraient être une source de contamination de la vie sous-marine. Les déchets peuvent altérer le milieu physique, par interception lumineuse, modification des micro-courants de fonds, création de substrats artificiels, et ainsi impacter les habitats et les communautés benthiques. Les déchets marins présentent des risques pour de nombreux organismes marins, tels que les oiseaux, les mammifères et tortues, qui s'y enchevêtrent ou les avalent. Les effets peuvent aller de la modification du comportement à la mort des individus.

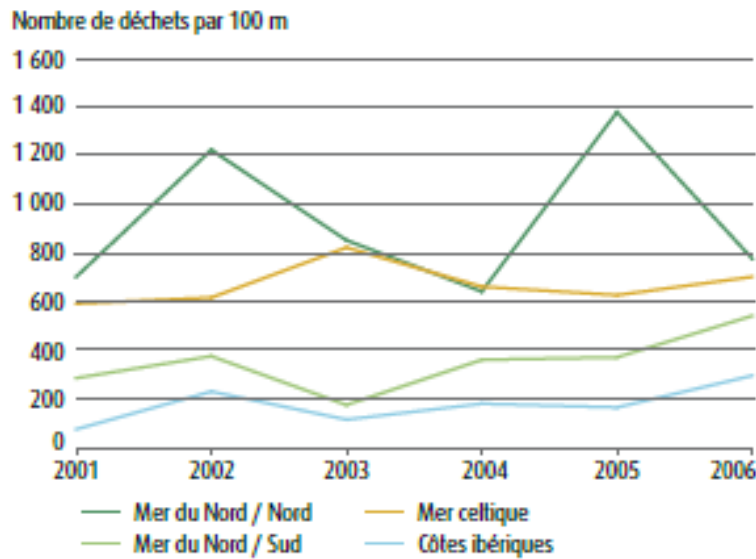
Les macrodéchets ou déchets aquatiques regroupent l'ensemble des objets ou matériaux qui sont, volontairement ou non, jetés ou abandonnés en mer et sur le littoral. Ils rassemblent des déchets d'origine et de tailles diverses : électroménager, conteneurs, sacs ou microparticules de plastique, mégots, filets de pêche. Leur durée de vie, notamment en mer, peut être très longue. Diverses références indiquent qu'environ 70 à 80% des déchets proviennent de la terre (bande côtière et fleuves) et le reste des activités en mer.

La prévention de la pollution par les ordures de navires est encadrée par l'annexe V de la convention Marpol 73/78 qui concerne près de 97% du tonnage de la flotte mondiale. Cette convention définit les matériaux et distances autorisés pour les rejets en mer. Elle définit des zones spéciales, dans lesquelles les rejets sont interdits et impose l'adoption de mesures visant à limiter la pollution maritime dans ces zones. En outre, les navires les plus importants doivent mettre en place un plan de gestion des ordures et un registre. La directive 2000/59/CE (portant sur les installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et le résidu de cargaison) précise que tous les navires, à l'exception des bateaux de pêche et ceux de moins de 12 personnes, doivent fournir un descriptif des déchets aux autorités portuaires et déposer les déchets d'exploitation dans une installation de réception portuaire.

Il n'existe pas de vision nationale des quantités de macro-déchets présents dans les différents compartiments littoraux et marins et enlevés annuellement en mer ou sur les côtes. La mise en place d'un système d'observation national des déchets aquatiques, alimenté par les acteurs du ramassage, est toutefois envisagée dans le cadre de la mise en œuvre de la Directive Cadre Stratégie pour le Milieu Marin. Les principales données proviennent de travaux scientifiques réalisés notamment par l'IFREMER et dans le cadre de la Convention Oskar.

D'après ces travaux, les quantités de macrodéchets collectés sur les plages européennes sont importantes et ne semblent pas diminuer depuis le début des années 2000. Les quantités collectées montrent une grande variabilité interannuelle et varient suivant un gradient Nord-Sud, les plus fortes densités étant présentes sur les rivages du nord de la mer du Nord et les plus faibles sur les côtes ibériques.

Figure 16 - Macrodéchets collectés sur les plages de référence Oskar entre 2001 et 2006

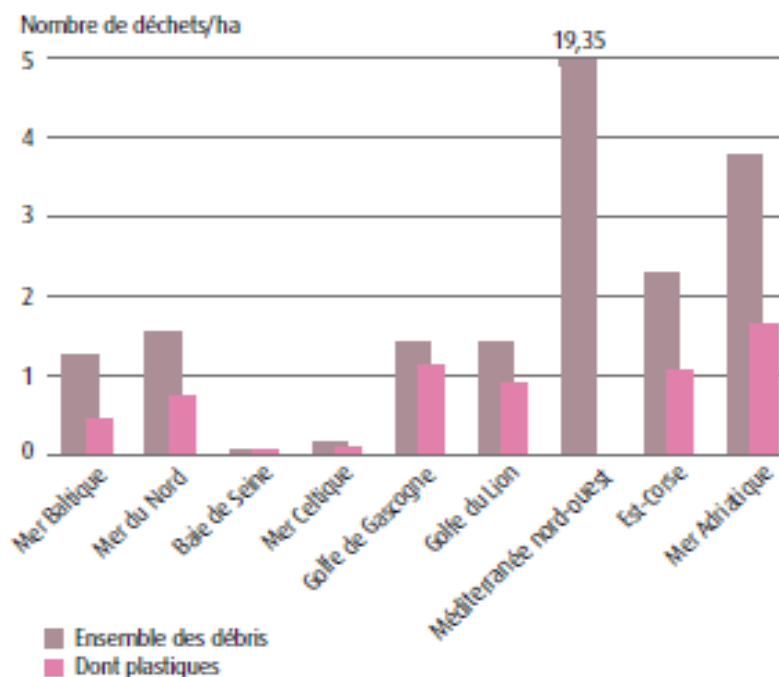


Source : Oskar, 2009. Traitements SOeS (observatoire du littoral)

D'après les travaux menés par l'ONG Ocean Conservancy, l'essentiel des macrodéchets se retrouvent en mer : les deux-tiers des déchets arrivant en mer gisent sur les fonds marins et 15% restent en surface. Les plus fortes densités de déchets sont localisées en **Méditerranée**, surtout dans sa partie occidentale, et les plus faibles en **Mer celtique**. L'Ifremer estime la présence de 150 millions de déchets sur les fonds-marins de la **mer du Nord**, de plus de 50 millions dans le **golfe de Gascogne**, de la côte à la limite de plateau, et de 175 millions dans le bassin nord-ouest de la **Méditerranée**.

L'Ifremer estime la quantité de déchets flottants à 5,5 millions dans le golfe du Lion et 750 millions dans l'ensemble du **bassin méditerranéen**. Des mesures ont été effectuées récemment en Méditerranée (Ifremer et Université de Liège) au large des côtes françaises et italiennes. Elles indiquent des densités moyennes de 115 000 éléments par km².

Figure 17 : Densités moyennes de débris de différentes zones du plateau continental (Nombre de déchets/ha)



Source : Ifremer, 1998. Traitements : SOeS

Les plastiques représentent 70 à 90% des déchets aquatiques collectés ou recensés en mer.

Les principales données pour les 4 Sous-Régions Marines sont les suivantes :

- ✓ En **Manche Mer du Nord** est l'une des zones maritimes les plus fréquentées du globe en raison de la présence du rail de navigation vers la mer du Nord. La pêche et la conchyliculture y sont très actives. Quatre grandes zones de forte accumulation de déchets peuvent être identifiées : l'estuaire de la Seine et les secteurs au large de Dieppe, de la Somme et du Pas de Calais. Les zones sensibles à surveiller restent en priorité l'axe du rail du transport maritime, et les zones de concentration localisées au niveau de l'embouchure de la Seine. Selon un programme de suivi mené entre 2001 et 2006, le nombre moyen de déchets observés y était 7 fois supérieur à ceux observés sur les plages d'autres pays européens.
- ✓ La **SRM Mer Celtique** est globalement peu sujette à la pollution par les déchets terrestres, l'île d'Ouessant étant la seule terre émergée habitée, sans grande ville, zone industrielle ou fleuve. Les données existantes indiquent que les déchets observés sur les fonds marins proviennent en grande majorité de la pêche et du transport maritime. Un nombre important de conteneurs sont en effet perdus en mer le long des principales routes de transport maritime.
- ✓ Dans le **Golfe de Gascogne**, on observe depuis une douzaine d'années une baisse significative du nombre de déchets sur les fonds, et une augmentation de la proportion des déchets issus de la pêche. La configuration du golfe de Gascogne, les conditions météorologiques, l'importance du trafic maritime et des activités de pêche, mais aussi l'ampleur des bassins versants qui les alimentent, expliquent les dépôts massifs de déchets observés localement. Les plus fortes concentrations apparaissent au large de l'estuaire de la Loire et dans une zone plus au large s'étendant vers le sud. Des échantillonnages réalisés en 2006 et 2011 sur quelques plages de la baie d'Audierne (sud Finistère) ont montré que le nombre moyen de déchets observés y était 7 fois supérieur que celui observé sur les

plages d'autres pays européens échantillonnés. Les déchets trouvés provenaient en majorité des activités maritimes de pêche, aquaculture et navigation (cordages, fils et filets).

- ✓ En **Méditerranée**, sur les littoraux de Marseille, de Porquerolles et des plages de la Communauté Sophia Antipolis, les déchets en plastique représentent 90% des volumes totaux ramassés, les 10% restant se répartissant entre le verre, la ferraille, les textiles et les papiers et cartons. La moyenne des déchets échoués sur les plages françaises méditerranéennes est de 0,078 m³/j/100 m (données établies dans le cadre de la convention OSPAR). Les quantités sont les plus importantes sur les plages d'Antibes exposées à l'Est (0,23 m³/j/100m) que sur les plages du SIVOM des Maures (0,017 m³/j/100 m). Les plus fortes densités de déchets en mer mesurées au niveau national sont observées dans la partie occidentale de la Méditerranée. Les déchets sur le fond marin sont le moins présents dans le golfe du Lion et le plus présents en Corse Orientale. Dans le golfe du Lion, 20% des déchets sont liés à la pêche. Sur la pente continentale, il existe une accumulation de débris en face des grandes métropoles ou des villes très touristiques. Une quantité significative de déchets flottants est observée au large des villes de Toulon, Cannes et Nice. Leur abondance augmente vers le large.
- ✓ Dans les **DOM**, la gestion des déchets est particulièrement problématique, en particulier dans les zones côtières affichant les plus fortes densités de population (Antilles et Réunion). Sur l'ensemble des DOM, les enjeux liés aux déchets sont la réduction de la production de déchets par la sensibilisation des populations, la mise en place de capacités d'élimination suffisantes et la mise en œuvre effective des schémas et des plans. L'inexistence des infrastructures de collecte et de traitement ont pour conséquence l'existence de décharges brutes non conformes et illégales et de nombreuses petites décharges sauvages.

Cette problématique est très prégnante en Guyane, où l'immensité du territoire rend la gestion des déchets complexes. Certaines filières ne trouvent pas de solution locale (ex : l'élimination des déchets industriels automobiles, dont 50% de pneumatiques) et les déchets doivent ainsi être envoyés en métropole, au Brésil ou au Surinam. De même, une partie des déchets réunionnais est exportée. La question de l'amélioration de la salubrité publique est également forte à Mayotte, territoire particulièrement concerné par le manque d'infrastructures.

2) Principales pressions

Les sources de production de déchets sont nombreuses :

- ✓ déchets liés à des activités se situant préférentiellement dans les activités littorales : activités de pêches, de conchyliculture et de plaisance, activités portuaires, transport maritime, dépôts sauvages, usagers de plages ;
- ✓ déchets liés aux activités se déroulant dans des zones géographiques très éloignées du littoral : activités domestiques, agricoles et industrielles et pouvant être acheminés par les pluies et les vents jusqu'à la mer, directement ou via les fleuves et rivières, les réseaux d'assainissement des eaux usées et d'eau pluviales.

Les pressions sont plus significatives identifiées dans chacune des quatre sous régions marines sont le transport maritime, les activités de pêche et la forte urbanisation ou le tourisme littoral, et l'aquaculture (Golfe de Gascogne et Manche Mer du Nord).

Les activités de pêche et d'aquaculture participent de manière significative à la production de déchets. Les résultats du programme de surveillance mené dans le cadre de la convention Opar de l'Atlantique Nord-Est ont en particulier montré que la forte activité de pêche en Manche Mer du Nord génère une production croissante de déchets, plastiques et objets liés à la pêche (cordages, filets maillants ou trémails) en quantité significativement supérieure au reste de la zone OSPAR. La

concentration de déchets dépend de la taille des pêcheries et de la nature de l'activité pratiquée. En parallèle, des opérations de récolte sont effectuées par les navires de pêche.

Dans les DOM, l'insuffisance des dispositifs de collecte et des infrastructures de traitement et de valorisation rend la gestion des déchets particulièrement problématique.

3) Principaux enjeux

- ✓ Acquisition de connaissance sur les déchets en milieu maritime ;
- ✓ Réduire à la source les quantités de déchets en mer et sur le littoral ;
- ✓ Encourager la collecte de déchets en mer ;
- ✓ Dans les DOM, développer la collecte et les installations de traitement et valorisation des déchets.

Niveau d'enjeu pour l'intervention du FEAMP sur le thème « Déchets »

- ❖ Les activités de pêche et d'aquaculture participent de manière importante à la production de déchets en zone littorale (plastiques, cordages, filets,...), au même titre que d'autres activités (transport maritime, agglomération et activités touristiques). L'enjeu lié aux déchets repose à la fois sur une réduction à la source des quantités de déchets et une récupération de ceux-ci.
- ❖ L'enjeu « déchets » **est classé au niveau 3** sur une échelle de 1 à 5 (*). L'enjeu est particulièrement fort dans les DOM où les infrastructures de collecte et de traitements sont peu développées, en Manche Mer du nord (importance des activités de pêche et du transport maritime) et en Méditerranée (métropoles et tourisme).

SRM Manche MN	SRM Mers celtiques	SRM Golfe de Gascogne	SRM Médit. Ouest	DOM	SYNTHESE
3		2	3	4	3

(*) la notation découle de l'appréciation des évaluateurs, laquelle se fonde sur l'analyse des éléments factuels disponibles synthétisés dans le présent état initial.

Air

1) Principaux constats

La qualité de l'air est déterminée par les quantités de polluants présents dans l'atmosphère respirable. Cette concentration de polluants évolue en fonction des émissions locales, des apports régionaux, des phénomènes de dispersion et de transformation. Dans le milieu marin, les retombées atmosphériques en substances chimiques et nutriments permettent d'estimer le niveau de qualité de l'air sur ces paramètres.

En **Manche Mer du Nord**, les retombées nettes totales en cadmium et en plomb sont particulièrement importantes dans la partie Nord Est de la zone. La Haute-Normandie, du fait de son important tissu industriel le long de la vallée de la Seine, apparaît souvent en haut du classement des régions françaises en termes d'émission de polluants. Depuis 1990, les retombées atmosphériques montrent une tendance à la baisse sur le Plomb, le cadmium le mercure, les POP et les PCB. Les retombées atmosphériques en nutriments sont relativement faibles en comparaison des apports fluviaux pour le phosphore ; ils sont en revanche non négligeables pour ce qui concerne l'azote, et notamment sur l'azote réduit (lié aux activités agricoles). Les évolutions interannuelles montrent une diminution des

retombées atmosphériques d'azote oxydé, supérieure à celle observée sur l'azote réduit entre 1995 et 2008.

La principale source d'émissions atmosphériques polluantes dans le périmètre de la SRM **Mer Celtique** est le transport maritime, avec notamment le rail d'Ouessant, route maritime importante fréquentée par environ 50 000 navires par an. Le transport maritime émet principalement du SO₂ et des NO_x. Les navires de pêche, de plaisance de transport de passagers et de service sont également à prendre en compte. Les autres sources de pollution sont le trafic aérien, avec la liaison aérienne Ouessant-continent et le trafic international survolant la SRM, les activités humaines sur l'île d'Ouessant et les réémissions dans l'air par les embruns, en lien avec une pollution maritime ou atmosphérique. Il n'y a pas de station fixe de mesure de la qualité de l'air en mer ou sur les parties terrestres de la SRM.

Dans le **Golfe de Gascogne**, la bande littorale est relativement peu industrialisée. Les grands sites industriels et portuaires peuvent cependant être sources de polluants (SO₂, NO_x, COV). Les émissions industrielles ont cependant fortement diminué depuis plusieurs années du fait de l'application de normes de plus en plus strictes. Les concentrations en ozone, souvent plus élevées en zone littorale que dans l'intérieur des terres, sont globalement moins élevées sur la façade atlantique que dans d'autres régions françaises. Les échouages d'algues vertes peuvent produire du sulfure d'hydrogène et de l'ammoniac quand elles se décomposent. L'importance de l'agriculture, en Bretagne notamment, est à l'origine d'émissions de particules fines, d'ammoniac, de méthane et de protoxyde d'azote, ainsi que de produits phytosanitaires pouvant se retrouver dans l'air.

En **Méditerranée**, les navires contribuent de manière significative à la pollution de l'air. Des concentrations élevées en NO₂ et SO₂ sont observées entre la Corse et le continent. Les enjeux de pollution atmosphérique concernent particulièrement la région PACA sur le complexe industrialo-portuaire de Fos-sur-mer et de l'étang de Berre, les grandes agglomérations littorales et leur réseau routier, et la vallée du Rhône. En Languedoc-Roussillon et PACA, les émissions de NO₂ sont les grandes aires urbaines, les réseaux routiers et les voies maritimes à destination de Marseille. En Corse, 60% des émissions de NO_x sont liées à deux centrales thermiques. Les sources de pollution en micro-particules sont diverses (industries, traitement des déchets, transport routier, combustion résidentielle, agriculture). La principale zone concernée par les émissions de SO₂ est la zone industrialo-portuaire de Fos-sur-Mer. Les rejets de benzène ont fortement diminué du fait de l'évolution de la composition des carburants. Les apports atmosphériques d'azote total sont estimés équivalents à 88kT en 2008, dont 61% pour l'azote réduit, issu de l'activité agricole. Les apports atmosphériques représentent près de la moitié des apports totaux au milieu marin. Ils sont plus limités sur le phosphore. Les retombées atmosphériques nettes en métaux lourds correspondent principalement au plomb (104 t, 15 à 20% des apports totaux au milieu marin) et au cadmium (2,13 t) en 2008.

Dans les **DOM**, les concentrations de polluants mesurées sont généralement en dessous des seuils réglementaires et les indices globaux de qualité de l'air sont en général bons. Les concentrations en particules fines et en oxydes d'azote, sont cependant problématiques et en augmentation dans certains secteurs où le trafic routier est important.

2) Principales pressions

Les processus de combustion sont les principales sources d'émission de métaux lourds, d'oxydes d'azote et de SO₂, ainsi que de particules fines dans l'atmosphère : combustion dans les centrales électriques et dans l'industrie, transport, combustion commerciales, domestiques et des déchets.

Le transport maritime, bien qu'il soit considéré comme l'un des moins polluants à la tonne transporté, émet différents types de polluants : SO₂, oxydes d'azote, particules fines,.... Les navires de pêche, de plaisance de transport de passagers et de service participent également à cette pollution.

Les retombées atmosphériques sont significatives pour l'azote réduit, témoignant d'une contribution significative des activités agricoles aux émissions d'azote dans l'air.

3) Principaux enjeux

- ✓ Améliorer les connaissances sur la qualité de l'air ;
- ✓ Diminuer les émissions de polluants atmosphériques.

Niveau d'enjeu pour l'intervention du FEAMP sur le thème « Pollution de l'air »

- ❖ La problématique de pollution de l'air est considérée comme mineure au regard des autres enjeux environnementaux mis en évidence sur l'espace maritime (hors émissions de GES eu égard au changement climatique).

SRM Manche MN	SRM Mers celtiques	SRM Golfe de Gascogne	SRM Médit. Ouest	DOM	SYNTHESE
ns	ns	ns	ns	ns	ns

(*) la notation découle de l'appréciation des évaluateurs, laquelle se fonde sur l'analyse des éléments factuels disponibles synthétisés dans le présent état initial.

Climat

1) Principaux constats

Le changement climatique perturbe les équilibres océaniques. La température moyenne des océans augmente et bouleverse les écosystèmes. Cette augmentation provoque par ailleurs la dilatation des masses d'eau et la hausse du niveau de la mer. Le bouleversement du cycle du carbone implique par ailleurs une acidification progressive des masses d'eau du fait de l'augmentation des concentrations de gaz carbonique.

D'après le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), les océans absorbent plus de 80% de la chaleur ajoutée au système climatique du fait des dérèglements en cours. La température moyenne de la mer a augmenté dans de nombreuses régions, de sa surface aux abysses. L'essentiel des eaux de l'hémisphère nord est concerné. Les derniers rapports internationaux précisent que le niveau moyen de la mer s'est élevé de 1,8 mm (+/-0,5 mm) par an entre 1961 et 2003, avec une accélération entre 1993 et 2003 pour une hausse annuelle de 3,1 mm (+/- 0,7 mm).

Sur la **zone Atlantique (Golfe de Gascogne, Manche Mer du Nord, Mers celtiques)**, la température des eaux a augmenté de +0,6° à +1,5°C en surface entre 1901 et 2012. Le réchauffement a été plus rapide sur la période récente, depuis 1994. Les prévisions d'évolution de la température en surface de la SRM, entre la période récente (moyenne 1986-2005) et la fin du siècle (2081-2100) s'échelonnent entre +0,5 et +4°C selon les modèles. Le réchauffement climatique a entraîné une élévation du niveau de la mer de 19 cm entre 1901 et 2010, avec une accélération depuis 1993 (+1,7 mm/an entre 1901 et 2010 et +3,2 mm/an entre 1993 et 2010). La hausse prévue du niveau moyen des mers entre la période récente (1986-2005) et la fin du siècle (2081-2100) s'échelonne entre +26 cm et +98 cm selon les modèles.

En **Méditerranée**, l'acidification est plus marquée que dans les océans ouverts, les eaux de la mer Méditerranée emprisonnant plus de carbone anthropique. L'augmentation des eaux mesurée par la station marégraphique de Marseille fait état d'une augmentation annuelle de 1,10 à 1,20 mm / an (+/- 0,10 mm) depuis 1885, soit une élévation inférieure à celle mesurée dans les océans.

De part leur insularité, les **DOM** (hors Guyane) sont particulièrement vulnérables au changement climatique. Le changement climatique participerait en particulier à la fragilisation des barrières de corail, à la formation de vagues de grande amplitude lors des phénomènes de houles, à l'occurrence

d'évènements météorologiques plus intenses et à une limite d'altitude repoussée pour les vecteurs de maladie.

En **Guadeloupe**, une augmentation de +0,27°C par décennie est observée. En **Guyane**, une augmentation de 1,5° depuis 50 ans est mesurée, avec des déficits hydriques plus marqués que par le passé. Près de la moitié des émissions de GES sont issues du défrichement forestier. Ces données ne sont pas disponibles dans les documents de référence pour les autres DOM.

2) Principales pressions

Le changement climatique est la conséquence d'une augmentation dans l'atmosphère de la concentration de Gaz à Effet de Serre (GES), dont les principaux sont la vapeur d'eau, le dioxyde de carbone et le protoxyde d'azote. La révolution industrielle et la croissance des activités humaines au cours du siècle dernier en sont à l'origine. Les combustibles fossiles (houille, pétrole, gaz naturel) représentent la principale source humaine d'émission de gaz à effet de serre. D'autres activités sont génératrices d'importantes quantités de GES : l'agriculture (méthane émis par les élevages, protoxyde d'azote émis par l'utilisation d'engrais) et l'industrie (avec la fabrication de gaz persistants).

Les impacts du changement climatique sur le milieu marin sont multiples et complexes : élévation de la température, modification du régime de tempêtes et des précipitations, stratification marine avec pour conséquence une perturbation des équilibres éco-systémiques sous-marins, élévation du niveau moyen de la mer, modification des courants marins et des vagues à la côte.

L'ensemble de ces facteurs auraient pour conséquences l'augmentation des aléas suivants : submersion marine, phénomène d'érosion et d'accrétion, acidification des océans, salinisation des eaux souterraines littorales, modification des communautés biotiques et invasions biologiques.

3) Principaux enjeux

- ✓ Réduire les émissions de GES ;
- ✓ Anticiper les effets du changement climatique notamment sur les risques naturels de submersion et d'érosion ;
- ✓ Contribuer au développement des connaissances sur le changement climatique et ses effets sur le milieu marin et littoral.

Niveau d'enjeu pour l'intervention du FEAMP sur le thème « Climat »

- ❖ Le changement climatique a un impact particulièrement fort sur le milieu marin et les écosystèmes qui le constituent (élévation de la température et montée du niveau des eaux, ...). L'enjeu de réduction des émissions de gaz à effet de serre est présent sur l'ensemble des activités maritimes, dont la pêche.
- ❖ L'enjeu « climat » **est classé au niveau 3** sur une échelle de 1 à 5 (*). Il relève à la fois de l'anticipation et de l'adaptation au changement climatique.

SRM Manche MN	SRM Mers celtiques	SRM Golfe de Gascogne	SRM Médit. Ouest	DOM	SYNTHESE
3	3	3	3	3	3

(*) la notation découle de l'appréciation des évaluateurs, laquelle se fonde sur l'analyse des éléments factuels disponibles synthétisés dans le présent état initial.

Sols

Enjeux mineurs et très localisés sur la thématique pollution des sols.

Niveau d'enjeu pour l'intervention du FEAMP sur le thème « Pollution des sols »

❖ La problématique de pollution des sols renvoie à des enjeux mineurs et très localisés.

SRM Manche MN	SRM Mers celtiques	SRM Golfe de Gascogne	SRM Médit. Ouest	DOM	SYNTHESE
ns	ns	ns	ns	ns	ns

(*) la notation découle de l'appréciation des évaluateurs, laquelle se fonde sur l'analyse des éléments factuels disponibles synthétisés dans le présent état initial.

2.2.1.2. Ressources naturelles

Eau

1) Principaux constats

L'eau ressource naturelle est un élément primordial du bon développement des activités aquacoles, mais également pour les activités de pêche à pied (coquillages, algues).

Les principaux constats formulés dans la partie « Pollution des eaux » sont repris ici. L'état écologique des 164 masses d'eau côtières de métropole et ultramarines est meilleur que la moyenne de toutes les masses d'eau de surface. Six sur dix (57 %) sont dans un bon ou un très bon état écologique et seulement 7 % dans un état écologique médiocre ou mauvais. La situation est moins bonne pour les eaux de transition. Moins d'une masse d'eau sur trois est dans un bon ou un très bon état écologique et un tiers est dans un état écologique médiocre ou mauvais.

Les eaux littorales dans un mauvais état écologique sont localisées en Méditerranée et en Guadeloupe. Les eaux dans un état médiocre sont surtout situées sur le littoral de la mer du Nord et de la Manche orientale ainsi qu'en Guyane. Celles dans un très bon état sont situées de la Normandie au littoral centre-atlantique. C'est en outre-mer et dans le nord de la métropole que la part des eaux littorales dans un bon ou un très bon état écologique est la plus faible.

2) Principales pressions

Les principales pressions sur la ressource en eau sont décrites en détail dans la partie « Pollution des eaux ». Les polluants en zone maritime sont principalement aux apports fluviaux et liés aux activités industrielles, agricoles, aux rejets des stations d'épuration en amont des zones côtières. Les autres sources de polluants sont l'immersion des sédiments de dragage et les sources accidentelles ou rejets illicites en mer, ainsi que les retombées atmosphériques.

3) Principaux enjeux

Le maintien d'une ressource en eau abondante, disponible et de qualité est un enjeu transversal important pour les activités aquacoles en particulier (avec un enjeu de gestion quantitative à signaler sur l'aquaculture continentale).

Les enjeux développés dans la partie « Pollution des eaux » sont rappelés ici :

- ✓ Poursuivre l'acquisition de connaissances sur les eaux marines, chercher à améliorer la couverture et/ou la résolution pour certains paramètres ;
- ✓ Réduire ou supprimer les apports en contaminants chimiques chroniques ou accidentels dans le milieu marin ;
- ✓ Réduire les apports en nutriments pour limiter le phénomène d'eutrophisation ;
- ✓ Préserver les zones peu ou pas impactées par l'eutrophisation ;
- ✓ Améliorer la qualité microbiologique et chimique des eaux pour limiter le risque d'impact sur la santé humaine de la contamination des produits de la mer.

Niveau d'enjeu pour l'intervention du FEAMP sur le thème « Eau – Ressources naturelles »

- ❖ La thématique renvoie à des enjeux de gestion qualitative et quantitative des eaux, en particulier pour les activités aquacoles.
- ❖ L'enjeu « eau – ressources naturelles » **est classé au niveau 1** sur une échelle de 1 à 5 (*) (l'enjeu découlant de celui de préservation de la qualité de l'eau, **classé au niveau 4**).

SRM Manche MN	SRM Mers celtiques	SRM Golfe de Gascogne	SRM Médit. Ouest	DOM	SYNTHESE
1		1	1		1

(*) la notation découle de l'appréciation des évaluateurs, laquelle se fonde sur l'analyse des éléments factuels disponibles synthétisés dans le présent état initial.

Sol et espaces

1) Principaux constats

En métropole, un quart des 7 100 km de côtes (24,2 %) recule du fait de l'érosion. Cela représente 1 720 km de côtes. Près d'un dixième du linéaire côtier (9,5 %) s'engraisse. En opposition à ces littoraux mobiles, plus de 40 % du linéaire côtier est stable.

On note par ailleurs que 17,4 % des côtes sont hors nomenclature. Il s'agit de zones fixées artificiellement, espaces portuaires, zones d'enrochements et de confortement longitudinal et de remblais.

Les côtes sableuses sont les plus sensibles à l'érosion. Elles reculent sur près de la moitié de leur linéaire. Cela représente 1 150 km de côtes, soit 16 % du littoral métropolitain et les deux tiers des côtes en recul.

Les plus forts niveaux d'érosions sont localisés sur les côtes de la **Manche et de la Mer du Nord**. Le littoral peut ainsi être sujet à des évolutions relativement rapides causées par des mouvements de dunes, dus à la marée et aux contraintes météorologiques, ou résultants de transits de matières sédimentaires à l'embouchure des fleuves et des rivières. Plus au large, les courants de marée et la houle sont à l'origine de mouvements sédimentaires, en particulier dans le détroit du Pas-de-Calais.

La côte de l'île d'Ouessant (**SRM Mer Celtique**) se compose d'une juxtaposition de secteurs de falaises rocheuses et de plages sableuses. Une grande proportion de son linéaire est en phase d'érosion.

Dans le **Golfe de Gascogne**, des dunes de sable se créent près des estuaires et marquent une intensification de l'action des courants de marée (exemples : Baie de Bourgneuf, abords de la Gironde, passes du Bassin d'Arcachon (Banc d'Arguin)). La côte landaise connaît des mouvements sédimentaires très importants, avec des dunes hydrauliques très mobiles et des baïnes, dépressions temporaires résultant du déplacement du sable par la houle et la marée.

La côte **méditerranéenne** est moins touchée par l'érosion que les autres littoraux métropolitains : un huitième du linéaire côtier méditerranéen s'érode, avec un niveau variable selon les départements (très faibles en Corse, plus important dans l'Hérault, le Gard et les Bouches-du-Rhône).

Dans les **Antilles**, alternent anses sableuses, mangroves, falaises et récifs. Certains secteurs sont en hyper sédimentation. Les fortes pluies, le relief et les défrichements provoquent l'arrachement des particules fines des sols qui se retrouvent en mer et peuvent provoquer la mort des herbiers et des coraux.

Le littoral **guyanais** est très mobile sous l'influence des apports de sédiments par l'Amazonie et des importants courants marins. Des bancs de vases de plusieurs kilomètres de longueur se forment et migrent vers le nord-ouest. En fonction de leur position, la côte avance et la mangrove se met en place ou elle recule.

La situation des îles d'outre-mer est également contrastée. La **Réunion** compte un peu plus de 200 km de côtes : des falaises vives et des côtes rocheuses autour du massif de la Fournaise, des côtes basses ou de galets engendrées par la forte érosion du territoire par les crues torrentielles, des rivages de sable d'origine basaltique (érosion de l'île) ou corallienne (érosion des récifs). Les fortes tempêtes tropicales et les houles cycloniques qu'elles génèrent peuvent impacter très fortement le trait de côte. Dans certains cas, d'importantes quantités de sable peuvent être retirées, parfois de manière irréversible pour les plages coralliennes (en raison de leur faible densité), les barrières de corail pouvant bloquer l'apport de nouveaux sédiments.

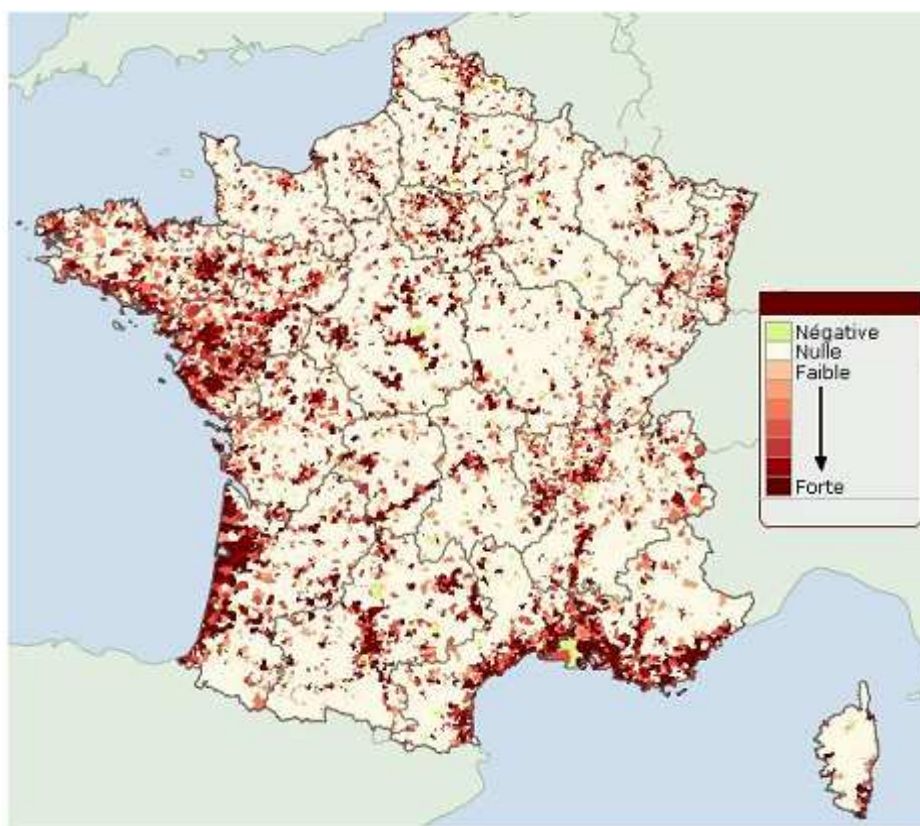
A **Mayotte**, le littoral est constitué successivement de falaises, de récifs coralliens, de mangroves et de plages. Ces dernières sont en général peu larges, témoignant d'un faible stock sédimentaire. Leur dynamique est principalement liée à des phénomènes d'érosion exceptionnelle et intense dans le cadre de dépressions tropicales ou cyclones. Le recul des falaises est globalement modéré. Les fortes pluies et la présence d'un relief important sur l'île provoque dans certaines zones un apport de particules fines néfastes aux récifs coralliens.

2) Principales pressions

L'artificialisation est la principale pression exercée par l'homme sur la bande littorale. Les surfaces artificialisées couvrent près de 20 % ou plus des communes littorales du Nord Pas-de-Calais (31 %), de Haute-Normandie (25 %), des Pays de la Loire (19 %) et de Paca (23 %). Le tissu urbain représente l'essentiel de ces surfaces. Les espaces industriels et portuaires ont une place importante sur le littoral de Haute-Normandie (grand port maritime du Havre) ou du Nord –Pas-de-Calais (Dunkerque et Calais). La situation est plus disparate dans les départements d'outre-mer avec un taux d'artificialisation passant de 1% en Guyane à plus de 10% pour les îles antillaises et la Réunion.

Entre 1996 et 2006, l'augmentation des surfaces artificialisées est globalement plus rapide dans les zones côtières que pour le reste du territoire métropolitain. Les plus fortes augmentations des surfaces artificialisées se concentrent en Atlantique et en Méditerranée continentale. A eux seuls, les littoraux de Bretagne, des Pays de la Loire et de Paca regroupent près de la moitié des surfaces artificialisées dans les communes littorales de 2000 à 2006. L'augmentation des surfaces artificialisées est également importante en Réunion et en Guadeloupe.

Figure 18 : Evolution de l'artificialisation du territoire métropolitain entre 1990 et 2006



Source : UE-SOeS, Corine Land Cover 1990, 2000 et 2006. Traitements SOeS (Observatoire national de la mer et du littoral)

La modification anthropique de la végétation littorale (comme l'élimination de plantes ammphiles comme *Ipomea pes caprea*, patate-bord de mer dans les Antilles) contribue également à fragiliser les cordons sédimentaires en dénudant les plages.

3) Principaux enjeux

- ✓ Lutter contre l'artificialisation de la bande côtière ;
- ✓ Promouvoir le développement d'activités littorales ne contribuant pas à l'érosion du cordon littoral.

Niveau d'enjeu pour l'intervention du FEAMP sur le thème « Sols et espaces »

- ❖ La thématique renvoie aux problématiques d'érosion et d'artificialisation de la bande côtière. Celle-ci est particulièrement importante dans les DOM insulaires soumis à des conditions climatiques parfois extrêmes. Le littoral y subit une pression anthropique par ailleurs plus forte qu'en métropole.
- ❖ L'enjeu « Sols et espaces » **est classé au niveau 1** sur une échelle de 1 à 5 (*).

SRM Manche MN	SRM Mers celtiques	SRM Golfe de Gascogne	SRM Médit. Ouest	DOM	SYNTHESE
1	ns	1	1	2	1

(*) la notation découle de l'appréciation des évaluateurs, laquelle se fonde sur l'analyse des éléments factuels disponibles synthétisés dans le présent état initial.

Energie

1) Principaux constats

La problématique de l'énergie n'est abordée dans les différents PAMM que sous l'angle du développement des énergies marines. La dimension de la dépendance énergétique et de l'émission de gaz à effet de serre n'apparaît pas dans les PAMM, mais constitue un élément important pour le secteur de la pêche.

Les navires de pêches ainsi que le secteur de la transformation sont de gros consommateurs d'énergie fossile. L'ensemble de la chaîne logistique des produits de la mer s'organise autour de systèmes frigorifiques potentiellement émetteur de gaz à effet de serre.

Par ailleurs, le développement de projets importants de production d'énergie éolienne en mer est actuellement en cours le long du littoral, en Manche Mer du Nord et dans le Golfe de Gascogne. 6 parcs comportant chacun entre 60 et 100 éoliennes devraient être en exploitation d'ici 2020 (voir figure 7 pour la cartographie des projets éoliens en mer).

2) Principales pressions

L'augmentation de la consommation d'énergie fossile va de pair avec la puissance des navires qui tend à s'accroître. De nouvelles générations de moteurs permettent de gagner en efficacité, mais le secteur de la pêche reste toujours extrêmement dépendant énergétiquement. La modification des trains de pêche permet de réaliser certaines économies mais le réel défi repose sur la refonte des systèmes de propulsion des navires. Des pistes technologiques sont à l'étude depuis plusieurs années (pile à combustible, diesel-électrique, utilisation du GNL) sans que de réelles percées n'aient permis de réduire sensiblement la consommation des navires. Des projets comme le volet « navire du futur » du programme des Investissements d'Avenir concourent au financement de l'innovation dans ce secteur. Par ailleurs, le besoin de maintenir une chaîne du froid irréprochable implique l'utilisation de systèmes réfrigérants utilisant des gaz frigorifiques à fort potentiel de gaz à effet de serre.

Les premières fermes éoliennes installées le long du littoral français vont s'établir sur des zones traditionnellement pratiquées par des pêcheurs, entraînant potentiellement des conflits d'usage. Au-delà des projets en cours de développement, la mise au point de systèmes flottants devrait permettre aux développeurs de positionner leurs parcs plus loin des côtes, concurrençant les navires de pêches pour l'accès à certaines zones de pêche (zone de la grande vasière dans le Golfe de Gascogne, Manche...).

3) Principaux enjeux

- ✓ Réduire la dépendance aux énergies fossiles du secteur de la pêche ainsi que de l'aval de la filière.
- ✓ Limiter les impacts des projets éoliens en mers sur les habitats marins. Limiter les conflits d'usage avec les autres activités, pêche notamment.

Niveau d'enjeu pour l'intervention du FEAMP sur le thème « Energie »

- ❖ La dimension de la dépendance énergétique constitue un élément important pour le secteur de la pêche, y compris sur l'aval de la filière. Des projets concourant au financement de l'innovation de navires moins consommateurs en énergie sont en cours. La thématique renvoie par ailleurs au développement actuel de projets importants de production d'énergie éolienne en mer, et à ses impacts potentiels sur les habitats marins et en termes de conflits d'usage avec les activités de pêche.
- ❖ L'enjeu de réduction des consommations énergétiques dans l'ensemble de la filière pêche **est classé au niveau 3** sur une échelle de 1 à 5 (*).

SRM Manche MN	SRM Mers celtiques	SRM Golfe de Gascogne	SRM Médit. Ouest	DOM	SYNTHESE
3	3	3	3	3	3

(*) la notation découle de l'appréciation des évaluateurs, laquelle se fonde sur l'analyse des éléments factuels disponibles synthétisés dans le présent état initial.

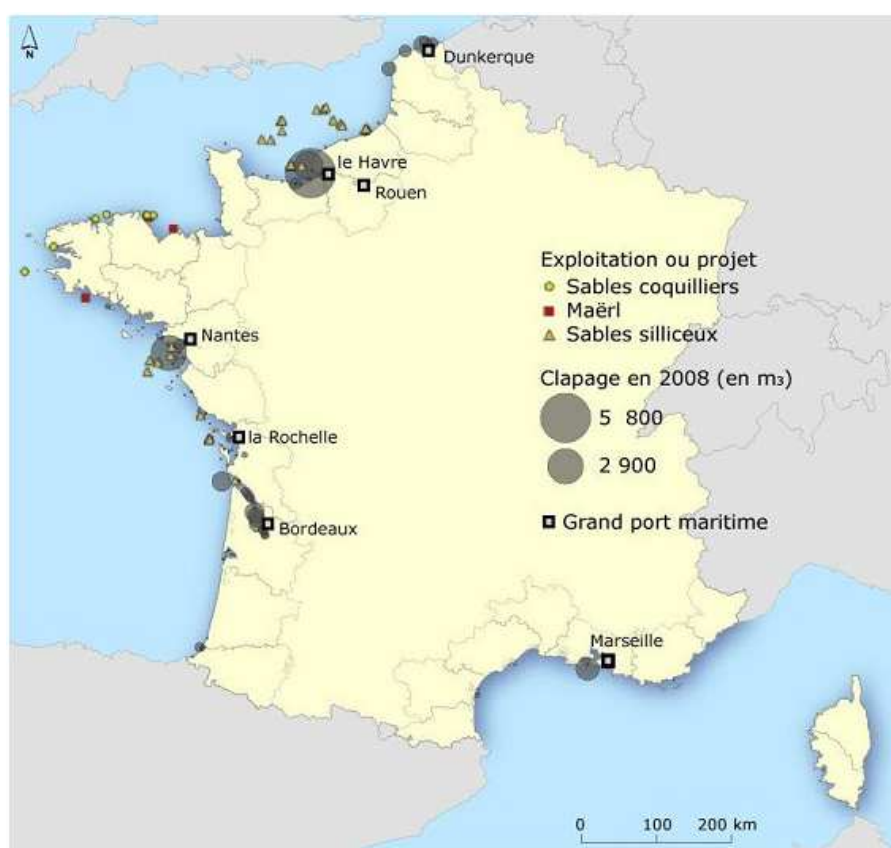
Matières premières

1) Principaux constats

Les granulats marins permettent la production de bétons hydrauliques et les gisements sont importants : 150 milliards de m³ en Manche Est et 20 milliards entre la Loire et la Gironde. Par ailleurs, la demande est forte dans les régions littorales et beaucoup de grandes métropoles, comme Paris, sont accessibles par le transport fluvial. L'ensemble des sites d'extraction sont localisés de la Côte d'Albâtre à l'estuaire de Gironde, à de faibles profondeurs. En Manche, 870 000 m³ sont autorisés annuellement pour une surface de 15 km². Les demandes d'autorisation de titres miniers et/ou d'autorisation d'ouverture de travaux portent sur 120 km² et 8,2 millions de m³. En Atlantique, 4,7 millions de m³ sont autorisés annuellement sur un périmètre de près de 30 km². Les demandes en cours portent sur un peu plus de 20 km² et 4,5 millions de m³.

Au-delà de l'extraction de matières premières pour des applications terrestres, le déplacement de larges quantités de sédiments est une spécificité des activités portuaires et fluviales. Suivant la courantologie, la nature des côtes, l'emplacement du port (ouvert sur la mer ou estuarien) et son type (port à marée ou bassin à flot), d'importantes quantités de sédiments se déposent dans les chenaux d'accès et les bassins portuaires. Le maintien de l'accessibilité des structures portuaires aux navires passe par la mise en place de dragages réguliers. Permettre l'augmentation des seuils de navigation pour la venue de navires à plus fort tirant d'eau comme les porte-conteneurs ou les navires pétroliers et minéraliers requiert également de draguer les chenaux. De 2005 à 2010, entre 18,5 et plus de 33 millions de tonnes de matière sèche sont draguées annuellement pour l'ensemble des ports de commerce, de pêche et de plaisance. En 2008, l'essentiel a été dragué en Manche, mer du Nord et Atlantique. A eux seuls, les ports estuariens de Rouen, Nantes et Bordeaux représentent près des deux tiers du total.

Figure 19 : Extraction de matériaux (granulats, maërl) et clapage en mer



Source : Cete Méditerranée, 2013. Traitements : SOeS (Observatoire national de la mer et du littoral)

2) Principales pressions

Les pressions exercées par l'extraction de granulats sont de trois ordres :

- ✓ impact physique : le dragage provoque une augmentation de la turbidité de l'eau en profondeur comme en surface. Les prélèvements côtiers peuvent dans certains cas déséquilibrer les flux sédimentaires, modifier les profils de plage et participer à l'érosion de la côte.
- ✓ impact écologique : le benthos est détruit lors du passage du bec d'élinde et la recolonisation est plus ou moins longue suivant les milieux. Par ailleurs, le panache de particules mises en suspension peut avoir un impact sur la photosynthèse. Suivant les courants, les fines particules peuvent étouffer des milieux de grand intérêt.
- ✓ conflits avec les autres usages : l'extraction se pratique principalement entre 10 et 30 m de profondeur et plus particulièrement au large des estuaires, là où se concentrent les activités maritimes dont la pêche et beaucoup d'enjeux écologiques (frayères)

Le dragage en zone portuaire puis l'immersion d'importantes quantités de sédiments peuvent également avoir des impacts sur l'environnement marin. Cela peut provoquer le recouvrement de la faune et de la flore benthique par les sédiments et, suivant la résilience des espèces, fortement limiter leur recolonisation du milieu. La dispersion de contaminants peut aussi poser des problèmes de contamination dans les zones de baignade ou de production de coquillages, par exemple à la sortie des estuaires dragués. Le choix de la zone d'immersion est important. Il doit prendre en compte la sensibilité des écosystèmes, la proximité de zones sensibles et les usages en cours dans le

périmètre. Suivant les cas, il peut être envisagé de favoriser la dispersion rapide des sédiments ou au contraire leur confinement dans des secteurs où les courants sont faibles.

De 2005 à 2009, le Cetmef estime que le clapage apporte annuellement un peu plus de 5 600 tonnes de métaux au milieu marin, 0,3 tonne de TBT et près de 0,5 tonne de PCB. Cela correspond aux pollutions historiques stockées parfois depuis des décennies dans les sédiments portuaires et estuariens mais aussi aux apports particuliers des fleuves, beaucoup de polluants arrivent en effet en mer absorbés aux sédiments et non sous forme dissoute. Il s'agit donc, pour partie, d'une immobilisation de polluants plutôt que de nouveaux apports.

3) Principaux enjeux

- ✓ Limiter les impacts des activités d'extraction sur les ressources halieutiques fragiles.

Niveau d'enjeu pour l'intervention du FEAMP sur le thème « Matières premières »

- ❖ La thématique matière première renvoie à l'exploitation de granulats et de maërl (en cours d'arrêt pour le maërl). Ces activités d'extraction est très localisée et en arrêt pour ce qui concerne le maërl en Manche Mer du Nord et dans le Golfe de Gascogne.
- ❖ L'enjeu « matières premières » est considéré comme mineur et très localisé.

SRM Manche MN	SRM Mers celtiques	SRM Golfe de Gascogne	SRM Médit. Ouest	DOM	SYNTHESE
1	ns	1	ns	ns	ns

(*) la notation découle de l'appréciation des évaluateurs, laquelle se fonde sur l'analyse des éléments factuels disponibles synthétisés dans le présent état initial.

2.2.1.3. Sécurité / risques

Risques naturels

1) Principaux constats

Les communes littorales sont plus exposées aux risques naturels majeurs que la moyenne nationale. Huit communes littorales sur dix peuvent être sujettes à un ou plusieurs risques listés par les préfectures. 60% des communes sont exposées au risque inondation, près de 50% aux mouvements de terrain et un peu plus de 30% aux feux de forêt.

En Manche et Mer du Nord, plus d'une commune sur deux est exposée aux inondations ou aux mouvements de terrain. Sur l'arc atlantique, la partie nord de la façade est plutôt concernée par les aléas « inondation » et « mouvements de terrain », le sud par les feux de forêts et le centre atlantique par le risque sismique. Le pourtour méditerranéen est exposé aux inondations et aux feux de forêts et, dans une moindre mesure, aux mouvements de terrain dans sa partie est, et aux séismes. Enfin, en dehors de la Guyane, le niveau d'exposition aux risques majeurs est très élevé dans les communes littorales ultramarines : inondations, mouvements de terrain, séismes, volcanisme et feux de forêt à la Réunion.

Deux risques ont un lien direct avec le « facteur marin » :

- ✓ L'érosion côtière (effondrement de falaises, remaniement des plages de sables). Les conséquences peuvent être importantes sur les milieux naturels littoraux, entraînant des pertes de fonctions écologiques et de richesse biologiques pouvant aller jusqu'à la disparition de milieux parfois rares et de grand intérêt écologique.

- ✓ La submersion marine : elle a des impacts importants sur les milieux naturels littoraux, tels que les marais, occupés par des zones agricoles ou des zones humides. La submersion peut induire des perturbations importantes sur les écosystèmes, en modifiant brutalement la salinité des sols.

A l'échelle nationale, un quart du littoral recule principalement sur les côtes sableuses. Les plus forts niveaux d'érosion sont localisés sur les côtes de la **Manche et de la Mer du nord**, où 38% du littoral recule. L'érosion génère des glissements de terrain ou des éboulements d'ampleurs variées. La région Basse-Normandie est actuellement concernée par la submersion marine sur 320 communes. 7 plans de prévention des risques littoraux sont mis en œuvre. Le littoral du bassin Seine-Normandie compte 8 commune littorales prioritaires et devant être couvertes par un PPRL.

En **Mer Celtique**, les deux principaux risques « littoraux » identifiés sont la submersion marine et l'érosion côtière. Une grande proportion du linéaire de l'île d'Ouessant est en phase d'érosion.

Dans le **Golfe de Gascogne**, les zones basses sont principalement situées dans les grands marais atlantiques, sur la côte sud de la Bretagne, à la pointe du Médoc et sur le pourtour du bassin d'Arcachon. La submersion peut être liée à la rupture d'une digue de protection de la mer, comme en février 2010 avec la tempête Xynthia, qui a conduit à des inondations en Vendée, Charente-Maritime et Gironde et à l'immersion de 57 000 hectares de terres agricoles. 27% du littoral atlantique est touché par le phénomène d'érosion côtière, particulièrement important entre les estuaires de la Loire et de la Gironde où une grande proportion des côtes sont sableuses ou vaseuses. Le recul de la côte Aquitaine en érosion atteint 1 à 3 m par an.

En **Méditerranée Occidentale**, le risque d'érosion est plus limité : un huitième du linéaire côtier s'érode, soit deux fois moins qu'en moyenne nationale. L'occupation des zones basses est par ailleurs plus marquée sur le littoral méditerranéen : agriculture (20%), zones humides (45%), zones urbanisées (10%) et zones industrielles et commerciales (6%).

Dans les **DOM**, il existe un risque de tsunami. Différents scénarii sismiques ou volcaniques ont été modélisés par le BRGM pour caractériser le caractériser les **littoraux antillais** en fonction de leur niveau d'exposition aux tsunamis. Grande-Terre, l'est de Basse-Terre, la Désirade, les Saintes, Marie-Galante et l'est de la Martinique sont les secteurs les plus exposés. Près de 100 000 personnes vivent à moins de 500 mètres de la mer dans ces secteurs soit 13 % de la population antillaise. La Martinique a déjà été frappée par des tsunamis ayant généré d'importants dégâts matériels en 1755 et 1939.

La **Guyane** est également fortement soumise aux risques naturels et en particulier au risque inondation, due aux fortes pluies et concentrée sur le littoral, avec des zones fortement urbanisées. 72% de la population est concernée par un risque naturel avéré. Des progrès restent à faire notamment sur les territoires non soumis aux Plan de Prévention des Risques. Dans la zone très urbanisée de l'île de Cayenne, il n'existe pas de plan de gestion des eaux superficielles ce qui augmente les risques de glissement de terrain.

Le climat de **La Réunion** est marqué par des événements météorologiques très intenses, entraînant des inondations par débordement des ravines ou ruissellement urbain. L'aléa est renforcé en zone urbaine par un dimensionnement des réseaux existants très inférieurs à la norme. La Réunion est par ailleurs l'une des zones du globe les plus soumises à l'érosion. Une érosion modérée se produit sur les falaises basaltiques. Une érosion plus prononcée se produit sur les côtes sédimentaires.

L'île de **Mayotte** est sujette à de nombreux aléas tels que les inondations, les submersions marines ou les mouvements de terrain. Ces aléas sont accrus pas la pression démographique importante, dans la région de Mamoudzou notamment. Une tâche importante (en cours) est la couverture des 17 communes de l'île par un Plan de Prévention des Risques Naturels (finalisés en 2015).

2) Principales pressions

L'érosion côtière se produit sous l'effet de tempêtes hivernales ou de processus marins et est accentuée par les activités humaines : sur-fréquentation, travaux portuaires, aménagement d'ouvrages de protection, prélèvement de galets, urbanisation proche du littoral,... La submersion

marine est liée à des conditions météorologiques extrêmes, provoquant une inondation brutale et temporaire de la zone côtière.

Les effets du changement climatique (montée du niveau de la mer, phénomènes météorologiques plus violents) ont probablement un impact sur l'augmentation des aléas d'inondation par submersion et d'érosion, en particulier dans les secteurs déjà exposés concentrant des enjeux humains, socio-économiques et environnementaux tels que les territoires urbanisés ou les zones basses. Pour tous les types de risques littoraux, l'accroissement des enjeux est fortement lié à l'installation croissante des populations en zones côtières.

3) Principaux enjeux

- ✓ Anticiper les effets du changement climatique notamment sur les risques naturels de submersion et d'érosion ;
- ✓ Limiter l'artificialisation des zones littorales ;
- ✓ Sécuriser les populations des zones à enjeux.

Niveau d'enjeu pour l'intervention du FEAMP sur le thème « Risques naturels »

- ❖ L'artificialisation du littoral et les effets du changement climatique (montée du niveau de la mer, phénomènes météorologiques plus violents) ont un effet sur l'augmentation des risques naturels (submersion en particulier). L'enjeu est particulièrement prégnant dans les DOM, où la pression anthropique et les événements climatiques sont plus importants.
- ❖ L'enjeu « risques naturels » **est classé au niveau 1** sur une échelle de 1 à 5 (*) (niveau 3 dans les DOM).

SRM Manche MN	SRM Mers celtiques	SRM Golfe de Gascogne	SRM Médit. Ouest	DOM	SYNTHESE
1	ns	1	ns	3	1

(*) la notation découle de l'appréciation des évaluateurs, laquelle se fonde sur l'analyse des éléments factuels disponibles synthétisés dans le présent état initial.

Risques technologiques

1) Principaux constats

Les communes littorales ayant au moins un site Seveso sur leur territoire sont principalement concentrées dans les grands secteurs industriels du littoral du Nord, de l'estuaire de Seine et de Fos-Marseille qui représentent, à eux seuls, les deux tiers des installations Seveso du littoral métropolitain. En outre-mer, les sites Seveso sont particulièrement concentrés en Guyane, dans les communes de Kourou et de Cayenne, en liaison avec l'activité spatiale.

Parmi les 14 communes françaises ayant plus de 5 sites Seveso sur leur territoire, la moitié sont sur le littoral : Fos-sur-Mer (14), Martigues (13), Kourou (13), Gonfreville-l'Orcher (10), Port-la-Nouvelle (6), La Rochelle (6) et Dunkerque (6). D'autres communes sont situées non loin, dans les ports estuariens comme Ambes, en Gironde (6 sites) ou le Grand-Quevilly, en banlieue rouennaise (6 sites). Le littoral des Bouches-du-Rhône concentre à lui seul 38 sites Seveso, soit les deux tiers de l'ensemble des sites présents sur les communes littorales.

En métropole, les communes littorales ayant au moins un site Seveso sur leur territoire concentrent 35,2 % de la population du bord de mer, avec 2,1 millions d'habitants. Les pôles urbains y sont en effet deux fois plus importants que la moyenne littorale. Leur capacité d'accueil est par ailleurs légèrement plus élevée que la moyenne littorale. Les enjeux humains sont donc très importants dans ces zones.

2) Principales pressions

A l'échelle nationale, 32 000 accidents et incidents ont été recensés entre 1992 et 2012. Le risque de transport de marchandises dangereuses est également très présent en zone littorale et particulièrement en Méditerranée (trois quart des communes concernées, soit deux fois plus qu'en moyenne nationale).

3) Principaux enjeux

- ✓ Aucun enjeu propre à l'espace maritime n'est identifié sur cette thématique.

Niveau d'enjeu pour l'intervention du FEAMP sur le thème « Risques technologiques »

- ❖ Les risques technologiques renvoient d'une part à la présence de sites industriels à risques (SEVESO) sur l'espace littoral et d'autre part au transport de marchandises dangereuses.
- ❖ L'enjeu « risques technologiques » est un enjeu très localisés, considéré comme non significatif au regard des autres enjeux environnementaux.

SRM Manche MN	SRM Mers celtiques	SRM Golfe de Gascogne	SRM Médit. Ouest	DOM	SYNTHESE
1	ns	ns	1	ns	ns

(*) la notation découle de l'appréciation des évaluateurs, laquelle se fonde sur l'analyse des éléments factuels disponibles synthétisés dans le présent état initial.

Santé humaine

La thématique santé humaine sur l'espace maritime renvoie à deux problématiques spécifiques : la contamination des produits de la mer (issus des zones conchylicoles notamment) et la qualité microbiologique des eaux de baignade. Ces deux problématiques sont abordées dans le chapitre « Pollution des eaux ».

2.2.1.4. Cadre de vie

Paysages

1) Principaux constats

Les documents de référence sur l'état de l'environnement maritime et littoral distinguent deux grands types de paysages :

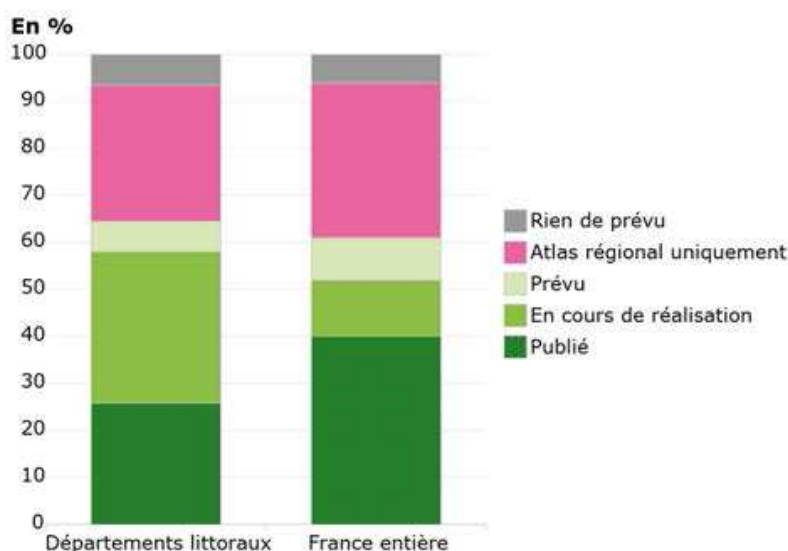
- ✓ Le **paysage littoral**, composé par les espaces naturels littoraux, les terres agricoles bordant l'océan et les cours d'eau et les espaces façonnés par les activités humaines : zones urbanisées, zones d'activité industrielle, ports, défenses, mouillages, parcs conchylicoles. Le paysage littoral s'étend aux zones côtières et peut intégrer des éléments d'infrastructure ou d'activités offshore (éoliennes, plateformes pétrolières, phare ;
- ✓ Le **paysage sous-marin**, concept récemment pris en compte dans l'analyse de l'environnement. Les paysages sous-marins s'appréhendent majoritairement via la pratique de la plongée sous-marine mais ils peuvent aussi être perçus partiellement, sans immersion, par transparence dans les zones de faible profondeur. Les paysages sous-marins, comme les paysages littoraux, sont constitués à la fois d'éléments naturels (quelquefois remarquables : tombants et grottes, récifs coralliens, herbiers à posidonies) et d'éléments anthropiques

(épaves, sites archéologiques engloutis, récifs artificiels, structures industrielles immergées).

On note, par ailleurs, une superposition de la problématique paysagère avec celle du patrimoine dans de nombreux états des lieux, lorsque les paysages concernent des sites naturels exceptionnels du point de vue du patrimonial (souvent les espaces bénéficiant d'une protection spécifique au titre de la biodiversité) ou s'agissant de paysages façonnés par des activités relevant du patrimoine culturel maritime (ports, parcs conchylicoles, pêcheries estuariennes....).

Les paysages littoraux et sous marins de la France métropolitaine, de la Corse et des DOM sont marqués par une très grande diversité et par une extrême complexité des éléments qui les façonnent. Il n'existe pas à proprement parler d'outil de quantification de la qualité ou la valeur des paysages, tant ceux-ci résultent de multiples facteurs entre les composantes naturelles et les composantes humaines. Face à ce déficit de connaissances, le ministère en charge de l'Équipement a lancé en 1994 un programme d'atlas de paysage pour recenser et qualifier les paysages des territoires selon trois dimensions: identification des unités paysagères, perceptions sociales et évaluation des dynamiques des paysages. Fin 2010, les deux tiers des départements littoraux avaient réalisé ou prévu de réaliser leur atlas.

Figure 20 : Atlas départementaux des paysages au 1^{er} Janvier 2011



Source : Medde-DGALN, 2010

Ne disposant pas d'éléments objectifs de mesure de l'état et de la qualité des paysages, les documents de référence sur l'état de l'environnement renvoient :

- ✓ Aux **sites naturels remarquables** bénéficiant de mesures de protection spécifiques au titre de la biodiversité ; le caractère naturel des sites déterminant de facto leur qualité paysagère ;
- ✓ Aux **dynamiques d'évolution des espaces littoraux et maritimes** (bande côtière) affectant la structure des paysage, dont en particulier les dynamiques de démographiques (résidentielles et touristiques) et d'artificialisation des espaces.

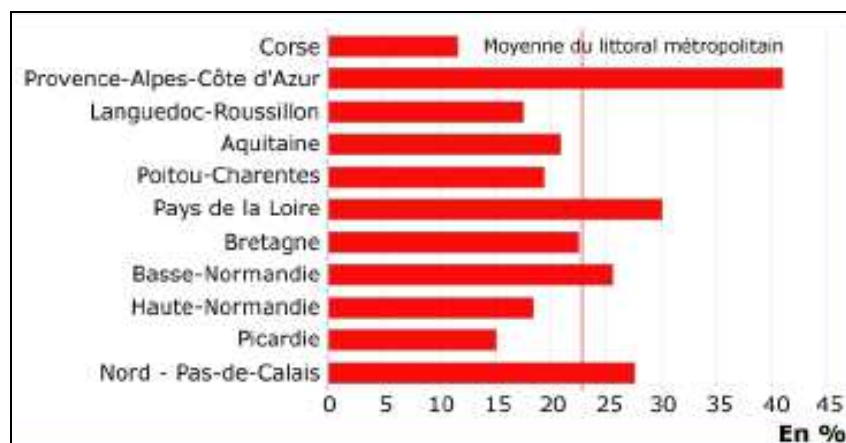
Concernant les sites naturels remarquables, on se reportera pour l'analyse de l'état initial au chapitre concernant la biodiversité.

L'artificialisation du littoral est directement liée aux tendances démographiques. Les densités de population sont fortes à très fortes dans les communes littorales (voir figure 15 pour une cartographie des densités de population en zone littorale), en métropole comme en outre-mer (la Guyane faisant exception en raison des spécificités de son littoral, dominé par la mangrove). Elles ne cessent de

croître, excepté sur le littoral de la Manche et de la mer du Nord, et cette croissance ne devrait pas faiblir dans les années à venir. Les capacités d'accueil touristique sont également très fortes et en croissance régulière dans les communes littorales métropolitaines. De ce fait, les constructions de logements et de locaux sont fortes. Les niveaux d'artificialisation des territoires sont élevés et croissent fortement au détriment des terres agricoles ou des milieux naturels suivant les régions.

Le niveau d'artificialisation est particulièrement important sur la partie des rivages située à moins de 250 m de la côte. Près d'un quart des rivages est concerné au niveau métropolitain, avec un taux d'artificialisation maximal de 41% en région PACA.

Figure 21 : Part des terres artificialisées à moins de 250 m de la côte



Source : © IGN-SHOM, Histolitt - © IGN, BD CARTO®, 2006 - © IGN, BD TOPO®, 2009
Traitements : SOeS (Observatoire national de la mer et du littoral).

2) Principales pressions

De nombreuses activités humaines sont des sources de pressions pouvant dégrader l'aspect paysager du littoral au-delà de leurs impacts biologiques et physiques. Sur la France littorale, les constructions nouvelles, résidentielles, touristiques (résidences, ports de plaisance, mouillages...) ou industrielles (infrastructures portuaires, parcs éoliens, activités extractives....) sont susceptibles de changer profondément le paysage littoral et marin et, à l'extrême, d'en affecter la qualité beauté d'une baie ou d'un estuaire.

Aux impacts structurels et durables sur le paysage de l'artificialisation, peuvent s'ajouter des impacts liés à la sur fréquentation de certains sites en période de pics de fréquentation touristique (par exemple : concentration excessive de navires de plaisance dans certaines baies et estuaires remarquables).

Les principaux paysages susceptibles d'être affectés par les activités de pêche et d'aquaculture sont principalement : les grands estuaires, les rias (baies formées par des vallées fluviales envahies par la mer), les marais maritimes provenant de poldérisations anciennes, les lagunes et les étangs côtiers.

Les impacts paysagers de la pêche professionnelle sont très limités au niveau des espaces marins. Les navires en pêche, souvent accompagnés de leur cortège d'oiseaux marins, sont souvent perçus comme un élément de paysage positif et à valeur patrimoniale. Les ports de pêche artisanale et leurs éléments d'architecture associés (jetées, quais, halles à marée, maisons d'armateurs) produisent également des éléments de paysages appréciés des populations locales et des touristes. De mêmes, les cabanes et ouvrages des pêcheries estuariennes constituent des éléments de paysage à caractère patrimonial.

A contrario, les zones d'activité industrielles liées à la pêche, quelquefois en reconversion avec le repli de l'activité peuvent constituer des « friches » affectant la qualité paysagère du littoral.

L'aquaculture marine est susceptible d'impacter de façons diverses les paysages selon le contexte local. Les parcs conchylicoles, avec leurs pieux et tables traditionnelles, sont des éléments constitutifs des paysages de certaines baies et estuaires. A l'inverse, l'implantation de nouveaux élevages piscicoles en cages flottantes pose souvent problème au titre des impacts paysagers et des conflits d'usage avec les activités touristiques dans certaines régions (en Méditerranée notamment).

Les paysages sous-marins peuvent être impactés par des changements radicaux dans les équilibres des écosystèmes (pollutions, changement climatique, espèces invasives, apports massifs de sédiments...) et/ou par l'accumulation d'objets et déchets d'origines diverses (déchets rejetés par les navires ou charriés par les fleuves, engins de pêche perdus...).

3) Principaux enjeux

La préservation de l'intégrité des paysages naturels littoraux et sous-marins renvoie, dans les documents de référence, en premier niveau à des enjeux d'amélioration des connaissances sur les paysages et en second lieu à des enjeux de préservation :

- ✓ concernant le paysage sous-marin, l'enjeu premier est de mieux le connaître pour pouvoir ensuite le préserver ;
- ✓ concernant le paysage littoral, soumis à de nombreuses pressions liées aux différentes activités humaines, l'enjeu est de le préserver des dynamiques d'artificialisation excessives et d'assurer le développement harmonieux des différentes activités ;
- ✓ d'un point de vue transversal, les problématiques paysagères doivent être intégrées dans les démarches d'aménagement des espaces littoraux (PLU, SCOT, AVAS, GIZC...)

Niveau d'enjeu pour l'intervention du FEAMP sur le thème « Paysage »

- ❖ Les pressions engendrées par les activités de pêche et d'aquaculture sont susceptibles d'impacts localisés, notamment dans la frange littorale où se concentrent diverses activités humaines. L'enjeu pour l'intervention du FEAMP est de garantir l'insertion paysagère harmonieuse des activités aidées, notamment des nouveaux investissements.
- ❖ L'enjeu «paysage » **est classé au niveau 3** sur une échelle de 1 à 5 (*). Il est renforcé dans les territoires où l'espace littoral est fortement peuplé et artificialisé.

SRM Manche MN	SRM Mers celtiques	SRM Golfe de Gascogne	SRM Médit. Ouest	DOM	SYNTHESE
		3	4	4	3

(*) la notation découle de l'appréciation des évaluateurs, laquelle se fonde sur l'analyse des éléments factuels disponibles synthétisés dans le présent état initial.

Bâtiments

Les documents de référence n'abordent pas la question des bâtiments en tant qu'éléments du cadre de vie. Il n'y a pas d'enjeux significatifs sur cette thématique, en particulier pour les activités de pêche et d'aquaculture

Nuisances

1) Principaux constats sur l'état de l'environnement

Les documents de référence ne développent pas d'éléments d'analyse sur les nuisances, sonores, olfactives ou autres (la question du bruit à bord des navires relève des questions de santé et de sécurité).

Les activités de pêche professionnelle et d'aquaculture sont susceptibles, dans des contextes localisés de générer des nuisances sonores ou olfactives.

2) Principales pressions

Les activités conchylicoles et portuaires peuvent générer des nuisances localement significatives pour les usagers résidentiels du littoral : travail le week-end ou tôt le matin, bruit, odeurs des produits de la pêche, etc.

3) Principaux enjeux

Les enjeux restent limités à des contextes très locaux relevant de conflits d'usage. Il n'y a pas d'enjeu transversal ou global significatif sur cette thématique.

2.2.1.5. Patrimoine

Sites naturels

1) Principaux constats sur l'état de l'environnement

Les sites naturels à valeur patrimoniale identifiés dans les documents de référence relèvent de différentes catégories :

- ✓ **Les aires marines protégées** ; pour lesquelles le caractère remarquable des espèces ou des milieux relève de fait du patrimoine naturel. Ces zones ont fait l'objet d'une analyse spécifique dans le chapitre biodiversité/habitats.

Figure 22 : Finalité de création des aires marines protégées

Objectifs à atteindre selon la loi	Catégories d'aire marine protégée					
	Réserve naturelle	Site Natura 2000 en mer	Parc national	Parc naturel marin	DPM (Conservatoire du littoral)	Arrêté de protection de biotope
Le bon état des espèces et habitats à statut, patrimoniaux ou méritant de l'être (espèces rares, menacées)	★	★	★	★	★	★
Le bon état des espèces et habitats hors statut, cibles de la gestion de l'AMP (espèces halieutiques exploitées, espèces très abondantes localement donnant une responsabilité biogéographique au site d'accueil...)	★		★	★	★	
Le rendu de fonctions écologiques clefs (frayères, nurseries, productivité, repos, alimentation, migration...)	★		★	★	★	
Le bon état des eaux marines			★	★		
L'exploitation durable des ressources			★	★		
Le développement durable des usages			★	★	★	
Le maintien du patrimoine maritime culturel			★	★	★	
La valeur ajoutée sociale, économique, scientifique ou éducative	★		★	★	★	

Finalités de création des AMP (source : Stratégie nationale de création et de gestion des aires marines protégées – Synthèse)

Source Stratégie nationale de création et de gestion des aires marines protégées

✓ Les sites classés littoraux

Issu de la loi du 2 mai 1930, le classement est généralement réservé aux sites les plus remarquables, à dominante naturelle, dont le caractère, notamment paysager doit être rigoureusement préservé. Les travaux y sont soumis selon leur importance à autorisation préalable du préfet ou du ministre de l'écologie. Sur la liste d'environ 2 900 sites ponctuels ou surfaciques classés entre 1907 et 2013, on identifie sur le littoral autour de 470 sites couvrant près de 226 700 ha d'espaces terrestres (265 400 ha en incluant le DPM) représentant en nombre 16 % des sites classés et 22 % en surface.

✓ Le label Grand site de France

Certains sites littoraux bénéficient d'une reconnaissance complémentaire au travers d'un label spécifique « Grand Site de France® ». Un Grand Site est un territoire remarquable pour ses qualités paysagères, naturelles et culturelles, dont la dimension nationale est reconnue par un classement d'une partie significative du territoire au titre de la loi de 1930, qui accueille un large public et nécessite une démarche partenariale de gestion durable et concertée pour en conserver la valeur et l'attrait.

2) Pressions

L'analyse des pressions développée au chapitre biodiversité s'applique aux sites naturels patrimoniaux relevant des aires marines protégées. Pour les sites classés littoraux et les Grands sites de France, les pressions principales sont les mêmes que celles affectant les paysages, à savoir : la lutte contre l'artificialisation et la gestion raisonnée des activités humaines sur les sites, avec une problématique spécifique de gestion des conséquences de la sur fréquentation des sites.

3) Enjeux

La protection du patrimoine naturel représente un outil et non un enjeu d'état ou de pression.

Les enjeux spécifiques aux sites naturels sont :

- ✓ Concilier les objectifs de préservation avec l'exercice d'activités valorisant durablement les ressources naturelles des sites ;
- ✓ Associer les représentants des professionnels exerçant leurs activités dans ces zones à la définition de modes de gestion concertés (Petite pêche côtière / aires marines protégées et PMI).

Niveau d'enjeu pour l'intervention du FEAMP sur le thème « sites naturels »

- ❖ La problématique des sites naturels renvoie en grande partie à celle des milieux naturels et/ou du patrimoine paysager, et pour les modalités de préservation des sites à la mise en place et à la gestion des activités humaines dans les aires marines protégées.
- ❖ L'enjeu de gestion durables des activités de pêche et d'aquaculture dans les sites naturels à valeur patrimoniale **est classé au niveau 3** sur une échelle de 1 à 5 (*).

SRM Manche MN	SRM Mers celtiques	SRM Golfe de Gascogne	SRM Médit. Ouest	DOM	SYNTHESE
3	3	3	3	3	3

(*) la notation découle de l'appréciation des évaluateurs, laquelle se fonde sur l'analyse des éléments factuels disponibles synthétisés dans le présent état initial.

Patrimoine culturel, architectural et historique

1) Principaux constats sur l'état de l'environnement

Le patrimoine culturel maritime comprend le patrimoine matériel ou immatériel, issu de toutes les activités liées de près ou de loin à la mer.

Le patrimoine matériel comprend en particulier les éléments bâtis du littoral, dont certains édifices emblématiques des activités maritimes comme les phares, les installations portuaires, les pêcheries, les fortifications, les maisons d'armateurs ... et des éléments relevant du patrimoine mobilier comme les navires traditionnels et typiques des grandes régions du littoral.

Le patrimoine culturel subaquatique est constitué par les traces d'existence humaine reposant (ou ayant reposé) sous l'eau et présentant un caractère culturel ou historique. Ce patrimoine artificiel est essentiellement constitué par les divers gisements archéologiques sous-marins, antiques ou modernes, ou bien des épaves de navires et avions.

Le patrimoine culturel peut également être immatériel. Le ministère de la Culture entend « par patrimoine culturel immatériel l'ensemble des pratiques, expressions ou représentations qu'une communauté humaine reconnaît comme faisant partie de son patrimoine dans la mesure où celles-ci procurent à ce groupe humain un sentiment de continuité et d'identité ». La France a ratifié en 2006 la convention de l'UNESCO du 17 octobre 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel.

La pêche, les cultures marines et la construction navale, participent fortement du patrimoine littoral et maritime, du fait de leur empreinte forte sur les paysages, les éléments bâtis et les éléments du patrimoine immatériel (patrimoine culinaire, savoir-faire traditionnels...). Dans certains territoires littoraux ces activités ont longtemps été et sont encore des éléments forts de l'identité culturelle des communautés (Ostréiculture de Marennes Oléron, ports de pêche de Cornouailles, pêche à pied en Baie de Somme....)

L'ampleur de ce patrimoine donne la mesure de l'importance du travail à accomplir pour en dresser l'inventaire dans une perspective de valorisation et d'intégration dans les démarches d'aménagement (PLU, SCOT, AVAP, GIZC). L'état des lieux réalisé par la direction de l'architecture et du patrimoine en 2007, dans la perspective d'établir un projet d'opération nationale d'inventaire général du patrimoine culturel littoral, révèle l'existence de nombreuses études mais trop fragmentées par domaine de compétence, juxtaposées sans vision territoriale d'ensemble permettant de caractériser le patrimoine culturel maritime des territoires littoraux.

2) Pressions

Le patrimoine culturel maritime est menacé de différentes manières et dans des proportions variables selon les territoires, par :

- ✓ Le développement d'activités concurrentes des activités à caractère patrimonial. Par exemple, le développement de la navigation de plaisance et la demande conséquente en anneaux d'amarrage a conduit au déplacement des flottes de pêche hors de leurs ports d'attache historiques, la pêche professionnelle en eau douce se trouve en conflit d'usage avec les pêcheurs récréatifs ;
- ✓ La relocalisation d'activités. Par ex : La construction navale française a réduit son activité du fait de la concurrence de pays tiers très compétitifs ;
- ✓ Les pratiques illégales en matière d'exploration des sites archéologiques et des épaves. Outre le pillage, les épaves peuvent également être endommagées par les engins de pêche notamment les arts traînants ;

Si la fréquentation touristique peut constituer une pression importante, par l'emprise sur les espaces qu'elle génère et la concurrence avec d'autres activités, elle constitue également un facteur de maintien de certains éléments patrimoniaux, dont les monuments, les paysages et la gastronomie liée

aux produits de la mer et aux recettes traditionnelles des terroirs littoraux, lesquels bénéficient en partie de la manne touristique.

3) Enjeux

Les paysages et le patrimoine, naturel et culturel, participent pour beaucoup à l'identité du territoire maritime et littoral. Ils sont des repères et témoins du climat, de la géologie, de l'insularité, des activités présentes et passées. Les enjeux qui y sont associés sont de fait très liés. Souvent, protéger le paysage permet souvent de protéger par la même occasion les milieux naturels et les espèces qui y vivent, et vice versa.

Les enjeux principaux pour le maintien de la spécificité et de l'attractivité liée au patrimoine culturel maritime des territoires littoraux sont :

- ✓ L'amélioration de la connaissance de ce patrimoine (inventaires, cartographie du patrimoine sub-aquatique, besoins en matière de gestion) et la délégation de sa gestion à des acteurs pertinents (conservatoire du littoral ou collectivités) ;
- ✓ Conforter la valeur patrimoniale de certaines activités d'exploitation des ressources aquatiques : pêche professionnelle, aquaculture.
- ✓ D'un point de vue transversal, la valorisation patrimoine culturel maritime doit être prise en considération dans les démarches d'aménagement des espaces littoraux (PLU, SCOT, AVAS, GIZC...).

2.2.1.6. Synthèse des impacts par pressions

Le tableau page suivante propose une synthèse, par domaine de l'environnement, du niveau d'impact des principales activités humaines ayant cours sur l'espace maritime. Le tableau reprend les éléments issus de l'état initial développé précédemment, ainsi que des synthèses présentées dans l'évaluation initiale des PAMM (synthèses « à dire d'expert » des activités sources de pressions).

Les principaux champs d'intervention du FEAMP, à savoir la pêche et l'aquaculture, ont un impact négatif important sur les domaines environnementaux suivants :

- ✓ Les **activités de pêche** peuvent engendrer une surexploitation de certaines espèces d'intérêt commercial, résultant d'un effort de pêche trop important et de pratiques de pêche peu « durables » (pêche sur les zones de frai et zones de nourriceries, mailles non réglementaires, etc...). De manière indirecte, la pêche peut être responsable de perturbations dans la structure des peuplements du fait des prélèvements d'espèces cibles, de captures ou accidentelles, ou par l'introduction d'espèces invasives. Les activités de pêche sont génératrices d'une part significative des déchets présents en mer. L'utilisation de certains engins de pêche (arts traïnants) peut entraîner par abrasion une modification de l'intégrité et de la qualité écologique des habitats des fonds marins et des zones de fonctionnalité. La réduction des consommations énergétiques des navires de pêche est en enjeu important et en lien direct avec le changement climatique.
- ✓ Les **activités d'aquaculture** peuvent être génératrices d'importantes quantités de déchets. Elles engendrent des pressions physiques sur le milieu (sédimentation de matière particulaire riche en matière organique, turbidité, étouffement) et sur l'état chimique des eaux (déplétion en oxygène et apports en nutriments). L'aquaculture peut générer une pollution génétique émanant d'exploitation piscicole ou aquacole (algues notamment), ainsi que l'introduction d'espèces non indigènes.

- ✓ D'autres activités humaines ont un impact négatif important sur ces mêmes domaines :
 - Les activités d'exploitation des ressources naturelles en zone maritime sont génératrices d'impacts négatifs au moins équivalents à ceux de la pêche et de l'aquaculture sur les habitats marins. L'impact le plus important est celui des activités d'extraction de granulats : le dragage provoque une destruction du benthos et génère un panache de particules pouvant étouffer des milieux de grand intérêt. Par la destruction d'habitats qu'elles génèrent, ces activités ont un impact sur la biodiversité.
 - Le transport maritime génère au même titre que les activités de pêche et d'aquaculture, des quantités de déchets importantes.
 - Concernant la qualité des eaux, l'impact de l'aquaculture est relativement faible (et très localisé) au regard des activités agricoles et industrielles réalisées en zone côtière ou en amont, qui sont sources de pollutions chimiques et d'apports de nutriments (Nous rappelons que 80% de la pollution observée en mer est issue d'apports fluviaux). Le transport maritime est générateur de pollutions accidentelles ou des rejets illicites en mer (déversements d'hydrocarbures). Des risques de pollutions des eaux sont également liés à l'exploitation pétrolière ou gazière.
 - L'artificialisation croissante de nombreuses zones littorales et l'augmentation des activités touristiques ont un impact négatif fort sur différents domaines environnementaux : les apports de population génèrent une augmentation de la production de déchets, l'artificialisation augmente les risques naturels (inondations), peut avoir un impact négatif sur la qualité des paysages et peuvent menacer la présence de certains sites naturels ou éléments constitutifs du patrimoine.
 - Les activités agricoles, industrielles et le transport maritime, fortement émettrices de gaz à effets de serre, contribuent le plus significativement au changement climatique. La réduction des consommations des navires (y compris navire de pêche) constitue un enjeu important à cet égard.
 - Les activités de surveillance et de recherche ayant cours sur le milieu maritime ont un impact plus limité et lié principalement à des nuisances sonores pouvant perturber très localement les écosystèmes.

Tableau 9 : Synthèse des niveaux d'impact par type de pressions

Pressions / Impacts	Biodiversité et milieux naturels		Pollution et qualité des milieux					Ressources naturelles				Risques		Cadre de vie			Patrimoine	
	Espèces	Habitats	Air	Eaux	Sols	Déchets	Climat	Eau	Sols	Energie	Mat. Prem.	Risques naturels	Risques techno.	Paysages	Bât.	Nuisances (bruits, odeurs,...)	Sites naturels	Patrimoine
Pêche																		
Aquaculture																		
Transport maritime																		
Travaux maritimes																		
Extraction de matériaux marins																		
Production d'électricité																		
Exploitation gazière et pétrolière																		
Agriculture																		
Industries																		
Artificialisation du littoral																		
Tourisme																		
Surveillance, sécurité, contrôle public																		
Recherche marine, campagnes																		

	Impact fort
	Impact significatif
	Impact faible
	Pas d'impact

2.2.2. Territorialisation du diagnostic et des enjeux

La synthèse de l'état initial de l'environnement présentée dans le chapitre précédent analyse les enjeux sur la base de la segmentation territoriale disponible dans les documents de référence, soit pour 4 Sous Régions Marines (sur la base des PPAM) pour la partie métropolitaine et pour les DOM. Ce niveau d'analyse peut sembler très « macro » pour couvrir toute la diversité des problématiques environnementales à l'échelle de l'immense domaine maritime et des eaux continentales sous juridiction française. Il constitue cependant, du point de vue des évaluateurs, un niveau pertinent pour anticiper les risques d'incidences des projets potentiellement soutenus par le FEAMP en fonction de niveaux d'enjeux plus ou moins forts selon les contextes.

La grille présentée page suivante regroupe les éléments issus du diagnostic sur chaque thématique environnementale et la hiérarchisation des enjeux dans les cinq ensembles territoriaux.

Les évaluateurs ont retenu un système de notation de 1, pour les enjeux mineurs, à 5, pour les enjeux majeurs. La notation correspond au degré d'importance de chaque enjeu établi sur la base de la synthèse de l'état initial, des perspectives en matière d'intervention du FEAMP et de l'expertise des évaluateurs.

L'enjeu « espèces et diversité biologique » est jugé être l'enjeu majeur (noté 5) compte tenu de l'érosion générale de la biodiversité des écosystèmes marins et continentaux et des impacts avérés et potentiels des activités de pêche et d'aquaculture dans l'ensemble des territoires.

Les **enjeux environnementaux** suivants sont qualifiés de **prioritaires** dans la plupart des territoires analysés (notés 4) :

- ✓ **Milieus naturels, espaces et habitats** : enjeu de limitation des incidences négatives de la pêche et de l'aquaculture sur les habitats aquatiques marins et continentaux ; cette problématique est très liée à celle de la biodiversité (mais elle est moins directement affectée par les activités de pêche) ; l'enjeu de préservation des zones littorales est particulièrement prégnant dans les DOM.
- ✓ **Qualité des eaux et des milieux aquatiques** : enjeu de lutte contre les pollutions et atteinte aux milieux, préjudiciables aux activités d'aquaculture et de pêche, présent dans l'ensemble des zones considérées sauf en Mers celtiques.

Les **enjeux environnementaux** suivants sont **qualifiés d'importants** pour les thèmes suivants :

- ✓ **Gestion des déchets** : les rivières et l'océan restent des exutoires majeurs ; l'enjeu est particulièrement présent en Manche et Mer du Nord, en Méditerranée et dans les DOM ;
- ✓ **Climat** : enjeu global d'anticipation et d'adaptation au changement climatique et de réduction des émissions de GES, dans le secteur de la pêche notamment ;
- ✓ **Energie** : enjeux de réduction des consommations globales et de la part des énergies fossiles (lien avec les émissions de GES) ;
- ✓ **Sites naturels** : enjeux de préservation des sites remarquables sur le domaine
- ✓ **maritime, les zones humides et les cours d'eau** ;
- ✓ **Paysages** : aménagement harmonieux et durable des espaces littoraux et insulaires, limitation des conflits d'usage.

Les autres thèmes constituent des enjeux globalement secondaires, mais peuvent, localement et/ou dans le cas d'activités particulières être significatifs. Par exemple, le cadre de vie (confort, nuisances, sécurité...) n'est pas un enjeu environnemental premier du point de vue des écosystèmes océaniques, mais est un enjeu fort pour les hommes embarqués à bord des navires de pêche. .

Tableau 10 –Territorialisation des enjeux environnementaux

Thèmes		Manche MN	Mers celtiques	Golfe de Gascogne	Méditerranée Ouest	DOM	Commentaire
Biodiversité et milieux naturels	Milieux naturels habitats	4	3	4	4	5	Pressions sur les zones littorales fortes pour les SRM de la métropole (hors SRM Mers celtiques, dont la composante littorale se limite à l'île d'Ouessant) Dans les DOM, la préservation des zones littorales est un enjeu très important, surtout pour les îles (Caraïbes, Mayotte, Réunion).
	Espèces et diversité biologique	5	5	5	5	5	Malgré l'amélioration des niveaux de certains stocks, l'ensemble des SRM de la façade Atlantique sont concernés par des stocks surexploités. En Méditerranée, les niveaux de population de certaines espèces sont bas (petits pélagiques notamment) ou insuffisamment connus. Dans les DOM, les ressources côtières sont sous forte pression, avec des problématiques spécifiques de captures accessoires ou accidentelles, notamment en Guyane (tortues).
Pollution et qualité des milieux	Air						Enjeu mineur. Pollutions existantes en zone côtière mais faiblement liées aux activités de pêche et d'aquaculture.
	Eaux	4		4	4	4	La pollution des eaux est principalement liée aux apports fluviaux et à la présence en amont d'activités agricoles ou industrielles importantes. Enjeu absent de la SRM Mers celtiques. Dans les DOM, la problématique de pollution des eaux est principalement liée au faible développement des infrastructures d'assainissement et à la pollution par le chlordécone aux Antilles.
	Sols						Enjeux très mineurs et très localisés.
	Déchets	3		2	3	4	Enjeu majeur dans les DOM, où la collecte et le traitement des déchets sont peu développés. Enjeu important en Méditerranée en Méditerranée (fréquentation des villes touristiques et présence de métropoles) et en Manche Mer du Nord (importance du trafic maritime).
	Climat	3	3	3	3	3	Enjeu global d'anticipation des effets du changement climatique et de contribution à sa mitigation (émissions de GES).

Thèmes		Manche MN	Mers celtiques	Golfe de Gascogne	Méditerranée Ouest	DOM	Commentaire
Ressources naturelles	Eau	1		1	1		Enjeu de gestion qualitative et quantitative de la ressource eau (notamment par rapport aux activités d'aquaculture continentale).
	Sols	1		1	1	2	Enjeu mineur. La problématique est un peu plus prégnante dans les DOM (principalement les îles) où le littoral subit une pression anthropique plus forte qu'en Métropole.
Ressources naturelles	Energie	3	3	3	3	3	La dépendance énergétique des navires de pêche et des activités à terre est une caractéristique partagée par l'ensemble des SRM et des DOM.
	Matières premières	1		1			Exploitation de maërl en cours d'arrêt dans les SRM Manches Mer du Nord et Golfe de Gascogne. Prélèvements très localisés.
Risques	Risques naturels	1		1		2	Enjeu mineur en métropole. Risques de submersion dans le Nord de la façade atlantique. Enjeu plus présent dans les DOM, avec un risque de tsunami identifié dans les Antilles notamment et des événements météorologiques très intenses à La Réunion.
	Risques technologiques	1			1		Enjeux très localisés liés à la présence de sites industriels importants en zone littorale (Bouches du Rhône, estuaire de la Seine et Nord)
Cadre de vie	Paysages			3	4	4	Enjeu particulièrement important dans les zones à forte densité de population avec un risque sur l'artificialisation de la bande littorale : Méditerranée et zones littorales des DOM (sauf Guyane).
	Bâtiments						Enjeu très mineur et localisé.
	Nuisances (bruit, odeurs...)						Enjeux limités et très localisés autour des nuisances sonores et olfactives
Patrimoine	Sites naturels	3	3	3	3	3	Enjeu global de bonne gestion des sites naturels remarquables.
	Patrimoine culturel et historique						Enjeux locaux de préservation du patrimoine maritime matériel et immatériel lié aux activités de pêche (ports, traditions culinaires....)

2.2.3. Synthèse des enjeux pour la mise en œuvre du FEAMP

Le tableau suivant résume à l'échelle de l'espace maritime dans son ensemble, les principaux enjeux environnementaux. Il synthétise les enjeux précédemment identifiés sur chaque territoire. Cette grille de synthèse unique permet de visualiser de manière simple les principaux enjeux environnementaux identifiables sur le périmètre d'intervention du FEAMP et constitue un outil facilement mobilisable dans la partie analysant les incidences environnementales. L'évaluation s'attachera toutefois à distinguer les différents niveaux de problématique : globale ou locale, spécificités propres à chacun des territoires.

Tableau 11 – Synthèse des enjeux environnementaux

Thèmes		Priorité par rapport aux enjeux environnementaux	Commentaires
Biodiversité et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	5	Biodiversité affectée par la surpêche, les captures accessoires, la pollution des eaux, l'eutrophisation, les dommages physiques exercés sur les habitats. Menaces particulièrement fortes sur certains stocks (hors RMD) et certains écosystèmes (faunes et flores insulaires tropicales des DOM).
	Milieux naturels habitats	4	Enjeu fort de préservation sur les zones littorales et les eaux intérieures. Mise en place concertée des Aires Marine protégées zones (Natura 2000, parcs marins...). Lutte contre la dégradation physique et l'artificialisation des milieux aquatiques.
Pollution et qualité des milieux	Air	NS	Problématique mineure de pollutions liées aux activités maritimes (GES et polluants atmosphériques).
	Eaux	4	Enjeu majeur de reconquête et de préservation de la qualité physico-chimique et bactériologique des eaux océaniques et continentales.
	Sols	NS	Enjeux très mineurs et très localisés.
	Déchets	3	Enjeu fort d'amélioration de réduction et récupération des déchets rejetés dans l'océan et les milieux aquatiques (rivières, zones littorales urbanisées, zones portuaires, navires...).
	Climat	3	Enjeu global d'anticipation et d'adaptation au changement climatique. Réduction des émissions de gaz à effets de serre des activités maritimes (navigation, pêche, industries d'aval...).
Ressources naturelles	Eau	1	Enjeu de gestion qualitative et quantitative de la ressource eau (notamment par rapport aux activités d'aquaculture continentale).
	Sols	1	Enjeu mineur par rapport à l'érosion des littoraux et emprises des infrastructures littorales.
	Energie	3	Enjeu important par rapport aux consommations d'énergie des navires de pêche et des activités à terre (ressources fossiles et GES).
	Matières premières	NS	Problématique mineure (extractions de matériaux).
Risques	Risques naturels	1	Prévention des risques d'inondation. Phénomène accru en zone littorale par l'artificialisation des milieux.
	Risques technologiques	NS	Enjeux très mineurs et très localisés.
Cadre de vie	Paysages	3	Enjeu important lié à l'occupation et à la valorisation de l'espace littoral : limitation des effets de l'urbanisation et de l'anthropisation croissantes, conflits d'usage. Prise en compte des paysages sous-marins.
	Bâtiments	NS	Enjeux très mineurs et très localisés.
	Nuisances (bruit, odeurs...)	1	Enjeux limités autour des nuisances des activités humaines liées à l'océan et aux eaux continentales (dont pêche et aquaculture). Amélioration des conditions de travail à bord navires et dans les entreprises à terre.
Patrimoine	Sites naturels	3	Enjeu de bonne gestion des sites naturels remarquables (littoral, lagons et plateaux insulaires, zones humides, rivières de tête de bassins ...).
	Patrimoine culturel et historique	2	Enjeu localement important de préservation du patrimoine maritime matériel et immatériel : ports de pêche et infrastructures côtières remarquables, sites subaquatiques, traditions culinaires liées aux produits aquatiques...

2.3. Perspectives d'évolution (scénario « au fil de l'eau »)

L'article R 122-20, modifié par Décret n°2012-616 du 2 mai 2012 - art. 1, du Code de l'Environnement stipule qu'au-delà « de la description de l'état initial de l'environnement sur le territoire concerné », le rapport environnemental doit analyser « les perspectives de son évolution probable si le plan, schéma, programme ou document de planification n'est pas mis en œuvre ».

Les perspectives d'évolution des différentes composantes de l'environnement ne sont pas systématiquement développées dans les documents de référence portant sur l'état initial de l'environnement marin (PPAM, état des lieux de la mer et du littoral, profils environnementaux des DOM). De plus, la période sur laquelle porte l'exposé des perspectives n'est pas homogène selon les thématiques.

Par ailleurs, les perspectives exposées dans les documents de référence portent soit sur l'état de l'environnement (par ex : évolution probable du niveau d'intégrité des habitats), soit sur les pressions (évolution démographique des communes littorales, développement des nouvelles activités sur le domaine maritime).

En conséquence, l'analyse des perspectives développée dans le présent chapitre s'appuie, en premier lieu, sur les quelques éléments disponibles dans les documents de référence et, en second lieu, sur l'expertise environnementale des évaluateurs.

Les perspectives sont analysées par thématique sur les dimensions environnementales principales, c'est-à-dire celles pour lesquelles les enjeux sont les plus importants. Certaines thématiques identifiées comme mineures n'ont pas fait l'objet de développement particulier (pollution de l'air et des sols, ressources naturelles eau, sols et matières premières, risques technologiques, cadre de vie-bâtiments et nuisances).

2.3.1. Biodiversité et milieux naturels

Espèces et diversité biologique

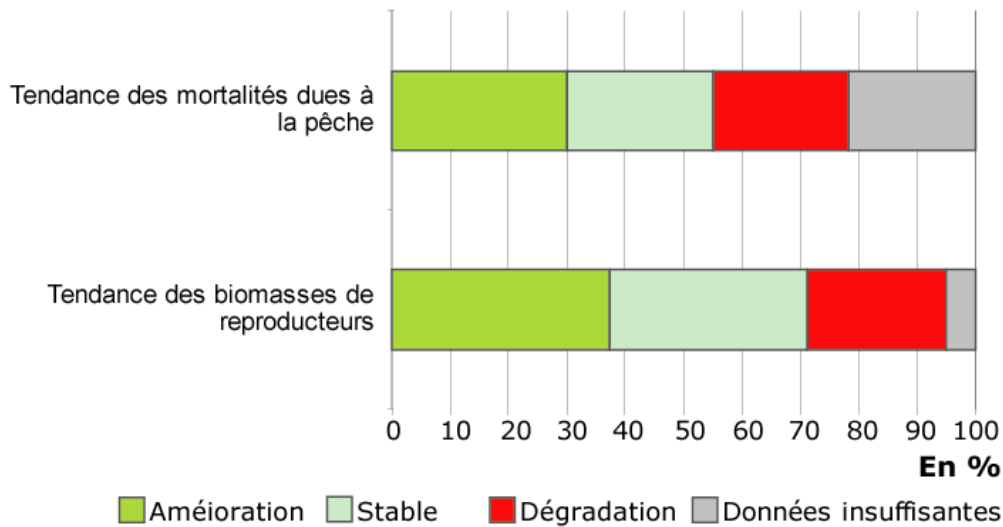
Les documents de référence ne présentent pas d'éléments concernant l'évolution passée ou à venir du nombre d'espèces ou de la diversité biologique dans les espaces maritimes, littoraux ou des eaux continentales. Les données présentées dans l'état des lieux de la mer et du littoral soulignent l'abondance 4 fois supérieure des espèces floristiques menacées dans les zones littorales, comparée aux territoires de l'arrière-pays proche.

Les perspectives d'évolution des espèces floristiques et faunistiques peut cependant être considérée comme étroitement liée à celles des biotopes de chaque espèce. Ces dynamiques, plutôt négatives, sont analysées dans la partie « milieux-habitats » du présent chapitre.

Concernant le cas précis des espèces exploitées par la pêche professionnelle, la tendance sur la période avant programme FEAMP (2006-2010) est à une amélioration générale de l'état des stocks dans les eaux métropolitaines (Figure 15).

Entre 2000 et 2010, la dégradation des stocks est contenue et la situation de la majorité d'entre eux se stabilise ou s'améliore. Sur cette période, 71 % des stocks ont une biomasse de reproducteurs stable ou en hausse et 55 % ont une mortalité due à la pêche stable ou en baisse. Cette tendance générale masque cependant des situations différentes, avec une évolution positive en Manche, mer du Nord et en mers Celtiques, et une évolution inquiétante en Méditerranée où plus de la moitié des stocks ont une biomasse de reproducteurs en baisse et 30 % ont une mortalité par pêche en hausse.

Figure 23 : Evolution des principaux stocks dans les eaux métropolitaines entre 2000 et 2010



Source : Évaluation de l'état initial de la DCSMM, Ifremer, CIEM, 2011. Traitements : SOeS.

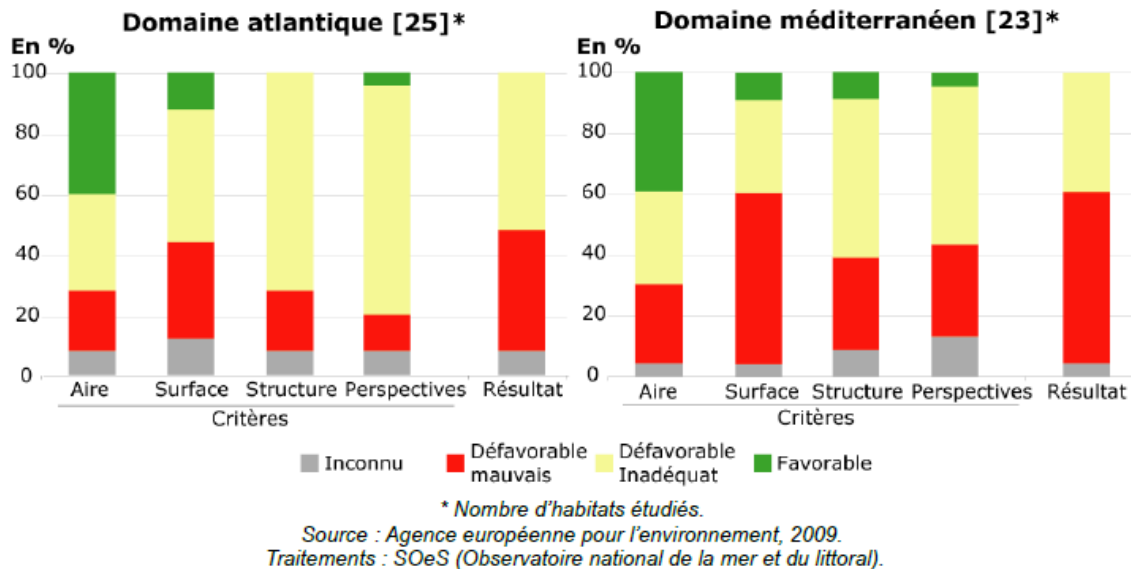
Compte tenu des réformes successives de la PCP qui vont toutes dans le sens d'une réduction de la surpêche et de gestion des pêcheries sur la base du RMD (Rendement Maximal Durable), la perspective la plus probable est la continuité de la dynamique d'amélioration de l'état des stocks des espèces ciblées par la pêche professionnelle.

Concernant les captures accessoires, l'obligation de débarquement imposée par l'Union Européenne devrait conduire à une réduction des volumes de captures accessoires et/ou leur valorisation économique.

Milieus naturels - habitats

L'Agence Européenne de l'Environnement a évalué en 2009 les perspectives d'évolution des habitats littoraux. Parmi les quatre critères évalués pour chaque habitat, l'évolution de leur aire de répartition est favorable dans près d'un cas sur deux, mais leurs surfaces, leurs structures et leurs perspectives d'évolution sont généralement mauvaises ou inadéquates.

Figure 24 : Etat des habitats côtiers d'intérêt communautaire par domaine biogéographique

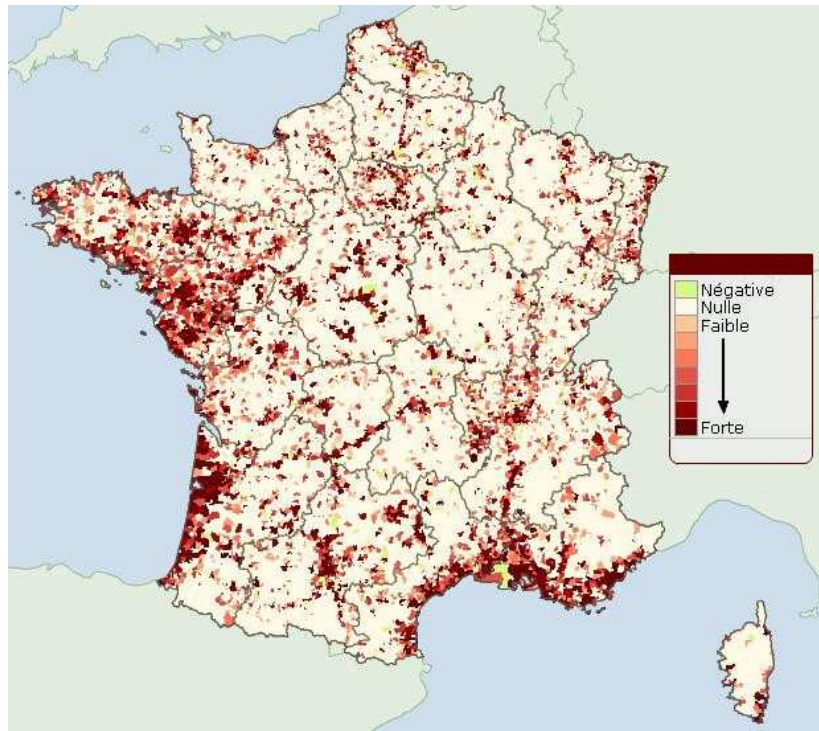


Les perspectives pour les habitats marins ne sont pas développées dans les documents de référence. On notera que la période d'application du FEAMP devrait connaître une extension majeure du dispositif d'aires marines protégées et la mise en place de travaux d'amélioration des connaissances et de définition d'objectifs de gestion. Cette perspective devrait logiquement conduire à une amélioration ou a minima un maintien de l'état des milieux dans ces zones.

Dans les franges littorales, les mauvaises perspectives sont liées à la dynamique d'artificialisation des espaces, soutenue depuis plusieurs décennies (en lien avec l'attractivité des régions côtières pour les populations résidentes et les touristes)

Ainsi, l'ensemble des façades littorales régionales est caractérisé par une augmentation des surfaces artificialisées et une diminution des terres agricoles et/ou des milieux naturels de 2000 à 2006. Les plus fortes augmentations des surfaces artificialisées se concentrent en Atlantique et en Méditerranée continentale. A eux seuls, les littoraux de Bretagne, des Pays de la Loire et de Paca regroupent près de la moitié des surfaces artificialisées dans les communes littorales de 2000 à 2006.

Figure 25 : Evolution de l'artificialisation des territoires métropolitains entre 1990 et 2006



Source : UE-SOeS, Corine Land Cover 1990, 2000 et 2006.
Traitements : SOeS (Observatoire national de la mer et du littoral).

L'évolution de l'artificialisation dans les DOM est, en moyenne, plus faible que sur les côtes métropolitaines. Elle est cependant très importante à la Réunion, en lien avec la croissance démographique soutenue de l'île.

Dans les espaces maritimes et en particulier dans la bande côtière, l'essor des activités nouvelles de la « croissance bleue » promue par l'U.E. (activités extractives, transport maritime, éolien..), porte en germe le risque d'une intensification des pressions anthropiques sur les milieux, quand bien même il peut être envisagé une gestion raisonnée de l'implantation de ces activités (planification spatiale dans le cadre des GIZC et de la PMI).

L'attrait des zones littorales ne devrait pas faiblir dans la prochaine décennie et la dynamique d'artificialisation devrait au mieux ralentir et éviter les espaces les plus remarquables du point de vue de la biodiversité.

2.3.2. Pollution et qualité des milieux

Eaux

La majeure partie de la pollution observée dans les eaux marines, côtières notamment, sont alimentées par les activités situées en amont de la zone littorale (agriculture, rejets d'épuration urbaine et industrielle). Les évolutions de l'état des eaux marines sont directement liées à l'évolution de ces activités et des pressions qu'elles exercent sur la ressource en eau.

L'état initial établi sur la thématique « pollution des eaux » met en évidence une amélioration globale des concentrations de substances chimiques observées dans le milieu marin. Les concentrations de PCB et métaux lourds (sauf cuivre) mesurées tendent en effet à diminuer, à un rythme toutefois ralenti en période récente. Ces évolutions sont à relier à des normes de plus en plus exigeantes qui ont limité les rejets de polluants chimiques par l'industrie. Il est probable que ces évolutions allant vers une réduction des pollutions chimiques se poursuivent à l'avenir, sous l'effet conjoint du renforcement des normes environnementales et du déclin de certains acteurs industriels.

Les évolutions concernant les pesticides sont moins évidentes. Les temps de rémanence de certaines molécules aujourd'hui interdites sont extrêmement longs et induisent des pollutions persistantes dans les sols et les eaux (cas du chlordécone). Les résultats du suivi réalisé dans le cadre d'Ecophyto laissent percevoir une stabilisation des quantités de produits phytosanitaires vendues et d'autre part, un recours à des substances actives plus efficaces à faibles doses. Les différentes politiques engagées (programme écophyto, mesures agro-environnementales, développement de l'agriculture biologique ou de la production raisonnée en viticulture, filière banane durable) devrait cependant contribuer à une diminution à moyen/long terme de l'utilisation des pesticides, dont l'ampleur dépendra de facteurs économiques (prix des intrants et des productions agricoles) et climatiques.

Les pollutions microbiologiques ont considérablement diminué depuis le début des années 1990. Cette évolution favorable est liée à une plus grande efficacité des systèmes de traitement des eaux, à la fiabilisation des réseaux de collecte des eaux usées et pluviales et à l'amélioration des pratiques d'épandage. Les évolutions sont moins favorables dans la plupart des DOM, où les infrastructures de collecte et de traitement des eaux usées sont limitées et peu performantes. Si l'on peut penser qu'en zone métropolitaine, et malgré une population croissante en zone littorale, la qualité microbiologique des eaux n'est pas susceptible de détérioration majeure, la situation des DOM et les orientations exprimées dans le SAR laissent entrevoir des possibilités d'amélioration significative sur cet aspect dans les DOM.

Les apports de nutriments au milieu marin montrent deux tendances contrastées : les flux de phosphore ont diminué de plus de 50% entre 2000 et 2008 sur l'ensemble des façades maritimes, alors que les apports d'azote sont très fluctuants et n'affichent pas de tendance claire. L'évolution sur le phosphore est à relier à l'amélioration de l'efficacité du traitement des eaux usées sur ce paramètre. Sur le paramètre nitrates, différents facteurs interagissent : les pratiques de gestion de l'azote se sont globalement améliorées suite à la mise en place de programmes d'actions dans le cadre de la Directive Nitrates depuis le milieu des années 90. Les statistiques de ventes d'azote minéral fournies par l'UNIFA montrent une diminution globale des ventes depuis une dizaine d'années. Cependant, les phénomènes de reflux en provenance des nappes (dont la contamination est liée à des pratiques de fertilisation plus anciennes), les conditions pluviométriques, ou encore un contexte de prix favorables pour les grandes cultures, tendent à nuancer les évolutions. Enfin, l'évolution des pressions liées aux installations piscicoles (enrichissement des milieux par la matière organique ou les nutriments rejetés) seront proportionnelles au développement de la production en France et variables en fonction des systèmes d'élevage (recirculation, cages en mer, bassins en dérivation...).

En parallèle, les suivis effectués entre 2001 et 2005 (publiés en 2010) dans le cadre de la convention Oskar ne font pas état d'une amélioration dans les principales zones à problème pour l'eutrophisation, mis à part dans les lagunes du Languedoc-Roussillon. Ces données ne permettent cependant pas de conclure sur les tendances récentes.

Déchets

Il n'existe pas de suivi des quantités de macro-déchets présentes dans les différents compartiments littoraux et marins. Les données disponibles proviennent principalement des travaux scientifiques réalisés notamment par l'IFREMER dans le cadre de la convention Oskar et portent sur les quantités de macro-déchets collectés sur les plages européennes. Ces données montrent que les quantités de déchets ne diminuent pas depuis le début des années 2000. L'augmentation globale du trafic maritime ainsi que de la fréquentation touristique et des apports de population en zone littorale, tendent à aller à l'encontre d'une diminution des productions de déchets en mer et en zone littorale à court terme.

Concernant les activités de pêche, la tradition de rejet de tous les déchets en mer est une pratique en voie de disparition, la sensibilité de la profession aux enjeux environnementaux ayant fortement augmenté sur la dernière décennie. Les pêcheurs sont les premiers témoins du problème d'accumulation des déchets dans l'océan, ceux-ci étant de plus en plus nombreux à remonter dans leurs filets. La pêche professionnelle s'est d'ailleurs engagée, avec l'appui du FEP via les contrats bleus, dans la collecte et le débarquement des déchets récupérés en mer.

Climat

Le changement climatique a pour conséquence le réchauffement global des eaux marines superficielles, entraînant une élévation du niveau de la mer par dilatation thermique et afflux d'eau douce provenant de la fonte des calottes glaciaires et des glaciers.

En Atlantique Nord, le réchauffement a été maximal avec une augmentation de +0,6° à +1,5° C en surface entre 1901 et 2012 et une accélération depuis 1994. Les prévisions d'évolution de la température de surface sur cette zone s'échelonnent de +0,5 à +4°C selon les modèles entre la période récente (moyenne 1986-2005) et la fin du siècle (2081-2100).

L'élévation du niveau des océans a atteint 19 cm entre 1901 et 2010 (moyenne mondiale) et s'est accélérée ensuite, passant de +1,7 mm/an entre 1901 et 2010 à +3,2 mm/an entre 1993 et 2010. La hausse prévue du niveau moyen des mers, entre la période récente (1986-2005) et la fin du siècle (2081-2100) s'échelonne entre +26 cm et +98 cm, selon les modèles.

Les données internationales et projections font ainsi état d'une accélération de ces phénomènes sur la période récente, accélération qui prendra probablement de l'ampleur dans le siècle à venir. Les impacts du changement climatique sur l'espace maritime seront donc a priori accrus : aggravation des aléas côtiers « érosion » et « submersion », acidification des océans et salinisation des eaux littorales accrues, amplification des modifications des communautés biotiques et invasions biologiques.*

2.3.3. Ressources naturelles

Energie

L'état initial a identifié un enjeu majeur pour le secteur de la pêche, qui est la réduction de sa consommation en énergie. De manière générale, la tendance est à une augmentation de la puissance moyenne des navires, qui a pour conséquence une augmentation de la consommation en énergie fossile. En parallèle, la capacité globale de la flotte diminue, contrecarrant cette tendance. De manière générale, des pistes technologiques d'amélioration de l'efficacité énergétique des navires sont à l'étude et devrait déboucher à plus ou moins long terme sur une réduction des consommations d'énergie fossile par les navires.

2.3.4. Risques

Risques naturels

Les perspectives envisagées sur les risques naturels dépendant principalement de deux facteurs : les impacts du changement climatique et ceux liés aux activités humaines entraînant une artificialisation des sols en zone littorale. Les éléments développés précédemment font état d'une part, d'une accélération du réchauffement climatique et de ses conséquences sur la période récente, d'autre part, d'une augmentation de l'artificialisation de la zone littorale. L'addition de ces deux facteurs orientés négativement rend l'hypothèse d'une aggravation de l'aléa risque naturel sur la prochaine décennie particulièrement crédible.

Concernant l'impact du changement climatique sur les risques naturels, les évolutions suivantes sont dressées dans l'« Etat des lieux mer et littoral » : l'élévation du niveau de la mer modifie significativement les aléas érosion côtière et submersion marine.

La houle peut atteindre des zones de plus en plus hautes sur les côtes basses et y arriver avec plus d'énergie. Pour les cotes sableuses, une élévation du niveau de 1 cm peut correspondre à un recul de 1 m d'après le BRGM. Elles pourraient donc reculer de plusieurs dizaines de mètres en un siècle. Pour les cotes rocheuses, l'impact est plus limité. Les falaises de roche tendre pourraient tout de

même être sapées plus souvent par les vagues lors des tempêtes. Pour les estuaires, la situation est complexe à estimer. L'impact de l'élévation du niveau de la mer dépend de leur configuration, de leur niveau d'artificialisation mais aussi des modifications hydrologiques dues au changement climatique (intensité et saisonnalité des pluies, flux de matière).

Concernant l'évolution de l'alea "submersion marine", les zones basses littorales pourraient être submergées de manière plus fréquente et les submersions centennales atteindre des territoires qui étaient jusqu'à présent épargnés. En prenant en compte une élévation de la mer d'un mètre, les nouveaux territoires susceptibles d'être inondés lors de submersions marines centennales, sans tenir compte de l'évolution du trait de côte actuel, ont une surface de près de 1 500 km² d'après les travaux réalisés par le Cetmef et les Cete. En 2006, leur population était estimée à 340 000 personnes et le nombre de logements à 280 000.

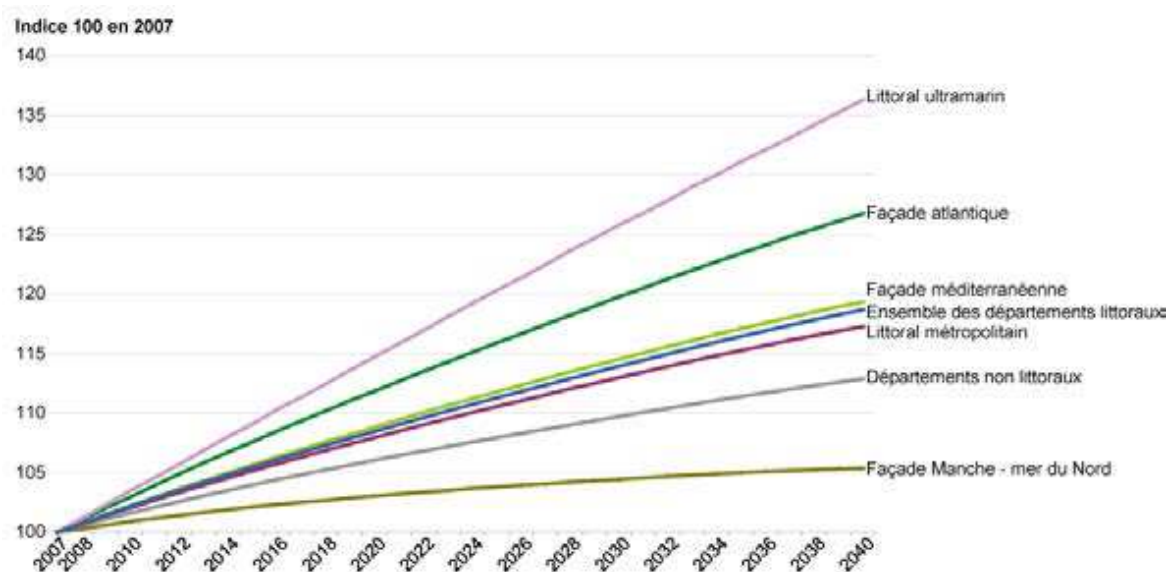
2.3.5. Cadre de vie

Paysages

L'évolution des paysages n'est pas envisagée de façon prospective dans les documents de référence utilisés. Ceux-ci mentionnent cependant des éléments concernant l'évolution tendancielle des pressions les plus susceptibles de modifier le caractère et la qualité des paysages, en particulier des paysages littoraux, dont notamment:

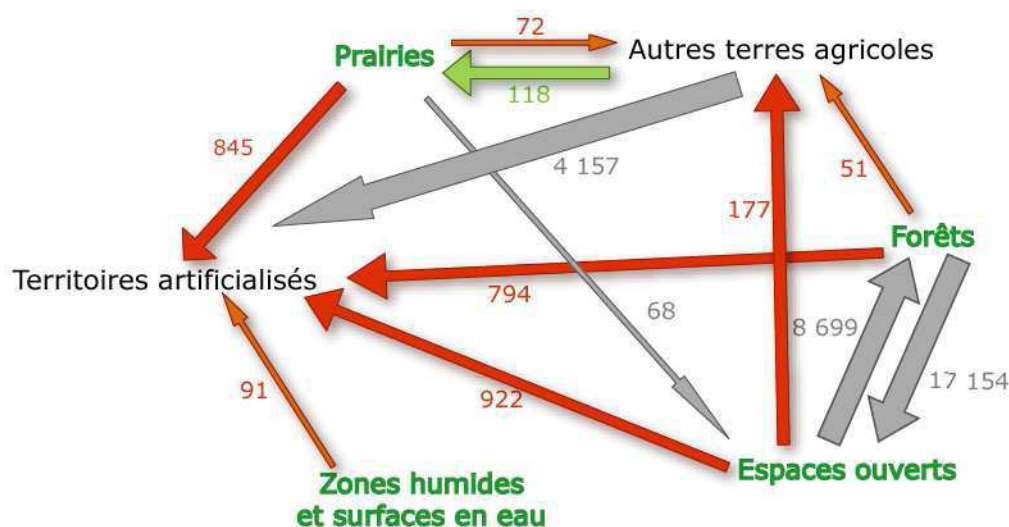
- ✓ La dynamique démographique (Figure 18) qui contribue à densifier l'habitat résidentiel, couplée à la dynamique touristique qui contribue à la construction d'hébergements et d'infrastructures de loisir ;
- ✓ La dynamique de changement dans l'utilisation des terres des communes littorales, marquée par une déprise agricole et une diminution des espaces boisés au profit de l'artificialisation et/ou d'espaces ouverts (figure 19).
- ✓ A plus long terme (au-delà de la période de programmation du FEAMP), les effets du changement climatique.

Figure 26 : Projection de la population des départements littoraux, par façade, de 2007 à 2040



Source : Insee, projection de population 2007-2040. Traitements: SOeS (Observ. national de la mer et du littoral).

Figure 27 : Évolution des différents types d'occupation du sol entre 2000 et 2006 dans les communes littorales métropolitaines (en ha)



Source : UE-SOeS, CORINE Land Cover 2000 et 2006.
Traitements : SOeS (Observatoire national de la mer et du littoral)

Les paysages littoraux continueront à être soumis, sur la programmation du FEAMP, aux pressions liées à l'accroissement de la densité des populations et à l'artificialisation des espaces. Les politiques récemment mises en œuvre pour une utilisation raisonnée du territoire (Loi littoral, SCOT, PLU, GIZC..) devraient néanmoins contribuer à réduire ces pressions ou, à tout le moins, les canaliser au mieux pour éviter de porter atteinte aux paysages les plus remarquables des espaces littoraux, lesquels participent largement à l'attractivité des territoires.

Sur le domaine maritime, le développement d'activités nouvelles devrait générer de nouvelles pressions sur certains paysages, notamment dans la bande côtière. Les oppositions locales aux

parcs éoliens marins ou à l'installation d'installation piscicoles (cages flottantes notamment) mettent souvent en avant les impacts paysagers des projets.

2.3.6. Patrimoine

Sites naturels

Les sites naturels à caractère patrimonial sont très majoritairement des espaces remarquables en termes de biodiversité et/ou de paysage (pointe du Raz, par exemple).

Ils sont de ce fait vulnérables aux pressions analysées précédemment pour les milieux et habitats et les paysages, dont en premier lieu l'artificialisation. Ils bénéficient en contrepartie souvent de mesures de protection renforcées du fait de leur haute valeur patrimoniale.

Il est possible de faire l'hypothèse que les sites naturels patrimoniaux (les plus remarquables, les plus emblématiques des différents territoires) voient les outils qui assurent leur protection et une gestion raisonnée des activités humaines de valorisation renforcés sur la période de programmation du FEAMP, ainsi que leur nombre augmenter.

Patrimoine culturel et historique

La période récente a permis de préciser le contenu du concept de patrimoine culturel maritime et d'initier des inventaires plus ou moins complets selon les territoires. Sur le domaine maritime, le patrimoine subaquatique constitué par les sites archéologiques et les épaves fait l'objet de travaux d'inventaire et de cartographies soutenues par la Commission Européenne (EMODnet).

Les connaissances étant encore imparfaites dans ce domaine, on ne dispose pas d'éléments permettant d'analyser l'évolution du patrimoine culturel maritime. On peut cependant analyser l'évolution probable des pressions de façon qualitative :

- ✓ Le développement des activités nouvelles de la croissance bleue peuvent constituer une menace pour les sites subaquatiques si ceux-ci ne sont pas clairement inventoriés et protégés ;
- ✓ Le recul des activités de pêche ou d'aquaculture dans certains territoires (par ex : reconversion des ports de pêche pour la plaisance) peut contribuer à une perte de références culturelles traditionnelles pour les communautés littorales.
- ✓ A l'inverse, certains éléments patrimoniaux peuvent être préservés et mis en valeur à travers des démarches locales (reconstruction de vieux gréements, « pécaturisme »...)

La diversité des situations locales rend difficile toute hypothèse transversale sur l'évolution de l'état du patrimoine culturel maritime. On notera simplement que la progression et la diffusion des connaissances en la matière (inventaires partagés, cartographie des sites) constitue un élément favorable pour sa prise en compte dans les démarches de développement territorial et dans la planification spatiale des activités littorales et maritimes.

2.4. Valeur ajoutée du FEAMP par rapport au scénario « au fil de l'eau »

La valeur ajoutée de l'intervention du FEAMP sur le plan environnemental peut être appréciée en comparaison du scénario « au fil de l'eau » qui envisage l'évolution de l'état de l'environnement dans ses différentes dimensions en l'absence du programme.

Les effets potentiels du FEAMP sont raisonnés sur la base des analyses des incidences des différents instruments (Articles et mesures), développées au chapitre 3, et sur leurs effets additionnels probables sur chaque dimension de l'environnement.

L'évolution probable de l'état de l'environnement est envisagée « sans » (fil de l'eau) et « avec » FEAMP dans le tableau présenté en page suivante. Le sens et l'ampleur des évolutions sont appréciées selon une échelle simple et matérialisée par les codes couleur suivants.

	Evolution positive probable et significative
	Evolution positive probable
	Stabilité
	Evolution négative probable
?	Evolution incertaine (manque de données sur le contexte et/ou effets incertains)

Les principaux effets potentiels de l'intervention du FEAMP, telle que décrite dans la V.2.5 du PO sont :

- ✓ Un **effet positif et significatif sur la biodiversité** en lien avec l'amélioration de l'état des stocks des espèces d'intérêt halieutique (atteinte du RMD) mais également des espèces « non désirées ». On peut en effet raisonnablement envisager des effets additionnels des projets d'amélioration des connaissances (collecte de données), de gestion durable et coordonnée des pêcheries (partenariats scientifiques-pêcheurs, participation aux CCR, travaux sur les impacts des activités de pêche et des moyens d'y remédier (techniques innovantes, sélectivité) ou par les effets des stratégies de commercialisation sur la limitation du gaspillage des ressources (organisation des apports en fonction des besoins du marché, valorisation d'espèces abondante sous-exploitées, utilisation des captures non désirées) et par la résorption des surcapacités résiduelles ;
- ✓ Un **effet positif et significatif sur la préservation d'habitats remarquables et de sites naturels**, en lien avec les soutiens à la mise en place des stratégies de gestion coordonnée des AMP, en particulier le réseau marin Natura 2000, l'organisation spatiale des activités (identification des meilleurs emplacements aquacoles possibles, planification spatiale des activités...) et l'adaptation des pratiques de pêche dans ces zones à forts enjeux. Des effets positifs sont également probables sur le milieu marin en général (hors AMP) mais leur ampleur est plus incertaine.
- ✓ Un **effet positif et significatif sur la qualité des eaux** (dans certains contextes locaux où les activités de pêche et d'aquaculture sont importantes) en lien avec les soutiens aux investissements réduisant les émissions de polluants (piscicultures intensives, équipements portuaires et criées, entreprises de transformation).

Tableau 12 - Effets probables du FEAMP en comparaison du scénario au fil de l'eau

Thèmes		Niveaux d'enjeu	Scénario au fil de l'eau	Scénario FEAMP	
Biodiversité et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	5	?(stocks DLS)		Amélioration des connaissances sur les stocks et les impacts de la pêche (captures non désirées,...) et mise en place de stratégies de pêche durables (RMD sur la majorité des stocks). Innovation en faveur de la sélectivité et stratégies commerciales limitant le gaspillage des ressources halieutiques. Elimination des surcapacités.
	Milieux naturels - habitats	4			Réduction de capacités opérant sur milieux sensibles (herbiers à posidonies ?) Adaptation des pratiques de pêche dans les milieux sensibles (MHE-MAE) Mise en œuvre de stratégies de gestion dans les AMP Implantations aquacoles dans les MAE
Pollution et qualité des milieux	Eaux	4			Promotion des systèmes de production aquacoles peu impactant pour l'environnement. Investissements de traitement des effluents
	Déchets	3		?	Non mobilisation de la mesure collecte des déchets (pêche)
	Climat	3	Contexte global	secteur	Effets liés à la réduction des consommations de carburants fossiles (cf. thème Energie. 14% du budget FEAMP contribuant à la lutte contre le changement climatique.
Ressources naturelles	Eau	1		?	Effet local et marginal des investissements de la pisciculture continentale
	Energie	3			Elimination des surcapacités. Arrêts temporaires. Amélioration de l'efficacité énergétique des navires de pêche, des équipements portuaires et dans les entreprises aquacoles. Innovation et transition énergétique (énergies renouvelables)
Cadre de vie	Paysages et espaces	3		?	Impacts paysagers incertains des nouveaux sites aquacoles (MEAP ?)
	Nuisances	1	?	?	Impacts incertains et très localisés
Patrimoine	Sites naturels	3			Stratégie de gestion des AMP, cartographie des MEAP, PMI
	Patrimoine	2	?	?	Impacts incertains (patrimoine lié aux ports de pêche, aux activités conchyliques)

Des effets positifs sont par ailleurs attendus des interventions en faveur de l'amélioration de l'efficacité énergétique (innovation et transfert d'équipements économes en énergie, stratégies de pêche limitant les temps de sortie et les captures sans débouché) sur :

- ✓ Les **consommations d'énergie** des navires de pêche, fortement utilisateurs de carburants fossiles, des infrastructures portuaires et de mise en marché (criées et halles à marée), des entreprises aquacoles et de l'industrie de transformation ;
- ✓ Les **émissions de GES** associées aux utilisations de carburants fossiles dont la consommation par le secteur de la pêche devrait diminuer en lien avec la réduction de la puissance de la flotte de pêche, une plus grande efficacité énergétique et une transition vers les énergies renouvelables pour certains investissements.

Les effets sont incertains et plus marginaux (localisés) sur les autres dimensions environnementales.

3. Justification des choix de mise en œuvre du PO FEAMP au regard des enjeux environnementaux

3.1. Les solutions de substitution raisonnables permettant de répondre à l'objet du programme

Dans la mesure où l'évaluation stratégique environnementale porte sur un programme opérationnel et non sur un document de planification, la présentation de solutions de substitution raisonnables n'est pas complètement applicable dans le cadre de ces travaux.

En effet, un Programme Opérationnel a la particularité de ne pas porter sur un ou des projets précis, mais sur un faisceau de type d'opérations susceptibles d'être aidées, elles même intégrées dans des thématiques d'intervention diverses.

Le caractère encore imprécis du PO quant aux modalités d'intervention et de mise en œuvre des différents articles du programme ne permet pas de juger de façon précise si ces actions sont adaptées ou non et, dans ce dernier cas, d'envisager des solutions de substitution à l'intervention du FEAMP.

Dans ce contexte, les évaluateurs ont limité leurs recommandations à des mesures correctrices concernant l'amélioration du ciblage de l'intervention, sur des objectifs précisés et sur la définition de critères de sélection des projets aidés fondés sur leur contribution à l'atteinte des objectifs.

Ces recommandations sont développées d'une part, dans la partie 4 portant sur l'analyse des effets environnementaux par article, et d'autre part, dans la partie 5 proposant une synthèse globale des effets du PO.

3.2. Exposé des motifs pour lesquels le programme a été retenu au regard des objectifs de protection de l'environnement

Ce chapitre de l'évaluation environnementale vise à éclairer le processus ayant mené à l'équilibre final entre mesures du volet économique et mesures du volet environnemental dans la stratégie de la V2. 5 du PO FEAMP. Les éléments suivants ont été transmis aux évaluateurs par la DPMA.

Il a été proposé au partenariat dans le cadre du séminaire FEAMP du 21 janvier 2014, le principe d'une intervention équilibrée entre les mesures relevant de l'objectif thématique 3 (économique) d'une part, et celles relevant de l'objectif thématique 6 (environnemental) d'autre part, afin d'une part de conserver un tissu d'entreprises des secteurs pêche et aquaculture compétitives et diversifiées, sur tout le littoral et dans les régions continentales, créatrices d'emploi et source d'attractivité pour les territoires, et d'autre part, de garantir l'insertion de ces deux secteurs dans leur environnement écologique et territorial.

Des ateliers ont été organisés en octobre 2014 (entre services de l'Etat) et début novembre 2014 (associant les Régions), afin de construire la logique d'intervention du PO FEAMP en faisant le lien entre l'AFOM, les besoins, et les mesures utilisées. Ces ateliers ont conduit à définir les besoins auxquels le FEAMP devait répondre, et la combinaison des mesures permettant d'y répondre. Ce travail s'appuyait toujours sur le principe d'une intervention équilibrée du FEAMP entre les mesures "OT 3" et les mesures "OT 6", comme en témoigne la formulation des besoins d'intervention issue de cette phase de travail (cf. arbres logiques et PO version 2.3 du 23 décembre 2014), par exemple :

- ✓ améliorer la compétitivité des entreprises en tirant partie de la transition énergétique et écologique ;
- ✓ réduire les impacts de la pêche sur les milieux marins ;
- ✓ améliorer la gestion de la ressource halieutique ;
- ✓ renforcer la place de l'aquaculture française sur les marchés nationaux, européens, internationaux ;
- ✓ renforcer la durabilité environnementale des activités de production aquacole, etc.

En parallèle, l'enveloppe FEAMP "développement durable de la pêche et de l'aquaculture" avait été répartie entre les mesures gérées au niveau national, et les mesures gérées au niveau régional (cette partie étant elle-même répartie entre les régions littorales) fin octobre 2014. Début 2015, la compilation de la répartition de la maquette du FEAMP entre les mesures gérées au niveau national d'une part, et les mesures gérées au niveau régional d'autre part (somme des maquettes régionales) a fait apparaître in fine que 53% de l'enveloppe FEAMP était consacrée aux mesures relevant de l'OT 3, 35% aux mesures relevant de l'OT 6, 5% aux mesures de l'OT 8 et 2% aux mesures de l'OT 4 (et 6% à l'assistance technique).

Il en résulte que la compilation des stratégies nationales et régionales, exprimées au travers des maquettes, a abouti à un équilibre plus favorable aux mesures contribuant principalement aux objectifs économiques.

Cette évolution s'explique en grande partie par la très forte place prise par la mesure 43 « ports de pêche », la mesure 48 « investissements productifs en aquaculture » et la mesure 69 « transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture », ces trois mesures relevant majoritairement de l'OT 3.

Néanmoins, les choix régionaux, s'ils constituent une alternative par rapport aux principes de l'intervention du FEAMP initialement fixés, se justifient tant par des besoins de nature économique (exemple pour les ports de pêche : assurer la prise en charge des produits afin d'en améliorer la qualité et l'enregistrement et créer de meilleures conditions de travail et de sécurité sur les ports de pêche) que par des besoins liés à la limitation des impacts des activités économiques sur l'environnement (exemple sur les ports de pêche : favoriser la transition écologique des halles à marée - gestion des effluents, économies d'énergie - ; Prendre en charge les produits soumis à l'obligation de débarquement).

La valeur ajoutée environnementale du FEAMP et donc des modalités de mise en œuvre dépendra de sa capacité à orienter les soutiens vers les meilleurs projets, c'est-à-dire ceux présentant le moins d'incidences négatives et ceux optimisant les bénéfices environnementaux de l'intervention. Dans l'état actuel d'élaboration du programme, **cette capacité n'est pas complètement avérée, car les résultats de l'intervention pourront fortement varier selon les critères de sélection des projets aidés, qui ne sont pas explicités dans la version actuelle du PO.**

4. Analyses des effets notables probables du programme sur l'environnement

4.1. Effets sur les différentes dimensions de l'environnement

4.1.1. Article 26 : Innovation

Objectifs et logique d'action

L'objectif principal de cette mesure est de soutenir les projets collaboratifs innovants (faisant référence à des procédés, techniques, produits) concourant au développement durable des ressources, à la production de biens alimentaires de qualité, à l'amélioration de la rentabilité économique et la performance globale du secteur de la pêche.

La logique d'action de cette mesure, telle qu'exprimée dans la V 2.5 relève **uniquement du volet économique**, en répondant à l'objectif spécifique de renforcer la compétitivité et la viabilité des entreprises de pêche, y compris des navires pratiquant la petite pêche côtière et améliorer les conditions de sécurité et de travail (Objectif Spécifique 1.5). Les besoins unitaires correspondants identifiés dans le PO sont les suivants :

- ✓ Réduire les coûts de production des entreprises de pêche (coût de l'énergie, coût de gestion des rejets) ;
- ✓ Améliorer la valeur ajoutée et la qualité des produits (rejets inclus) à l'échelle des entreprises de pêche ;
- ✓ Assurer la prise en charge des produits afin d'améliorer la qualité et l'enregistrement ;
- ✓ Favoriser la transition écologique des halles à marée ;
- ✓ Prendre en charge les produits soumis à l'obligation de débarquement.

Cette mesure bénéficie d'un financement de **14,2 millions d'euros**, soit **2,3% du budget total du FEAMP**. La totalité de cette dotation concourt à la réalisation de l'Objectif Thématique 3 (compétitivité).

Le chapitre 3.1.1. du PO fournit quelques éléments sur les résultats attendus au titre de l'article 26 sur les deux objectifs « renforcement de la structuration et du bon fonctionnement de la filière pêche » (chapitre C 1-1) et « augmentation de la production et compétitivité » (chapitre C-1-2).

Le PO mentionne indirectement des critères de priorisation en soulignant l'importance de projets collaboratifs entre les entreprises, les scientifiques et les professionnels. Il est tout de même notifié que les procédures administratives relatives aux projets ayant attrait aux innovations devront être accessibles aux très petites entreprises.

Le PO laisse en outre entendre que **les mesures inscrites dans l'article 26 doivent soutenir la réalisation des mesures inscrites à l'article 41**. Ainsi, les projets d'innovation mis en place dans le cadre de l'article 26 doivent permettre d'identifier **les investissements à bord limitant les émissions polluantes et réduisant la consommation d'énergie ainsi que les nouveaux systèmes de propulsion ou de modèle de coque**.

Le PO FEAMP mentionne des modalités de priorisation des projets ainsi que les certains critères de sélections des projets qui seront retenus :

- ✓ innovations permettant l'acquisition de références et méthodes transférables aux entreprises en matière d'efficacité énergétique, de gestion de l'obligation de débarquements des rejets, d'amélioration de la qualité et de la commercialisation des produits ou de meilleure valorisation des espèces sous exploitées ou sous valorisées ;
- ✓ les projets débouchant rapidement vers des transferts de connaissances technologies vers les entreprises de l'ensemble de la filière.

Les innovations liées à la conservation des ressources ne font pas partie de l'article 26 mais seront financées dans le cadre de l'article 39.

En termes d'articulation avec les autres mesures, la logique d'intervention de cette mesure vient en complément de plusieurs mesures mises en place dans les P.O FEAMP:

- ✓ l'article 28 concernant la mise en place de partenariats scientifiques/pêcheurs ;
- ✓ l'article 29 sur la promotion du capital humain dans le secteur de la pêche ;
- ✓ les articles 38 et 42, sur les mesures liées à la sélectivité des engins et l'intégration de l'innovation technique à bord des navires ;
- ✓ l'article 39 concernant les innovations liées à la conservation des ressources biologiques de la mer.

Comme déjà évoqué, la stratégie du PO indique par ailleurs que l'article 26 pourra participer à la conception de projets soutenus dans le cadre de l'article 41 portant sur l'efficacité énergétique et atténuation du changement climatique (dont motorisation).

Evaluation des incidences environnementales

La grille d'évaluation environnementale présentée à la page suivante identifie des enjeux significatifs sur le thème de la pollution et la qualité des milieux.

Les effets notables probables des projets aidés seront positives sur les dimensions pollution et qualité des milieux, et ressources naturelles (énergie) dans le cas de projets visant à l'amélioration de l'efficacité énergétique, au développement d'investissements à bord favorisant une diminution des pollutions issues des activités des navires.

Les innovations liées à la gestion de la ressource, à la sélectivité des engins et à la réduction de l'impact de l'activité de pêche sur le milieu sont traitées dans le cadre de l'article 39 conservation des ressources biologiques de la mer.

Tableau 13 – Incidences environnementales liées à l'article 26

Thèmes		Appli cable / Non appli cable	Enjeux prioritaires	Importance de l'incidence	Effets notables probables
Biodiv. et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	A	4	0	<u>NB</u> : Les innovations liées à la conservation des ressources biologiques sont soutenues dans le cadre de l'article 39.
	Milieux naturels - habitats	A	4		
Pollution et qualité des milieux	Air	A	NS	0 à ++	<u>Effets positifs</u> : Réduction des rejets et des déchets à travers le développement de nouveaux procédés innovants (transformation). Réduction des pollutions liées aux activités des navires (émission de gaz d'échappement dont GES) et des entreprises si mise en place d'investissements visant à réduire l'impact sur l'environnement.
	Eaux	A	3		
	Sols	NA	NS		
	Déchets	A	3		
	Climat	A	2		
Ressources naturelles	Eau	NA	3	0 à ++	<u>Effets positifs</u> : Développement de techniques offrant une meilleure efficacité énergétique
	Sols	NA	1		
	Energie	A	3		
	Matières premières	NA	NS		
Risques	Risques naturels	NA	1	0	
	Risques technologiques	A	NS		
Cadre de vie	Paysages et espaces	NA	3	0	
	Bâtiments	NA	NS		
	Nuisances	A	1		
Patrimoine	Sites naturels	NA	3	0	
	Patrimoine	NA	2		

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

Le PO FEAMP laisse entrevoir la possibilité de mobiliser l'article 26 de façon relativement large et non spécifiquement ciblée sur des objectifs environnementaux (la logique d'intervention affichée relevant uniquement du volt économique). Les mesures liées à l'article 26 ne sont pas susceptibles de financer des projets engendrant des incidences négatives sur l'environnement, mais les résultats finaux de l'intervention peuvent fortement varier selon les critères de sélection des projets aidés.

La valeur ajoutée environnementale du FEAMP et donc de ses modalités de mise en œuvre dépendra de sa capacité à orienter les soutiens vers les meilleurs projets, c'est-à-dire ceux optimisant les bénéfices environnementaux de l'intervention.

Toutefois, le PO affiche clairement une priorité aux projets axés sur l'amélioration de l'efficacité énergétique, de gestion des rejets (cas de l'obligation de débarquement), d'amélioration de la qualité et de la commercialisation des produits ou de meilleure valorisation d'espèces qui sont aujourd'hui sous-exploitées ou sous-valorisées.

La démarche collaborative envisagée dans le cadre de la mesure, reposant sur un recours à des instances techniques et scientifiques (Pôle de compétitivité et centres technique) déjà en place et au développement de projets en collaboration avec les entreprises, est susceptible d'augmenter les

impacts attendus de la mesure, qu'ils concernent l'environnement (efficacité énergétique) ou l'amélioration de la compétitivité du secteur.

Mesures d'évitement, de réduction et de compensation

Des critères de priorisation clairs devraient être définis, afin de cibler les projets les plus pertinents du point de vue des impacts environnementaux attendus.

En particulier, la procédure de sélection des projets candidats à l'aide devrait permettre de prioriser les projets relevant des objectifs d'amélioration de l'efficacité énergétique des navires et d'anticipation de l'obligation de débarquement des captures non désirées.

4.1.2. Article 27 : Service de conseil

Objectifs et logique d'action

L'objectif des mesures listées à l'article 27 est de financer les actions de services de conseils définies par le règlement de base de la PCP (règlement UE 1380/2013).

La logique d'intervention de l'article, telle qu'exprimée dans la V 2.5 relève **entièrement du volet économique**. La mesure répond au besoin prioritaire identifié d'améliorer la compétitivité des entreprises de pêche en tirant partie de la transition énergétique et écologique.

Un seul objectif spécifique est associé à l'article 27 : **Renforcer la compétitivité et la viabilité des entreprises de pêche, y compris des navires pratiquant la petite pêche côtière et améliorer les conditions de sécurité et de travail** (Objectif Spécifique 1.4). Les besoins unitaires identifiés dans le PO sont les suivants :

- ✓ Réduire les coûts de production des entreprises de pêche (coût de l'énergie, coût de gestion des rejets) ;
- ✓ Améliorer la valeur ajoutée et la qualité des produits (rejets inclus) à l'échelle des entreprises de pêche ;
- ✓ Assurer la prise en charge des produits afin d'en améliorer la qualité et l'enregistrement ;
- ✓ Favoriser la transition écologique des halles à marée ;
- ✓ Créer de meilleures conditions de travail et de sécurité sur les ports de pêche ;
- ✓ Prendre en charge les produits soumis à l'obligation de débarquement.

Cette mesure bénéficie d'un financement de **5,3 millions d'euros**, soit 0,9 % de l'enveloppe total du FEAMP. L'intégralité de cette dotation concourt à la réalisation de l'Objectif Thématique 3 (Compétitivité). La maquette financière transmise aux évaluateurs ne détaille pas les allocations budgétaires par mesure au sein de l'Article 27.

Le chapitre 3.1.1. du PO ne fournit que quelques rares éléments et sans priorisation claire sur les résultats attendus des services de conseils au titre de l'article 27 sur les deux objectifs « renforcement de la structuration et du bon fonctionnement de la filière pêche » (chapitre C 1-1) et « augmentation de la production et compétitivité » (chapitre C-1-2).

Ainsi, les services de conseils pourront être mobilisés pour la mise en place de projets innovants visant à :

- ✓ renforcer la compétitivité des ports et des halles à marées à travers la mise en place de projets innovants ;
- ✓ améliorer l'efficacité énergétique visant à réduire les coûts de production et améliorer la compétitivité des entreprises (article 27 a et c) ;

- ✓ cibler les investissements à développer à bord par les armateurs pour améliorer la qualité des produits de pêche.

Aucune modalité de priorisation n'est précisée.

En termes d'articulation avec les autres mesures disponibles, la version 2.5 du PO prévoit que les projets financés au titre de l'article 27 pourront être couplés avec des mesures issues d'autres articles du FEAMP. Trois articles sont expressément cités dans le PO :

- ✓ l'article 28 concernant la mise en place de partenariats scientifiques/pêcheurs ;
- ✓ l'article 41 sur les mesures de développement local par les acteurs locaux ;
- ✓ l'article 26 concernant la mise en place de projets innovants.

A noter que le PO ne mentionne pas explicitement d'articulation avec l'article 39 qui vise au développement d'innovations pour la conservation des ressources biologiques.

Evaluation des incidences environnementales

De fait, cette mesure n'est pas susceptible d'incidences environnementales directes. Cependant, elle peut intervenir en appui des projets envisagés à travers plusieurs autres mesures (article 26, 28 et 41) et peut permettre d'orienter chaque mesure pour la mise en œuvre de la stratégie environnementale du programme. Nous renvoyons aux grilles d'analyses des mesures correspondantes pour l'identification des incidences potentielles indirectes liées à l'article 27.

Ces appuis auraient des impacts a priori positifs s'ils concernent notamment l'appui à l'élaboration d'engins de pêche ou de techniques plus sélectives et durables (l'articulation avec l'article 309 n'est cependant pas mise en avant dans le PO), la mise en place de plans de gestion des déchets, de prise en compte de captures accessoires, d'amélioration de l'efficacité énergétiques aux différents stades de la filière.

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

A travers cette mesure, les évaluateurs jugent pertinent d'envisager le financement d'études d'impact, de diagnostics et d'expertise pour évaluer et prioriser les projets éligibles au titre du FEAMP. Cet appui scientifique et technique permettrait notamment de mieux appréhender les enjeux environnementaux inhérents aux projets éligibles dans le cadre du FEAMP.

Mesures d'évitement, de réduction et de compensation

Même si le PO fait ressortir certaines thématiques éligibles aux services de conseil (compétitivité des infrastructures portuaires, réduction des coûts de production des entreprises, efficacité énergétique des navires), les évaluateurs jugent pertinent de définir des critères de ciblage les actions les plus pertinentes du point de vue des impacts environnementaux attendus, par exemple par le biais d'une priorisation des actions de conseil supportant des actions en matière d'efficacité énergétique ou de mise en place de pratiques de pêche durables.

4.1.3. Article 28 : Partenariats entre scientifiques et pêcheurs

Objectifs et logique d'action

L'objectif principal des mesures listées à l'article 28 est d'organiser de façon collective et au niveau national l'expertise, la connaissance, le développement et l'innovation technique par une meilleure collaboration et coopération entre les scientifiques et les pêcheurs.

La logique d'intervention de l'article 28, telle qu'exprimée dans la V 2.5 relève du volet économique, en répondant à l'objectif spécifique de fournir un soutien au renforcement du développement technologiques, de l'innovation, y compris l'augmentation de l'efficacité énergétique, et du transfert de connaissance (Objectif Spécifique 1.5). Les besoins unitaires correspondants identifiés dans le PO sont les suivants :

- ✓ Organiser à l'échelle nationale l'expertise, la connaissance, le développement et l'innovation technique sur les interactions pêche/environnement ;
- ✓ Identifier les pratiques permettant de réduire l'impact des pêches sur l'environnement et allant au-delà de la réglementation.

Le chapitre 3.1.1. C du PO fournit quelques éléments sur les résultats attendus des soutiens aux partenariats entre scientifiques et pêches au titre de l'Article 28. Le texte fait référence aux projets de partenariat portant sur les thématiques suivantes :

- ✓ Limitation des impacts négatifs de l'activité de pêche sur l'environnement marin ;
- ✓ Amélioration de l'efficacité énergétique ;
- ✓ Amélioration de la qualité des produits de la pêche ;
- ✓ Soutien au secteur de la pêche dans des actions « sentinelles de la mer ».

Aucune modalité de priorisation n'est précisée.

Le financement spécifique de cette mesure s'élève à **0,6% du budget mise à disposition au titre du FEAMP, soit 3,57 millions d'euros**. L'ensemble des financements liés à l'article 28 est affiché comme devant concourir à l'Objectif Thématique 3 visant à renforcer la compétitivité des entreprises.

L'article 28 vient en appui des mesures mises en place au travers des articles suivants :

- ✓ l'article 27 concernant les services de conseil ;
- ✓ l'article 38 sur la limitation de l'incidence de la pêche sur le milieu marin et adaptation de la pêche à la protection des espèces ;
- ✓ l'article 42 sur la valeur ajoutée, qualité des produits et utilisation des captures non désirées ;
- ✓ l'article 43 sur la compétitivité des ports de pêches et des halles à marées ;
- ✓ l'article 39 concernant les innovations liées à la conservation des ressources biologiques de la mer.

Evaluation des incidences environnementales

La grille d'évaluation environnementale présentée page suivante identifie des enjeux significatifs sur le thème biodiversité et milieux naturels. Les impacts des actions aidées semblent a priori positifs s'ils concernent l'élaboration de méthodes de pêche plus sélectives et durables, l'expérimentation de plans de gestion de la ressource ou l'amélioration des connaissances scientifiques sur la ressource.

Tableau 14 – Incidences environnementales liées à l'article 28

Thèmes		Applicable / Non applicable	Enjeux prioritaires	Importance de l'incidence	Effets notables probables
Biodiversité et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	A	5	+ à ++	<u>Effets positifs</u> : Elaboration et expérimentation de méthodes de pêche plus sélectives et durables. Expérimentation de plans de gestion de la ressource. Valorisation de données scientifiques sur l'état de la ressource.
	Milieux naturels - habitats	A	4		
Pollution et des qualité milieux	Air	A	NS	0	
	Eaux	A	4		
	Sols	NA	NS		
	Déchets	A	3		
	Climat	A	2		
Ressources naturelles	Eau	NA	3	+ à ++	<u>Effet positif</u> si expérimentation de techniques offrant une meilleure efficacité énergétique.
	Sols	NA	1		
	Energie	A	3		
	Matières premières	NA	NS		
Risques	Risques naturels	NA	1	0	
	Risques technologiques	A	NS		
Cadre de vie	Paysages et espaces	NA	3	0	
	Bâtiments	NA	NS		
	Nuisances	A	1		
Patrimoine	Sites naturels	NA	3	0	
	Patrimoine	NA	2		

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

Les effets notables probables de l'intervention sont tous positifs. L'enjeu est de s'assurer que le maximum de bénéfices environnementaux puisse être obtenu.

Par ailleurs, les évaluateurs préconisent une prise en compte, au sein du suivi scientifique associé à tout programme relevant de la mesure 28, des impacts environnementaux des projets aidés.

Mesures d'évitement, de réduction et de compensation

Des critères de ciblage devraient être définis, afin de cibler les réseaux, territoires ou actions expérimentales les plus pertinents du point de vue des impacts environnementaux attendus. Les pêcheries à enjeux (hors RMD, DLS, à forts impacts sur les milieux...) devraient être prioritaires. De même, en termes de territoires à enjeux, les projets concernant des zones Natura 2000 devraient être prioritaires/

4.1.4. Article 29 : Promotion du capital humain, création d'emplois et dialogue social

Objectifs et logique d'action

L'objectif principal des mesures listées à l'article 29 est de promouvoir la formation professionnelle, l'échange d'expériences et de compétences entre les professionnels du secteur pêche.

La logique d'intervention de l'article 29, telle qu'exprimée dans la V 2.5 relève du volet économique, en répondant à l'objectif spécifique de développer la formation professionnelle, de nouvelles compétences professionnelles et l'apprentissage tout au long de la vie (Objectif Spécifique 1.6). Les besoins unitaires correspondants identifiés dans le PO sont les suivants :

- ✓ Renforcer l'attractivité du secteur de la pêche en améliorant le niveau de formation et les conditions de travail, gérant les risques et en favorisant l'installation
- ✓ Organiser à l'échelle nationale l'expertise, la connaissance, le développement et l'innovation technique sur les interactions pêche/environnement ;
- ✓ Valoriser le savoir et le savoir-faire sur la limitation de l'impact de la pêche sur l'environnement.

Cette mesure bénéficie d'un financement de **1,8 millions d'euros, soit 0,3% du budget total** du FEAMP.

La maquette financière transmise aux évaluateurs détaille les allocations budgétaires attribuées aux mesures a et b, mobilisant respectivement 82,4% et 17,6% de l'enveloppe de l'article 29. La totalité de cette dotation concourt à la réalisation de l'objectif Thématique 8 (capital humain et dialogue social).

Le chapitre 3.1.1. du PO fournit quelques éléments sur les résultats attendus au titre de l'article 29 sur les deux objectifs « augmentation de la production et compétitivité » (chapitre C-1-2) et « insertion du secteur pêche dans son environnement territorial et écologique » (chapitre C-2).

Concernant les mesures ayant attiré au capital humain et au dialogue social, le texte souligne la volonté de renforcer l'attractivité du secteur pour « permettre aux entreprises de trouver de la main d'œuvre dont elles ont besoin et pour assurer la relève générationnelle ».

Il est fait référence aux mesures suivantes:

- ✓ Accompagnement de la participation à des formations professionnelles qualifiantes et répondant aux besoins des armements (article 29.1.a) ;
- ✓ Valorisation du savoir-faire à travers l'organisation de formations en vue de diminuer les incidences négatives de l'activité de pêche sur l'environnement (article 29.1.a) ;
- ✓ Mise à disposition d'outils de communication en vue d'améliorer la transmission d'informations et le partage d'expériences pour mieux appréhender la gestion durable des ressources (29.1.b).

Les objectifs de la mesure 29 1.b, répondent à l'une des priorités inscrites dans le Plan d'Action Atlantique (inclus dans la Stratégie Maritime pour la région Atlantique), qui est le partage d'informations sur les outils pour améliorer la compréhension des incidences socio-économiques et écosystémiques des mesures de gestion.

Le PO fournit peu de précisions sur les types de projets ciblés par cette mesure. Il est tout de même fait état que qu'une des modalités de priorisation des projets sera la « contribution à la mise en œuvre du plan d'action Atlantique ». Cette mesure vise également à promouvoir l'égalité homme/femme.

Des projets ciblant les formations professionnelles répondant au besoin des armements seront soutenus. Le PO précise les modalités de soutien financier apporté aux armements (assurer un salaire de base avec l'entreprise pour permettre le maintien du salarié dans l'entreprise).

Sa logique d'action vient en appui des mesures mises en place à travers les articles du FEAMP suivants :

- ✓ l'article 27 concernant les services de conseils ;
- ✓ l'article 31 relatif à l'aide accordée pour l'installation des jeunes pêcheurs ;
- ✓ l'article 32 concernant les projets ayant attrait à la santé et à la sécurité.

Evaluation des incidences environnementales

La version 2.5 du PO laisse entrevoir la possibilité de mobiliser l'article 29 pour la mise en place de nombreux projets étant donné qu'aucun critère de priorisation ou de sélection des projets n'a été mentionné à l'exception de la contribution au plan d'action Atlantique.

Des incidences environnementales indirectes « possibles » sont à envisager sur la thématique biodiversité et milieux naturels. Les impacts des actions aidées semblent a priori positifs si elles concernent la diffusion des connaissances scientifiques sur la ressource, la mise à disposition d'outils d'information sur la gestion durable des activités de pêche, une meilleure communication entre professionnels en vue de diminuer les incidences négatives sur le milieu marin (engins de pêche plus sélectifs, ...) et l'organisation de formation sur la prise en compte de l'environnement dans l'activité de pêche.

Tableau 15 – Incidences environnementales liées à l'article 29

Thèmes		Applicable / Non applicable	Enjeux prioritaires	Importance de l'incidence	Effets notables probables
Biodiversité et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	A	5	0 à +	<u>Effets positifs</u> liés à l'amélioration des connaissances scientifiques sur la ressource, la création d'outils de communication et de formation sur la gestion durable des activités de pêche.
	Milieux naturels - habitats	A	4		
Pollution et des qualité milieux	Air	A	NS	0	
	Eaux	A	4		
	Sols	NA	NS		
	Déchets	A	3		
	Climat	A	2		
Ressources naturelles	Eau	NA	3	0	
	Sols	NA	1		
	Energie	A	3		
	Matières premières	NA	NS		
Risques	Risques naturels	NA	1	0	
	Risques technologiques	A	NS		
Cadre de vie	Paysages et espaces	NA	3	0	
	Bâtiments	NA	NS		
	Nuisances	A	1		
Patrimoine	Sites naturels	NA	3	0	
	Patrimoine	NA	2		

La formation des professionnels ainsi que l'échange de compétences et de connaissances devrait permettre d'accroître la compétitivité des entreprises et une meilleure prise en compte des incidences des activités de pêche sur l'environnement. Cette mesure veille à sensibiliser les acteurs du secteur sur la nécessité de mettre en place une gestion plus raisonnée des ressources. De ce fait, les mesures inscrites dans le cadre de cet article financeront des projets aux incidences au final globalement positives sur l'environnement.

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

La valeur ajoutée environnementale du FEAMP et donc des modalités de mise en œuvre dépendra de sa capacité à orienter les soutiens vers les projets optimisant les bénéfices environnementaux de l'intervention. Les améliorations attendues mériteraient d'être objectivées et constituer des critères d'éligibilité ou de sélection-priorisation. De ce point de vue, le Plan d'action pour une stratégie maritime dans la région atlantique décrit de manière claire les objectifs à atteindre et les moyens inhérents à mettre en place. Le partage des connaissances notamment par l'intermédiaire des pôles d'activité maritimes, l'obtention d'une main - d'œuvre plus qualifiée sont deux des priorités affichées dans le plan d'action et qui s'inscrivent dans une démarche de développement durable.

Mesures d'évitement, de réduction et de compensation

Des critères de ciblage des thématiques de formation ou de diffusion des connaissances devraient être définis sur quelques objectifs environnementaux clairs. Par exemple, les formations intégrant un volet environnemental significatif devraient être priorisées.

4.1.5. Article 30 : Diversification et nouvelles formes de revenu

Objectifs et logique d'action

La mesure relative à la diversification des activités de pêche et à la création de nouvelles formes de revenu (article 30) s'inscrit dans le cadre de la **priorité n°1 : « promouvoir une pêche durable sur le plan environnemental, efficace dans l'utilisation des ressources, innovante, compétitive et fondée sur les connaissances »**. La logique d'intervention de l'article 30 relève principalement du volet économique (OT3 compétitivité).

Elle cible une action : la diversification des activités des entreprises de pêche. La mesure est directement liée à l'objectif spécifique du **renforcement de la compétitivité et la viabilité des entreprises de pêche, y compris des navires pratiquant la petite pêche côtière, et améliorer les conditions de sécurité et de travail** (OS 1.4).

La mise en place de cette mesure répond à deux besoins unitaires, l'un relevant clairement du volet économique ; le second faisant directement référence à des considérations environnementales :

- ✓ **Améliorer le chiffre d'affaire des entreprises de pêche** par des activités complémentaires à l'activité de pêche ;
- ✓ Inciter les pêcheurs à mettre en œuvre des mesures halio-environnementales pour répondre aux objectifs de la DCSMM et de Natura 2000.

Par ailleurs, le PO développe le cas spécifique des RUP, dans lesquelles la majorité de la flotte relève de la petite pêche côtière, et pour lesquelles les mesures relatives à la diversification seront « spécifiquement mobilisées ». En ce qui concerne la métropole, les mesures relatives à la diversification seront également mobilisées dans certains territoires régionaux, où une part importante de la production est commercialisée directement du producteur au consommateur. Le PO précise dans ses règles d'attribution que l'aide est mobilisable à condition que l'activité de pêche soit égale ou supérieure à 50 % du revenu.

La dotation correspondant à l'article 30 est équivalente à **2,3 millions d'euros, soit 0,4% du budget total du FEAMP**.

Evaluation des incidences environnementales

Parmi les deux besoins unitaires auxquels répond cette mesure, l'un relève directement de la dimension économique tandis que le deuxième fait explicitement référence à l'environnement, en rapport avec les mesures halio-environnementales et à l'atteinte des objectifs fixés par la DCSMM et Natura 2000.

Ainsi, la diversification des activités de pêche est vue comme un levier pour diversifier les revenus des pêcheurs, à condition que la pêche demeure l'activité principale. Le PO intègre dans la diversification des revenus les paiements compensatoires halio-environnementaux, sans pour autant préciser quelle est la nature des pratiques de pêche permettant de justifier un paiement compensatoire.

L'article 40.1.b du PO fait également référence aux « mesures halio-environnementales » de façon plus directe, via les actions suivantes :

- ✓ La protection et la restauration de la biodiversité marine ;
- ✓ La contribution à une meilleure gestion ou conservation des ressources ;
- ✓ La préparation, le suivi et la mise à jour des plans de protection et de gestion des sites Natura 2000 ;
- ✓ La gestion, la restauration et le suivi des sites Natura 2000 ;
- ✓ La gestion, la restauration et la surveillance des zones marines protégées (DCSMM) ;
- ✓ L'amélioration de l'éco-sensibilisation ;
- ✓ Autres actions de préservation et de renforcement de la biodiversité et des services écosystémiques.

L'articulation entre les articles 30 et 40 n'est pas précisée dans le PO, tout comme la part de l'article 30 concernant l'objectif de diversification des revenus par la mise en œuvre de mesures halio-environnementales. Aucun objectif ou critère de sélection n'étant précisé, les incidences environnementales théoriques telles que présentées dans la grille page suivante dépendent des activités de diversification mises en œuvre. Les incidences seront positives dans le cas d'une mobilisation des mesures halio-environnementales.

Tableau 16 – Incidences environnementales liées à l'article 30

Thèmes		Applicable / Non applicable	Enjeux prioritaires	Importance de l'incidence	Effets notables probables
Biodiv. et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	A	5	- à +	<u>Effets négatifs</u> : Pression accentuée sur le milieu en cas de nouvelles activités de diversification non durables <u>Effets positifs</u> : Pression limitée sur le milieu en cas de nouvelles activités de diversification durables. La diversification des activités peut permettre dans certains cas de réduire l'intensité de certaines pratiques de pêche, diminuant les incidences négatives.
	Milieux naturels – habitats	A	4		
Pollution et qualité des milieux	Air	NA	NS	- à +	<u>Effets négatifs</u> : Pression accentuée sur le milieu en cas de nouvelles activités de diversification non durables <u>Effets positifs</u> : Pression limitée sur le milieu en cas de nouvelles activités de diversification durables
	Eaux	A	4		
	Sols	NA	NS		
	Déchets	A	3		
	Climat	NA	3		
Ressources naturelles	Eau	NA	1	- à +	<u>Effets probables négatifs</u> : Pression accentuée sur les ressources naturelles en cas de nouvelles activités de diversification non durables <u>Effets probables positifs</u> : Pression limitée sur les ressources naturelles en cas de nouvelles activités de diversification durables
	Sols	NA	1		
	Energie	A	3		
	Matières premières	NA	NS		
Risques	Risques naturels	A	1	0	
	Risques technologiques	NA	NS		
Cadre de vie	Paysages et espaces	A	3	0	
	Bâtiments	NA	NS		
	Nuisances	A	1		
Patrimoine	Sites naturels	A	3	0	
	Patrimoine	A	2		

Limites de la mesure et possibilités d'amélioration

Le PO reste très ouvert concernant la nature des projets de diversification. Les bénéfices environnementaux de l'intervention pourraient être maximisés en ciblant davantage les actions de diversification souhaitables (mesures halio-environnementales) et/ou les précautions à prendre pour les diversifications principalement économiques. Par ailleurs l'articulation entre l'article 40.1.b et l'article 30 du point de vue du paiement compensatoire relatif aux mesures halio-environnementales devrait être précisée et

Mesures d'évitement, de réduction et de compensation

Des critères de sélection en faveur des formes de diversification les plus durables (eco-tourisme ou pécaturisme, par exemple) devraient être mis en place.

4.1.6. Article 31 : Aide à la création d'entreprises pour les jeunes pêcheurs

Objectifs et logique d'action

L'objectif des mesures listées à l'article 31 est de financer en partie la première acquisition d'un navire de pêche pour un jeune pêcheur. L'aide à la création d'entreprises vise à permettre aux entreprises de trouver la main d'œuvre dont elles ont besoin et à assurer la relève générationnelle.

La logique d'intervention de l'article 31, telle qu'exprimée dans la V 2.5 relève du volet économique, en répondant à l'objectif spécifique de renforcer la compétitivité et la viabilité des entreprises de pêche, y compris des navires pratiquant la petite pêche côtière et améliorer les conditions de sécurité et de travail (Objectif Spécifique 1.4). Le besoin unitaire correspondant identifié dans le PO est renforcer l'attractivité du secteur de la pêche en améliorant le niveau de formation et les conditions de travail, en gérant les risques et en favorisant l'installation. L'article 31 relève intégralement de l'Objectif thématique 3 sur la compétitivité des entreprises.

La logique d'action de cette mesure est de favoriser l'installation des jeunes dans la pêche maritime et continentale.

Le financement spécifique à cette mesure s'élève à 9,45 millions d'euros, soit 1,6 % du budget global mis à disposition au titre du FEAMP. Sa logique d'action vient en complément des mesures mises en place à travers les articles du FEAMP suivants :

- ✓ L'article 29.1.a sur l'accompagnement de la participation à des formations professionnelles qualifiantes, sélectionnées comme répondant au besoin des armements ;
- ✓ L'article 32 sur les projets portant sur la santé et la sécurité.

Evaluation des incidences environnementales

Cette mesure est susceptible d'incidences environnementales directes avec des effets positifs liés à l'orientation des installations vers des activités de pêche potentiellement durables. Une éligibilité à l'aide uniquement pour les segments de la flotte pour lesquels le rapport sur la capacité de pêche visé à l'article 22, paragraphe 2, du règlement de base de la PCP (règlement UE 1380/2013), fait état d'un équilibre entre les capacités et les possibilités de pêche existant pour les dits segments, permet d'éviter de nouvelles installations sur des pêcheries tributaires de stocks exploités à des niveaux dépassant le RMD ou exposés à un risque biologique élevé.

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

Les effets environnementaux attendus de la mesure sont globalement positifs compte tenu de l'éligibilité de l'aide octroyée uniquement pour les segments de flotte concernés par un équilibre entre capacités et possibilités de pêches. Il ne paraît pas nécessaire de renforcer les critères d'orientation.

Mesures d'évitement, de réduction et de compensation

Néant

Tableau 17 – Incidences environnementales liées à l'article 31

Thèmes		Applicable / Non applicable	Enjeux prioritaires	Importance de l'incidence	Effets notables probables
Biodiversité et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	A	5	+	Effet positif car orienté vers des pêcheries qui sont à l'équilibre biologique
	Milieux naturels - habitats	A	4		
Pollution et qualité des milieux	Air	A	NS	0	Sauf modification / amélioration par le nouveau propriétaire
	Eaux	A	4		
	Sols	NA	NS		
	Déchets	A	3		
	Climat	A	2		
Ressources naturelles	Eau	NA	3	0	Sauf modification / amélioration par le nouveau propriétaire
	Sols	NA	1		
	Energie	A	3		
	Matières premières	NA	NS		
Risques	Risques naturels	NA	1	0	Sauf modification / amélioration par le nouveau propriétaire
	Risques technologiques	A	NS		
Cadre de vie	Paysages et espaces	NA	3	0	
	Bâtiments	NA	NS		
	Nuisances	A	1		
Patrimoine	Sites naturels	NA	3	0	
	Patrimoine	NA	2		

4.1.7. Article 32 : Santé et sécurité

Objectifs et logique d'action

La logique d'intervention de l'article 32, telle qu'exprimée dans la V 2.5 relève du volet économique et répond à l'objectif spécifique de renforcer la compétitivité et la viabilité des entreprises de pêche. Le besoin unitaire correspondant identifié dans le PO est le renforcement de l'attractivité du secteur de la pêche en améliorant le niveau de formation et les conditions de travail et en gérant les risques.

Le financement spécifique de cette mesure s'élève à **4,4 millions d'euros pour 0,75% du budget global mise à disposition au titre du FEAMP**. Sa logique d'action vient en complément des mesures mises en place au travers des articles du FEAMP suivants :

- ✓ L'article 29.1.a sur l'accompagnement de la participation à des formations professionnelles qualifiantes, sélectionnées comme répondant au besoin des armements.
- ✓ L'article 31 sur l'aide à la création d'entreprises pour les jeunes pêcheurs.

Le chapitre 3.1.1. du PO ne fournit aucun élément quant aux résultats attendus. Il est indiqué uniquement que le soutien portera sur les projets de santé et de sécurité afin d'améliorer les conditions de travail et de vie à bord et pourra être utilisé pour promouvoir l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes. Le P.O. ne mentionne pas les critères de sélection qui seront appliqués pour sélectionner les projets éligibles au soutien du FEAMP dans le cadre de cette mesure.

Evaluation des incidences environnementales

Le PO ne permet pas de détailler les éléments qui permettront de sélectionner et de prioriser les projets qui seront financés. De ce fait, la grille d'analyse des incidences potentielles, positives ou négatives, de l'intervention repose sur une analyse « théorique » et très ouverte des différents projets pouvant être mis en œuvre. Des incidences environnementales significatives sont à envisager sur les thèmes suivants :

- ✓ Risques : en lien avec les investissements dédiés à la sécurité à bord (équipements spécifiques et équipements de communication);
- ✓ Cadre de vie : avec les investissements améliorant les conditions de travail et de vie à bord (ergonomie des équipements, réduction des nuisances sonores et vibratoires...).

L'ensemble des incidences environnementales envisagées de cette mesure sont très majoritairement positives ; ceci « par construction », puisque le règlement du FEAMP précise que les investissements doivent s'inscrire dans une logique globale d'amélioration (sécurité, qualité, conditions de travail et hygiène...).

Tableau 18 – Incidences environnementales liées à l'article 32

Thèmes		Applicable / Non applicable	Enjeux prioritaires	Importance de l'incidence	Effets notables probables
Biodiversité et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	A	5	0	
	Milieux naturels - habitats	A	4		
Pollution et qualité des milieux	Air	A	NS	0	
	Eaux	A	4		
	Sols	NA	NS		
	Déchets	A	3		
	Climat	A	2		
Ressources naturelles	Eau	NA	3	0	
	Sols	NA	1		
	Energie	A	3		
	Matières premières	NA	NS		
Risques	Risques naturels	NA	1	+ à ++	Effet positif : Amélioration des niveaux de sécurité à bord par l'investissement aidé (équipements de sécurité, de communication, équipements modernes plus sûrs).
	Risques technologiques	A	NS		
Cadre de vie	Paysages et espaces	NA	3	+ à ++	Effet positif : Amélioration des conditions de travail à bord (ergonomie, nuisances vibratoires et sonores...).
	Bâtiments	NA	NS		
	Nuisances	A	1		
Patrimoine	Sites naturels	NA	3	0	
	Patrimoine	NA	2		

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

Les mesures liées à l'article 32 ne sont pas susceptibles de financer des projets engendrant des incidences négatives sur l'environnement, mais les résultats finaux de l'intervention peuvent fortement varier selon les critères de sélection des projets aidés. La valeur ajoutée environnementale du FEAMP et donc des modalités de mise en œuvre dépendra de sa capacité à orienter les soutiens vers les meilleurs projets, c'est-à-dire ceux optimisant les bénéfices environnementaux de l'intervention.

Mesures d'évitement, de réduction et de compensation

Les améliorations attendues mériteraient d'être objectivées et constituer des critères d'éligibilité ou de sélection-priorisation. On peut en effet envisager des critères de priorisation fondés sur l'ampleur des bénéfices apportés par chaque projet sur l'amélioration des conditions à bord et sur le nombre de navires prenant part au projet (cas de projets pilotés par une ou plusieurs OP).

Par ailleurs, le bénéficiaire devrait être en mesure d'apporter la preuve de l'efficacité de l'investissement (résultats d'étude menée par un organisme tiers de recherche ou d'expertise). Dans le cas contraire, la conduite d'une étude dans le cadre d'un projet pilote est préférable.)

4.1.8. Article 33 : Arrêt temporaire des activités de pêche

Objectifs et logique d'action

L'aide à l'arrêt temporaire des activités de pêche vise à compenser les pertes de revenus entraînées par la suspension transitoire des activités de certains armateurs procédant à l'adaptation de leurs outils de pêche.

La logique d'intervention de l'article 33, telle qu'exprimée dans la V 2.5 relève du volet économique, en répondant à l'objectif spécifique de renforcer la compétitivité et la viabilité des entreprises de pêche, y compris des navires pratiquant la petite pêche côtière et améliorer les conditions de sécurité et de travail (Objectif Spécifique 1.4). L'unique besoin unitaire identifié est d'accompagner les périodes d'inactivités dédiées à l'adaptation des outils de pêche des navires actifs sur des segments de flotte à surveiller.

La dotation budgétaire de l'article 33 est de **5,1 millions d'euros, soit 0,9% de l'enveloppe totale FEAMP**. La totalité de cette dotation concourt à la réalisation de l'objectif Thématique 3 (compétitivité).

Le chapitre 3.1.1. du PO fournit peu d'éléments sur les résultats attendus au titre de l'article 34 sur l'objectif « accompagnement des stratégies de compétitivité des entreprises » (chapitre C1-2). A contrario, le chapitre 4.6 « Cibles et mesures pour la réduction et la cessation définitive des activités de pêche » définit les résultats attendus de cette mesure en rappelant le contexte, les navires éligibles à cette aide ainsi que les modalités de paiement.

Le texte mentionne que dans le cas où le rapport annuel fourni par la France sur l'adéquation des capacités de pêche aux possibilités de pêche laisse apparaître des segments en déséquilibre sans pour autant qu'une surcapacité structurelle existe, « des mesures d'arrêts temporaires d'activité aidés » pourraient mis en place.

Conformément au règlement de base de la PCP (article 22.4 du règlement UE 1380/2013), le P.O FEAMP rappelle dans quels contextes cette mesure sera applicable :

- ✓ les arrêts liés à la mise en œuvre de mesures d'urgences décidées par les Etats Membres et/ou la Commission dans le cas d'un risque réel, causé par les activités de pêche, menaçant le devenir des écosystèmes marins et la conservation des ressources ;
- ✓ les arrêts liés à des mesures de conservation (y compris les périodes de repos biologiques) ;
- ✓ les arrêts liés à un plan de d'ajustement de l'effort de pêche, plan adopté par le Conseil pour assurer la conservation et l'exploitation durable des ressources avec un retour à un niveau biologique sûr pour les espèces les plus menacées.
- ✓ Les arrêts liés à non renouvellement de l'accord de pêche.

Il identifie également les critères minimums requis pour pouvoir bénéficier de l'aide fournie au travers de cette mesure (navire n'appartenant pas à un segment de flotte en déséquilibre avéré, activité d'au moins 120 jours durant les deux dernières années et à jour pendant les deux années).

Ces critères d'éligibilité ont été renforcés au vue de la dernière réglementation en vigueur et les modalités de calcul des indemnités ont été détaillées pour chacune des parties recevant la compensation financière (propriétaire et pêcheurs). De plus, une des modalités de priorisation est clairement mentionnée : « les mesures d'arrêt temporaire (article 33) seront mises en œuvre afin de garantir la pérennité des entreprises de l'amont procédant à l'adaptation de leur outil de pêche ».

La portée environnementale est fortement renforcée : les armateurs engagés dans la transition énergétique et écologique, ou dans des projets de reconversion apparaissent comme les bénéficiaires prioritaires. Néanmoins, ces critères de sélection ne constituent pas des critères assez sélectifs dans la mesure où elles n'excluent pas explicitement de financer tous types de projets éligibles.

En termes d'articulation avec les autres mesures, la logique d'intervention de cette mesure vient en complément de plusieurs mesures mises en place dans le P.O FEAMP:

- ✓ l'article 35 concernant le fond de mutualisation ;
- ✓ l'article 34 concernant les aide accordés en cas d'arrêts définitifs d'activité de pêche.

Evaluation des incidences environnementales

La grille d'évaluation environnementale présentée à la page suivante identifie différents enjeux significatifs sur les thèmes suivants :

- ✓ une réduction significative des pressions exercées par l'activité de pêche sur les espèces cibles et les espèces accessoires par arrêt des prélèvements ainsi qu'une diminution de la pression sur les milieux impactés par l'utilisation d'engins spécifiques (ex : engins traînants) ;
- ✓ un risque de report de l'effort de pêche sur d'autres espèces à la reprise de l'activité du fait du changement d'outil et afin de compenser les pertes économiques engendrées (et ce malgré la compensation financière fournie).

Dans les impacts secondaires, on notera la réduction de consommation de carburant fossile et une diminution des pollutions du fait de l'arrêt transitoire des activités. L'adaptation des outils de pêche pourrait engendrer une incidence négative en cas de mauvaise gestion lors de la reprise d'activité des flottilles.

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

Les incidences sur l'environnement de cette mesure seront globalement positives mais susceptibles d'impacts négatifs (report et augmentation de l'effort de pêche sur d'autres pêcheries lors de la reprise d'activité,).

La valeur ajoutée environnementale du FEAMP et donc des modalités de mise en œuvre dépendra de sa capacité à orienter les aides vers les flottilles dont l'adaptation des engins de pêche aura un impact environnemental positif. L'incitation des armateurs à adapter leur outil de pêche et la priorisation des aides aux flottilles engagées dans des projets d'accompagnement de transition énergétique vise déjà à optimiser les bénéfices environnementaux de l'intervention. Néanmoins, la modalité de sélection des navires éligibles devraient être explicitées de manière plus précise.

Mesures d'évitement, de réduction et de compensation

La mise en œuvre des arrêts temporaires est très encadrée par le Règlement FEAMP, mais les évaluations antérieures ont montré que des effets pervers pouvaient cependant survenir, notamment en matière de reports d'effort. Les évaluateurs jugent pertinent de proposer que la mise en œuvre d'arrêts temporaires soit encadrée et évaluée par les scientifiques (IRD, IFREMER...) en étroite collaboration avec les OP (en lien avec l'élaboration de plans de gestion et de commercialisation) et/ou les Comités régionaux des pêches).

Tableau 19 – Incidences environnementales liées à l'article 33

Thèmes		Applicable / Non applicable	Enjeux prioritaires	Importance de l'incidence	Effets notables probables
Biodiv. et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	A	5	- à ++	<p><u>Effets négatifs</u> : Report de l'effort de pêche sur des stocks annexes au cours de la reprise d'activité à des fins de compensations économiques.</p> <p><u>Effets positifs</u> : arrêt des prélèvements des espèces cibles, diminution des pressions de capture sur les espèces accessoires, réduction de l'incidence négative de certains engins de pêche sur les milieux</p>
	Milieux naturels - habitats	A	4		
Pollution et qualité des milieux	Air	A	NS	0 à +	<p><u>Effets positifs</u> : Réduction des pollutions liées aux activités des navires dont GES. Incidence proportionnelle à l'importance de la flotte concernée, la durée de l'arrêt et aux modalités de report sur d'autres espèces cibles</p>
	Eaux	A	4		
	Sols	NA	NS		
	Déchets	A	3		
	Climat	A	2		
Ressources naturelles	Eau	NA	3	0 à +	<p><u>Effet positif</u> : Réduction des consommations de carburants fossiles liée à l'arrêt d'activité des navires</p>
	Sols	NA	1		
	Energie	A	3		
	Matières premières	NA	NS		
Risques	Risques naturels	NA	1	- à +	<p><u>Effets positifs</u>: Réduction des risques d'accidents en mer (diminution de la concentration du nombre de navires sur une zone de pêche donnée).</p> <p><u>Effets négatifs</u> : Augmentation du risque en cas de report de l'effort de pêche sur d'autres espèces et de techniques de pêche mal maîtrisées.</p>
	Risques technologiques	A	NS		
Cadre de vie	Paysages et espaces	NA	3	- à +	<p>Réduction des nuisances liées aux navires de pêche (bande côtière et ports) sauf report sur d'autres pêcheries</p>
	Bâtiments	NA	NS		
	Nuisances	A	1		
Patrimoine	Sites naturels	NA	3	0	
	Patrimoine	NA	2		

4.1.9. Article 34 : Arrêt définitif des activités de pêche

Objectifs et logique d'action

L'objectif de l'article 34, aide à l'arrêt définitif des activités de pêche (sortie de flotte définitive des navires de pêche) est de réduire la capacité de pêche, jugée excédentaire, afin de permettre un ajustement de l'effort de la pêche aux capacités de renouvellement de la ressource.

La logique d'intervention de l'article 34, telle qu'exprimée dans la V 2.5 relève entièrement du volet environnemental. La mesure répond au besoin prioritaire identifié de garantir l'équilibre entre la capacité de pêche et les possibilités de pêches existantes (Objectif spécifique 1.3). L'unique besoin unitaire identifié dans le PO est de « réduire l'effort de pêche des segments en déséquilibre avéré ».

La dotation budgétaire de l'article 34 est de **13 millions d'euros, soit 2,22 % du budget total du FEAMP**. De par son statut particulier de mesure d'accompagnement de la PCP, l'article 34 est la troisième plus dotée de la priorité 1 (soit 8% du budget alloué à la priorité 1). Il contribue par ailleurs à 88% du budget correspondant à la réalisation de l'objectif spécifique 1.3. La maquette financière transmise aux évaluateurs ne détaille pas les allocations budgétaires par mesure au sein de l'Article 34. L'intégralité de cette dotation concourt à la réalisation de l'Objectif Thématique 6 (Environnement).

Le chapitre 3.1.1. du PO fournit très peu d'éléments sur les résultats attendus au titre de l'article 34 sur l'objectif « insertion du secteur de la pêche dans leur environnement territorial » (chapitre C-2). Il est ainsi fait mention que lorsque cela est « nécessaire pour réduire l'effort de pêche des segments en déséquilibre avéré des arrêts définitifs des navires appartenant à un segment en déséquilibre avéré dans le rapport annuel prévu à l'article 22.2 R 5UE° n°1380/2014 seront mis en place ». La valeur de l'indicateur de résultat (variation du pourcentage des flottes non équilibrées) correspondant à l'objectif spécifique 1.3 n'a pas été définie à l'heure de l'écriture du présent rapport. Elle sera établie sur base du rapport capacité 2015.

Le PO définit néanmoins les critères minimums requis pour pouvoir bénéficier de l'aide fournit à travers cette mesure (conformément au règlement de base de la PCP (article 22 du règlement UE 1380/2013) :

- ✓ les flottilles impactées par des arrêts liés à la mise en œuvre de mesures d'urgences décidées par les Etats Membres et/ou la Commission face à une menace grave pesant sur la préservation des écosystèmes marins ;
- ✓ justification d'une activité de pêche d'au moins 90 jours durant les deux dernières années ;
- ✓ obligations déclaratives à jour.

Une seule modalité de priorisation est clairement identifiée dans le PO FEAMP : « les navires réalisant les plus importants débarquements sur des stocks en mauvais état seront prioritaires ».

En termes d'articulation avec les autres mesures, la logique d'intervention de cette mesure vient en complément de plusieurs mesures mises en place dans le PO FEAMP:

- ✓ l'article 36 sur l'aide aux systèmes de répartition de possibilités de pêche;
- ✓ l'article 37 sur l'aide à la conception et à la mise en œuvre des mesures de conservation et la coopération régionale ;
- ✓ l'article 33 concernant les aide accordés en cas d'arrêts temporaires d'activité de pêche.

Evaluation des incidences environnementales

La grille d'évaluation environnementale présentée page suivante identifie différents enjeux significatifs sur les thèmes suivants :

- ✓ une réduction significative de la pression « brute » exercée par l'activité de pêche sur les espèces cibles et les espèces accessoires par arrêt des prélèvements ;
- ✓ ainsi qu'une diminution de la pression sur les milieux (arrêt d'utilisation des engins les plus impactant (ex : engins traînants).

Dans les impacts secondaires, on notera la réduction de consommation de carburant fossile et une diminution des pollutions du fait de la destruction des navires.

Les incidences attendues des projets de cette mesure vont d'une échelle très positive à nulle du point de vue environnemental. Les incidences environnementales associées aux actions de reconversion dans d'autres activités sont faibles voire inexistantes et réversibles (retour à l'activité de pêche envisageable et non limité dans le temps).

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

L'article 34 est destiné à indemniser les flottilles (propriétaires et équipage) subissant un arrêt définitif de leur activité du fait de réglementations non prévisibles, qui s'inscrivent dans une démarche de développement durable des ressources. Aucune mesure alternative ne semble pertinente du point de vue des impacts environnementaux envisagés. La valeur ajoutée environnementale du FEAMP et donc des modalités de mise en œuvre dépendra de sa capacité à orienter les aides vers les navires dont les activités de pêche impactent fortement l'équilibre biologique des ressources et des habitats.

Pour rappel, en application du règlement de base de la PCP (article 22 du règlement UE 1380/2013) dans laquelle s'applique cette mesure, les aides à l'arrêt définitif des activités de pêche doivent s'inscrire comme des outils de gestion de la surcapacité des pêcheries durablement menacées. Ces instruments doivent être mis en place à travers des plans d'action élaborés par les Etats membres et en tenant compte d'avis scientifiques). Or, à la différence du FEP, le PO FEAMP ne mentionne pas clairement le recours à une démarche concertée pour la définition des plans d'ajustements de l'effort de pêche et par conséquent de plans de sorties de pêche. Il est seulement mentionné que cette mesure concourra à « l'amélioration de la gestion de la ressource en complément des interventions des organisations des producteurs ». Il est nécessaire qu'en plus des OP, les services de l'Etat en charge de la Pêche et de l'Aquaculture consultent une instance de concertation regroupant des représentants scientifiques (IFREMER, IRD et autres scientifiques experts dans le domaine), de l'OFIMER. Il conviendrait d'y ajouter la participation de représentants des conseils consultatifs, des ONG ainsi que des GALP.

De plus, le PO FEAMP précise que le choix des flottilles prioritaires à la mesure de plan de sortie de pêche serait relatif à la quantité pêchée d'espèces ciblées par l'arrêt. Ces critères de répartition doivent être renforcés. En s'appuyant sur les récentes évaluations de stocks et les connaissances scientifiques, il s'agira de définir la liste des espèces menacées à prioriser et de hiérarchiser les engins de pêche en tenant compte de leurs incidences négatives sur les milieux et les espèces cibles elles-mêmes. Ce diagnostic sera réalisé à travers les plans de gestion réalisés au préalable des plans de sorties de pêche.

Enfin, on notera que l'article 23 du règlement de base de la PCP vise également à encadrer l'effort de pêche des Etats membres et à limiter la croissance de la capacité de pêche « Les États membres gèrent les entrées dans leur flotte et les sorties de celle-ci de sorte que les entrées de nouvelles capacités n'ayant pas bénéficié d'une aide publique soient compensées par le retrait préalable, sans aide publique, de capacités au moins équivalentes ». Les mesures 36, 34, 33 et 37 doivent être conduites conjointement comme souligné dans le PO FEAMP afin d'atteindre une efficacité optimale.

Tableau 20 – Incidences environnementales liées à l'article 34

Thèmes		Appli cable / Non appli cable	Enjeux prioritaires	Importance de l'incidence	Effets notables probables
Biodiv. et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	A	5	++	<u>Effets positifs</u> : Diminution de la capacité de pêche (non remplacement des navires supprimés) et par conséquent arrêt des prélèvements des espèces cibles, diminution des pressions de capture sur les espèces accessoires, réduction de l'incidence négative de certains engins de pêche sur les milieux (ex : chalutage de fonds)
	Milieux naturels - habitats	A	4		
Pollution et qualité des milieux	Air	A	NS	0 à +	<u>Effet positif</u> : Réduction des pollutions liées aux activités des navires, émission de gaz d'échappement dont GES.
	Eaux	A	4		
	Sols	NA	NS		
	Déchets	A	3		
	Climat	A	2		
Ressources naturelles	Eau	NA	3	0 à +	<u>Effet positif</u> : Réduction des consommations de carburants fossiles liée à la destruction des navires
	Sols	NA	1		
	Energie	A	3		
	Matières premières	NA	NS		
Risques	Risques naturels	NA	1	0 à +	Réduction des risques d'accidents en mer (diminution de la concentration du nombre de navires) et réduction des accidents de travaux pour les pêcheurs (destruction de navires obsolètes)
	Risques technologiques	A	NS		
Cadre de vie	Paysages et espaces	NA	3	0 à +	Réduction des nuisances liées aux navires de pêche (bande côtière et ports)
	Bâtiments	NA	NS		
	Nuisances	A	1		
Patrimoine	Sites naturels	NA	3	- à 0	Perte de la valeur patrimoniale de certains navires anciens
	Patrimoine	NA	2		

Mesures d'évitement, de réduction et de compensation

Le Règlement encadre strictement les critères d'éligibilité, mais l'efficacité de l'intervention étant fondée sur la réduction de la pression de pêche sur un stock donné, les critères de sélection des navires candidats à l'arrêt définitif devront impérativement être fondés sur un classement sur la base des captures récentes des navires (3 dernières campagnes, par exemple).

Certaines flottilles ciblées par le rapport capacités (provisoire) opèrent dans des zones d'enjeux environnementaux, dont Natura 2000 (ganguis méditerranéens opérant sur les herbiers à posidonies, navires estuariens...). Un ciblage, par priorisation, des navires opérant principalement ou significativement dans des zones Natura 2000 devrait en conséquence être introduit dans le dispositif de sélection des projets.

4.1.10. Article 35 : Fonds de mutualisation en cas de phénomènes climatiques défavorables et d'incidents environnementaux

Objectifs et logique d'action

L'objectif des mesures listées à l'article 35 est de mettre en place des outils assurantiels permettant aux pêcheurs de compenser les conséquences d'aléas climatiques ou environnementaux afin de préserver leurs revenus et d'assurer une plus grande sécurité financière et la pérennité des entreprises.

La logique d'intervention de l'article 35, telle qu'exprimée dans la V 2.5 relève du volet économique et répond à l'objectif spécifique de renforcer la compétitivité et la viabilité des entreprises de pêche. Le besoin unitaire correspondant identifié dans le PO est le renforcement de l'attractivité du secteur de la pêche en améliorant le niveau de formation et les conditions de travail et en gérant les risques.

Une importance non négligeable est accordée à cette mesure qui s'inscrit dans une démarche de soutien aux navires pour des événements de trois types :

- ✓ Evènement climatique défavorable ;
- ✓ Incident environnemental ;
- ✓ Accident en mer au cours d'activités de pêche.

Dans ces cas précis, les indemnités octroyées seront versées en cas de pertes économiques s'élevant à plus de 30 % du chiffre d'affaires calculé sur la base du chiffre d'affaires moyen au cours des trois dernières années.

Le financement spécifique de cette mesure s'élève à **13,3 millions d'euros soit 2,3% du budget global mis à disposition au titre du FEAMP**. Il s'agit d'une mesure à court terme, transitoire et réversible qui a pour vocation première une compensation économique du manque à gagner pour les pêcheurs. La logique de mutualisation des risques conduira à rechercher une assiette de mutualisation des risques la plus large possible et une bonne coordination entre les différents outils de couverture. Elle vient en complément de la mesure mise en place à travers l'article 33 du FEAMP qui vise à compenser les pertes de revenus entraînées par la suspension transitoire des activités de certains armateurs procédant à l'adaptation de leurs outils de pêche et ce en application du règlement de base de la PCP (article 22.4 du règlement UE 1380/2013) et qui incluent à ce titre :

- ✓ les arrêts liés à la mise en œuvre de mesures d'urgences dans le cas d'un risque réel pour le devenir des écosystèmes marins et la conservation des ressources ;
- ✓ les arrêts liés à des mesures de conservation (y compris les périodes de repos biologiques) ;
- ✓ les arrêts liés à un plan de d'ajustement de l'effort de pêche pour assurer la conservation et l'exploitation durable des ressources.

Evaluation des incidences environnementales

Cette mesure est susceptible d'incidences environnementales directes dans la mesure où la mise en place de la compensation financière est liée à la survenue d'événements extérieurs non maîtrisables qui conduisent irrémédiablement à un arrêt temporaire des activités de pêche.

La grille d'évaluation environnementale présentée à la page suivante identifie différents enjeux significatifs par rapport aux thématiques de la biodiversité et des milieux naturels :

- ✓ une réduction significative des pressions exercées par l'activité de pêche sur les espèces cibles et les espèces accessoires par arrêt des prélèvements ainsi qu'une diminution de la pression sur les milieux impactés par l'utilisation d'engins spécifiques (ex : engins traînants) ;

- ✓ un risque mineur d'augmentation de l'effort de pêche à la reprise de l'activité afin de compenser les pertes économiques engendrées (et ce malgré la compensation financière fournie).

Dans les impacts secondaires, on notera la réduction de consommation de carburant fossile et une diminution des pollutions du fait de l'arrêt transitoire des activités.

Les incidences attendues des projets de cette mesure sont réelles et vont d'une échelle positive à négative du point de vue environnemental selon la fiabilité de l'encadrement de la reprise d'activité. Leur fréquence dépend de l'état de catastrophe naturelle.

Tableau 21 – Incidences environnementales liées à l'article 35

Thèmes		Applicable / Non applicable	Enjeux prioritaires	Importance de l'incidence	Effets notables probables
Biodiversité et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	A	5	- à +	<p><u>Effets positifs</u> : arrêt des prélèvements des espèces cibles, diminution des pressions de capture sur les espèces accessoires, réduction de l'incidence négative de certains engins de pêche sur les milieux</p> <p><u>Effets négatifs</u>: Augmentation de l'effort de pêche au cours de la reprise d'activité à des fins de compensations économiques.</p>
	Milieux naturels - habitats	A	4		
Pollution et qualité des milieux	Air	A	NS	0 à +	Réduction des pollutions liées aux activités des navires dont GES. Incidence proportionnelle à l'importance de la flotte concernée et à la durée de l'arrêt.
	Eaux	A	4		
	Sols	NA	NS		
	Déchets	A	3		
	Climat	A	2		
Ressources naturelles	Eau	NA	3	0 à +	Réduction des consommations de carburants fossiles liée à l'arrêt d'activité des navires
	Sols	NA	1		
	Energie	A	3		
	Matières premières	NA	NS		
Risques	Risques naturels	NA	1	0 à +	Réduction des risques d'accidents en mer (diminution de la concentration du nombre de navires sur une zone de pêche donnée).
	Risques technologiques	A	NS		
Cadre de vie	Paysages et espaces	NA	3	0	
	Bâtiments	NA	NS		
	Nuisances	A	1		
Patrimoine	Sites naturels	NA	3	0	
	Patrimoine	NA	2		

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

Il conviendra lors de la phase de définition des dispositifs assurantiels d'établir un diagnostic des risques et d'évaluer leur assurabilité en précisant les cibles, le cadre de gouvernance et de contrôle, les budgets et les expériences passées en France ou existants dans d'autres pays. Cette analyse pourrait être accompagnée de dispositions permettant un paiement rapide des aides qui permettrait aux pêcheurs de tenir leurs trésoreries et ne pas être tentés d'augmenter leur effort de pêche, pour motif économique, lors de la reprise d'activité

Mesures d'évitement, de réduction et de compensation

Néant (en l'absence de visibilité sur le dispositif)

4.1.11. Article 36 : Aide aux systèmes de répartition des possibilités de pêche

Objectifs et logique d'action

L'objectif des mesures listées à l'article 36 est d'améliorer la gestion de la ressource par le renforcement de l'implication des professionnels.

La logique d'intervention de l'article 36, telle qu'exprimée dans la V 2.5 répond à l'objectif spécifique de garantir l'équilibre entre la capacité de pêche et les possibilités de pêche existantes ; le besoin unitaire correspondant identifié dans le PO est le suivi de la gestion des quotas des navires hors OP.

La dotation budgétaire de l'article 36 est de 1,8 millions d'euros, soit 0,3% du budget global mise à disposition au titre du FEAMP.

Le chapitre 3.1.1. du PO fournit peu d'éléments sur les résultats attendus du soutien aux systèmes de répartition des possibilités de pêche au titre de l'article 36 : il est ainsi fait mention uniquement de projets permettant la répartition des possibilités de pêche des navires hors OP. Mais, le PO ne fournit pas de précisions sur les types de projets qui seront ciblés par la mesure.

En termes d'articulation avec les autres mesures disponibles, la version 2.5 du PO prévoit que les projets financés au titre de l'article 36 pourront être couplées avec des mesures issues d'autres articles du FEAMP. Deux sont expressément cités dans le PO :

- l'article 34 sur l'arrêt définitif des activités de pêche ;
- l'article 37 concernant l'aide à la conception et à la mise en œuvre des mesures de conservation et de coopération régionale.

Evaluation des incidences environnementales

Cette mesure est susceptible d'incidences environnementales directes dans la mesure où l'idée générale vise à une meilleure gestion des ressources marines sous quota. Mais la version 2.5 du PO laisse entrevoir la possibilité de mobiliser l'article 36 de façon large. De ce fait, la grille d'analyse des incidences potentielles, positives ou négatives, de l'intervention repose sur une analyse « théorique » et très ouverte de différents projets pouvant être mis en œuvre.

Les incidences potentielles des projets envisageables peuvent être très différentes, de même que leur ampleur. La grille d'évaluation environnementale présentée à la page suivante identifie globalement un enjeu significatif par rapport aux thématiques de la biodiversité et des milieux naturels par des mesures portant sur une adaptation des activités de pêche aux possibilités de pêche et donc une meilleure gestion des prélèvements et une réduction potentielle des pressions exercées sur les espèces cibles et les espèces accessoires.

Les incidences attendues des projets de cette mesure vont d'une échelle nulle à positive du point de vue environnemental selon le type de projets mis en œuvre.

Tableau 22 – Incidences environnementales liées à l'article 36

Thèmes		Applicable / Non applicable	Enjeux prioritaires	Importance de l'incidence	Nature des incidences et effets potentiels
Biodiversité et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	A	5	0 à +	Meilleure gestion des prélèvements des espèces cibles et sur les espèces accessoires
	Milieux naturels - habitats	A	4		
Pollution et qualité des milieux	Air	A	NS	0	
	Eaux	A	4		
	Sols	NA	NS		
	Déchets	A	3		
	Climat	A	2		
Ressources naturelles	Eau	NA	3	0	
	Sols	NA	1		
	Energie	A	3		
	Matières premières	NA	NS		
Risques	Risques naturels	NA	1	0	
	Risques technologiques	A	NS		
Cadre de vie	Paysages et espaces	NA	3	0	
	Bâtiments	NA	NS		
	Nuisances	A	1		
Patrimoine	Sites naturels	NA	3	0	
	Patrimoine	NA	2		

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

Les évaluateurs ne jugent pas pertinent, du point de vue des impacts environnementaux envisagés, de proposer de mesures alternatives.

La valeur ajoutée environnementale du FEAMP et donc des modalités de mise en œuvre dépendra de sa capacité à orienter les soutiens vers les meilleurs projets, c'est-à-dire ceux optimisant les bénéfices environnementaux de l'intervention. Des critères d'éco conditionnalité devraient être définis, afin de cibler les projets les plus pertinents du point de vue des impacts environnementaux attendus, par une priorisation ou une bonification des projets relevant d'une approche durable.

4.1.12. Article 37 : Aide à la conception et à la mise en œuvre des mesures de conservation et de la coopération régionale

Objectifs et logique d'action

L'objectif des mesures listées à l'article 37 est de financer la conception et la mise en œuvre des mesures de conservation et la coopération régionale définies par le règlement de base de la PCP (règlement UE 1380/2013).

La logique d'intervention de l'article 37, telle qu'exprimée dans la V 2.5 relève du volet environnemental et répond à l'objectif spécifique de limiter l'incidence de la pêche sur le milieu marin. Le besoin unitaire correspondant identifié dans le PO est l'harmonisation des démarches des Etats membres en matière de limitation des impacts de la pêche sur l'environnement.

Le chapitre 3.1.1. du PO fournit quelques éléments sur les résultats attendus du soutien à la conception et à la mise en œuvre des mesures de conservation et de coopération régionale au titre de l'article 37 :

- ✓ mettre en place des projets nationaux et régionaux grâce au soutien à la participation des parties prenantes à des événements de diffusion de l'information scientifique et technique sur l'élaboration et la mise en œuvre de mesures de conservation aux échelles nationale et internationale, et au soutien aux démarches de régionalisation au sens du règlement n°1380/2013.
- ✓ améliorer la gestion de la ressource, en complément des interventions des organisations de producteurs (OP), dans la conception et à la mise en œuvre des mesures de conservation et de coopération régionale permettant notamment de soutenir la création de nouveaux Conseils Consultatifs et de soutenir la participation des parties prenantes aux réunions organisées à l'échelle des régions au titre de la PCP.
- ✓ contribuer à l'action du Plan d'Action Atlantique dans la mise en œuvre de la mesure visant à partager l'information sur les outils qui améliorent la compréhension par les responsables du secteur de la pêche des incidences socio-économiques et écosystémiques des mesures de gestion.

Le PO ne fournit pas plus de précisions sur les types de projets qui seront ciblés par chaque mesure ni de modalités de priorisation.

La dotation budgétaire de l'article 37 est de **1,8 millions d'euros, soit 0,3% du budget global** mise à disposition au titre du FEAMP.

En termes d'articulation avec les autres mesures disponibles, la version 2.5 du PO prévoit que les projets financés au titre de l'article 37 pourront être couplées avec des mesures issues d'autres articles du FEAMP. Deux sont expressément cités dans le PO :

- ✓ l'article 34 sur l'arrêt définitif des activités de pêche ;
- ✓ l'article 36 concernant l'aide aux systèmes de répartition des possibilités de pêche.

Evaluation des incidences environnementales

Cette mesure est susceptible d'incidences environnementales directes dans la mesure où l'idée générale vise à une meilleure gestion des ressources marines et limiter l'incidence de la pêche sur le milieu marin. Cependant, la version 2.5 du PO laisse entrevoir la possibilité de mobiliser l'article 37 de façon large. De ce fait, la grille d'analyse des incidences potentielles, positives ou négatives, de l'intervention repose sur une analyse « théorique » et très ouverte de différents projets pouvant être mis en œuvre.

Les incidences potentielles des projets envisageables peuvent être très différentes de même que leur ampleur. La grille d'évaluation environnementale présentée à la page suivante identifie globalement un enjeu significatif par rapport aux thématiques de la biodiversité et des milieux naturels par des mesures portant sur une adaptation des activités de pêche aux possibilités de pêche et donc une meilleure gestion des prélèvements et une réduction potentielle des pressions exercées sur les espèces cibles et les espèces accessoires.

Les incidences attendues des projets de cette mesure vont d'une échelle nulle à positive du point de vue environnemental selon le type de projets mis en œuvre.

Tableau 23 – Incidences environnementales liées à l'article 37

Thèmes		Applicable / Non applicable	Enjeux prioritaires	Importance de l'incidence	Nature des incidences et effets potentiels
Biodiversité et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	A	5	0 à +	Meilleure gestion des prélèvements des espèces cibles et sur les espèces accessoires
	Milieux naturels - habitats	A	4		
Pollution et qualité des milieux	Air	A	NS	0	
	Eaux	A	4		
	Sols	NA	NS		
	Déchets	A	3		
	Climat	A	2		
Ressources naturelles	Eau	NA	3	0	
	Sols	NA	1		
	Energie	A	3		
	Matières premières	NA	NS		
Risques	Risques naturels	NA	1	0	
	Risques technologiques	A	NS		
Cadre de vie	Paysages et espaces	NA	3	0	
	Bâtiments	NA	NS		
	Nuisances	A	1		
Patrimoine	Sites naturels	NA	3	0	
	Patrimoine	NA	2		

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

Les évaluateurs ne jugent pas pertinent, du point de vue des impacts environnementaux envisagés, de proposer de mesures alternatives.

La valeur ajoutée environnementale du FEAMP et donc des modalités de mise en œuvre dépendra de sa capacité à orienter les soutiens vers les meilleurs projets, c'est-à-dire ceux optimisant les bénéfices environnementaux de l'intervention. Des critères d'éco-conditionnalité devraient être définis, afin de

cibler les projets les plus pertinents du point de vue des impacts environnementaux attendus, par une priorisation ou une bonification des projets relevant d'une approche durable.

4.1.13. Article 38 : Limitation de l'incidence de la pêche sur le milieu marin et adaptation de la pêche à la protection des espèces

Objectifs et logique d'action

L'objectif des mesures listées à l'article 38 est de concourir à la réduction de l'impact de la pêche sur le milieu marin, notamment par la réduction des rejets. La logique d'intervention de l'article 38, telle qu'exprimée dans la V 2.5 relève entièrement du volet environnemental et répond à l'objectif spécifique suivant :

- ✓ Fournir un soutien au renforcement du développement technologique, de l'innovation, y compris l'augmentation de l'efficacité énergétique, et du transfert de connaissances (Objectif Spécifique 1.5) ; le besoin unitaire correspondant identifié dans le PO recouvre la réduction des coûts de production des entreprises de pêche (coût de l'énergie, coût de gestion des rejets)

La dotation budgétaire de l'article 38 est de 6,6 millions d'euros, soit 1,1% du budget total du FEAMP. L'article 38 représente par ailleurs 24% de la dotation pour l'objectif spécifique 1.1. La maquette financière transmise aux évaluateurs ne détaille pas les allocations budgétaires par opérations au sein de l'Article 38.

Le chapitre 3.1.1. C du PO fournit quelques éléments sur les résultats attendus du soutien à la limitation de l'incidence de la pêche au titre de l'Article 38 sur l'objectif « augmentation de la production et compétitivité » (chapitre C-1-2). Le PO envisage la mobilisation de l'article 38 pour l'accompagnement de la réduction des captures non désirées et donc des rejets grâce au soutien aux investissements ayant cet objectif (article 38.1.b). Aucune autre mesure de l'article 38 n'est mentionnée dans le PO.

Le PO ne fournit pas de précisions sur les types de projets qui seront ciblés par la mesure.

Evaluation des incidences environnementales

La version 2.5 du PO, ne donne que peu d'informations sur les possibilités de mobiliser l'article 38 ; seule la mesure 38.1.b étant directement mentionnée dans le texte de la stratégie, sans priorités claires. Les autres mentions de l'article ne font état que de l'article 38 sans détailler l'ouverture potentielle de l'ensemble de mesures.

De ce fait, la grille d'analyse des incidences potentielles, positives ou négatives, de l'intervention repose sur une analyse « théorique » et très ouverte des différents projets pouvant être mis en œuvre. Les incidences potentielles des projets envisageables peuvent en conséquence être très différentes (positives, neutres ou négatives) de même que leur ampleur. L'importance des incidences est donc souvent présentée sous forme de fourchette pouvant aller du très négatif au très positif, faute de visibilité sur les critères de sélection des projets qui seront retenues pour chaque mesure (voir grille page suivante)

Tableau 24 - Incidences environnementales liées à l'article 38

Thèmes		Applicable / Non applicable	Enjeux prioritaires	Importance de l'incidence	Nature des incidences et effets potentiels
Biodiv. et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	A	5	+ à ++	Contribution positive dans le cas de projet conduisant à des gains significatifs de sélectivité
	Milieux naturels – habitats	A	4		
Pollution et qualité des milieux	Air	NA	NS	0 à +	L'effet peut être positif si la modification des engins de pêche pour gain de sélectivité s'accompagne d'une réduction de la traine du train de pêche, réduisant par la même la consommation de carburant du navire et ses émissions de gaz à effet de serre.
	Eaux	A	4		
	Sols	NA	NS		
	Déchets	A	3		
	Climat	NA	3		
Ressources naturelles	Eau	NA	1	0 à +	L'effet peut être positif si la modification des engins de pêche pour gain de sélectivité s'accompagne d'une réduction de la traine du train de pêche, réduisant par la même la consommation de carburant du navire et ses émissions de gaz à effet de serre.
	Sols	NA	1		
	Energie	A	3		
	Matières premières	NA	NS		
Risques	Risques naturels	A	1	0	
	Risques technologiques	NA	NS		
Cadre de vie	Paysages et espaces	A	3	0	
	Bâtiments	NA	NS		
	Nuisances	A	1		
Patrimoine	Sites naturels	A	3	0	
	Patrimoine	A	2		

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

L'Article 38 est destiné à soutenir des investissements d'équipement permettant de réduire les captures indésirées ou les impacts sur les habitats (mesure 38.1.c) et les mammifères marins et les oiseaux (mesure 38.1.d). Aucune mesure alternative ne semble pertinente du point de vue des impacts environnementaux envisagés.

La valeur ajoutée environnementale du FEAMP et donc des modalités de mise en œuvre dépendra de sa capacité à orienter les soutiens vers les meilleurs projets, c'est-à-dire ceux optimisant les bénéfices environnementaux de l'intervention.

Les mesures liées à l'article 38 ne sont pas suspectes de pouvoir financer des projets engendrant des incidences négatives sur l'environnement, mais les résultats finaux de l'intervention peuvent fortement varier selon les critères de sélection des projets aidés. Les réductions attendues en matière de

diminution des captures indésirées mériteraient d'être objectivées et constituer des critères d'éligibilité ou de sélection-priorisation. On peut envisager, par exemple :

- ✓ Des **critères de seuils minimaux** en matière de réduction des captures sous une certaine taille (la taille commerciale pré-réforme pourrait servir de seuil) conditionnant l'éligibilité au FEAMP ;
- ✓ Des **critères de priorisation** fondés sur l'ampleur des bénéfices apportés par chaque projet sur la réduction des captures indésirées et sur le nombre de navires prenant part au projet (cas de projets pilotés par une ou plusieurs OP).

Par ailleurs, le bénéficiaire devrait être en mesure d'apporter la preuve de l'efficacité de l'engin résultant de cet investissement (résultats d'étude menée par un organisme tiers de recherche ou d'expertise). Dans le cas contraire, la conduite d'une étude dans le cadre d'un projet pilote est préférable.

4.1.14. Article 39 : Innovation liée à la conservation des ressources biologiques de la mer

Objectifs et logique d'action

L'objectif des mesures listées à l'article 39 est de mettre en place une démarche de limitation des impacts négatifs de la pêche maritime sur les milieux marins et de soutenir le développement d'actions positives de pêche durable et d'actions « sentinelles de la mer ».

La logique d'intervention de l'article 39, telle qu'exprimée dans la V 2.5 relève du volet environnemental et répond à l'objectif spécifique de limiter l'incidence de la pêche sur le milieu marin. Les besoins unitaires correspondant identifiés dans le PO sont de :

- ✓ réduire les coûts de production des entreprises de pêche (coût de l'énergie, coût de gestion des rejets) ;
- ✓ organiser à l'échelle nationale l'expertise, la connaissance, le développement et l'innovation technique sur les interactions pêche/environnement ;
- ✓ identifier les pratiques permettant de réduire l'impact des pêches sur l'environnement et allant au-delà de la réglementation.

Le chapitre 3.1.1. C du PO fournit quelques éléments sur les résultats attendus : produire une liste de mesures halio-environnementales ayant établi scientifiquement leur contribution environnementale. Cette liste sera progressivement complétée par le développement de programmes expérimentaux qui permettront de combler les lacunes identifiées en termes de connaissances sur les impacts de la pêche sur l'environnement et d'évaluer l'efficacité de ces mesures. Cette logique d'action s'inscrit dans le cadre d'une organisation collective et nationale de l'expertise, de la connaissance, du développement et de l'innovation technique en complément des mesures mises en place à travers les articles du FEAMP suivants :

- ✓ l'article 28 concernant la mise en place de partenariats scientifiques/pêcheurs ;
- ✓ l'article 40 sur la protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes marins et régimes de compensation dans le cadre d'activités de pêche durables.

Le financement spécifique de cette mesure s'élève à 1,8% du budget global mise à disposition au titre du FEAMP.

Evaluation des incidences environnementales

La grille d'évaluation environnementale présentée page suivante identifie des enjeux significatifs sur le thème biodiversité et milieux naturels. Les impacts des programmes expérimentaux aidés semblent a priori positifs s'ils permettent l'amélioration des méthodes de pêche (plus sélectives) et l'utilisation plus durable des ressources biologiques.

Tableau 25 - Incidences environnementales liées à l'article 39

Thèmes		Applicable / Non applicable	Enjeux prioritaires	Importance de l'incidence	Nature des incidences et effets potentiels
Biodiversité et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	A	5	0 à ++	Effets potentiellement positifs car orienté vers méthodes de pêche plus sélectives et une utilisation plus durable des ressources.
	Milieux naturels - habitats	A	4		
Pollution et qualité des milieux	Air	A	NS	0 à +	Impact positif sur le climat dans le cas d'une amélioration de l'efficacité énergétique (point suivant)
	Eaux	A	4		
	Sols	NA	NS		
	Déchets	A	3		
	Climat	A	2		
Ressources naturelles	Eau	NA	3	0 à ++	Impact positif si expérimentation de techniques offrant une meilleure efficacité énergétique
	Sols	NA	1		
	Energie	A	3		
	Matières premières	NA	NS		
Risques	Risques naturels	NA	1	0	
	Risques technologiques	A	NS		
Cadre de vie	Paysages et espaces	NA	3	0	
	Bâtiments	NA	NS		
	Nuisances	A	1		
Patrimoine	Sites naturels	NA	3	0	
	Patrimoine	NA	2		

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

Les évaluateurs ne jugent pas pertinent, du point de vue des impacts environnementaux envisagés, de proposer de mesures alternatives.

Des critères d'éco conditionnalité devraient être définis, afin de cibler les programmes expérimentaux les plus pertinents du point de vue des impacts environnementaux attendus, par une priorisation ou une bonification des projets relevant d'une approche durable.

De plus, les évaluateurs préconisent une prise en compte, au sein du suivi scientifique associé à tout programme relevant de la mesure 39, des impacts environnementaux des projets aidés.

Article 40 : Protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes marins

Objectifs et logique d'action

La logique d'intervention de l'article 40, telle qu'exprimée dans la V 2.5 relève du volet environnemental, en répondant au besoin spécifique de protéger et de rétablir la biodiversité et les écosystèmes marins dans le cadre d'activités de pêche durables. Les besoins unitaires correspondants identifiés dans le PO sont les suivants :

- ✓ Organiser à l'échelle nationale l'expertise, la connaissance, le développement et l'innovation technique sur les interactions pêche/environnement
- ✓ Inciter les pêcheurs à mettre en œuvre des mesures halio-environnementales pour répondre aux objectifs de la DCSMM et de Natura 2000
- ✓ Renforcer l'implication de la profession notamment dans la mise en œuvre de mesure de gestion à l'échelle nationale.

L'article 40 mobilisera 11 millions d'euros pour près de 2% du budget total du FEAMP.

Le chapitre 3.1.1. C du PO fournit quelques éléments sur les résultats attendus. Le texte fait ainsi référence aux mesures suivantes :

- ✓ Le financement de projets de recherche sur les zones fonctionnelles halieutiques (article 40.1.c) ;
- ✓ L'accompagnement de la prise en compte des pêches maritimes dans les sites Natura 2000 via le financement des analyses de risque de dégradation des habitats et espèces Natura 2000 par la pêche professionnelle (article 40.1.d) ;
- ✓ Le financement d'investissements à bord permettant d'augmenter la sélectivité des engins de pêche et d'éviter les captures accidentelles d'espèces protégées (article 40.1.c) ;
- ✓ Le financement d'actions strictement complémentaires à l'activité de pêche classique et qui contribuent à la connaissance, à la surveillance ou à la bonne gestion du milieu marin ou littoral (actions « sentinelles de la mer ») (article 40.1.a, b, g, i) ;
- ✓ Le soutien à des actions relatives à la protection des zones fonctionnelles halieutiques (40.1.c) ;
- ✓ La prise en compte de l'impact des activités de pêche dans les plans de gestion à l'intérieur des aires marines protégées et dans les plans de gestion mis en place par les professionnels de la pêche (article 40.1.c, e, f).

Le PO ne fournit pas plus de précisions sur les types de projets qui seront ciblés par chaque mesure et ne mentionne pas de modalités de priorisation.

En termes d'articulation avec les autres mesures, la logique d'intervention de cette mesure vient en complément de plusieurs mesures mises en place dans le PO FEAMP:

- ✓ l'article 28 concernant la mise en place de partenariats scientifiques/pêcheurs ;
- ✓ l'article 37 sur l'aide à la conception et à la mise en œuvre des mesures de conservation et la coopération régionale ;
- ✓ l'article 39 concernant les innovations liées à la conservation des ressources biologiques de la mer.

Evaluation des incidences environnementales

La grille d'évaluation environnementale présentée page suivante identifie des enjeux significatifs sur le thème biodiversité et milieux naturels lié à :

- ✓ Un impact positif du soutien dans la mise en œuvre et le suivi des zones maritimes protégées ;
- ✓ Un impact positif des investissements visant à la création d'installation de protection et à l'amélioration de la sélectivité des engins de pêche.

Parmi les impacts positifs secondaires, on notera un effet bénéfique de la mise en place de zones protégées pour la valorisation et la préservation de certains sites remarquables (sites naturels ou à valeur patrimoniale). De même, la mise en place de zones protégées et des mesures de gestion associées à un impact positif sur la préservation de la qualité de l'eau.

Le financement d'investissement à bord peut avoir un impact positif sur l'efficacité énergétique (diminution de la consommation de carburant).

Les impacts de la mesure sont positifs (mesure dédiée). Les effets sont des effets à moyen et long terme, dans l'optique d'une protection durable de la ressource.

Tableau 26 - Incidences environnementales liées à l'article 40

Thèmes		Applicable / Non applicable	Enjeux prioritaires	Importance de l'incidence	Nature des incidences et effets potentiels
Biodiversité et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	A	5	+ à ++	Effets positifs de plusieurs actions : méthodes de pêche plus sélectives évitant les captures d'espèces protégées, gestion des zones marines protégées, installations de protection des ressources.
	Milieux naturels - habitats	A	4		
Pollution et qualité des milieux	Air	A	NS	0 à +	Impacts positifs sur la qualité de l'eau par la mise en place et la gestion de zones protégées. Impacts positifs sur la gestion des déchets par la mise en place d'actions sentinelles de collecte.
	Eaux	A	4		
	Sols	NA	NS		
	Déchets	A	3		
	Climat	A	2		
Ressources naturelles	Eau	NA	3	0 à +	Impact positif si expérimentation de techniques offrant une meilleure efficacité énergétique
	Sols	NA	1		
	Energie	A	3		
	Matières premières	NA	NS		
Risques	Risques naturels	NA	1	0	
	Risques technologiques	A	NS		
Cadre de vie	Paysages et espaces	NA	3	0	
	Bâtiments	NA	NS		
	Nuisances	A	1		
Patrimoine	Sites naturels	NA	3	0 à ++	Impact positif de la valorisation des sites naturels remarquables

	Patrimoine	NA	2		
--	------------	----	---	--	--

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

Les évaluateurs ne jugent pas pertinent, du point de vue des impacts environnementaux envisagés, de proposer de mesures alternatives.

Concernant les investissements de protection du milieu marin, les évaluateurs jugeraient nécessaires l'examen obligatoire des projets par une commission d'experts scientifique (IFREMER). Ils jugeraient aussi pertinents une focalisation de l'aide sur quelques zones marines à enjeux, ciblées au préalable. Ceci afin d'éviter la dispersion des moyens et d'améliorer l'efficacité des investissements.

L'existence d'une stratégie nationale de création et de gestion des Aires Marines Protégées est considérée comme un atout pour mettre en œuvre des mesures de gestion, de restauration et de suivi des sites Natura 2000. Mais le réseau des AMP n'est pas encore suffisamment cohérent et représenté pour accompagner toutes les mesures relatives à la prise en compte des pêches maritimes. Les besoins multiples en termes de renforcement de mesures de gestion ou d'amélioration des connaissances soulèvent la question de la priorisation des actions. La méthode de calcul des compensations doit en effet se baser sur des critères pertinents préétablis. Les évaluateurs recommandent de focaliser les actions de mise en place de sites Natura 2000 sur quelques sites pilotes, en concertation avec l'Agence des Aires Marines Protégées. Le soutien apporté à certains types d'opération tenant lieu de « références », aurait pour effet la création d'une dynamique, au sein des professionnels, de participation aux mesures de protection des ressources.

4.1.15. Article 41 : Efficacité énergétique et atténuation du changement climatique

Objectifs et logique d'action

L'objectif des mesures listées à l'article 41 est d'améliorer l'efficacité énergétique des navires de pêches. La logique d'intervention de l'article 41, telle qu'exprimée dans la V 2.5 relève entièrement de l'Objectif Thématique 4 (transition vers une économie bas carbone) et répond à l'objectif spécifique suivant :

- ✓ Fournir un soutien au renforcement du développement technologique, de l'innovation, y compris l'augmentation de l'efficacité énergétique, et du transfert de connaissances (Objectif Spécifique 1.5) ; le besoin unitaire correspondant identifié dans le PO recouvre la réduction des coûts de production des entreprises de pêche (coût de l'énergie, coût de gestion des rejets)

La dotation budgétaire de l'article 41 est de 11,2 millions d'euros, soit près de 2% du budget total du FEAMP. L'article 41 représente par ailleurs 39% de la dotation pour l'objectif spécifique 1.5.

La maquette financière transmise aux évaluateurs détaille les allocations budgétaires tout en redessinant le découpage des mesures 41.1.a et 41.1.b, puisqu'elle isole le financement du renouvellement de moteurs au sein de l'Article 41, mais les regroupe en fonction de l'objet du projet (renouvellement de la motorisation ou non) (tableau suivant).

Articles - mesures	Objectifs Thématiques	% / Article 41
41.1.a (moteurs)	OT4 - Climat	50,7%
41.1. a et b (hors moteurs)	OT4 – Climat	35,0%
41.1.c	OT4 – Climat	14,3%

Le chapitre 3.1.1. C du PO fournit quelques éléments sur les résultats attendus du soutien à la limitation de l'incidence de la pêche au titre de l'Article 41 sur l'objectif « augmentation de la production et compétitivité » (chapitre C-1-2). Le PO envisage la mobilisation de l'article 41 dans les cas suivants :

- ✓ **Aides à la motorisation** (article 41.1.a selon les modalités d'application de l'article 41.2) ;
- ✓ Investissements à bord limitant les émissions polluantes et réduisant la consommation d'énergie (article 41.1.a – hors motorisation) ;
- ✓ Soutien des audits en efficacité énergétique (article 41.1.b) ;
- ✓ Etudes de nouveaux systèmes de propulsion ou de modèles de coque (article 41.1.c).

En termes d'articulation avec les autres mesures disponibles, la version 2.5 du PO prévoit que les projets financés au titre de l'article 41 devraient bénéficier des résultats de projets financés sous d'autres articles du FEAMP. Deux types de projets sont expressément cités dans le PO :

- ✓ des projets d'innovation collaboratifs menés en amont (article 26) ;
- ✓ des projets de partenariats entre scientifiques et pêcheurs (article 28).

Evaluation des incidences environnementales

La version 2.5 du PO donne quelques informations sur les possibilités de mobiliser l'article 41 : la maquette financière détaille les montants disponibles pour chaque mesure, mais le texte du PO ne permet pas de détailler les éléments qui permettront de sélectionner et de prioriser les projets qui seront financés. De ce fait, la grille d'analyse des incidences potentielles, positives ou négatives, de l'intervention repose sur une analyse « théorique » et très ouverte des différents projets pouvant être mis en œuvre. Les incidences potentielles des projets envisageables peuvent en conséquence être très différentes (positives, neutres ou négatives) de même que leur ampleur. L'importance des incidences est donc souvent présentée sous forme de fourchette pouvant aller du très négatif au très positif, faute de visibilité sur les critères de sélection des projets qui seront retenues pour chaque mesure (voir grille page suivante).

Tableau 27 - Incidences environnementales liées à l'article 41

Thèmes		Applicable / Non applicable	Enjeux prioritaires	Importance de l'incidence	Nature des incidences et effets potentiels
Biodiv. et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	A	5	- à 0	<u>Effets négatifs</u> : Risque d'augmentation de la capacité de capture des navires par le remplacement du système de propulsion (moteur – réducteur – hélice) par un ensemble plus performant, même dans les cas où la puissance nominale est réduite.
	Milieux naturels - habitats	A	4		
Pollution et qualité des milieux	Air	NA	NS	0 à ++	<u>Effets positifs</u> : la réduction d'émission de gaz à effet de serre est un effet concomitant de l'amélioration de l'efficacité énergétique poursuivie par les différentes mesures de l'article 41 (cf point suivant).
	Eaux	A	4		
	Sols	NA	NS		
	Déchets	A	3		
	Climat	NA	3		
Ressources naturelles	Eau	NA	1	0 à ++	<u>Effets positifs</u> : la réduction de la consommation d'énergie fossile est l'effet le plus attendu pour l'ensemble des mesures de l'article 41, qu'il s'agisse de l'optimisation des installations existantes suite aux audits énergétiques (41.1.b), de l'amélioration du système de propulsion (41.1.a) ou de la mise en application de travaux sur de nouveaux systèmes de propulsion ou design de coques (41.1.c)
	Sols	NA	1		
	Energie	A	3		
	Matières premières	NA	NS		
Risques	Risques naturels	A	1	0	
	Risques technologiques	NA	NS		
Cadre de vie	Paysages et espaces	A	3	0	
	Bâtiments	NA	NS		
	Nuisances	A	1		
Patrimoine	Sites naturels	A	3	0	
	Patrimoine	A	2		

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

L'Article 41 est destiné à soutenir différentes actions visant à réduire la dépendance énergétique des navires de pêche par l'optimisation des installations existantes (audit énergétique), par l'investissement dans des systèmes plus économes en énergie et par l'étude de nouveaux systèmes

de propulsion et de coques innovantes. Aucune mesure alternative ne semble pertinente du point de vue des impacts environnementaux envisagés.

La valeur ajoutée environnementale du FEAMP et donc des modalités de mise en œuvre dépendra de sa capacité à orienter les soutiens vers les meilleurs projets, c'est-à-dire ceux optimisant les bénéfices environnementaux de l'intervention.

La plupart des mesures liées à l'article 41 ne sont pas suspectes de pouvoir financer des projets engendrant des incidences négatives sur l'environnement, mais les résultats finaux de l'intervention peuvent fortement varier selon les critères de sélection des projets aidés. Les réductions attendues en matière de diminution de la consommation de carburant mériteraient d'être objectivées et constituer des critères d'éligibilité ou de sélection-priorisation. On peut envisager, par exemple :

- ✓ Des critères de **seuils minimaux** en matière de réduction de la consommation énergétique attendue, conditionnant l'éligibilité au FEAMP ;
- ✓ Des critères de **priorisation** fondés sur l'ampleur des bénéfices apportés par chaque projet sur la réduction de la consommation énergétique et sur le nombre de navires prenant part au projet (cas de projets pilotés par une ou plusieurs OP).

Privilégier les investissements allant vers un réel progrès sur les projets de simple renouvellement d'équipement en intégrant ces seuils permettrait de crédibiliser la mise en place de la mesure de remotorisation. Par ailleurs, les évaluateurs préconisent de mettre en place un ensemble de cahiers des charges encadrant les investissements à de façon à ne pas renvoyer la charge de la preuve sur les porteurs de projets.

4.1.16. Article 42 : Valeur ajoutée, qualité des produits et utilisation des captures non désirées

Objectifs et logique d'action

L'article 42 vise à l'amélioration de la valeur ajoutée ou de la qualité du poisson capturé. Pour cela les soutiens peuvent être apportés à deux types d'investissements :

- ✓ Les investissements qui valorisent les produits de la pêche, notamment en autorisant les pêcheurs à transformer, commercialiser et vendre en direct leurs propres captures (Article 42.a) ;
- ✓ Les investissements innovants à bord qui améliorent la qualité des produits de la pêche (Article 42.b).

L'article 42 renvoie notamment à la problématique de valorisation des captures non désirées, en lien avec l'obligation de débarquement prévue par la PCP.

La logique d'intervention de l'article 42, telle qu'exprimée dans la V 2.5 relève du volet économique, en répondant à l'objectif spécifique suivant:

- ✓ Renforcer la compétitivité et la viabilité des entreprises de pêche, y compris des navires pratiquant la petite pêche côtière, et améliorer les conditions de sécurité et de travail (Objectif Spécifique 1.4). Les besoins unitaires correspondants identifiés dans le PO sont les suivants :
 - Améliorer la valeur ajoutée et la qualité des produits (rejets inclus) à l'échelle des entreprises de pêche ;

La dotation budgétaire de l'**article 42 est de 4,7 millions d'euros, soit 0,8% du budget total du FEAMP**. L'article 42 relève de la priorité 1 : « Encourager une pêche durable sur le plan environnemental, efficace dans l'utilisation des ressources, innovante, compétitive et fondée sur les connaissances » et pèse pour 3% dans les budgets alloués à la priorité 1. L'article 42 contribue exclusivement à l'Objectif Thématique 3 portant sur la compétitivité des entreprises du secteur.

La maquette financière transmise aux évaluateurs ne détaille pas les allocations budgétaires par mesure au sein de l'Article 42. La version 2.5 du PO ne précise pas non plus explicitement quelles mesures seront mobilisées.

Le chapitre 3.1.1. du PO fournit quelques éléments sur les résultats attendus des soutiens apportés au titre de l'Article 42 :

- ✓ L'amélioration des conditions de la 1ère commercialisation, notamment par le développement de la vente en circuits courts, sera notamment priorisée dans les régions ultrapériphériques où la majorité de la flotte relève de la petite pêche côtière (Article 42.a)
- ✓ L'amélioration de la rentabilité des armements sera également permise par des investissements à bord favorisant la qualité des produits de la pêche (Article 42.b).

Le PO ne fournit pas plus de précisions sur les types d'investissements qui seront ciblés par chaque mesure. Cependant, le Règlement précise que l'aide visée à l'Article 42.b est « conditionnée à l'utilisation d'engins sélectifs destinés à limiter autant que possible les captures non désirées ».

Evaluation des incidences environnementales

La version 2.5 du PO laisse entrevoir la possibilité de mobiliser l'article 42 de façon large. De ce fait, la grille d'analyse des incidences potentielles, positives ou négatives, de l'intervention repose sur une analyse « théorique » et très ouverte de différents projets pouvant être mis en œuvre.

Ainsi, l'article 42 pourra être accompagné d'effets positifs sur la ressource (espèces et diversité biologique) dans le cas d'investissements permettant d'augmenter la valeur ajoutée d'espèces commerciales sous-exploitées, par report de l'effort de pêche sur ces espèces. A l'inverse, l'effet pourra être négatif dans le cas d'investissements portant sur des espèces bien valorisées et déjà très exploitées.

Le développement de la vente en circuits courts promu dans le cadre de l'article 42 aura pour conséquence une réduction des consommations énergétiques liée au transport et à la conservation du poisson.

Tableau 28 - Incidences environnementales de l'article 42

Thèmes		Applicable / Non applicable	Enjeux prioritaires	Importance de l'incidence	Nature des incidences et effets potentiels
Biodiv. et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	A	5	- à +	Effets positifs sur la ressource des investissements permettant une augmentation de la valeur ajoutée sur certaines espèces commerciales sous-exploitées, par report de l'effort de pêche.
	Milieux naturels - habitats	A	4		Effets potentiellement négatifs si les investissements portent sur des espèces aux stocks en mauvais état.
Pollution et qualité des milieux	Air	NA	NS	0	
	Eaux	A	4		
	Sols	NA	NS		
	Déchets	A	3		
	Climat	NA	3		
Ressources naturelles	Eau	NA	1	0 à +	Effets positifs liés à la modernisation des équipements liés à la qualité des produits à bord et à terre (conservation au froid notamment), pouvant résulter sur des économies d'énergie. Effet positif du développement des ventes en circuits courts, par réduction des consommations d'énergie liées à la conservation des produits et des consommations de carburants liés au transport.
	Sols	NA	1		
	Energie	A	3		
	Matières premières	NA	NS		
Risques	Risques naturels	A	1	0	
	Risques technologiques	NA	NS		
Cadre de vie	Paysages et espaces	A	3	0	
	Bâtiments	NA	NS		
	Nuisances	A	1		
Patrimoine	Sites naturels	A	3	0	
	Patrimoine	A	2		

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

L'Article 42 est destiné à soutenir des investissements d'équipement permettant d'augmenter la valeur ajoutée ou la qualité des produits, et d'utiliser les captures non désirées. Aucune mesure alternative ne semble pertinente du point de vue des impacts environnementaux envisagés.

La valeur ajoutée environnementale du FEAMP et donc des modalités de mise en œuvre dépendra de sa capacité à orienter les soutiens vers les meilleurs projets, c'est-à-dire ceux optimisant les bénéfices environnementaux de l'intervention. Un risque d'effet négatif est identifié dans le cas où les investissements concerneraient la valorisation d'espèces aux stocks en mauvais état. Il conviendrait de conditionner les investissements en prenant en compte les évaluations de l'état des stocks disponibles et de prioriser les investissements concernant la valorisation d'espèces commerciales sous-exploitées.

Le règlement prévoit l'encadrement de l'article 42 b visant à soutenir les investissements à bord améliorant la qualité des produits, en conditionnant le soutien à l'utilisation d'engins sélectifs limitant autant que possible les captures non désirées. Il conviendrait d'objectiver ce critère en définissant une liste positive des engins considérés. Une priorisation pourrait être envisagée pour les armements ayant mis en place des projets visant à la réduction des captures accessoires, dans le cadre de l'article 38 notamment.

Article 43 : Ports de pêche, sites de débarquement, halles de criée et abris

Objectifs et logique d'action

L'objectif principal des mesures listées à l'article 43 est de rationaliser la qualité et la performance économique des structures portuaires, des criées et infrastructures annexes (sites de débarquement, abris, installations de collecte de déchets et de déchets marins) à travers la mise en place de projets inscrits dans une démarche d'accompagnement de la transition énergétique et écologique. L'amélioration des conditions de première commercialisation apparaît comme le second enjeu phare de cette mesure.

La logique d'intervention de l'article 43, telle qu'exprimée dans la V 2.5 relève à la fois du volet environnemental et du volet économique, en répondant aux deux objectifs spécifiques suivants :

- ✓ **Limiter l'incidence de la pêche sur le milieu marin**, y compris éviter et réduire dans toute la mesure du possible les captures non désirées (Objectif Spécifique 1.1) ; Le besoin unitaire identifié dans le PO est de prendre en charge les produits soumis à l'obligation de débarquement.
- ✓ **Renforcer la compétitivité et la viabilité des entreprises de pêche** y compris des navires pratiquant la petite pêche côtière et améliorer les conditions de sécurité et de travail (Objectif Spécifique 1.4); les besoins unitaires identifiés dans le PO sont les suivants :
 - Assurer la prise en charge des produits afin d'en améliorer la qualité et l'enregistrement ;
 - Favoriser la transition écologique des halles à marées ;
 - Créer de meilleures conditions de travail et de sécurité sur les ports de pêche ;
 - créer de meilleures conditions de travail et de sécurité sur les ports de pêche

La dotation budgétaire totale de l'article 43 est de **37 millions d'euros**, soit 23 % du budget alloué à la priorité 1 relative à « pêche durable, innovante et compétitive » et 6% du budget total du FEAMP. Mesure d'accompagnement du règlement de base de la PCP (article 15 du règlement UE 1380/2013), l'article 43 est la mesure la plus dotée hors contrôle, surcoût RUP et collecte de données.

La maquette financière transmise aux évaluateurs détaille les allocations budgétaires par sous-mesure au sein de l'Article 43, qui relève à la fois des OT 3 et 6, avec toutefois une prédominance nette de l'objectif économique.

Articles - mesures	Objectifs thématiques	%/ article 50
43.1	OT 3 - Compétitivité	71,9% %
43.2	OT 6 - Environnement	21,8%
43.3	OT 3 - Compétitivité	6,1 %

Les mesures liées à l'OT 3 « Compétitivité des PME et du secteur de la pêche » mobilisent plus des trois quarts (78 %) de l'enveloppe nationale allouée à l'article 43. La version 2.5 du PO ne précise pas explicitement quelles mesures seront mobilisées et avec quelles priorités au sein des groupes liés à l'OT3 et à l'OT6.

Le chapitre 3.1.1. C du PO fournit quelques éléments sur les résultats attendus au titre de l'article 43 sur l'objectif « conforter la structuration et le bon fonctionnement de la filière pêche », le texte fait références aux opérations suivantes :

- ✓ Renforcer la compétitivité des ports de pêche et des halles à marées dans une logique de transition énergétique ;
- ✓ Projets d'extensions et de rénovation de port, site de débarquement ou halle à marée existants ;
- ✓ Projets portant sur la sécurité et les conditions de travail ;
- ✓ Soutien aux projets relatifs aux fonctions portuaires (amont et aval de la filière) ;

Le PO mentionne les types de projets qui pourront être priorités à travers ces mesures. Il s'agit en particulier des projets en matière d'efficacité énergétique, de protection environnementale (gestion des déchets et traitement de effluents) et de prise en charge des captures non désirées, ou ceux relatifs à la valorisation, à la traçabilité des produits débarqués ».

Il est de même précisé que ces investissements seront priorités dans le cadre de plan régional d'équipement des ports de pêche actualisé.

En termes d'articulation avec les autres mesures, la logique d'intervention de logique d'action, cette mesure vient en complément des objectifs visés à travers d'autres articles inscrits dans le P.O FEAMP:

- ✓ article 68 sur les mesures de commercialisation ;
- ✓ article 42 correspondant sur l'amélioration de la valeur ajoutée et de la qualité des poissons capturés ainsi que sur l'utilisation des captures accessoires.

Evaluation des incidences environnementales

La grille d'évaluation environnementale présentée page suivante n'identifie pas d'enjeux significatifs par rapport aux thématiques majeures de la biodiversité et des milieux naturels.

Sur les thématiques déchets et risques technologiques, des impacts positifs sont à envisager. Il s'agit :

- ✓ des investissements pour la gestion des déchets à travers la mise en place de système de collecte et le traitement des effluents ;
- ✓ un soutien à l'amélioration des conditions de travail et de sécurité.

Concernant la thématique énergie, les effets à prévoir peuvent être positifs du fait que les projets devraient s'inscrire dans une démarche d'accompagnement de la transition énergétique. Néanmoins, il est envisageable que les investissements d'aides à des matériels (équipement de production) ou immatériel (traçabilité..) puissent avoir une incidence environnementale négative (consommation d'énergie) ; et ce d'autant plus importante que les matériaux sont imposants.

Parmi les impacts positifs secondaires, sur la thématique cadre de vie, on notera un impact négatif du fait de l'augmentation de l'activité du port qui peut s'accompagner de nuisances sonores.

Tableau 29 - Incidences environnementales de l'article 43

Thèmes		Applique / Non applique	Enjeux prioritaires	Importance de l'incidence	Nature des incidences et effets probables
Biodiv. et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	NA	5	0	Peu d'incidences environnementales envisageables.
	Milieux naturels - habitats	NA	4		
Pollution et qualité des milieux	Air	NA	NS	- à ++	Impacts positifs sur la gestion des déchets par la mise en place d'actions de collecte. Diminution de la pollution à travers le traitement des effluents. Effets négatifs potentiels selon la nature des investissements matériels pour la gestion des captures accessoires, débarquées obligatoirement (gestion des polluants et déchets, du bilan carbone...). Peu probable au vu du contexte.
	Eaux	A	4		
	Sols	NA	NS		
	Déchets	A	3		
	Climat	NA	2		
Ressources naturelles	Eau	NA	3	- à +	Effets positifs ou négatifs possibles selon le type d'investissement et matériel financé, outils économes en énergie ou à l'inverse augmentation de consommations énergétiques (matériel de déchargement, modules de stockage de froid, achats de camions pour le rapatriement vers les halles à marée).
	Sols	NA	1		
	Energie	A	3		
	Matières premières	NA	NS		
Risques	Risques naturels	NA	1	- à +	Amélioration des conditions de sécurité : En mer, par la mise en place d'équipements de maintenance et de réparation des navires; à terre, par la modernisation des équipements de manutention, construction d'abris
	Risques technologiques	A	NS		
Cadre de vie	Paysages et espaces	NA	3	- à +	Augmentation de l'activité des ports pouvant être associée à des nuisances (bruit lié à de nouveaux équipements ou aux circulations de camions pour le rapatriement vers les halles).
	Bâtiments	NA	NS		
	Nuisances	A	1		
Patrimoine	Sites naturels	NA	3	-à+	Impact positif ou négatif sur la valeur patrimoniale de certains ports de pêche.
	Patrimoine	NA	2		

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

L'article 43 est destiné à soutenir des investissements matériels, techniques productifs et efficaces au niveau des infrastructures portuaires et des halles à marées. Aucune mesure alternative ne semble pertinente du point de vue des impacts environnementaux envisagés.

La valeur ajoutée environnementale du FEAMP et donc des modalités de mise en œuvre dépendra de sa capacité à orienter les aides vers les projets dont les incidences négatives sont les plus faibles.

De manière générale, il conviendrait de hiérarchiser les besoins sur base des plans régionaux d'équipement et de développement des ports, afin d'identifier les investissements les plus pertinents. En outre, les incidences sur l'environnement de cette mesure seront positives mais susceptibles d'impacts négatifs, dans le cas par exemple d'une mauvaise gestion des pollutions inhérentes aux débarquements obligatoires des captures. Il semble pertinent aux évaluateurs d'introduire des critères environnementaux pertinents visant à limiter ces risques.

Les mesures liées à l'OT 6 (43.2) ne sont pas véritablement suspectes de pouvoir financer des projets engendrant des impacts négatifs sur l'environnement. Cette mesure s'inscrit dans un des enjeux fort

de la PCP, à savoir la gestion des captures accessoires et des débarquements obligatoires. Les résultats finaux peuvent fortement varier selon les critères d'éligibilité des projets. Les réductions attendues en termes d'incidences environnementales doivent être objectivées.

Les mesures liées à l'OT 3 sont susceptibles d'impacts négatifs et positifs selon le type d'investissements ciblés et les modalités de sélection des projets. Le PO indique que les projets qui pourront être soutenus au travers de cette mesure concerneront la valorisation et la traçabilité des produits débarqués afin d'améliorer la première commercialisation, les projets relatifs à l'amélioration de la sécurité et des conditions de travail, la gestion des déchets. La priorisation des projets soutenus reste floue. Cependant au vue des enjeux environnementaux et socio-économiques accompagnant cette mesure et pour tenir pleinement compte du contexte de transition énergétique actuel, il semblerait cohérent que les aides aux investissements pour l'amélioration de la valorisation des produits de première commercialisation mobilise une part importante du budget. Il semble essentiel de définir des critères de priorisation-sélection pour les projets ayant attiré à la réduction des déchets et aux traitements de effluents. Des critères de seuils minimaux attendus en matière de réduction de rejets et des matières polluantes, des critères de sélection et de priorisation (fondés par exemple sur l'ampleur des bénéfices apportés par chaque projet en terme environnementale et socio-économique) devraient être identifiés.

Dans une optique de rationalisation des projets, la mise en œuvre d'un plan régional d'équipement et de développement des ports de pêche, par les Régions, est une action très positive. Le recours à des services de conseils pour la définition des investissements aidés est un atout majeur. Il paraît essentiel d'associer à cette collaboration la participation des organisations de producteurs. En charge notamment de la mise en œuvre de plan de production et de commercialisation, avec l'aide des scientifiques mobilisés, ils veilleront à établir un diagnostic des enjeux environnementaux liés aux ports et structures annexes de leur région.

4.1.17. Article 47 : Innovation (aquaculture)

Objectifs et logique d'action

La mesure relative à l'innovation dans l'aquaculture (article 47) s'inscrit dans le cadre de la **priorité n°2 : « encourager une aquaculture durable sur le plan environnemental, efficace dans l'utilisation des ressources, innovante, compétitive et fondée sur les connaissances »**.

La logique d'intervention de l'article 47 relève uniquement du volet économique (OT3 compétitivité), et répond selon le PO à un objectif spécifique, celui de **fournir un soutien au renforcement du développement technologique, de l'innovation et du transfert des connaissances** (Objectif Spécifique 2.1). Les **besoins unitaires correspondants** identifiés dans le PO sont les suivants :

- ✓ Identifier des sites pour accueillir de nouvelles capacités et garantir l'accès aux aquaculteurs et aux nouvelles filières dans le respect de l'environnement ;
- ✓ Anticiper, prévenir les risques et aléas sur la production et renforcer la résilience des entreprises ;
- ✓ Développer des pratiques d'élevage et des systèmes de production permettant de réduire les intrants (aliments, eau, énergie) ;
- ✓ Développer des pratiques d'élevage et des systèmes de production permettant de réduire l'impact sur l'environnement ;
- ✓ Développer des pratiques aquicoles respectueuses de l'environnement ;
- ✓ Garantir la sécurité sanitaire et améliorer la qualité des produits aquicoles ;
- ✓ Valoriser les coproduits, sous-produits et déchets de l'aquaculture.

Plus particulièrement, les actions soutenues dans le cadre du FEAMP et telles qu'identifiées dans la stratégie sont les suivantes :

- ✓ Identifier et créer de nouvelles unités ou réhabiliter des unités, y compris mise en place des MEAP (Meilleurs Emplacements Aquacoles Possibles) ;
- ✓ Protéger le cheptel (prédateurs, santé animale, assurances, plans de contrôle et d'éradication, GDS, bonnes pratiques, réduction de la dépendance à l'égard des médicaments vétérinaires) ;
- ✓ Développer des systèmes plus économes en eau et en énergie, et des systèmes réduisant l'impact sur l'environnement ;
- ✓ Développer des systèmes visant à améliorer la traçabilité ;
- ✓ Diversifier les productions ;
- ✓ Améliorer la valorisation des produits ;
- ✓ Améliorer les conditions de travail et de sécurité ;
- ✓ Encourager la diversification des activités.

Le PO précise les points suivants quant au montage des dossiers en cohérence avec les outils de développement déjà existant :

- ✓ En ce qui concerne les **projets de valorisation des coproduits et des déchets**, ils devront être conduits en s'appuyant sur les outils financiers existants en France en ce domaine, et en cohérence avec les appels à projets de l'ADEME ;
- ✓ Les projets devront s'appuyer sur les pôles de compétitivité déjà en place. De plus, les centres techniques (CTI et CRT) pourront également accompagner l'innovation.

La sélection des projets s'appuiera sur la parution d'appels à manifestation d'intérêt ou d'appels à projet, au niveau national. Seront favorisés les projets suivants :

- ✓ Les innovations en matière de nouvelles pratiques en aquaculture permettant d'intégrer tout ou partie de l'ensemble des items priorités par le PO, en particulier les projets émergents d'IMTA, d'aquaponie et d'algoculture ;
- ✓ Les projets débouchant rapidement vers des transferts de connaissances et de technologies vers les entreprises de l'ensemble de la filière.

Le PO précise par ailleurs que l'ensemble des projets fera l'objet d'une publicité appropriée sur laquelle les réseaux d'échange et les organismes prodiguant des conseils aux entreprises devront s'appuyer. Les mesures en faveur de l'innovation seront également mobilisées selon des procédures permettant aux très petites entreprises d'accéder à ces outils, par exemple par le **montage de projets collaboratifs**, en vue de massifier les moyens financiers et humains, d'associer entreprises et organismes scientifiques ou techniques, mais aussi de respecter les stratégies individuelles d'entreprises.

La dotation correspondant à l'**article 47 est équivalente à 14,8 millions d'euros, soit 4,4% de la maquette dite « développement durable »**. L'article 47 est le deuxième plus doté de la priorité 2 portant sur l'aquaculture (après le soutien aux investissements productifs dans l'aquaculture prévu dans le cadre de l'article 48, mobilisant 31 millions d'euros).

Evaluation des incidences environnementales

Parmi les besoins unitaires ciblés par le PO, cinq besoins unitaires sur sept font explicitement référence à l'environnement. Il s'agit des besoins unitaires suivants :

- ✓ Identifier des sites pour accueillir de nouvelles capacités et garantir l'accès aux aquaculteurs et aux nouvelles filières dans **le respect de l'environnement** ;
- ✓ Développer des pratiques d'élevage et des systèmes de production permettant de **réduire les intrants** (aliments, eau, énergie) ;
- ✓ Développer des pratiques d'élevage et des systèmes de production permettant de **réduire l'impact sur l'environnement** ;

- ✓ Développer des **pratiques aquacoles respectueuses de l'environnement** ;
- ✓ Valoriser les **coproduits, sous-produits et déchets de l'aquaculture**.

Les références directes à des préoccupations environnementales dans les actions soutenues décrites dans le PO portent sur **la recherche de systèmes plus économes en eau et en énergie et de systèmes réduisant l'impact sur l'environnement**. Plus indirectement, la **recherche de nouvelles formulations d'aliment pour réduire l'utilisation de farines et huiles de poisson est en lien avec l'environnement**, du point de vue de la protection de la ressource piscicole.

En l'absence de critères explicites de sélection des projets dans la version du PO analysée par les évaluateurs, la grille d'analyse des incidences potentielles de l'intervention repose sur une analyse « théorique » des différents projets pouvant être mis en œuvre. Les incidences potentielles de ces projets peuvent donc être très diverses, et leur ampleur est présentée sous forme de fourchette pouvant aller du très négatif au très positif, faute de visibilité suffisante sur le type de projets ciblés.

Tableau 30 - Incidences environnementales de l'article 47

Thèmes		Applicable / Non applicable	Enjeux prioritaires	Importance de l'incidence	Nature des incidences et effets probables
Biodiv. et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	A	5	- à +	<u>Effets négatifs</u> : Exploitation de nouveaux sites de production, générant de nouvelles incidences environnementales <u>Effets positifs</u> : Contribution positive dans le cas où les nouveaux sites de production sont situés sur des MEAP, avec la mise en place de systèmes de production réduisant l'impact sur l'environnement
	Milieux naturels - habitats	A	4		
Pollution et qualité des milieux	Air	NA	NS	- - à ++	<u>Effets négatifs</u> : Augmentation des rejets et des déchets si développement de nouveaux moyens de production. <u>Effets positifs</u> : Contribution positive dans le cas où les nouveaux sites de production sont situés sur des MEAP, avec la mise en place de systèmes de production réduisant l'impact sur l'environnement, incluant la moindre utilisation d'eau et une attention particulière concernant les déchets
	Eaux	A	4		
	Sols	NA	NS		
	Déchets	A	3		
	Climat	NA	3		
Ressources naturelles	Eau	NA	1	- à +	<u>Effets négatifs</u> : Exploitation de nouveaux sites de production, générant de nouvelles pressions sur les ressources naturelles <u>Effets positifs</u> : sur les quantités d'eau mobilisées dans le cadre du développement de systèmes aquacoles en circuits fermés ; dans le cas d'investissements concourant à l'amélioration de l'efficacité énergétique ; sur les matières premières en cas de recherche de nouvelles formulations d'aliments limitant l'utilisation des farines et des huiles de poisson
	Sols	NA	1		
	Energie	A	3		
	Matières premières	NA	NS		
Risques	Risques naturels	A	1	- à 0	Impacts indirects de l'envasement sur les phénomènes d'inondation pour la conchyliculture en zones estuariennes.
	Risques technologiques	NA	NS		
Cadre de vie	Paysages et espaces	A	3	- à +	<u>Effets négatifs</u> : Création de nouveaux sites de production pouvant dégrader le paysage <u>Effets positifs</u> : si les nouveaux sites tiennent compte d'une intégration paysagère
	Bâtiments	NA	NS		
	Nuisances	A	1		
Patrimoine	Sites naturels	A	3	0 à +	Préservation et valorisation de la valeur patrimoniale de certains bassins conchylicoles (Arcachon, Marennes-Oléron...) et sites naturels remarquables.
	Patrimoine	A	2		

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

Le PO FEAMP laisse entrevoir la possibilité de mobiliser l'article 47 de façon relativement large et non spécifiquement ciblée sur des objectifs environnementaux (la logique d'intervention affichée relevant uniquement du volet économique). La valeur ajoutée environnementale du FEAMP dépendra de la capacité à orienter les soutiens vers les meilleurs projets, c'est-à-dire ceux optimisant les bénéfices environnementaux de l'intervention.

En l'absence de précisions sur les modalités de sélection des projets, les instances en charge de la sélection des projets devront être particulièrement attentives aux modalités d'arbitrage entre les innovations favorisant l'environnement et celles portant plus directement sur le renforcement de la compétitivité des entreprises aquicoles, afin de s'assurer qu'un maximum de projets visent à améliorer l'impact sur l'environnement des pratiques d'aquaculture.

La démarche collaborative envisagée, reposant sur un recours à des instances techniques et scientifiques (Pôle de compétitivité et centres technique) déjà en place et au développement de projets en collaboration avec les entreprises, est susceptible d'augmenter les impacts attendus de la mesure, qu'ils concernent l'environnement (efficacité énergétique) ou l'amélioration de la compétitivité du secteur.

Des critères environnementaux devraient être introduits dans les « grilles » de sélection des projets, permettant une priorisation des projets innovants d'aquaculture durable. Une bonification du taux de cofinancement pourrait également être envisagée pour soutenir les projets les plus vertueux sur le plan environnemental.

4.1.18. Article 48 : Investissements productifs dans l'aquaculture

Objectifs et logique d'action

La logique d'intervention de l'article 48, telle qu'exprimée dans la V 2.5 relève à la fois du volet économique et du volet environnemental, en répondant aux deux objectifs spécifiques suivants :

- ✓ Renforcer la compétitivité et la viabilité des entreprises aquacoles, y compris l'amélioration des conditions de sécurité et de travail, en particulier des PME (Objectif Spécifique 2.2) ; Les besoins unitaires correspondants identifiés dans le PO sont les suivants :
 - Créer de nouvelles unités de production durables sur des sites existants ou sur des nouveaux sites et réhabiliter des sites déjà existants, en mer et à terre ;
 - Anticiper, prévenir les risques et aléas sur la production et renforcer la résilience des entreprises ;
 - Garantir la sécurité sanitaire et améliorer la qualité des produits aquacoles ;
 - Améliorer l'intégration des aquacultures dans les territoires ;
 - Mieux valoriser les métiers de l'aquaculture de façon à promouvoir leur attractivité.
- ✓ Protéger et restaurer la biodiversité aquatique, renforcer les écosystèmes liés à l'aquaculture et promouvoir une aquaculture efficace dans l'utilisation des ressources (Objectif Spécifique 2.3). Les besoins unitaires correspondants identifiés dans le PO sont les suivants :
 - Développer les pratiques d'élevage et les systèmes de production permettant de réduire les intrants (aliments, eau, énergie) ;
 - Développer les pratiques d'élevage et des systèmes de production permettant de réduire l'impact sur l'environnement ;
 - Développer les pratiques aquacoles intégrées plus respectueuses de l'environnement.

La dotation budgétaire de l'article 48 est de **30,9 millions d'euros, soit 9,3% de la maquette dite « développement durable »**. L'article 48 est le plus doté de la priorité 2 portant sur l'aquaculture (avant le soutien à l'innovation – prévu dans le cadre de l'article 47, mobilisant 14,8 millions d'euros) et le deuxième article le mieux doté au sein du PO (hors compensation des surcoûts RUP, collecte de données, contrôle et exécution et assistance technique).

La maquette financière transmise aux évaluateurs ne détaille pas les allocations budgétaires par mesure au sein de l'Article 48, mais par groupe de mesures devant concourir aux Objectifs Thématiques 3, 4 et 6 (tableau suivant) :

Articles - mesures	Objectifs Thématiques	% / Article 48
48.1.a,b,c,d,f,g,h	OT3 – Compétitivité	72,7%
48.1.e,i,j	OT6 – Environnement	20,2%
48.1.k	OT4 – Climat	7,1%

En lien avec les objectifs du PSNPDA de soutenir le développement de la production aquacole et de consolider la compétitivité des entreprises, les mesures liées à l'OT3 « Compétitivité des PME et

TPE » mobilisent près des trois quarts (73%) de l'enveloppe nationale (consolidant les enveloppes régionales) allouée à l'Article 48. Cette dominance des mesures à objectifs économiques se retrouve dans la plupart des maquettes régionales, notamment pour les régions littorales où l'aquaculture est importante (Bretagne, Basse Normandie, Pays de la Loire, Poitou-Charentes, Languedoc-Roussillon). La version 2.5 du PO ne précise pas explicitement quelles mesures seront mobilisées et avec quelles priorités au sein des groupes liés aux OT3 et OT6.

Le chapitre 3.1.1. C du PO fournit quelques éléments sur les résultats attendus des soutiens aux investissements productifs dans l'aquaculture au titre de l'Article 48 sur les deux objectifs « augmentation de la production et compétitivité » (chapitre C-1-2) et « insertion de l'aquaculture dans son environnement territorial et écologique » (chapitre C2).

Concernant les **mesures à objectifs économiques** (développement et compétitivité) le texte fait références aux mesures suivantes :

- ✓ **Mise en production de nouveaux sites, de nouvelles espèces ou techniques de production** – article 48.a (investissements productifs en aquaculture) et b (diversification de la production aquacole et des espèces élevées) ;
- ✓ Aide à l'amélioration des conditions de travail (48.c) ;
- ✓ Investissements liés à l'amélioration de la santé et du bien-être des animaux, y compris le soutien aux investissements destinés à la protection des cheptels contre les prédateurs, les compétiteurs et espèces invasives et le vandalisme (article 48.d) ;
- ✓ Investissements liés à l'amélioration de la qualité des produits et à la valorisation (article 48.f) ;
- ✓ Diversification des revenus par le développement d'activités complémentaires (article 48.h).

Seule la mesure 48.g « Elimination du limon ou prévention de la déposition du limon » n'est pas mentionnée.

Concernant les **mesures à objectifs environnementaux**, le PO envisage leur mobilisation de la façon suivante : l'accompagnement de la réduction des intrants passera par la **mise en œuvre de systèmes plus économes en eau et en énergie** (article 48 i, j, k) ; simultanément, les entreprises doivent être soutenues pour s'équiper en **systèmes de gestion des effluents plus modernes et plus performants** (article 48 e,i) ainsi que d'équipements qui favorisent le maintien ou la restauration de la continuité écologique (mesure non citée).

Le PO ne fournit pas plus de précisions sur les types de projets qui seront ciblés par chaque mesure. Il mentionne cependant deux **modalités de priorisation** sinon de ciblage des projets dans les termes suivants :

- ✓ Pour les actions relevant de l'objectif « développement et compétitivité : « les investissements productifs s'appuyant sur les MEAP (meilleurs emplacements aquacoles possibles), tirant parti des projets d'innovation, des retours d'expérience valorisés dans les réseaux ou les groupes d'action local pêche et aquaculture (GALPA) seront privilégiés » ;
- ✓ Pour les actions à objectifs environnementaux : « un accent sera mis sur le soutien aux entreprises investissant dans des systèmes de production plus performants et permettant de réduire l'impact de l'activité sur l'environnement ».

Ces formulations évoquent quelques garde-fous (choix de sites propices du point de vue environnemental, systèmes innovants, économes en intrants et en énergie, générant peu de rejets), mais ne constituent pas à proprement parler ces critères de sélection dans la mesure où elles n'excluent pas explicitement de financer tout type de projet éligible.

Evaluation des incidences environnementales

La version 2.5 du PO, laisse entrevoir la possibilité de mobiliser l'article 48 de façon large ; toutes les mesures sont finalement mentionnées, sans priorités claires. De ce fait, la grille d'analyse des incidences potentielles, positives ou négatives, de l'intervention repose sur une analyse « théorique » et très ouverte des différents projets pouvant être mis en œuvre. Les incidences potentielles des projets envisageables peuvent en conséquence être très différentes (positives, neutres ou négatives) de même que leur ampleur. L'importance des incidences est donc souvent présentée sous forme de fourchette pouvant aller du très négatif au très positif, faute de visibilité sur les critères de sélection des projets qui seront retenues pour chaque mesure (voir grille page suivante).

Tableau 31 - Incidences environnementales liées à l'article 48

Thèmes		Applicable / Non applicable	Enjeux prioritaires	Importance de l'incidence	Nature des incidences et effets potentiels
Biodiv. et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	A	5	- à +	<p><u>Effets négatifs</u> : Risque potentiel de contamination génétique et sanitaire des populations sauvages. Impacts du développement des activités conchylicoles sur le potentiel trophique par modification de la courantologie et de la sédimentation. .</p> <p><u>Effets positifs</u> : Contribution positive dans le cas d'investissements favorisant l'entretien des milieux (élimination du limon,...) et de choix raisonné des sites d'implantation de nouvelles capacités (MEAP)</p>
	Milieux naturels - habitats	A	4		
Pollution et qualité des milieux	Air	NA	NS	- à ++	<p><u>Effets négatifs</u> : Augmentation des rejets de matières organiques en suspension (pisciculture) et de déchets (conchyliculture) si développement de nouveaux moyens de production sans dispositifs efficaces de traitement.</p> <p><u>Effets positifs</u> : Réduction des pollutions liées aux effluents aquacoles (matières organiques, produits de prophylaxie) si mise en place d'investissements visant à réduire les consommations d'intrants et traiter les rejets (mesures e, i, j)</p>
	Eaux	A	4		
	Sols	NA	NS		
	Déchets	A	3		
	Climat	NA	3		
Ressources naturelles	Eau	NA	1	- à ++	<p><u>Effets négatifs</u> liés aux consommations supplémentaires d'eau et d'énergie des nouveaux investissements.</p> <p><u>Effets positifs</u> dans le cas d'investissements concourant à l'amélioration de l'efficacité énergétique et la conversion des entreprises aquacoles à des sources d'énergie renouvelables. Impact positif sur la gestion quantitative de l'eau dans le cadre du soutien à des systèmes aquacoles économes (circuits fermés).</p>
	Sols	NA	1		
	Energie	A	3		
	Matières premières	NA	NS		
Risques	Risques naturels	A	1	- à 0	<p><u>Effets négatifs</u> indirects de l'envasement lié à la conchyliculture sur les phénomènes d'inondation en zones estuariennes.</p>
	Risques technologiques	NA	NS		
Cadre de vie	Paysages et espaces	A	3	- à +	<p><u>Effets positifs</u> si les investissements favorisent l'intégration paysagère.</p> <p><u>Effets négatifs</u> : si soutien à des ouvrages peu esthétiques (défenses contre la mer des zones de production). Augmentation des conflits d'usage avec riverains et acteurs du tourisme..</p>
	Bâtiments	NA	NS		
	Nuisances	A	1		
Patrimoine	Sites naturels	A	3	- à +	<p><u>Effet positif</u> de préservation et valorisation de la valeur patrimoniale de certains bassins conchylicoles (Arcachon, Marennes-Oléron...).</p>
	Patrimoine	A	2		

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

L'Article 48 est destiné à soutenir des investissements matériels productifs dans l'aquaculture, notamment de nouvelles capacités (ou des extensions de capacités existantes) destinées à atteindre les objectifs de développement de la production suggérés par le PSNPDA.

La création de nouveaux ouvrages et installations physiques est susceptible d'augmenter les pressions sur l'environnement, par la consommation de ressources supplémentaires (eau, énergie, espaces...) et/ou par l'augmentation de la charge polluante et des quantités de déchets engendrées par les activités d'élevage. Les risques d'incidences environnementales sont cependant limités par différents éléments :

- ✓ La conchyliculture génère peu de pressions environnementales. Elle n'utilise que très peu d'intrants et les pseudo-fèces émises par les bivalves filtreurs en système extensif ne constituent pas une charge polluante problématique. La gestion des macro-déchets (poches, tables...) et des impacts des supports d'élevage (tables et pieux) sur la courammentologie et l'accumulation de sédiments ne constituent pas non plus des enjeux majeurs ;
- ✓ Les installations piscicoles étant soumises aux contraintes des ICPE, les risques d'impacts environnementaux sont largement pris en compte dans les procédures préalables aux investissements, notamment via les études d'impact. Les risques environnementaux sont de fait maîtrisés pour l'essentiel en amont.
- ✓ De façon générale, la prise en compte des SRDAM et de la localisation des MEAP pour raisonner les zones propices d'implantation de nouvelles capacités devraient contribuer à limiter les risques de perturbation de sites sensibles du point de vue environnemental.

Aucune mesure alternative ne semble pertinente du point de vue des impacts environnementaux envisagés.

La valeur ajoutée environnementale du FEAMP et donc des modalités de mise en œuvre dépendra de sa capacité à orienter les soutiens vers les meilleurs projets, c'est-à-dire ceux présentant le moins d'incidences négatives et ceux optimisant les bénéfices environnementaux de l'intervention. Le rapport de la Cour des Comptes de l'UE a souligné que le FEP n'avait pas été efficace, en France et dans d'autres Etats Membres, en matière d'aides aux investissements productifs dans l'aquaculture, faute d'avoir orienté les soutiens vers les projets contribuant le plus aux objectifs du programme.

Les mesures liées à l'OT6 (48.e, i et j) et à l'OT4 (48.k) ne sont pas suspectes de pouvoir financer des projets engendrant des incidences négatives sur l'environnement, mais les résultats finaux de l'intervention peuvent fortement varier selon les critères de sélection des projets aidés. Les réductions attendues en matière de consommation d'eau et d'énergie ou de réduction des impacts sur l'environnement (réduction des rejets polluants et des déchets) mériteraient d'être objectivées et constituer des critères d'éligibilité ou de sélection-priorisation. On peut envisager, par exemple :

- ✓ Des **critères de seuils minimaux** en matière de réduction des consommations d'eau et d'énergie, de rejets de matières polluantes ou de déchets, de niveau de substitution entre carburants fossiles et énergies renouvelables conditionnant l'éligibilité au FEAMP ;
- ✓ Des **critères de sélection** des projets concernant des démarches, systèmes de production ou équipement bénéficiant de référentiel environnementaux officiels (certification liée à la durabilité environnementale, normes et certifications (Ademe, Apave...) ;
- ✓ Des **critères de priorisation** fondés sur l'ampleur des bénéfices apportés par chaque projet sur une ou plusieurs dimensions environnementales (quantités d'énergie, d'énergie fossile, d'eau, de polluants économisées..)

Les mesures liées à l'OT3 sont susceptibles d'impacts négatifs ou positifs selon le type d'investissements ciblés et les modalités de sélection des projets. Dans sa version 2.5, le PO reste très flou sur les mesures qui seront réellement mobilisées, à quel niveau et sur quels types de projets. On imagine cependant, si on se réfère aux objectifs du PSNPDA, que les aides aux investissements pour la création ou l'extension de capacités devraient mobiliser une part importante des ressources financières, mais dans quelle proportion et avec quelle allocation pour les autres mesures ?

Au-delà des mesures elles-mêmes, les modalités de sélection des projets sur la dimension environnementale mériteraient d'être explicitées. Tout en conservant les objectifs économiques

comme centraux dans le processus de sélection, plusieurs modalités sont envisageables pour limiter les risques d'impacts négatifs et maximiser les bénéfices environnementaux, notamment par l'intégration de critères environnementaux dans la grille de sélection-priorisation des projets candidats à l'aide.

4.1.19. Article 49 : Services de gestion, de remplacement et de conseil pour les exploitations aquacoles

Objectifs et logique d'action

La mesure relative à la fourniture de services de gestion, de remplacement et de conseil pour les exploitations aquacoles (article 49) s'inscrit dans le cadre de la **priorité n°2 : « encourager une aquaculture durable sur le plan environnemental, efficace dans l'utilisation des ressources, innovante, compétitive et fondée sur les connaissances »**. La logique d'intervention de l'article 49 relève uniquement du volet économique (OT3 compétitivité).

Elle cible une action : l'accompagnement des entreprises (stratégies durables, réglementation, traçabilité, valorisation). La mesure est directement liée à l'objectif spécifique du **renforcement de la compétitivité et de la viabilité des entreprises aquacoles, y compris l'amélioration des conditions de sécurité et de travail, en particulier des PME**.

La mise en place de cette mesure répond à sept besoins unitaires :

- ✓ Créer de nouvelles unités de production durable sur des sites existants ou sur des nouveaux sites et réhabiliter des sites déjà existants en mer et à terre ;
- ✓ Accompagner les entreprises pour anticiper les évolutions réglementaires et sociétales et lever les freins à l'augmentation de la production ;
- ✓ Développer les pratiques d'élevage et des systèmes de production permettant de réduire l'impact sur l'environnement ;
- ✓ Accompagner les entreprises pour anticiper les évolutions réglementaires et sociétales en réduisant les impacts environnementaux ;
- ✓ Garantir la sécurité sanitaire et améliorer la qualité des produits aquacoles ;
- ✓ Valoriser les coproduits, sous-produits et déchets de l'aquaculture ;
- ✓ Favoriser l'intégration territoriale des entreprises (mise en réseau, services de conseil).

Le PO précise quant à la mobilisation de l'article 49 et la mise en place de conseils pour les exploitations aquacoles qu'elles s'appuieront sur une base correspondant à la mise en œuvre de l'article 50 relatif à la **promotion du capital humain et de la mise en réseau**. Par ailleurs, la mobilisation de l'article 49 pourra être mobilisée pour :

- ✓ La mise en place de stratégies de **production durable** ;
- ✓ **L'échange sur les bonnes pratiques** afin de pouvoir maintenir et augmenter les capacités de production face aux évolutions réglementaires ;
- ✓ L'appui à la mise en œuvre de démarches de signes de qualité ;
- ✓ L'encouragement à la **différenciation et la promotion collective** des produits au niveau local et aux circuits courts ;
- ✓ L'introduction de **procédés de valorisation ou de traitement des coproduits ou des déchets** dans les entreprises aquacoles, et la mise en place d'installations de traitement ;
- ✓ Le développement des systèmes de production plus respectueux du milieu et l'anticipation des évolutions environnementales, sociales et technico-économiques.

La dotation correspondant à l'article 49 est équivalente à 2,5 millions d'euros, soit 0,4% du budget total du FEAMP.

Evaluation des incidences environnementales

Parmi les besoins unitaires auxquels répond cette mesure, quatre sur sept font explicitement référence à l'environnement :

- ✓ Créer de nouvelles unités de production **durable** sur des sites existants ou sur des nouveaux sites et réhabiliter des sites déjà existants en mer et à terre ;
- ✓ Développer les pratiques d'élevage et des systèmes de production permettant de **réduire l'impact sur l'environnement** ;
- ✓ Accompagner les entreprises pour anticiper les évolutions réglementaires et sociétales en **réduisant les impacts environnementaux** ;
- ✓ Valoriser les coproduits, sous-produits et déchets de l'aquaculture.

Le PO semble donc mettre l'accent sur l'accompagnement des entreprises à la mise en place de systèmes de production durable, réduisant les impacts sur l'environnement, sans pour autant nommer ou décrire ces systèmes de production. Un des besoins unitaires est plus explicite, s'agissant de la gestion des déchets par la valorisation des coproduits, des sous-produits et des déchets issus de l'aquaculture.

Le PO fait donc référence à des considérations environnementales, mais sans les décrire de manière précise, ni indiquer de quelle manière les prestations de conseil ciblant précisément l'environnement seront priorisées ou pas. D'où une relative incertitude sur les incidences environnementales du soutien à de nouvelles installations aquacoles.

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

Les évaluateurs ne jugent pas pertinent, du point de vue des impacts environnementaux envisagés, de proposer de mesures alternatives.

Même si le PO fait ressortir certaines thématiques éligibles aux services de conseil (production durable, réduction des impacts sur l'environnement, etc...), les évaluateurs jugent pertinent de définir des critères d'éco-conditionnalité afin de cibler les actions les plus pertinentes du point de vue des impacts environnementaux attendus, par une priorisation ou une bonification des projets relevant d'une approche durable. Il conviendrait en outre de préciser la notion de « production durable ».

Article 50 : Promotion du capital humain et de la mise en réseau

Objectifs et logique d'action

L'objectif principal des mesures listées à l'article 50 est d'organiser de façon collective et au niveau national l'expertise, la connaissance, le développement et l'innovation technique par une meilleure collaboration et coopération entre les scientifiques et les professionnels de l'aquaculture.

La logique d'intervention de l'article 50, telle qu'exprimée dans la V 2.5 relève du volet économique, en répondant à l'objectif spécifique de développer la formation professionnelle, de nouvelles compétences professionnelles et l'apprentissage tout au long de la vie (Objectif Spécifique 2.5). Les besoins unitaires correspondants identifiés dans le PO sont les suivants :

- ✓ mieux valoriser les métiers de l'aquaculture de façon à promouvoir leur attractivité ;
- ✓ accompagner les entreprises pour anticiper les évolutions réglementaires et sociétales et lever les freins à l'augmentation de la production ;
- ✓ développer les pratiques d'élevage et des systèmes de production permettant de réduire l'impact sur l'environnement ;
- ✓ valoriser les co-produits, sous-produits et déchets de l'aquaculture ;
- ✓ favoriser l'intégration territoriale des entreprises (mise en réseau, services de conseil).

Cette mesure bénéficie d'un financement de **7,4 millions d'euros**, soit **8 % du budget alloué à la priorité 2** relative à « l'aquaculture durable, innovante et compétitive » et **1,3% du budget total du FEAMP**. La majeure partie de cette dotation concourt à la réalisation de l'Objectif Thématique 8 (capital humain et dialogue social) ; la dernière tranche étant allouée à l'objectif thématique 3 (compétitivité).

La maquette financière transmise aux évaluateurs ne détaille pas les allocations budgétaires allouées aux mesures a et b de l'article 50 mais détaille la répartition budgétaire entre le groupe de mesures a/b et c :

Articles - mesures	Niveau d'intervention	Objectifs thématiques	%/ article 50
50 a et b	national	OT 8 - Emploi	24,8 %
50 c	régional	OT 8 et OT 3 – Emploi et compétitivité	75,2 %

Les mesures de l'article 50 reprennent un des principaux objectifs du PSNPDA, à savoir de mieux développer et partager les compétences, la connaissance et l'innovation au profit du développement des aquacultures. Il est important de noter que 75% du budget consacré à l'article concerne la sous-mesure 50c, mise en œuvre au niveau régional.

Le chapitre 3.1.1. du PO fournit quelques éléments sur les résultats attendus au titre de l'article 50 sur les deux objectifs « renforcement de la structuration et du bon fonctionnement de la filière pêche et aquaculture » (chapitre C 1-1) et « augmentation de la production et compétitivité » (chapitre C-1-2).

Concernant les mesures ayant attiré au capital humain, le texte fait référence aux mesures suivantes:

- ✓ organisation de moments d'échanges, d'actions de diffusion de bonnes pratiques et des connaissances scientifiques, des actions de partenariats entre acteurs socio-économiques et scientifiques, pilotés par les structures professionnelles (article 50.1.c) ;
- ✓ accès à des services de conseils individuels et échanger sur les bonnes pratiques (article 50.c) ;
- ✓ aide à l'amélioration des conditions de travail (50 a et b).

Bien que certaines actions soutenues par cet article soient identifiées (moments d'échange, diffusion de bonnes pratiques, partenariats entre scientifiques et acteurs socio-économiques), le PO ne mentionne pas clairement les critères de sélection qui seront appliqués pour choisir les projets éligibles au soutien du FEAMP dans le cadre de cette mesure.

Il est tout de même fait état que le PO FEAMP soutiendra « l'introduction de procédés de valorisation ou de traitement des co-produits ou des déchets dans les entreprises aquacoles ou mises en place d'installations de traitement déchets » et « qu'en matière de pisciculture, ces actions s'appuieront sur le plan de croissance pisciculture 2020 ».

Sa logique d'action vient en appui des mesures mises en place via les articles suivants :

- ✓ l'article 46 concernant les aides octroyées en vue du développement durable des entreprises aquacoles ;
- ✓ l'article 48 (partie c) concernant les investissements productifs dans l'aquaculture ;
- ✓ l'article 49 concernant les systèmes de gestion, de remplacement et de conseil pour les exploitations aquacoles ;
- ✓ l'article 51 sur l'augmentation du potentiel des sites aquacoles ;
- ✓ l'article 63 concernant les stratégies locales menées par les acteurs locaux.

Evaluation des incidences environnementales

La version 2.5 du PO laisse entrevoir la possibilité de mobiliser l'article 50 pour la mise en place de nombreux projets étant donné qu'aucun critère de sélection ou de priorisation n'est mentionné dans le texte. L'évaluation des incidences potentielles repose sur une analyse « théorique » des projets pouvant être éligibles et mis en œuvre dans le cadre de cette mesure. Il est toutefois clair que peu d'incidences environnementales directes peuvent être évaluées suite à cette mesure.

On notera que les impacts des actions aidées semblent a priori positifs s'ils concernent l'élaboration de méthodes traitement des déchets et des co-produits, l'expérimentation de plans de gestion de la ressource ou l'amélioration des connaissances scientifiques sur la ressource.

Tableau 32 - Incidences environnementales liées à l'article 50

Thèmes		Applicable / Non applicable	Enjeux prioritaires	Importance de l'incidence	Nature des incidences et effets potentiels
Biodiversité et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	A	5	0 à +	Impact potentiellement positif si mise en place de bonne pratiques visant à limiter les impacts de l'activité sur le milieu.
	Milieux naturels - habitats	A	4		
Pollution et qualité des milieux	Air	NA	NS	0 à ++	Réduction des pollutions liées aux effluents aquacoles si mise en place de bonnes pratiques visant à traiter des déchets et les co-produits
	Eaux	A	4		
	Sols	NA	NS		
	Déchets	A	3		
	Climat	NA	3		
Ressources naturelles	Eau	NA	1	0 à ++	
	Sols	NA	1		
	Energie	A	3		
	Matières premières	NA	NS		
Risques	Risques naturels	A	1	0 à +	Amélioration des conditions de sécurité et des conditions de travail
	Risques technologiques	NA	NS		
Cadre de vie	Paysages et espaces	A	3	0	
	Bâtiments	NA	NS		
	Nuisances	A	1		
Patrimoine	Sites naturels	A	3	0	
	Patrimoine	A	2		

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

Les évaluateurs ne jugent pas pertinent, du point de vue des impacts environnementaux envisagés, de proposer de mesures alternatives.

L'objectif principal de l'article 50 s'inscrit dans deux des cinq orientations stratégiques du PSNPDA : accroître la valeur des produits tout au long de la chaîne de valeur et développer, partager les compétences, la connaissance et l'innovation au profit du développement des aquacultures.

La valeur ajoutée environnementale du FEAMP et donc des modalités de mise en œuvre dépendra de sa capacité à orienter les soutiens vers les meilleurs projets, c'est-à-dire ceux présentant le moins

d'incidences négatives et ceux optimisant les bénéfices environnementaux de l'intervention comme celle ayant attiré au traitement des déchets et de la valorisation des co-produits.

Les mesures de l'article 50 ne sont pas suspectes de pouvoir financer des projets engendrant des incidences négatives sur l'environnement, mais les résultats finaux de l'intervention peuvent fortement varier selon les critères de sélection des projets aidés.

Les mesures liées à la mise en place de partenariat, à la promotion du capital humain ou encore de l'amélioration des conditions de travail sont susceptibles d'impacts positifs. Dans sa version 2.5, le PO reste très flou sur les mesures qui seront réellement mobilisées, à quel niveau et sur quels types de projets. Les projets ayant attiré à la réduction des impacts de l'aquaculture sur l'environnement (réduction des rejets polluants et des déchets) par l'échange de bonnes pratiques pourraient être priorités et l'introduction de critères environnementaux dans le processus de sélection des projets pourrait être envisagée.

4.1.20. Article 51 : Augmentation du potentiel des sites aquacoles (recensement cartographique, installation et infrastructure)

Objectifs et logique d'action

L'article 51 vise à augmenter le potentiel des sites aquacoles en minimisant au maximum les incidences sur l'environnement.

La logique d'intervention de l'article 51, telle qu'exprimée dans la V 2.5 relève du volet environnemental, en répondant à l'objectif spécifique suivant :

- ✓ Protéger et restaurer la biodiversité aquatique, renforcer les écosystèmes liés à l'aquaculture et promouvoir une aquaculture efficace dans l'utilisation des ressources (Objectif Spécifique 2.3). Les besoins unitaires correspondants identifiés dans le PO sont les suivants :
 - Identifier des sites pour accueillir de nouvelles capacités et garantir l'accès aux aquaculteurs et aux nouvelles filières dans le respect de l'environnement (Article 51.1.a – recensement cartographique) ;
 - Identifier des sites pour accueillir de nouvelles capacités et garantir l'accès aux aquaculteurs et aux nouvelles filières dans le respect de l'environnement (Article 51.1.b.c.d – installation et infrastructures & actions pour éviter les dommages & détection des maladies et mortalité);
 - Anticiper, prévenir les risques et aléas sur la production et renforcer la résilience des entreprises (Article 51.1.b.c.d – installation et infrastructures & actions pour éviter les dommages & détection des maladies et mortalité).

La dotation budgétaire de l'article 51 est de **16,3 millions d'euros, soit 2,8% du budget total du FEAMP**. L'article 51 est le troisième le plus doté de la priorité 2 portant sur l'aquaculture (après les articles 47 et 48) ; il pèse pour 17% dans les budgets alloués à la priorité 2.

La maquette financière transmise aux évaluateurs ne détaille pas les allocations budgétaires par mesure au sein de l'Article 51, mais par groupe de mesures devant concourir à l'Objectif Thématique 6 (tableau suivant) :

Articles - mesures	Objectifs Thématiques	% / Article 48
51.1.a	OT6 - Environnement	31%
51.1.b, c, d	OT6 - Environnement	69%

La version 2.5 du PO ne précise pas explicitement quelles mesures seront mobilisées et avec quelles priorités au sein de l'OT6.

Le chapitre 3.1.1. du PO fournit quelques éléments sur les résultats attendus des soutiens aux investissements collectifs dans l'aquaculture au titre de l'Article 51 sur l'objectif de protection et de restauration de la biodiversité aquatique et la promotion d'une aquaculture efficace dans l'utilisation des ressources.

La mesure 51 est intégrée au volet environnemental, avec l'objectif de créer les bonnes conditions environnementales pour augmenter la production aquacole. Le texte rappelle qu'« en matière d'aquaculture, il est essentiel de poursuivre les travaux permettant de préserver les zones existantes et d'accroître leur potentiel, et de développer de nouvelles zones de production, en particulier ceux déjà engagés dans le cadre des schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine (SRDAM) ». La version 2.5 du PO fait notamment référence aux points suivants :

- ✓ Le recensement et la cartographie des « meilleurs emplacements aquacoles possibles » (MEAP) (Article 51.1.a) permettra l'identification de sites permettant d'accueillir de nouvelles capacités de production et d'en garantir l'accès aux aquaculteurs et aux nouvelles filières dans le respect de l'environnement. Cette mesure, qui n'existait pas dans le FEP, répond à un enjeu fort de planification spatiale marine et de gestion intégrée des zones côtières dans un contexte où les conflits d'usage sont un frein majeur au développement des sites aquacoles.
- ✓ L'appui à la réhabilitation / viabilisation de zones de production anciennes ou nouvelles, comme par exemple les friches aquacoles et les friches portuaires (Article 51.1.b) par l'accompagnement de projets d'infrastructures ou d'opérations collectives d'amélioration du potentiel productif de certaines zones. La référence à l'ostréiculture est explicitement mentionnée dans le PO, dans l'objectif de préserver ces zones, en favorisant les interventions collectives spécifiques pour le maintien de leur qualité et de leur potentiel.
- ✓ La protection des cheptels contre certains prédateurs et compétiteurs pourra être réalisée de façon concertée et collective (Article 51.1.c).

Seule la mesure 51.1.d qui vise à l'adoption de plans d'action destinés à la protection, à la reconstitution et à la gestion des stocks de coquillage n'est pas mentionnée.

Le PO ne fournit pas plus de précisions sur les types de projets qui seront ciblés par chaque mesure, si ce n'est la spécificité ostréicole de la France qui intervient sur des zones particulières de reproduction faisant partie du patrimoine environnemental et pour laquelle il est donc recommandé un soutien particulier.

Evaluation des incidences environnementales

L'article 51 1 a correspond en particulier à un des objectifs prioritaires identifiés dans le Plan Stratégique National pour le Développement de l'Aquaculture (Objectif 2A), qui vise à renforcer « l'intégration et le développement des aquacultures dans les territoires ». Cet objectif est décliné en différentes actions, dont l'une consiste en la détermination « des Meilleurs Emplacements Aquacoles Possibles dans les schémas de planification ou d'aménagement préexistants ».

Le PSNDA précise que l'identification de ces zones reposera sur les schémas d'aménagement existants ou à venir, notamment les SRDAM, en cours de construction dans la plupart des régions. Ces plans seront soumis à évaluation environnementale. L'identification des « MEAP » reposera par ailleurs sur une analyse en amont des incidences environnementales potentielles, qui a pour objectif de permettre la bonne intégration des sites aquacoles dans leur environnement. Ce travail pourra aboutir également l'identification des zones « à enjeux » au sein desquelles une implantation n'est pas envisageable.

Le recensement des MEAP prévus par l'article 51 1 a relève de l'investissement immatériel et n'est donc pas susceptible d'effets directs sur l'environnement. Indirectement, il vise à prendre en compte en amont les problématiques environnementales associées à certains sites dans lesquelles

l'implantation de sites aquacoles ne serait pas souhaitable du point de vue de l'environnement, et contribue ainsi à diminuer les risques associés à cette activité.

L'article 51 1 b du règlement du FEAMP prévoit le financement d'opérations visant à l'augmentation du potentiel aquacole, dont certaines permettant «l'amélioration et le développement des installations de soutien et des infrastructures nécessaires afin d'augmenter le potentiel des sites aquacoles et de réduire les incidences négatives de l'aquaculture sur l'environnement, soit un spectre plus large que les références indiquées dans le PO. La stratégie du PO mentionne en effet explicitement le cas de l'ostréiculture, sans préciser si l'intervention sera ciblée sur ces sites.

L'analyse développée ci-après est donc réalisée de manière théorique en considérant le champ le plus large des interventions rendues possibles par le règlement. Les effets de la sous-mesure sont globalement positifs, car contribuant à l'objectif de limitation des impacts sur le milieu.

La protection des cheptels contre certains prédateurs et compétiteurs (Article 51.1.c) n'est pas susceptible d'impacts

Tableau 33 – Incidences environnementales liées à l'article 51

Thèmes		Applicable / Non applicable	Enjeux prioritaires	Importance de l'incidence	Nature des incidences et effets potentiels
Biodiv. et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	A	5	- à +	Effets positifs attendus grâce à la réduction des impacts des activités aquacoles sur les milieux, par le développement d'installations et le choix raisonné des sites d'implantation de nouvelles capacités (MEAP).
	Milieux naturels - habitats	A	4		
Pollution et qualité des milieux	Air	NA	NS	- à +	Effets incertains selon les types d'investissements réalisés. Effets positifs attendus si investissements permettant la limitation des rejets de matières polluantes et de production de déchets.
	Eaux	A	4		
	Sols	NA	NS		
	Déchets	A	3		
	Climat	NA	3		
Ressources naturelles	Eau	NA	1	- à +	Effets incertains selon les types d'investissements réalisés. Effets positifs attendus d'une amélioration de l'efficacité énergétique.
	Sols	NA	1		
	Energie	A	3		
	Matières premières	NA	NS		
Risques	Risques naturels	A	1	0 à +	Effets incertains selon les types d'investissements réalisés. Effets positifs de pratiques intégrant les risques (inondations, etc.)
	Risques technologiques	NA	NS		
Cadre de vie	Paysages et espaces	A	3	0 à ++	Effets positifs attendus en matière de limitation des impacts paysagers, des nuisances et des conflits d'usage en lien avec le raisonnement des sites d'implantation de nouvelles capacités.
	Bâtiments	NA	NS		
	Nuisances	A	1		
Patrimoine	Sites naturels	A	3	0 à +	Effets positifs attendus de la prise en compte de la valeur patrimoniale des sites et des activités traditionnelles.
	Patrimoine	A	2		

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

L'Article 51 est destiné à augmenter le potentiel des sites aquacoles en prenant en compte les aspects environnementaux par la planification spatiale (cartographie), la réhabilitation / viabilisation de zones de production anciennes ou nouvelles incluant un objectif de réduction des incidences sur l'environnement, et par l'accompagnement de projets d'infrastructures collectives visant à améliorer le potentiel de production de ces zones.

Aucune mesure alternative ne semble pertinente du point de vue des impacts environnementaux envisagés. La valeur ajoutée environnementale du FEAMP et donc des modalités de mise en œuvre

dépendra de sa capacité à orienter les soutiens vers les meilleurs projets, c'est-à-dire ceux optimisant les bénéfices environnementaux de l'intervention. Les résultats finaux de l'intervention peuvent fortement varier selon les critères de sélection des projets aidés, notamment dans le cas de la mesure 51 1 b. Les réductions attendues en matière de réduction des incidences négatives de l'aquaculture sur l'environnement mériteraient d'être objectivées et constituer des critères d'éligibilité ou de sélection-priorisation. On peut envisager, par exemple :

- ✓ Des **critères de seuils** minimaux en matière de réduction des consommations d'eau et d'énergie, de rejets de matières polluantes ou de déchets, de niveau de substitution entre carburants fossiles et énergies renouvelables conditionnant l'éligibilité au FEAMP ;
- ✓ Des **critères de sélection** des projets concernant des démarches, systèmes de production ou équipement bénéficiant de référentiel environnementaux officiels (certification liée à la durabilité environnementale, normes et certifications (Ademe, Apave...) ;
- ✓ Des **critères de priorisation** fondés sur l'ampleur des bénéfices apportés par chaque projet sur une ou plusieurs dimensions environnementales (quantités d'énergie, d'énergie fossile, d'eau, de polluants économisées...).

Au-delà des mesures elles-mêmes, les modalités de sélection des projets sur la dimension environnementale mériteraient d'être explicitées. Plusieurs modalités sont envisageables pour limiter les risques d'impacts négatifs et maximiser les bénéfices environnementaux, notamment par l'intégration de critères environnementaux dans la grille de sélection-priorisation des projets candidats à l'aide.

Dans le cas de la mesure 51 1 a visant à identifier les MEAPs, la cohérence des travaux de recensement avec les orientations des schémas existants, SRDAMs et évaluations environnementales correspondantes, devra être recherchée.

4.1.21. Article 52 : Encouragement à l'établissement de nouveaux aquaculteurs respectueux des principes du développement durable

Objectifs et logique d'action

La mesure relative à l'encouragement de l'installation de nouveaux aquaculteurs (article 52) s'inscrit dans le cadre de la **priorité n°2 : « encourager une aquaculture durable sur le plan environnemental, efficace dans l'utilisation des ressources, innovante, compétitive et fondée sur les connaissances »**. La logique d'intervention de l'article 52 relève uniquement du volet économique (OT3 compétitivité). La dotation correspondant à l'article 52 **est équivalente à 2,8 millions d'euros, soit 0,4% du budget total du FEAMP.**

L'intervention cible une action : l'identification et la création de nouvelles unités ou la réhabilitation d'unités, y compris la mise en place des MEAP. La mesure est directement liée à l'objectif spécifique du **renforcement de la compétitivité et de la viabilité des entreprises aquicoles, y compris l'amélioration des conditions de sécurité et de travail, en particulier des PME**. La mise en place de cette mesure répond à un besoin unitaire, qui consiste à créer de nouvelles unités de production durable sur des sites existants ou sur des nouveaux sites, et réhabiliter des sites déjà existants en mer et à terre.

Le PO justifie la mobilisation de cette mesure partant du constat du vieillissement de la population active dans les entreprises aquicoles, et en conclut que le renforcement et le maintien de la place des aquacultures dans les territoires doit s'appuyer sur un renouvellement facilité dans la profession aquicole par l'aide à l'installation de nouveaux aquaculteurs. Pour cette mesure, le PO met l'accent sur la nécessité que les unités de production nouvelles ou réhabilitées soient durables, sans pour autant être plus précis.

Evaluation des incidences environnementales

L'installation de nouveaux aquaculteurs poursuit avant tout un objectif économique pour garantir l'avenir de la filière. Le PO fait référence à la nécessaire durabilité des nouveaux systèmes à mettre en place ou à réhabiliter, sans préciser de quels systèmes de production il s'agit, ni de quelle manière seront priorisés ou pas ces systèmes de production durables. Les incidences environnementales du soutien à de nouvelles installations aquacoles sont donc qualifiées d'incertaines dans la grille page suivante.

Tableau 34 – Incidences environnementales liées à l'article 52

Thèmes		Applicable / Non applicable	Enjeux prioritaires	Importance de l'incidence	Nature des incidences et effets potentiels
Biodiv. et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	A	5	- à +	Effet incertain dépendant du caractère « durable » des projets.
	Milieux naturels - habitats	A	4		
Pollution et qualité des milieux	Air	NA	NS	- à +	Effet incertain dépendant du caractère « durable » des projets.
	Eaux	A	4		
	Sols	NA	NS		
	Déchets	A	3		
	Climat	NA	3		
Ressources naturelles	Eau	NA	1	- à +	Effet incertain dépendant du caractère « durable » des projets.
	Sols	NA	1		
	Energie	A	3		
	Matières premières	NA	NS		
Risques	Risques naturels	A	1	0	
	Risques technologiques	NA	NS		
Cadre de vie	Paysages et espaces	A	3	- à +	
	Bâtiments	NA	NS		
	Nuisances	A	1		
Patrimoine	Sites naturels	A	3	0	
	Patrimoine	A	2		

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

Aucune mesure alternative ne semble pertinente du point de vue des impacts environnementaux envisagés. Toutefois, le PO mériterait de préciser et d'objectiver la notion de « production durable », et indiquer quels seront les critères de sélection et de priorisation dans la sélection des projets soutenus correspondants.

4.1.22. Article 53 : Conversion aux systèmes de management environnemental et d'audit et à l'aquaculture biologique

Objectifs et logique d'action

L'article 53 vise à promouvoir le développement d'une aquaculture biologique ou efficace sur le plan énergétique.

La logique d'intervention de l'article 53, telle qu'exprimée dans la V 2.5 relève du volet environnemental, en répondant à l'objectif spécifique suivant:

- ✓ Protéger et restaurer la biodiversité aquatique, renforcer les écosystèmes liés à l'aquaculture et promouvoir une aquaculture efficace dans l'utilisation des ressources (Objectif Spécifique 2.3). Les besoins unitaires correspondants identifiés dans le PO sont les suivants :
 - Développer les pratiques aquacoles intégrées plus respectueuses de l'environnement.

La dotation budgétaire de l'article 53 est de **286 875 euros, soit 0,05% de la maquette dite « développement durable »**. L'article 53 est l'article le plus faiblement doté de la priorité 2; il pèse pour 0,3% dans les budgets alloués.

La maquette financière transmise aux évaluateurs ne détaille pas les allocations budgétaires par sous-mesure au sein de l'Article 53. Le Règlement précise en effet que le FEAMP peut soutenir :

- ✓ La conversion des méthodes de production aquacole traditionnelles à l'aquaculture biologique ;
- ✓ La participation au système de management environnemental et d'audit de l'Union (EMAS) établi par le Règlement (CE) n°761/2001 du Parlement Européen et du Conseil.

Le chapitre 3.1.1. du PO fournit peu d'éléments sur les résultats attendus du soutien apporté au titre de l'Article 53 si ce n'est que la conversion à l'aquaculture biologique sera encouragée dans les projets d'innovation et de valorisation qui seront mis en place dans les entreprises, en vue de promouvoir des pratiques globales plus respectueuses de l'environnement.

Le Règlement précise que l'aide ne sera octroyée qu'aux bénéficiaires s'engageant à participer à l'EMAS pendant une durée minimale de 3 ans ou à respecter les exigences de la production biologique pendant une durée minimale de 5 ans.

La version 2.5 du PO ne fournit pas plus de précisions sur le mode de calcul et le montant de cette compensation.

Evaluation des incidences environnementales

L'Article 53 étant dédiée à l'environnement, les actions qui financées sont associées à des incidences positives.

Tableau 35 – Incidences environnementales liées à l'article 55

Thèmes		Applicable / Non applicable	Enjeux prioritaires	Importance de l'incidence	Nature des incidences et effets potentiels
Biodiv. et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	A	5	0 à +	Effets positifs attendus grâce à la réduction des impacts sur les milieux et peuplements des milieux environnants.
	Milieux naturels - habitats	A	4		
Pollution et qualité des milieux	Air	NA	NS	+ à ++	Effets positifs attendus en matière de limitation des rejets de matières polluantes et de production de déchets.
	Eaux	A	4		
	Sols	NA	NS		
	Déchets	A	3		
	Climat	NA	3		
Ressources naturelles	Eau	NA	1	0 à +	Effets positifs attendus d'une gestion vertueuse de l'énergie.
	Sols	NA	1		
	Energie	A	3		
	Matières premières	NA	NS		
Risques	Risques naturels	A	1	0 à +	Effets positifs de pratiques intégrant les risques (inondations, etc.)
	Risques technologiques	NA	NS		
Cadre de vie	Paysages et espaces	A	3	0 à +	Effets positifs attendus en matière de limitation des impacts paysagers, des nuisances et des conflits d'usage.
	Bâtiments	NA	NS		
	Nuisances	A	1		
Patrimoine	Sites naturels	A	3	0	
	Patrimoine	A	2		

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

Les critères d'éligibilité au soutien proposé au titre de l'Article 53 portent d'une part sur le respect du cahier des charges de l'agriculture biologique ; et d'autre part sur la participation au système de management environnemental et d'audit de l'Union (EMAS).

Les effets environnementaux dépendront pour partie de l'anticipation par leurs concepteurs de certains risques, dont :

- ✓ Des risques d'effets d'aubaine, si l'aide venait récompenser des pratiques déjà mises en œuvre par les aquaculteurs ;
- ✓ Des risques d'inadéquation des mesures à certaines conditions locales et/ou certains schémas de production aquacole ;
- ✓ Des risques de complexité de mise en œuvre par les professionnels, si les cahiers des charges sont trop ambitieux ;
- ✓ Des risques de faible effet d'incitation de l'aide, si les niveaux de soutien ne couvrent pas totalement les surcoûts de leur mise en œuvre par les professionnels.

4.1.23. Article 54 : Une aquaculture fournissant des services environnementaux

Objectifs et logique d'action

La mesure portant sur une aquaculture fournissant des services environnementaux (article 54) s'inscrit dans le cadre de la **priorité n°2 : « promouvoir une pêche durable sur le plan environnemental, efficace dans l'utilisation des ressources, innovante, compétitive et fondée sur les connaissances »**. La logique d'intervention de l'article 54 relève principalement du volet durable (OT6 assurer la préservation et la protection de l'environnement par l'utilisation rationnelle des ressources).

Elle cible une action : le soutien des entreprises qui fournissent des services environnementaux. La mesure est directement liée à l'objectif spécifique de la **promotion d'une aquaculture offrant un niveau élevé de protection environnementale, de santé publique et de bien-être animal** (OS 2.4).

La mise en place de cette mesure répond à un besoin unitaire, celui de développer des pratiques aquacoles intégrées plus respectueuses de l'environnement. Plus précisément, le PO fait référence à des « systèmes intégrés » et à des « pratiques globales plus respectueuses de l'environnement ».

La dotation correspondant à l'**article 54 est équivalente à 1,6 millions d'euros, soit 0,3% du budget total du FEAMP.**

Evaluation des incidences environnementales

Cette mesure fait explicitement référence à des objectifs environnementaux. Les évaluateurs estiment donc que les incidences environnementales des actions financées par cet article seront par définition positives. Leur intensité dépendra de la nature des projets soutenus.

Tableau 36 – Incidences environnementales liées à l'article 54

Thèmes		Applicable / Non applicable	Enjeux prioritaires	Importance de l'incidence	Nature des incidences et effets potentiels
Biodiv. et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	A	5	0 à +	Effets positifs attendus grâce à la réduction des impacts sur les milieux et peuplements des milieux environnants.
	Milieux naturels - habitats	A	4		
Pollution et qualité des milieux	Air	NA	NS	+ à ++	Effets positifs attendus en matière de limitation des rejets de matières polluantes et de production de déchets.
	Eaux	A	4		
	Sols	NA	NS		
	Déchets	A	3		
	Climat	NA	3		
Ressources naturelles	Eau	NA	1	0 à +	Effets positifs attendus d'une gestion vertueuse de l'énergie.
	Sols	NA	1		
	Energie	A	3		
	Matières premières	NA	NS		
Risques	Risques naturels	A	1	0 à +	Effets positifs de pratiques intégrant les risques (inondations, etc.)
	Risques technologiques	NA	NS		
Cadre de vie	Paysages et espaces	A	3	0 à +	Effets positifs attendus en matière de limitation des impacts paysagers, des nuisances et des conflits d'usage.
	Bâtiments	NA	NS		
	Nuisances	A	1		
Patrimoine	Sites naturels	A	3	0	
	Patrimoine	A	2		

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

L'article 54 est une mesure dédiée à l'environnement. La nature des « systèmes intégrés » et des « pratiques globales plus respectueuses de l'environnement » soutenus par cet article devraient être décrites dans le PO. Les bénéfices environnementaux induits par la mise en place de ces systèmes mériteraient d'être objectivés via :

- ✓ Des **critères de seuils** minimaux en matière de réduction des consommations d'eau et d'énergie, de rejets de matières polluantes ou de déchets, de niveau de substitution entre carburants fossiles et énergies renouvelables conditionnant l'éligibilité au FEAMP ;
- ✓ Des **critères de sélection** des projets concernant des démarches, systèmes de production ou équipement bénéficiant de référentiel environnementaux officiels (certification liée à la durabilité environnementale, normes et certifications (Ademe, Apave...) ;
- ✓ Des **critères de priorisation** fondés sur l'ampleur des bénéfices apportés par chaque projet sur une ou plusieurs dimensions environnementales (quantités d'énergie, d'énergie fossile, d'eau, de polluants économisées..)

4.1.24. Article 55 : Mesures de santé publique / suspension temporaire d'activité pour les conchyliculteurs

Objectifs et logique d'action

La mesure relative aux mesures de santé publique (article 55) s'inscrit dans le cadre de la **priorité n°2 : « encourager une aquaculture durable sur le plan environnemental, efficace dans l'utilisation des ressources, innovante, compétitive et fondée sur les connaissances »**. La logique d'intervention de l'article 55 relève uniquement du volet économique (OT3 compétitivité).

Elle cible une action : l'indemnisation des conchyliculteurs en cas de suspension temporaire d'activité, directement liée à un objectif spécifique : le **renforcement de la compétitivité et de la viabilité des entreprises aquicoles, y compris l'amélioration des conditions de sécurité et de travail, en particulier des PME**. La mise en place de cette mesure répond à un besoin unitaire, qui consiste à anticiper, à prévenir les risques et aléas sur la production et à renforcer la résilience des entreprises.

La dotation correspondant à l'**article 55 est équivalente à 4,4 millions d'euros, soit 0,8% du budget total du FEAMP**. L'article 56 pèse pour 5% dans les budgets alloués à la priorité 2.

Le chapitre 3.1.1. du PO fournit quelques éléments sur les résultats attendus des soutiens apportés au titre de l'Article 55. Cette mesure vise au maintien d'une haute sécurité sanitaire contribuant ainsi à l'accroissement de la valeur des produits tout au long de la chaîne de valeur. Indirectement, ce dispositif participe donc au « renforcement de la production conchylicole et au développement des autres productions aquicoles, tout en améliorant la durabilité des exploitations aquicoles et en augmentant la valeur des produits tout au long de la chaîne de valeur ».

Enfin, la version 2.5 du PO précise que cette mesure permet l'indemnisation des conchyliculteurs touchés par une fermeture de zone liée à la contamination phytoplanctonique toxique des coquillages intervenant pendant plus de 4 mois consécutifs et entraînant une perte de plus de 25% du chiffre d'affaires annuel de l'entreprise. Cette mesure était déjà présente dans le FEP mais n'a jamais été mise en œuvre en France (le critère de 4 mois de fermeture consécutive étant très restrictif, tout comme le critère de perte de chiffre d'affaires qui était de 35%).

Evaluation des incidences environnementales

La grille d'évaluation environnementale ci-dessous n'identifie que des enjeux très mineurs sur le thème de la biodiversité et des milieux naturels ; à travers le fait que les arrêts de commercialisation peuvent se traduire par une surcharge temporaire des parcs d'élevage et par un prélèvement trophique renforcé sur le milieu.

Tableau 37 - Incidences environnementales liées à l'article 55

Thèmes		Applicable / Non applicable	Enjeux prioritaires	Importance de l'incidence	Nature des incidences et effets potentiels
Biodiv. et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	A	5	- à 0	Effets négatifs mineurs potentiels de sur-prélèvement trophique dans le milieu, pouvant découler du maintien inhabituel dans les parcs d'élevage d'une biomasse importante de coquillages soumis à l'interdiction de récolte. Ces effets sont proportionnels à la durée et à l'ampleur géographique des crises sanitaires.
	Milieux naturels - habitats	A	4		
Pollution et qualité des milieux	Air	NA	NS	0	
	Eaux	A	4		
	Sols	NA	NS		
	Déchets	A	3		
	Climat	NA	3		
Ressources naturelles	Eau	NA	1	0	
	Sols	NA	1		
	Energie	A	3		
	Matières premières	NA	NS		
Risques	Risques naturels	A	1	0	
	Risques technologiques	NA	NS		
Cadre de vie	Paysages et espaces	A	3	0	
	Bâtiments	NA	NS		
	Nuisances	A	1		
Patrimoine	Sites naturels	A	3	0	
	Patrimoine	A	2		

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

Compte tenu du caractère anecdotique des incidences environnementales envisagées, il n'est pas nécessaire de prévoir de modalités alternatives ou correctrices pour la mise en œuvre de cette mesure.

4.1.25. Article 56 : Mesures relatives à la santé et au bien-être des animaux (suspension temporaire d'activité pour les conchyliculteurs)

Objectifs et logique d'action

L'article 56 vise à prévenir les pathologies dans les élevages, afin d'assurer la sécurité des cheptels et le bon état de leur commercialisation.

La logique d'intervention de l'article 56, telle qu'exprimée dans la V 2.5 relève de deux volets :

- ✓ d'un côté les sous-mesures a à e relèvent du volet économique puisque cet article est rattaché à l'objectif thématique OT3 : « Renforcer la compétitivité du secteur de la pêche et de l'aquaculture ». Cependant, les retombées environnementales sont clairement établies, puisque cette mesure répond à l'objectif spécifique suivant: « **Promouvoir une aquaculture offrant un niveau élevé de protection environnementale** (Objectif Spécifique 2.4).
- ✓ de l'autre la sous-mesure f (suspension temporaire d'activité pour les conchyliculteurs) prévoit l'indemnisation des conchyliculteurs en cas de pertes importantes sur leur production. Cette sous mesure relève du volet économique principalement, sans impact environnemental. Néanmoins, elle est également rattachée à l'OS 2.4 (« promouvoir une aquaculture offrant un niveau élevé de protection environnementale »).

Un seul besoin unitaire est identifié dans le PO :

- ✓ Anticiper, prévenir les risques et aléas sur la production et renforcer la résilience des entreprises.

La dotation budgétaire de l'article 56 est de 6,3 millions d'euros, soit 1,1% du budget total du FEAMP. L'article 56 pèse par ailleurs pour 6% dans les budgets alloués à la priorité 2.

La maquette financière transmise aux évaluateurs ne détaille pas les allocations budgétaires par mesure au sein de l'Article 56, mais par groupe de mesures devant concourir à l'Objectif Thématique 3 (tableau suivant)

Articles - mesures	Objectifs Thématiques	% / Article 56
56 a à e	OT3 - Environnement	29%
56 f	OT3 - Environnement	71%

La version 2.5 du PO ne précise pas explicitement quelles mesures seront mobilisées et avec quelles priorités au sein de l'OT6.

Le chapitre 3.1.1. du PO fournit quelques éléments sur les résultats attendus des soutiens aux producteurs au titre de l'Article 56, sur l'objectif de réduction des risques pathologiques et de protection des cheptels.

La mesure 56 vise à sensibiliser les producteurs à adopter une démarche individuelle mais aussi collective pour la gestion des risques pathologiques en aidant à la constitution et au fonctionnement de groupes de défense sanitaire, à l'élaboration et au déploiement de bonnes pratiques ou de codes de conduite sur la biodiversité et les besoins en matière de santé (Article 56 b, c, d, e).

Les investissements collectifs et individuels permettant d'améliorer la santé du cheptel ou d'anticiper les risques sur la production seront sécurisés en étudiant la faisabilité de la mise en place des

systèmes assurantiels tel que le propose l'Article 56 f (suspension temporaire d'activité pour les conchyliculteurs). Cette sous-mesure permet le soutien du FEAMP pour l'indemnisation des conchyliculteurs lors de la suspension temporaire de leurs activités en raison d'une mortalité de masse exceptionnelle (taux de mortalité dépassant 20% ou perte à plus de 35% du chiffre d'affaires).

Enfin, la gestion collective des risques pathologiques doit être complétée par des incitations individuelles à prévenir et soigner les pathologies et à s'intéresser au bien-être des animaux élevés ; et à soutenir les entreprises dans le cas de la mise en place de plans d'éradication (Article 56 a).

Le PO ne fournit pas plus de précisions sur les types de projets qui seront ciblés par chaque mesure, si ce n'est la suspension temporaire d'activité pour les conchyliculteurs prévue par la mesure 56 f.

Evaluation des incidences environnementales

La grille d'évaluation environnementale présentée ci-dessous identifie des enjeux significatifs sur deux thématiques :

- ✓ Biodiversité et milieux naturels avec des incidences positives de la lutte contre les prophylaxies dans les élevages sur la prévention de diffusion de germes dans les milieux aquatiques environnants susceptibles d'affecter les populations sauvages (salmonicoles en particulier, ainsi que truites sauvages) ;
- ✓ Pollution et qualité des milieux, indirectement en résultat de prescription de traitements prophylactiques susceptibles de diffusion dans les milieux.

Tableau 38 – Incidences environnementales liées à l'article 56

Thèmes		Applicable / Non applicable	Enjeux prioritaires	Importance de l'incidence	Nature des incidences et effets potentiels
Biodiv. et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	A	5	0 à +	Effets positifs de limitation des risques de diffusion de pathologies induites par les activités aquacoles sur les espèces sauvages présentes dans les écosystèmes environnants (par exemple truites sauvages, salmoniculture).
	Milieux naturels - habitats	A	4		
Pollution et qualité des milieux	Air	NA	NS	- - à 0	Possibilité de diffusion dans le milieu environnant de molécules prophylactiques (antibiotiques, fongicides, etc.) affectant la faune sauvage.
	Eaux	A	4		
	Sols	NA	NS		
	Déchets	A	3		
	Climat	NA	3		
Ressources naturelles	Eau	NA	1	0	
	Sols	NA	1		
	Energie	A	3		
	Matières premières	NA	NS		
Risques	Risques naturels	A	1	0	
	Risques technologiques	NA	NS		
Cadre de vie	Paysages et espaces	A	3	0	
	Bâtiments	NA	NS		
	Nuisances	A	1		
Patrimoine	Sites naturels	A	3	0	
	Patrimoine	A	2		

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

S'agissant d'une mesure à vocation de contrôle et d'éradication de pathologies pouvant diffuser dans l'environnement, les évaluateurs ne jugent pas utile de mesure alternatives. Les plans d'éradication étant mis en place selon des protocoles reconnus par la DGAL, il n'apparaît pas nécessaire de mettre en place d'encadrement supplémentaire.

4.1.26. Article 57 : Assurance des élevages aquacoles

Objectifs et logique d'action

L'article 57 vise au maintien du revenu des producteurs aquacoles grâce à une contribution à une assurance des élevages couvrant les pertes économiques dues à au moins l'une des causes suivantes :

- ✓ Des catastrophes naturelles,
- ✓ Des phénomènes climatiques défavorables,
- ✓ De brusques changements dans la qualité et la quantité des eaux dont l'opérateur n'est pas responsable ;
- ✓ Des maladies dans le secteur aquacole, une défaillance ou la destruction des installations de production dont l'opérateur n'est pas responsable.

La logique d'intervention de l'article 57, telle qu'exprimée dans la V 2.5 relève du volet économique puisque cette mesure est rattachée à l'objectif thématique OT3 : « Renforcer la compétitivité du secteur de la pêche et de l'aquaculture » et répond à l'objectif spécifique suivant: « Promouvoir une aquaculture offrant un niveau élevé de protection environnementale (Objectif Spécifique 2.4).

Les besoins unitaires correspondants identifiés dans le PO sont les suivants :

- ✓ Anticiper, prévenir les risques et aléas sur la production et renforcer la résilience des entreprises.

La dotation correspondant à l'article 57 est équivalente à 4,4 millions d'euros, soit 0,75% du budget total du FEAMP. L'article 57 pèse pour 5% dans les budgets alloués à la priorité 2.

La version 2.5 du PO ne précise pas explicitement quelles mesures seront mobilisées et avec quelles priorités au sein de l'OT3.

Evaluation des incidences environnementales

L'article 57, compte tenu de la nature de l'intervention, n'est pas susceptible d'incidences sur l'environnement, qu'elles soient positives ou négatives.

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

Compte tenu de la nature de l'intervention, il n'est pas nécessaire de prévoir de modalités alternatives ou correctrices pour la mise en œuvre de cette mesure.

4.1.27. Art 62, 63 et 64 - Développement local par les acteurs locaux (DLAL)

Objectifs et logique d'action

Trois articles du Règlement FEAMP ont pour objectif de soutenir la création de groupes d'action locaux pêche et aquaculture (GALPA) et de les accompagner dans la mise en place de stratégies de développement local. Ces articles composent la priorité 4 du programme FEAMP qui est équivalente à l'instrument LEADER du FEADER qui intervient en soutien aux projets de réseaux d'acteurs dans les territoires ruraux.

Les trois articles ont les objectifs suivants :

- ✓ Article 62 – aide à la constitution et à la mise en place des GALPA. La création de 11 nouveaux groupes sont prévus sur la programmation 2014-2020 ;
- ✓ Article 63 – aide à la mise en œuvre de stratégies de développement local, via le cofinancement des projets des groupes. Cette intervention concernera principalement les 11 GALPA mis en place avec l'appui du FEP sur la période 2007-2013 ;
- ✓ Article 64 – soutien aux activités de coopération entre les GALPA.

Les moyens alloués au DLAL dans le programme FEAMP sont relativement modestes avec 17,8 millions d'euros budgétés sur la durée de la programmation, soit 3% du budget total du FEAMP. Le budget moyen alloué à la mise en œuvre des projets des GALPA se situe à 1, 9 millions d'euros.

Evaluation des incidences environnementales

Les articles 62 (aide à la mise en place de nouveaux GALPA) et 64 (actions de coopérations) relèvent d'investissements immatériels dans la création et le fonctionnement des réseaux d'acteurs. Ils ne sont pas susceptibles d'incidences directes et significatives sur l'environnement.

Les incidences potentielles des projets des GALPA soutenus par l'Article 63 ne peuvent être appréciées à ce niveau du fait des différences importantes qui peuvent exister entre les stratégies des groupes et de la grande diversité des projets éligibles (non connus des évaluateurs)

Les moyens disponibles pour le financement des projets des GALPA étant limités, ils sont le plus souvent dédiés à des investissements immatériels peu susceptibles d'incidences environnementales directes et significatives.

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

Les évaluateurs ne jugent pas pertinent, du point de vue des impacts environnementaux envisagés, de proposer de mesures correctives ou alternatives.

4.1.28. Article 66 : Plans de production et de commercialisation

Objectifs et logique d'action

L'article 66 répond à la priorité 5 de l'Union : « encourager la commercialisation et la transformation ».

La logique d'intervention de l'article 69, telle qu'exprimée dans la V 2.5 relève du volet économique, en répondant à l'objectif spécifique suivant :

- ✓ **Améliorer l'organisation du marché des produits de la pêche et de l'aquaculture** (Objectif Spécifique 5.1). Les besoins unitaires correspondants identifiés dans le PO sont les suivants :
 - Mettre en adéquation l'offre de pêche et la demande du marché au niveau de la première vente (qualité des produits, quantités, types de produits transformés, etc.) et asseoir le rôle des OP pêche ;
 - Améliorer l'insertion des produits aquacoles dans les circuits de distribution;

La dotation budgétaire de **l'article 66 est de 25,3 millions d'euros, soit 4,3% du budget total du FEAMP**. L'article 66 est l'article le mieux doté de la priorité 5, mobilisant 20% du budget alloué à la priorité 5.

Dans sa version actuelle, le PO précise que, pour relever les défis de l'innovation et de la minimisation des impacts environnementaux, il est nécessaire de poursuivre la structuration et l'accompagnement des acteurs des filières en s'appuyant sur les structures collectives existantes.

En matière de commercialisation des produits de la pêche, il s'agira principalement de renforcer le rôle des organisations de producteurs (OP), via la validation de leur « plan de production et de commercialisation » (PPC) répondant aux objectifs de l'OCM tels que définis par le règlement 1379/2013. Chaque organisation de producteurs soumet pour approbation à ses autorités nationales compétentes un PPC au moins pour la principale espèce commercialisée. Les PPC doivent répondre à différents objectifs, dont certains relèvent de l'environnement. Notamment, les PPC doivent contenir les mesures à prendre par l'organisation de producteurs afin de :

- ✓ « promouvoir l'exercice d'activités de pêche viables et durables dans le respect le plus strict des règles de conservation et dans le droit de l'environnement, tout en respectant la politique sociale, et... en participant également à la gestion des ressources biologiques marines » ;
- ✓ « éviter et réduire dans toute la mesure du possible les captures indésirées effectuées dans les stocks commerciaux et, le cas échéant, utiliser au mieux ces captures, sans créer un marché pour celles dont les tailles sont inférieures aux tailles minimales de référence de conservation »
- ✓ Enfin, « réduire l'impact de la pêche sur l'environnement, y compris par des mesures visant à améliorer la sélectivité des engins de pêche ».

Evaluation des incidences environnementales

L'article 66 qui prévoit un soutien à l'établissement est une mesure dédiée à mettre en adéquation la production avec le marché, tout en intégrant différentes mesures de « conservation », relative à la sélectivité des engins de pêche, aux tailles minimales des captures, à l'établissement de mesures de gestion de la ressource. Il vise à mieux adapter les prélèvements à la capacité d'absorption du marché.

Les incidences environnementales sont donc positives et concernent principalement les espèces et la diversité biologique. L'ampleur des effets dépendra cependant des choix de mesures retenus par les OP.

Tableau 39 – Incidences environnementales liées à l'article 66

Thèmes		Applicable / Non applicable	Enjeux prioritaires	Importance de l'incidence	Nature des incidences et effets potentiels
Biodiv. et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	A	5	0 à +	Effets positifs dans le cas d'inscription dans les PPC de mesures visant à une meilleure gestion de la ressource.
	Milieux naturels - habitats	A	4		
Pollution et qualité des milieux	Air	NA	NS	0	
	Eaux	A	4		
	Sols	NA	NS		
	Déchets	A	3		
	Climat	NA	3		
Ressources naturelles	Eau	NA	1	0	
	Sols	NA	1		
	Energie	A	3		
	Matières premières	NA	NS		
Risques	Risques naturels	A	1	0	
	Risques technologiques	NA	NS		
Cadre de vie	Paysages et espaces	A	3	0	
	Bâtiments	NA	NS		
	Nuisances	A	1		
Patrimoine	Sites naturels	A	3	0	
	Patrimoine	A	2		

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

Les évaluateurs ne jugent pas pertinent, du point de vue des impacts environnementaux envisagés, de proposer de mesures alternatives. Afin de maximiser les bénéfices escomptés des mesures des PPC sur une meilleure gestion de la ressource, les démarches innovantes de production comme de commercialisation, allant au-delà du réglementaire, seront pertinentes et encouragées.

4.1.29. Article 67 : Aide au stockage

Objectifs et logique d'action

L'article 67 vise à faciliter la commercialisation des produits de la pêche par un soutien au stockage.

La logique d'intervention de l'article 67, telle qu'exprimée dans la V 2.5 relève du volet économique, en répondant à l'objectif spécifique suivant:

- ✓ Améliorer l'organisation du marché des produits de la pêche et de l'aquaculture (Objectif Spécifique 5.1). Les besoins unitaires correspondants identifiés dans le PO sont les suivants :
 - Mettre en adéquation l'offre de pêche et la demande du marché au niveau de la première vente (qualité des produits, quantités, types de produits transformés, etc.) et asseoir le rôle des OP pêche.

La dotation budgétaire de l'article 67 est de **4,7 millions d'euros, soit 0,8% du budget total du FEAMP**. L'article 67 dépend de la priorité 5 du PO : « Encourager la commercialisation et la transformation ». Il est le troisième le plus doté de la priorité 5 (hors mesure 70 RUP) après la mesure 66 (plan de production et de commercialisation) et la mesure 69 (transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture). Il pèse pour 7% dans les budgets alloués à la priorité 5 (hors budgets alloués pour la mesure concernant le régime de compensation des surcoûts dans les RUP).

La maquette financière transmise aux évaluateurs ne détaille pas les allocations budgétaires par mesure au sein de l'Article 51.

La version 2.5 du PO ne précise pas explicitement quelles mesures seront mobilisées et avec quelles priorités au sein de l'OT3. Concernant le montant de cette aide, le PO indique qu'il a été défini sur la base d'une étude externe prenant en compte les coûts sur une base historique et actualisée. L'aide compense ainsi de manière forfaitaire les coûts de stabilisation et de stockage (Article 67.1.b).

Ce montant forfaitaire, revalorisé chaque année en fonction des indices INSEE, est donc indépendant des modalités de choix du prestataire par l'OP.

Le chapitre 3.1.1. du PO ne fournit pas d'éléments sur les résultats attendus de l'aide au stockage.

Evaluation des incidences environnementales

L'Article 67 est dédié à l'amélioration de l'organisation du marché des produits de la pêche et de l'aquaculture par un soutien au stockage permettant de différer la commercialisation d'une partie des captures en fonction des besoins du marché. L'intervention concerne principalement la congélation de poissons destinés à la conserverie (sardines et autres petits pélagiques) L'objectif, in fine, étant d'encourager les OP à conserver le volume des produits mis en première vente. Les incidences environnementales sont donc limitées, comme l'illustre la grille ci-dessous.

Tableau 40 - Incidences potentielles liées à l'article 67

Thèmes		Applicable / Non applicable	Enjeux prioritaires	Importance de l'incidence	Nature des incidences et effets potentiels
Biodiv. et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	A	5	0 à +	Effet positif potentiel si le stockage permet une meilleure adéquation de l'offre à la demande du marché. Le stockage évite en effet un gaspillage des ressources en permettant une valorisation différée dans le temps. Effet positif potentiel également si le stockage permet une valorisation plus importante d'espèces sous-exploitées.
	Milieux naturels - habitats	A	4		
Pollution et qualité des milieux	Air	NA	NS	0	
	Eaux	A	4		
	Sols	NA	NS		
	Déchets	A	3		
	Climat	NA	3		
Ressources naturelles	Eau	NA	1	0 à -	Effet négatif : le stockage par le froid est consommateur d'énergie électrique (peu dépendante des carburants fossiles en France).
	Sols	NA	1		
	Energie	A	3		
	Matières premières	NA	NS		
Risques	Risques naturels	A	1	0	
	Risques technologiques	NA	NS		
Cadre de vie	Paysages et espaces	A	3	0	
	Bâtiments	NA	NS		
	Nuisances	A	1		
Patrimoine	Sites naturels	A	3	0	
	Patrimoine	A	2		

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

La mesure n'induit pas de risques significatifs nécessitant la proposition de modalités d'amélioration. En outre, les évaluateurs ne jugent pas pertinent, du point de vue des impacts environnementaux envisagés, de proposer de mesures alternatives.

4.1.30. Article 68 : Mesures de commercialisation

Objectifs et logique d'action

La mesure relative aux mesures de commercialisation (article 68) s'inscrit dans le cadre de la **priorité n°5 : « encourager la commercialisation et la transformation »**.

La logique d'intervention de l'article 68 relève uniquement du volet économique (OT3 compétitivité), et répond selon le PO à un seul objectif spécifique, celui d'**améliorer l'organisation du marché des produits de la pêche et de l'aquaculture** (Objectif Spécifique 5.1). Six **besoins unitaires correspondants** identifiés dans le PO sont répertoriés dans le tableau suivant. Ils sont classés suivant les sept déclinaisons de l'article 68, de a à g. Certaines déclinaisons de l'article 68 répondent aux mêmes besoins unitaires.

Tableau 41 – Besoins unitaires identifiés dans l'article 68

Besoins unitaires identifiés	Déclinaisons de l'article 68 concernés
Mettre en adéquation l'offre et la demande du marché au niveau de la première vente (qualité des produits, quantités, types de produits transformés...) et asseoir le rôle des OP pêche	Article 68.a : Création d'OP, association d'OP, interprofessions
Améliorer l'insertion des produits aquacoles dans les circuits de distribution	Article 68.a : Création d'OP, association d'OP, interprofessions Article 68.b : Recherche de nouveaux marchés et amélioration des conditions de mise sur le marché Article 68.d : Transparence de la production et des marchés Article 68.g : Communication et promotion régionales, nationales ou transnationales
Améliorer les conditions de la première commercialisation et la valorisation des produits (hors halles à marée)	Article 68.b : Recherche de nouveaux marchés et amélioration des conditions de mise sur le marché Article 68.c : Promouvoir la qualité et la valeur ajoutée Article 68.d : Transparence de la production et des marchés Article 68.e : Traçabilité des produits Article 68.f : Elaborer des contrats types pour les PME Article 68.g : Communication et promotion régionales, nationales ou transnationales
Valoriser la qualité des produits aquacoles français au travers de la commercialisation	Article 68.b : Recherche de nouveaux marchés et amélioration des conditions de mise sur le marché Article 68.c : Promouvoir la qualité et la valeur ajoutée Article 68.e : Traçabilité des produits Article 68.f : Elaborer des contrats types pour les PME
Améliorer la première mise en marché par les halles à marée	Article 68.b : Recherche de nouveaux marchés et amélioration des conditions de mise sur le marché Article 68.d : Transparence de la production et des marchés Article 68.e : Traçabilité des produits
Assurer une meilleure valorisation des produits lors de la première vente par les halles à marée	Article 68.c : Promouvoir la qualité et la valeur ajoutée Article 68.d : Transparence de la production et des marchés

Plus particulièrement, les actions soutenues dans le cadre du FEAMP et telles qu'identifiées dans la stratégie décrites ci-après. Elles concernent à la fois la pêche et l'aquaculture :

- ✓ **Créer et restructurer des OP pour la pêche** : le PO précise que seront favorisées les fusions d'OP pour renforcer leur poids économique, ainsi que la création d'OP sur des secteurs d'activités en émergence qui en sont dépourvues, ou sur les territoires où elles n'existent pas pour l'instant (RUP et Corse) ;
- ✓ **Réaliser des études de marché** pour augmenter la connaissance des marchés et des circuits de distribution visant à améliorer la stratégie commerciale et à accroître la rentabilité des opérateurs économiques ;
- ✓ **Encourager la différenciation** qui permet via les signes de qualité notamment l'accroissement de la valeur des produits tout au long de la chaîne de la valeur ;
- ✓ Stimuler la mise en place de démarches de qualité et de certification ;
- ✓ **Mettre en œuvre des campagnes de communication**, en particulier auprès des acteurs des filières par des études de marché et auprès du grand public par des campagnes de promotion aux niveaux national et régional pour améliorer l'image des produits de la pêche et de l'aquaculture et accroître le potentiel de valorisation de ceux-ci ;
- ✓ Elaborer des contrats types pour les PME.

Concernant la procédure de sélection des projets, le PO précise uniquement que les actions soutenues favoriseront au niveau régional des opérations mobilisant au moins deux maillons de la filière, tandis qu'elles concerneront particulièrement les interprofessions au niveau national (CNC et CIPA par exemple).

La dotation correspondant à l'**article 68 est équivalente à près de 18 millions d'euros, soit 3% du budget total du FEAMP**. La maquette financière distingue les articles 68.b, c, e et f, qualifiés de spécifiques à l'aquaculture pour près de 10 millions d'euros, tandis que les articles 68.a, d et g représentent quasiment 8 millions d'euros.

Evaluation des incidences environnementales

Aucun des besoins unitaires ciblés par le PO ne fait explicitement référence à l'environnement. Quelques actions pourraient avoir des incidences environnementales positives, telles que l'encouragement à la mise en place de démarches de qualité et de certification, à condition que ces démarches intègrent des schémas de production vertueux du point de vue environnemental. Cela pourrait être le cas de l'aquaculture biologique par exemple.

L'article 68, dédié aux mesures de commercialisation, s'inscrit pleinement compte-tenu de sa nature au sein du volet économique, sans pour autant *a priori* être suspect d'incidences environnementales négatives, puisqu'il s'inscrit plutôt dans l'organisation des acteurs de la filière et dans la dynamisation et la professionnalisation de la phase de commercialisation.

Les incidences sont donc jugées souvent nulles, voire positives suivant les thématiques environnementales, suivant le degré de souscription des opérateurs à des démarches de qualité, intégrant un système de production vertueux du point de vue environnemental.

Tableau 42 – Incidences environnementales liées à l'article 68

Thèmes		Applicable / Non applicable	Enjeux prioritaires	Importance de l'incidence	Nature des incidences et effets potentiels
Biodiv. et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	A	5	0 à +	Développement de l'aquaculture biologique ou d'autres systèmes de production vertueux pour l'environnement.
	Milieux naturels - habitats	A	4		
Pollution et qualité des milieux	Air	NA	NS	0 à +	Développement de l'aquaculture biologique ou d'autres systèmes de production vertueux pour l'environnement
	Eaux	A	4		
	Sols	NA	NS		
	Déchets	A	3		
	Climat	NA	3		
Ressources naturelles	Eau	NA	1	0 à +	Développement de l'aquaculture biologique ou d'autres systèmes de production vertueux pour l'environnement
	Sols	NA	1		
	Energie	A	3		
	Matières premières	NA	NS		
Risques	Risques naturels	A	1	0	
	Risques technologiques	NA	NS		
Cadre de vie	Paysages et espaces	A	3	0	
	Bâtiments	NA	NS		
	Nuisances	A	1		
Patrimoine	Sites naturels	A	3	0 à +	Dynamisation des marchés locaux dédiés à la production aquacole
	Patrimoine	A	2		

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

L'Article 68 est destiné à soutenir les démarches de commercialisation et relève uniquement du volet économique, tel qu'identifié dans la stratégie du PO. La mise en place de l'article 68 pourra être associée à des effets environnementaux positifs, dans le cas où des projets visant au développement de systèmes de production vertueux pour l'environnement, dont notamment l'aquaculture biologique, seraient soutenus.

Les évaluateurs ne jugent pas pertinent, du point de vue des impacts environnementaux envisagés, de proposer de mesures alternatives. La valeur ajoutée environnementale du FEAMP et donc des modalités de mise en œuvre dépendra de sa capacité à orienter les soutiens via une priorisation vers ces projets, c'est-à-dire ceux optimisant les bénéfices environnementaux de l'intervention.

4.1.31. Article 69 : Transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture

Objectifs et logique d'action

L'article 69 répond à la priorité 5 de l'Union : « encourager la commercialisation et la transformation ».

La logique d'intervention de l'article 69, telle qu'exprimée dans la V 2.5 relève intégralement du volet économique, en répondant à l'objectif spécifique suivant :

- ✓ **Encourager les investissements dans les secteurs de la transformation et de la commercialisation** (Objectif Spécifique 5.2). Les besoins unitaires correspondants identifiés dans le PO sont les suivants :
 - Améliorer les conditions de la première commercialisation et la valorisation des produits (hors halles à marée) ;
 - Accroître la valeur ajoutée des produits et co-produits de l'aquaculture à travers la transformation ;
 - Assurer une meilleure valorisation des produits lors de la première vente par les halles à marée.

La dotation budgétaire de **l'article 69 est de 17,3 millions d'euros, soit 3% du financement total du FEAMP**. L'article 69 est le deuxième article le mieux doté de la priorité 5, après le soutien au plan de production et de commercialisation (article 66), mobilisant 20% du budget alloué à la priorité 5. L'article contribue intégralement à l'OT 3.

Dans sa version actuelle, le PO précise que le soutien au développement de la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture constitue un volet important de la stratégie française pour :

- ✓ améliorer la valorisation des productions avec un effet levier sur l'amont de la filière ;
- ✓ adapter la présentation de l'offre issue des productions à la demande pour faire face aux importations.

Les projets de transformation retenus devront cibler les objectifs suivants :

- ✓ efficacité énergétique et réduction des coûts de production inhérents aux intrants (flux) ;
- ✓ valorisation des captures non désirées (produits de la pêche) ;
- ✓ amélioration de la qualité des produits ;
- ✓ accompagnement de la transformation de produits aquacoles, y compris les produits biologiques ;
- ✓ création de produits, processus ou système de gestion et d'organisation nouveaux ou meilleurs ;
- ✓ meilleure efficacité environnementale du projet (gestion des effluents, valorisation des coproduits et des déchets).

Pour les produits de la pêche et les produits aquacoles, l'agrément sanitaire ou tout autre document équivalent caractérise l'activité de transformation. Les halles à marée et les entreprises de mareyage peuvent bénéficier de l'aide pour des projets répondant à ces objectifs.

Evaluation des incidences environnementales

La version 2.5 du PO, laisse entrevoir la possibilité de mobiliser l'article 69 de façon large ; toutes les mesures sont finalement mentionnées, sans priorités claires. De ce fait, la grille d'analyse des incidences potentielles, positives ou négatives, de l'intervention repose sur une analyse « théorique » et très ouverte des différents projets pouvant être mis en œuvre. Les incidences potentielles des projets envisageables peuvent en conséquence être très différentes (positives, neutres ou négatives) de même que leur ampleur. L'importance des incidences est donc souvent présentée sous forme de fourchette pouvant aller du très négatif au très positif, faute de visibilité sur les critères de sélection des projets qui seront retenues pour chaque mesure (voir grille page suivante)

Tableau 43 – Incidences environnementales de l'article 69

Thèmes		Applicable / Non applicable	Enjeux prioritaires	Importance de l'incidence	Nature des incidences et effets potentiels
Biodiv. et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	A	5	- à +	<u>Effets négatifs</u> : Risque potentiel si des investissements renforçant indirectement l'exploitation des stocks fragiles sont réalisés. <u>Effets positifs</u> : Effets positifs indirects dans les démarches d'éco-labellisation (dont aquaculture biologique) et de valorisation des espèces sous exploitées ou issues de filières de production durables.
	Milieux naturels - habitats	A	4		
Pollution et qualité des milieux	Air	NA	NS	- à +	<u>Effets négatifs ou positifs envisageables</u> selon la nature des investissements matériels aidés ; en particulier en fonction de la prise en compte de la gestion des polluants et des déchets, du bilan énergétique et du bilan carbone.
	Eaux	A	4		
	Sols	NA	NS		
	Déchets	A	3		
	Climat	NA	3		
Ressources naturelles	Eau	NA	1	- à +	Effets positifs possibles si des investissements sur des outils économes en énergie (voire à bilan positif) et/ou privilégiant les énergies renouvelables sont réalisés.
	Sols	NA	1		
	Energie	A	3		
	Matières premières	NA	NS		
Risques	Risques naturels	A	1	0	
	Risques technologiques	NA	NS		
Cadre de vie	Paysages et espaces	A	3	- à +	<u>Effets positifs ou négatifs envisageables</u> selon la nature des investissements matériels aidés, en particulier en fonction de la prise en compte de l'insertion paysagère des infrastructures, de la conception des bâtiments et de l'ergonomie des postes de travail.
	Bâtiments	NA	NS		
	Nuisances	A	1		
Patrimoine	Sites naturels	A	3	0 à +	<u>Effet positif</u> du soutien aux PME locales contribuant parfois au patrimoine culinaire des territoires (conserves, salage, fumage, etc.).
	Patrimoine	A	2		

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

L'Article 69 est destiné à soutenir des investissements matériels productifs dans la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture. Les évaluateurs ne jugent pas pertinent, du point de vue des impacts environnementaux envisagés, de proposer de mesures alternatives.

Les principaux enjeux environnementaux sont les suivants :

- ✓ Encourager l'adoption de techniques environnementales pour les activités de pêche et les industries de transformation (réduction des émissions polluantes et traitement à la source).
- ✓ Encourager les efforts de réduction des déchets à la source pour les activités portuaires et les industries de transformation.

Compte tenu des éléments à disposition des évaluateurs et des conclusions établies dans l'évaluation précédente, il convient de rappeler quelques mesures correctrices et critères d'éco conditionnalité qu'il faudra prendre en compte dans le choix des projets à soutenir dans chacun des thèmes :

- ✓ Les engagements « écoresponsables » des porteurs de projets sont insuffisamment priorités dans le projet du PO, au-delà de démarches de filières susceptibles de moindre gaspillage des ressources. Une adaptation des critères est souhaitable.
- ✓ Les projets en faveur d'une limitation des impacts environnementaux sont insuffisamment priorités. Une incitation aux démarches innovantes, allant au-delà du réglementaire, serait pertinente.
- ✓ Les projets visant à améliorer les bilans énergétiques (réduction de consommation, orientation vers les énergies renouvelables, etc.) pourraient être privilégiés.
- ✓ Les projets intégrant une approche renforcée des impacts sur le cadre de vie devraient être priorités (démarche HQE, réduction des nuisances, etc.)

4.1.32. Art 70 - Régime de compensation des surcoûts dans les régions ultrapériphériques (RUP)

Objectifs et logique d'action

Le régime de compensation des surcoûts dans les RUP est une mesure relevant des anciennes organisations communes de marché. L'objectif de l'Article 70 est de placer les différents acteurs des filières pêche et aquaculture des RUP françaises, soit les régions Guadeloupe Guyane, la Réunion, Martinique, Mayotte et Saint-Martin, en situation de pouvoir bénéficier d'un développement équivalent à celui de la métropole.

La logique d'action est de compenser les surcoûts liés à l'éloignement et à l'insularité, soit les différentiels de coûts entre le marché local et celui de la métropole. Les surcoûts peuvent concerner les intrants (carburant, matières premières, alimentation aquacole...) ou les services (coûts logistiques, coût du crédit...). Les Etats Membres ont la charge d'établir et de justifier les surcoûts éligibles à la compensation dans le PO (article 96 du règlement (UE) n°508/2014). La V 2.5 du PO mise à disposition des évaluateurs ne présente pas ces éléments (chapitre 4.4).

Le PO mentionne uniquement les modalités de mise en œuvre dans les termes suivants: « L'adhésion des porteurs de projet à une structure professionnelle de gouvernance du plan de compensation, spécifique à chaque RUP, est un critère d'éligibilité qui permettra de s'assurer de la cohérence et de la mobilisation de toute la filière autour du plan de compensation ».

L'aide est de nature compensatoire et agit sur le revenu des bénéficiaires/

Le budget alloué à l'Article 70 est de 86,5 millions d'euros, en forte progression par rapport à la période de programmation précédente en raison de l'élargissement du champ des surcoûts (la précédente programmation ne prenait en compte que les coûts de transport des produits expédiés depuis les RUP vers la métropole ou d'autres RUP)

Evaluation des incidences environnementales

L'aide agissant sur le revenu des producteurs, elle n'a pas d'incidence directe sur l'environnement.

L'augmentation très importante des compensations dans le FEAMP peut cependant enclencher un développement des activités de pêche et d'aquaculture dans les territoires ultramarins, où les surcoûts sont considérés comme un facteur structurel de sous-compétitivité et donc comme un frein majeur. On pourrait donc considérer que l'aide en favorisant, par exemple, l'accroissement des capacités de production aquacoles entraîne une augmentation des pressions sur l'environnement. Mais, il n'apparaît pas pertinent aux évaluateurs de prendre en compte ce lien qui ne relève pas d'une causalité directe.

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

Les évaluateurs ne jugent pas pertinent, du point de vue de la logique d'action de l'aide et des impacts environnementaux envisagés, de proposer de mesures correctives ou alternatives.

4.1.33. Article 76 : Contrôle et exécution

Objectifs et logique d'action

L'objectif des mesures listées à l'article 76 est de financer la mise en œuvre du régime de contrôle et d'exécution défini par le règlement de base de la PCP (article 36 du règlement UE 1380/2013) et par le règlement définissant le régime communautaire de contrôle en pêche (règlement 1224/2009).

La logique d'intervention de l'article, telle qu'exprimée dans la V 2.5 relève entièrement du volet environnemental. La mesure répond au besoin prioritaire de renforcer les capacités administratives et l'efficacité de l'action publique en matière de contrôle des pêches.

Un seul objectif spécifique est associé à l'article 76 : **Fournir un soutien à la surveillance, au contrôle et à l'exécution, renforçant ainsi les capacités institutionnelles et l'efficacité de l'administration publique, sans augmenter la contrainte administrative** (Objectif Spécifique 3.2). Cet objectif spécifique est associé à quatre besoins unitaires dans le PO :

- ✓ Garantir la fiabilité et l'efficacité du système d'enregistrement et de collecte des données de captures et d'effort ;
- ✓ Assurer la mise en œuvre du contrôle de l'obligation de débarquement ;
- ✓ Maintenir le système français de lutte contre la pêche INN ;
- ✓ Maintenir un niveau de contrôle suffisant et proportionné sur l'ensemble des eaux et du territoire français.

De par son statut particulier de mesure d'accompagnement de la PCP, cette mesure bénéficie d'un financement spécifique, non transférable aux autres mesures, à hauteur de **56,1 millions d'euros**. La maquette financière transmise aux évaluateurs ne donne que peu de détails concernant les allocations budgétaires par mesure au sein de l'Article 76.

Articles - mesures	Objectifs Thématiques	% / Article 76
76.1. sauf e	OT6 - Environnement	62,6%
76.1.e	OT6 - Environnement	37,4%

Le chapitre 3.1.1. du PO ne fournit aucun élément quant aux résultats attendus du soutien au contrôle dans le cadre de la prochaine programmation.

Evaluation des incidences environnementales

Cette mesure n'est pas susceptible d'incidences environnementales directes.

Elle participe cependant au respect des mesures de gestion définies pour exploiter durablement les espèces d'intérêt commercial. Elle permettra également de garantir la bonne application des règles de gestion des habitats d'intérêt (aires marines protégées, zones Natura 2000...).

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

Les évaluateurs ne jugent pas pertinent, du point de vue des impacts environnementaux envisagés, de proposer de mesures alternatives. Ceci ne préjuge pas de la possibilité pour les évaluateurs de proposer des modalités alternatives qu'ils jugeraient plus pertinentes d'un point de vue stratégique (ceci relevant de l'évaluation ex ante).

4.1.34. Article 77 : Collecte des données

Objectifs et logique d'action

L'objectif des mesures listées à l'article 77 est de financer les actions de collecte de données définies par le règlement de base de la PCP (règlement UE 1380/2013). .

La logique d'intervention de l'article, telle qu'exprimée dans la V 2.5 relève entièrement du volet environnemental. La mesure répond au besoin prioritaire identifié de collecter, gérer, utiliser des données pour le soutien aux avis scientifiques et d'acquérir les connaissances nécessaires pour améliorer la compréhension des interactions entre pêche et environnement.

Un seul objectif spécifique est associé à l'article 77 : **Améliorer les connaissances scientifiques et leur diffusion et améliorer la collecte et la gestion des données** (Objectif Spécifique 3.1). Cet objectif spécifique est associé à cinq besoins unitaires dans le PO :

- ✓ Appuyer la collecte des données sur des liens forts entre recherche et expertise ;
- ✓ Adapter les plans d'échantillonnages aux évolutions des pratiques de pêche (prise en compte de l'obligation de débarquement) ;
- ✓ Améliorer la connaissance de la dynamique des stocks exploités (stocks DLS) ;
- ✓ Rationaliser, simplifier et harmoniser le fonctionnement des bases de données pour augmenter la capacité de réponse aux demandes de données ;
- ✓ Valoriser et communiquer sur les données couvertes par la DCF.

De par son statut particulier de mesure d'accompagnement de la PCP, cette mesure bénéficie d'un financement spécifique, non transférable aux autres mesures, à hauteur de **66,1 millions d'euros**. La maquette financière transmise aux évaluateurs ne détaille pas les allocations budgétaires par mesure au sein de l'Article 77. L'intégralité de cette dotation concourt à la réalisation de l'Objectif Thématique 6 (Environnement).

Le chapitre 3.1.1. du PO ne fournit que quelques rares éléments sur les résultats attendus du soutien à la collecte des données au titre de l'article 77 : il est ainsi fait mention que la collecte des données « continuera de contribuer à l'amélioration des connaissances scientifiques ».

En termes d'articulation avec les autres mesures disponibles, la version 2.5 du PO prévoit que les projets financés au titre de l'article 77 pourront être couplées avec des mesures issues d'autres articles du FEAMP. Quatre articles sont expressément cités dans le PO :

- ✓ l'article 28 concernant la mise en place de partenariats scientifiques/pêcheurs ;
- ✓ les articles 63 et 64 sur les mesures de développement local par les acteurs locaux ;
- ✓ l'article 39 concernant les innovations liées à la conservation des ressources biologiques de la mer ;

Evaluation des incidences environnementales

Cette mesure n'est pas susceptible d'incidences environnementales directes, hormis le financement de campagnes de prélèvements (financement direct ou investissement dans de nouveaux matériels) qui auront un impact direct très limité sur les espèces prélevées ou les habitats visités lors des campagnes en mer.

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

La valeur ajoutée environnementale du FEAMP et donc des modalités de mise en œuvre dépendra de sa capacité à orienter les soutiens vers les projets améliorant significativement les connaissances de la dynamique des ressources halieutiques ainsi que sur les interactions entre activités de pêche et habitats.

Un des enjeux de la prochaine programmation repose notamment sur l'amélioration des connaissances des espèces dites DLS (Data Limited Stocks). La meilleure compréhension de l'impact de la pêche sur les habitats marins conduira également à une meilleure prise en compte des impacts négatifs sur l'environnement, notamment par une meilleure gestion des zones d'intérêt (aires marines protégées, zones Natura 2000...).

4.1.35. Article 80 : Politique Maritime Intégrée - PMI

Objectifs et logique d'action

La mesure relative à la PMI (article 80) s'inscrit dans le cadre de la **priorité n°6 : « un encouragement à mettre en œuvre la politique maritime intégrée »**.

La logique d'intervention de l'article 80 relève de l'OT6 qui vise à assurer la préservation et la protection de l'environnement par une utilisation rationnelle des ressources.

La PMI répond selon le PO à deux objectifs spécifiques :

- ✓ **Intégrer la surveillance maritime intégrée**, et plus particulièrement la mise en place d'un Environnement commun de partage de l'information (CISE pour l'acronyme anglais) pour la mise en place du domaine maritime de l'Union (Objectif Spécifique 6.1) ;
- ✓ **Promouvoir la protection du milieu marin**, notamment sa biodiversité et les zones maritimes protégées telles que les sites Natura 2000, **ainsi que l'utilisation durable des ressources marines et côtières et une définition plus précise des limites de la durabilité des activités humaines avec incidences sur le milieu marin** (Objectif Spécifique 6.2).

Deux besoins unitaires correspondants ont été identifiés dans le PO :

- ✓ Mettre en place d'un CISE pour la surveillance du domaine maritime de l'Union (Article 80.1.a) ;
- ✓ Améliorer la connaissance et la protection du milieu marin dans une logique écosystémique et de politique maritime intégrée, qui s'articule en deux sous-mesures :
 - Article 80.1.b : Promotion de la protection du milieu marin ;
 - Article 80.1.c : Amélioration des connaissances concernant l'état du milieu marin.

Les actions soutenues dans le cadre du FEAMP et telles qu'identifiées dans la stratégie sont :

- ✓ En lien avec l'article 80.1.a :
 - Sensibiliser et former les administrations et les opérateurs aux objectifs du CISE ;
 - Réaliser des études, faire du développement et de la gestion de systèmes d'information favorisant l'interopérabilité des administrations ;
 - Soutenir les études, l'expérimentation, le développement et la gestion d'un programme national ou régional destiné à promouvoir l'échange d'informations sur et au profit des activités intersectorielles de surveillance maritime ;
- ✓ En lien avec l'article 80.1.b :

- Elaborer et mettre en œuvre des DOCOB des sites Natura 2000 et des plans de gestion des aires marines protégées ;
- Mener des actions de protection et de restauration de l'état écologique du milieu marin (expérimentation, démonstration, contrats Natura 2000) ;
- ✓ En lien avec l'article 80.1.c :
 - Réaliser des diagnostics spatialisés des activités, des analyses prospectives des besoins, définir scientifiquement la capacité de charge des écosystèmes et faire des propositions d'évolution de l'organisation spatiale pour la durabilité des activités ;
 - Collecte et gestion des données relatives aux activités en mer et à l'impact de ces activités sur les milieux ;
 - Analyse de cohérence, représentativité et efficacité du réseau des AMP existant.

D'après le PO, la PMI est destinée à **améliorer la capacité des institutions à tirer le meilleur parti de l'exploitation durable des mers**. A propos du CISE, l'objectif est de favoriser l'intégration des systèmes et réseaux de surveillance nationaux et communautaires existants en autorisant les différentes autorités et administrations à mettre en commun les informations nécessaires pour la réalisation de leurs missions respectives de surveillance et de contrôle. Le CISE ouvre en outre des perspectives d'interopérabilité des moyens, c'est à dire la capacité à agir au profit de contrôleurs opérationnels différents selon la mission exercée, dans un cadre partagé de procédures. **Le FEAMP contribuera ainsi à une meilleure efficacité de l'action publique.**

La dotation correspondant à l'**article 80 est équivalente à près de 5,3 millions d'euros, soit 1,6% de la maquette dite « développement durable »**. Le PO ne précise aucune procédure pour la sélection des projets. Elle est répartie équitablement entre les trois articles 80.1.a, 80.1.b et 80.1.c.

Evaluation des incidences environnementales

Dans sa conception reposant sur des principes communautaires, la PMI intègre des exigences environnementales élevées, s'inscrivant pleinement dans l'atteinte des objectifs UE 2020. Dans la mesure où les actions mises en place amélioreront la connaissance du milieu maritime, avec un accent tout particulier sur les zones en Natura 2000 et les aires marine protégées, et contribueront à la mise en œuvre d'actions de maintien et de restauration du bon état de conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire. les évaluateurs ont jugé les incidences environnementales comme très positives sur la thématique biodiversité et milieux naturels.

Tableau 44 – Incidences environnementales de l'article 80

Thèmes		Applicable / Non applicable	Enjeux prioritaires	Importance de l'incidence	Nature des incidences
Biodiv. et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	A	5	++	<u>Effets probables positifs</u> : Meilleure connaissance des milieux marins, en particulier dans les zones Natura 2000 et les Aires Marines Protégées. Mise en place de stratégies de protection et de gestion.
	Milieux naturels - habitats	A	4		
Pollution et qualité des milieux	Air	NA	NS	+	<u>Effets probables positifs</u> : Meilleure connaissance des milieux marins. Mise en œuvre de stratégies de lutte contre les pollutions.
	Eaux	A	4		
	Sols	NA	NS		
	Déchets	A	3		
	Climat	NA	3		
Ressources naturelles	Eau	NA	1	+	<u>Effets probables positifs</u> : Meilleure connaissance des milieux marins. Meilleure gestion des ressources naturelle.
	Sols	NA	1		
	Energie	A	3		
	Matières premières	NA	NS		
Risques	Risques naturels	A	1	0	
	Risques technologiques	NA	NS		
Cadre de vie	Paysages et espaces	A	3	0	
	Bâtiments	NA	NS		
	Nuisances	A	1		
Patrimoine	Sites naturels	A	3	+	<u>Effets probables positifs</u> : Meilleure connaissance des milieux marins
	Patrimoine	A	2		

Risques liés à la mise en œuvre et modalités d'amélioration

Le PO ne propose aucun critère de sélection, ni de priorisation dans la sélection des projets. Une identification des zones présentant des enjeux particuliers et/ou un caractère d'urgence de la mise en

place de stratégies de protection et de gestion renforcerait la pertinence de l'intervention.

4.2. Incidences sur Natura 2000

L'évaluation des incidences a pour but de vérifier la compatibilité des actions du PO FEAMP avec les objectifs de conservation des sites Natura 2000. Plus précisément, il convient de déterminer si le PO FEAMP peut avoir un effet significatif sur les habitats et les espèces végétales et animales ayant justifié la désignation des sites Natura 2000.

Le réseau Natura 2000 a pour objectif d'assurer le maintien, ou le rétablissement dans un état de conservation favorable, des habitats naturels et des habitats d'espèces de la faune et de la flore sauvage d'intérêt communautaire. Le réseau s'appuie sur deux types de sites :

- ✓ les **Zones de Protection Spéciales (ZPS)**, désignées au titre de la directive "Oiseaux" (directive 79/409/CEE du 2 avril 1979, remplacée par la directive 2009/147/CE du 30 novembre 2009). Cette directive veille notamment à assurer le maintien et/ou la restauration dans un bon état de conservation des populations d'oiseaux et de leurs habitats ;
- ✓ les **Zones Spéciales de Conservation (ZSC)**, désignées au titre de la directive "Habitats" (directive 92/43/CEE du 21 mai 1992, dit directive "Habitat-Faune-Flore"). Cette directive a pour objet de contribuer à préserver la biodiversité au travers de la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages.

Le territoire français compte, au titre de Natura 2000 en milieu marin, 210 sites (148 mixtes et 63 entièrement marins). Ces zones couvrent plus 41 000 km² de surface marine, soit 40% des eaux territoriales. La première partie de cette évaluation détaille les principaux enjeux environnementaux liés à ces zones (chapitre 1). Pour mémoire, les évaluateurs considèrent que les principaux enjeux en termes d'interactions sont les suivantes :

- ✓ Les activités de pêche et d'aquaculture sont susceptibles d'interactions fortes avec les milieux où elles s'exercent. Par exemple, les impacts des engins de pêche sur la structure des fonds et sur leur richesse en habitats peuvent être importants (herbiers à posidonies, vasières, massifs coralliens), et les rejets aquacoles peuvent entraîner une eutrophisation des milieux modifiant profondément la structure des écosystèmes. Ces interactions sont d'autant plus importantes pour la thématique Natura 2000 que certaines zones sont désignées au titre de la protection de ces habitats.
- ✓ Les activités de pêche impactent les stocks de nombreuses espèces, soit très directement (espèces commerciales) soit indirectement (captures accessoires). Plusieurs espèces listées dans les annexes de la directive "Habitats" sont la cible de pêcheries spécifiques, y compris en zone Natura 2000 (la grande alose, l'alse feinte, le saumon par exemple) mais font aussi l'objet de captures accessoires (l'esturgeon par exemple). Des interactions peuvent aussi exister avec des populations d'oiseaux, de tortues ou de mammifères marins.
- ✓ L'aquaculture est susceptible d'incidences sur les biocénoses aquatiques à travers la dissémination d'espèces allochtones (par ex : introduction de l'huître japonaise dans le milieu marin, du silure dans les eaux continentales....) et/ou de souches génétiques pouvant interférer avec des souches locales (truite fario).

La thématique Natura 2000 fait l'objet d'un traitement spécifique dans le PO FEAMP. Au sein des besoins identifiés dans la stratégie du PO, plusieurs besoins de manière plus ou moins explicite la problématique Natura 2000 :

- ✓ Au sein de la Priorité 1, le besoin 1-3 "Réduire les impacts de la pêche sur les milieux marins" précise un ensemble de besoins unitaires visant la limitation des impacts de la pêche sur l'environnement. Un des quatre besoins unitaires inclue les objectifs de Natura 2000 dans sa formulation (besoin 1-3-1 "Inciter les

pêcheurs à mettre en œuvre des mesures halio-environnementales pour répondre aux objectifs de la DCSMM et de Natura 2000") ;

- ✓ Au sein de la Priorité 2, le besoin 2-2 "Renforcer la durabilité environnementale des activités de production aquacole" englobe des besoins unitaires visant à la réduction des impacts environnementaux de l'aquaculture, sans mentionner expressément la thématique de Natura 2000 dans l'intitulé des besoins ;
- ✓ Le besoin 3-1 " Collecter, gérer, utiliser des données pour le soutien aux avis scientifiques et acquérir les connaissances nécessaires pour améliorer la compréhension des interactions entre pêche et environnement"(Priorité 3) affiche également le besoin de mieux comprendre les interactions entre pêche et environnement, sans que ne soit cité Natura 2000 ;
- ✓ Enfin la priorité 6 "Favoriser la mise en œuvre de la Politique Maritime Intégrée" comprend par construction réglementaire un ensemble d'opérations visant à protéger le milieu marin et sa biodiversité, dans les aires marines protégées, dont les sites Natura 2000.

Au niveau opérationnel, plusieurs mesures incluses dans le PO FEAMP contribuent directement à une meilleure prise en compte du réseau Natura 2000. La version 2.5 du PO liste ainsi plusieurs mesures mobilisées pour répondre à l'enjeu Natura 2000. Elles reposent sur les articles suivants :

- ✓ Article 27 : Services de conseil ;
- ✓ Article 28 : Partenariats entre scientifiques et pêcheurs ;
- ✓ Article 30 : Diversification et nouvelles formes de revenu ;
- ✓ Article 37 : Aide à la conception et à la mise en œuvre des mesures de conservation et de coopération régionale ;
- ✓ Article 38 : Limitation de l'incidence de la pêche sur le milieu marin et adaptation de la pêche à la protection des espèces ;
- ✓ Article 39 : Innovation liée à la conservation des ressources biologiques de la mer ;
- ✓ Article 40 : Protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes marins.

Il est à noter que le texte du PO ne liste que des mesures « pêche » et ne mentionne aucun article ciblé sur l'aquaculture comme pouvant participer à la prise en compte de la thématique Natura 2000.

De manière générale, les mesures du PO s'appliquent sur l'ensemble de la région et ne sont pas précisément localisées. Par ailleurs, certaines mesures ciblent spécifiquement le réseau Natura 2000 en mer dans son ensemble. Il n'est pas possible d'analyser les incidences du PO sur le réseau Natura 2000 en mer de manière ciblée, site par site. L'évaluation des incidences consistera donc à identifier des incidences potentielles sur le réseau Natura 2000 dans son ensemble.

Le tableau ci-dessous détermine les incidences possibles de chacune des opérations du programme. Il détaille le type d'incidence, qui indique le sens et l'intensité de l'effet (cf. légende ci-dessous), et la nature des incidences, qui décrit la manière dont l'opération peut affecter les sites Natura 2000.

++	Incidence positive de niveau stratégique fort, peu dépendante de la mise en œuvre
+	Incidence positive de niveau stratégique moyen, dépendante de manière significative de la nature des actions mises en œuvre
0 à +	Incidence incertaine : positif ou neutre selon les modalités de mise en œuvre
- à +	Incidence incertaine : positif, négatif ou neutre selon les modalités de mise en œuvre

--	Incidence négative de niveau stratégique fort, peu dépendante de la mise en œuvre
-	Incidence négative de niveau stratégique moyen, dépendante de manière significative de la nature des actions mises en œuvre
- à 0	Incidence incertaine : négatif ou neutre selon les modalités de mise en œuvre
0	Incidence neutre ou négligeable

Article	Titre	Notation	Commentaire
26	Innovation (pêche maritimes)	0	Pas d'incidence attendue a priori sur la dimension biodiversité/habitats.
27	Services de conseil	+	Mesure favorisant la prise en compte des aspects environnementaux par les pêcheurs, avec "si possible, l'élimination des incidences négatives des activités de pêche sur les écosystèmes marins" (Art 27.1.b).
28	Partenariats entre scientifiques et pêcheurs	+ à ++	Le développement des connaissances et de l'expertise des professionnels de la pêche favorisent une meilleure prise en compte des habitats fragiles et une meilleure gestion des interactions avec les espèces d'intérêt communautaire.
29	Promotion du capital humain, de la création d'emplois et du dialogue social	+ à ++	Le développement des connaissances et de l'expertise des professionnels de la pêche favorisent une meilleure prise en compte des habitats fragiles et une meilleure gestion des interactions avec les espèces d'intérêt communautaire.
30	Diversification et nouvelles formes de revenu	- à +	L'impact sur le milieu de cette mesure peut être incertain, selon le type d'activité de diversification mis en place. La diversification des activités peut permettre dans certains cas de réduire l'intensité de certaines pratiques de pêche, diminuant les incidences négatives.
31	Aide à la création d'entreprise pour les jeunes pêcheurs	- à 0	Cette mesure peut localement entraîner une augmentation d'effort dans un site Natura 2000, ce qui peut avoir une incidence négative selon les engins déployés par le nouveau navire.
32	Santé et sécurité	0	Pas d'incidence attendue.
33	Arrêts temporaires des activités de pêche	0 à +	Cette mesure peut permettre de réduire temporairement la pression de la pêche dans certains sites Natura 2000, bien que ce ne soit pas l'objet central de la mesure.
34	Arrêt définitif des activités de pêche	0 à +	Dans la version 2.5 du PO, les navires ciblés par cette mesure sont des unités travaillant dans des espaces potentiellement désignés comme site Natura 2000. Il s'agit des gangui de Méditerranée, qui pêchent dans des zones d'herbiers à Posidonie, et des navires estuariens ciblant principalement la civelle, mais travaillant également au filet dérivant pour cibler des espèces amphihalines, dont certaines sont couvertes par les annexes de la directive "Habitats" (grande alose et alose feinte, saumon, lamproie marine notamment). La réduction de ces segments de flotte par sortie définitive devrait avoir une incidence positive sur les sites Natura 2000 où ils étaient actifs, s'ils ne sont pas compensés par une hausse de l'effort par ailleurs.

Article	Titre	Notation	Commentaire
35	Fonds de mutualisation en cas de phénomènes climatiques défavorables et d'incidents environnementaux	0	Pas d'incidence attendue.
36	Aide aux systèmes de répartition des possibilités de pêche	0 à +	Cette mesure peut permettre de réduire la pression de la pêche dans certains sites Natura 2000, si des mesures de gestion spécifiques sont décidées par les Comité Régionaux (les bénéficiaires de la mesure selon les documents accompagnant le PO version 2.5)
37	Aide à la conception et à la mise en œuvre des mesures de conservation et de coopération régionale	0 à +	La coopération régionale peut permettre de définir des mesures de gestions limitant les incidences environnementales, ainsi que la mise en place de sites Natura 2000.
38	Limitation de l'incidence de la pêche sur le milieu marin et adaptation de la pêche à la protection des espèces	+ à ++	L'objectif premier de la mesure est de limiter l'incidence de la pêche sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaires.
39	Innovation liée à la conservation des ressources biologiques de la mer	+	Les innovations qui découlent du financement de cette mesure ont notamment pour objet de "réduire l'incidence de la pêche sur l'environnement marin".
40.1.b à h	Protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes marins	++	L'ensemble de ces mesures aura une incidence positive forte sur les sites Natura 2000, notamment les mesures d, e, f et h qui concernent explicitement ces zones.
41.1.a (moteurs)	Efficacité énergétique et atténuation du changement climatique (motorisation)	- à 0	Pas d'incidence attendue, sauf dans les cas où la remotorisation conduirait à une amélioration de la puissance réelle de pêche d'unités pêchant dans des sites Natura 2000 (même si la puissance réglementaire du moteur a été réduite).
41.1. a (hors moteurs), b, c	Efficacité énergétique et atténuation du changement climatique (investissements à bord hors motorisation / audits et programmes)	0	Pas d'incidence attendue.

Article	Titre	Notation	Commentaire
42	Valeur ajoutée, qualité des produits et utilisation des captures non désirées	- à +	Impact incertain selon les pêcheries concernées. Lien indirect possible si les démarches de valorisation engagées visent à améliorer la prise en compte de l'environnement (écocertification de type MSC ou FoS) et que les activités de pêche prennent place dans des sites Natura 2000.
43	Ports de pêche, sites de débarquement, halles de criée et abris	0	La mesure ne cible que des investissements pour les ports existants. Ces espaces sont déjà fortement artificialisés et ne sont généralement pas dans des espaces Natura 2000.
47	Innovation (aquaculture)	- à +	Les incidences de ces mesures dépendront de la nature des initiatives mises en place. Une partie de l'article promeut le développement de connaissances pour réduire l'incidence de l'aquaculture sur le milieu. La mise au point de procédés innovant peut cependant avoir une incidence négative dans le cas où leur mise en place ne serait pas neutre pour le milieu.
48.1.a,b,c,d,f,g,h	Investissements productifs en aquaculture	- à 0	Les incidences de ces mesures dépendront de la nature des initiatives mises en place. Dans tous les cas, elles resteront très localisées et auront peu d'effets sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire. Mesures qui peuvent potentiellement accroître la pression exercée par les installations aquacoles sur le milieu dans les zones Natura 2000 (hausse de la production donc potentiellement hausse de la turbidité et des rejets).
48.1.e,i,j	Investissements productifs en aquaculture	+	Mesures visant à réduire l'incidence environnementale négative des installations aquacoles. L'incidence de cette mesure dépendra cependant de la nature des initiatives mises en place.
48.1.k	Investissements productifs en aquaculture	0	Les investissements dans l'efficacité énergétique n'ont qu'un lien très indirect avec la problématique Natura 2000.
49	Services de gestion, remplacement et conseils pour les exploitations aquacoles	+	Les services de conseil ont une incidence positive, notamment lorsqu'il s'agit d'évaluer les incidences sur l'environnement (Art.49-2-b), mais plus généralement, l'amélioration d'organisation proposée dans le cadre de la mission de conseil peut conduire indirectement à une réduction des pressions sur le milieu et les espèces de l'entreprise aquacole.
50.a et 50.c	Promotion du capital humain et de la mise en réseau - formation professionnelle et mise en réseau	+	Le développement des connaissances et de l'expertise des professionnels de l'aquaculture favorisent une meilleure prise en compte du milieu de production et une meilleure gestion des espèces d'intérêt communautaire qui peuvent y être présentes.

Article	Titre	Notation	Commentaire
50.b	Promotion du capital humain et de la mise en réseau en aquaculture - conditions de travail	0	Pas d'incidence attendue.
51.1.a	Augmentation du potentiel des sites aquacoles - recensement cartographique	0 à +	Participe à la limitation des impacts environnementaux des nouvelles exploitations, par le le choix raisonné des sites d'implantation de nouvelles capacités (MEAP).
51.1.b	Augmentation du potentiel des sites aquacoles - installation et infrastructures	- à +	Les incidences de cette mesure dépendront de la nature des initiatives mises en place ; dans tous les cas, l'installation de nouvelles entreprises aquacoles ou l'extension d'entreprises existantes dans des zones Natura 2000 ne pourront être effectuées qu'après une étude préalable. Elles resteront très localisées et auront peu d'effets sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire. C'est une mesure qui peut potentiellement accroître la pression exercée par les installations aquacoles sur le milieu dans les zones Natura 2000 (hausse de la production donc potentiellement de la turbidité et des rejets).
51.1.c	Augmentation du potentiel des sites aquacoles - actions pour éviter les dommages	-	Mesure finançant les altérations portées aux habitats et aux populations d'oiseaux protégées afin de limiter les dommages sur l'aquaculture, dérogeant au cadre de protection des directives "Oiseaux" et "Habitats" (dérogations inscrites dans le cadre de ces deux directives). L'incidence est négative, même si l'étendue devrait rester limitée.
51.1.d	Augmentation du potentiel des sites aquacoles - détection des maladies et mortalités	0	Pas d'incidence attendue.
52	Installation en aquaculture - respect des principes du développement durable	- à +	L'incidence de cette mesure dépendra de la nature des initiatives mises en place. Dans tous les cas, la mesure restera très localisée et aura peu d'effets sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire.
53	Conversion aux systèmes de management environnemental et d'audit et à l'aquaculture biologique	++	Mesures visant à réduire l'incidence environnementale négative des installations aquacoles.
54	Aquaculture fournissant des services environnementaux	++	Mesures visant à accroître l'incidence environnementale positive des installations aquacoles.

Article	Titre	Notation	Commentaire
55	Mesures de santé publique / suspension temporaire d'activité pour les conchyliculteurs	- à 0	Effets négatifs mineurs potentiels de sur-prélèvement trophique dans le milieu, pouvant découler du maintien inhabituel dans les parcs d'élevage d'une biomasse importante de coquillages soumis à l'interdiction de récolte, si l'activité a lieu dans une zone Natura 2000.
56	Mesures relatives à la santé et au bien-être des animaux	0 à +	Effets positifs de limitation des risques de diffusion de pathologies induites par les activités aquacoles sur les espèces sauvages, si les activités ont lieu en zone Natura 2000.
57	Assurance des élevages aquacoles	0	Pas d'incidence attendue.
62, 63, 64	Développement local mené par les acteurs locaux	0	Pas d'incidence attendue.
66	Plan de production et de commercialisation	0 à +	Effets positifs dans le cas d'inscription dans les PPC de mesures visant à une meilleure gestion de la ressource, dans le cas d'activités ayant lieu en zone Natura 2000.
67	Aide au stockage	0	Pas d'incidence attendue en zone Natura 2000.
68	Mesures de commercialisation	0 à +	Incidence positive dans le cas de démarches de certification incluant une dimension environnementale.
69	Transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture	- à +	Pas d'incidence attendue.
70	Régime de compensation des surcoûts dans les RUP	0	Pas d'incidence attendue.
76	Contrôle et exécution	0 à +	L'achat de moyens de contrôle en pêche (navire, hélicoptère) et de détection (radar) peut permettre d'identifier les comportements néfastes à la préservation des espaces protégés dans le cadre de Natura 2000.
77	Collecte de données	+	La collecte des données bénéficie directement à la préservation des sites Natura 2000 de par ses résultats qui peuvent être intégrés au DOCOB et les mesures de gestion spécifiques encadrant l'activité des navires de pêche qui peuvent être construites en s'appuyant sur les données récoltées.
80.1.a	PMI - surveillance maritime intégrée (CISE)	0	Pas d'incidence attendue.

Article	Titre	Notation	Commentaire
80.1.b	PMI - protéger le milieu marin (Natura 2000)	++	Incidence fortement positive de la mesure qui vise à protéger le milieu marin, notamment les sites Natura 2000 (expressément cités dans le texte réglementaire).
80.1.c	PMI - améliorer la connaissance de l'état du milieu marin (DCSMM)	++	L'amélioration des connaissances de l'état marin dans le cadre de la DCSMM permet la mise en œuvre d'actions de maintien et de restauration du bon état de conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire.

Les incidences du PO sur le réseau Natura 2000 sont de natures variées. Le PO FEAMP dans son ensemble a pour finalité de concilier la préservation de l'environnement et des ressources naturelles avec le développement de la production halieutique, qu'il s'agisse de pêche ou d'aquaculture.

Il est escompté que plusieurs mesures auront une incidence positive. Ce sont principalement les mesures qui par construction réglementaire prennent en compte la thématique Natura 2000 : la mise en adéquation des pratiques avec les objectifs du réseau Natura 2000, comme l'article 38 sur la « limitation de l'incidence de la pêche sur le milieu marin et l'adaptation de la pêche à la protection des espèces » ou la mesure 54 soutenant « l'aquaculture fournissant des services environnementaux ». Il s'agit également de mesures visant à développer et partager les connaissances sur le milieu marin comme par exemple l'article 28 sur les « partenariats entre scientifiques et pêcheurs ».

Les incidences potentielles négatives sont issues d'un nombre restreint de mesures. Une seule mesure mise en œuvre dans le PO FEAMP est considérée comme ayant certainement une incidence négative sur les sites Natura 2000 :

- ✓ Article 51.1.c : Augmentation du potentiel des sites aquacoles - actions pour éviter les dommages à l'aquaculture.

Le statut de cette mesure est particulier au regard de la thématique Natura 2000, puisqu'il s'agit du financement d'actions prévues par les directives "Oiseaux" et "Habitat" pouvant porter atteintes aux habitats et espèces protégées par ces mêmes directives. Il s'agit d'une dérogation permettant aux entreprises aquacoles de ne pas appliquer les dispositions de ces deux directives afin d'éviter les dommages pouvant être occasionnés, notamment par des prédateurs.

Par ailleurs, un certain nombre de mesures peuvent être considérées comme ayant potentiellement des incidences négatives. Il s'agit des actions suivantes :

- ✓ Article 31 : Aide à la création d'entreprise pour les jeunes pêcheurs ;
- ✓ Article 41.1.a (moteurs) : Efficacité énergétique et atténuation du changement climatique (motorisation) ;
- ✓ Article 48.1.a,b,c,d,f,g,h : Investissements productifs en aquaculture ;
- ✓ Article 51.1.b : Augmentation du potentiel des sites aquacoles - installation et infrastructures.

Les incidences de ces actions peuvent être faibles à importantes, selon la nature des projets considérés et en l'absence d'éléments indiquant les modalités de sélection des projets et notamment les ceux liés à des enjeux environnementaux.

Enfin, pour quelques mesures, il n'est pas possible de déterminer à priori le sens des incidences :

- ✓ Article 26 : Innovation (pêche maritimes) ;
- ✓ Article 47 : Innovation (aquaculture) ;
- ✓ Article 52 : Installation en aquaculture - respect des principes du développement durable.

Comme pour les mesures ayant potentiellement une incidence négative, il est difficile de juger si ces mesures auront un effet en l'absence de détails sur les modalités de sélection des projets.

Une partie de ces impacts négatifs est indirecte et/ou limitée, car la préservation de l'environnement est un enjeu clairement affiché dans le PO, et les mesures ont souvent pour finalité de concilier productions halieutiques et préservation de l'environnement. Les mesures concernées, notamment celles comportant les actions supportant l'innovation, n'impliquent pas en elles-mêmes d'actions néfastes au maintien des espèces et des habitats d'intérêt communautaire. L'étendue de ces incidences dépendra de la nature exacte des projets mis en œuvre et de leur localisation.

Si des projets d'installation ou d'extension d'entreprises aquacoles devaient malgré tout avoir des incidences négatives sur des sites du réseau Natura 2000, ils devront faire l'objet d'une analyse des incidences spécifique qui permettra d'en apprécier plus précisément les impacts, de proposer des alternatives de moindre impact et de définir des mesures de suppression et de réduction des impacts, voire de définir des mesures compensatoires.

5. Analyse globale du PO FEAMP

5.1. Appréciation des effets cumulés

5.1.1. Synthèse globale des effets du PO

Cette partie conclusive présente une synthèse globale des effets du PO FEAMP, sur base de l'analyse par article présentée dans le chapitre précédent.

Les grilles d'incidence par article ou mesure sont regroupées dans différents tableaux (pages suivantes) par priorité et par groupes de mesures selon leur contribution aux objectifs thématique du FEAMP (OT), selon l'organisation suivante :

- ✓ **Priorité 1 : « pêche durable, innovante et compétitive » ;**
 - Tableau 43 : Articles contribuant aux objectifs environnementaux : OT6 – Assure la préservation et la protection de l'environnement par l'utilisation des ressources naturelles » et OT 4 – Transition vers une économie à faible émission de carbone ;
 - Tableau 44 : Articles contribuant aux objectifs socio-économiques : OT3 – Compétitivité des PME du secteur de la pêche et de l'aquaculture et OT 8 – Promouvoir un emploi durable et de qualité ainsi que la mobilité de la main d'œuvre.
- ✓ **Priorité 2: « aquaculture durable, innovante et compétitive » ;**
 - Tableau 45 : Articles contribuant aux objectifs environnementaux : OT6 – Assure la préservation et la protection de l'environnement par l'utilisation des ressources naturelles » et OT 4 – Transition vers une économie à faible émission de carbone ;
 - Tableau 46 : Articles contribuant aux objectifs socio-économiques : OT3 – Compétitivité des PME du secteur de la pêche et de l'aquaculture et OT 8 – Promouvoir un emploi durable et de qualité ainsi que la mobilité de la main d'œuvre.
- ✓ **Priorité 5: « commercialisation et transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture ;**
 - Tableau 4 : tous Articles et OTs.

Les priorités 3 (collecte de données et contrôle), 4 (DLAL) et 6 (PMI), composées de peu d'Articles ne font pas l'objet d'un tableau de synthèse.

Le tableau ci-dessous présente les codes couleur permettant de visualiser dans chaque tableau de synthèse le type d'incidence, ainsi que le sens et l'intensité de l'effet potentiel des actions soutenues au titre de chaque Article.

++	Incidence positive de niveau stratégique fort, peu dépendante de la mise en œuvre
0 à ++	Incidence positive de niveau stratégique moyen, dépendante de manière significative de la nature des actions mises en œuvre
0 à +	Incidence incertaine : positive ou neutre selon les modalités de mise en œuvre
- à +	Incidence incertaine : positif, négatif ou neutre selon les modalités de mise en œuvre
0	Incidence neutre ou négligeable
- à 0	Incidence incertaine : négatif ou neutre selon les modalités de mise en œuvre
-- à 0	Incidence négative de niveau stratégique moyen, dépendante de manière significative de la nature des actions mises en œuvre

Tableau 45 - Synthèse des incidences des articles de la priorité 1 « pêche » contribuant à l'Objectif Thématique 4 et 6 (environnement)

Thèmes	Enjeux prioritaires		Article 37	Article 38	Article 39	Article 43	Article 40	Article 34	Article 36	Article 41
Biodiversité et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	5	0 à +	+ à ++	0 à ++	0	+ à ++	++	0 à +	- à 0
	Milieux naturels - habitats	4								
Pollution et qualité des milieux	Air	NS	0	0 à +	0 à +	0 à ++	0 à +	0 à +	0	0 à ++
	Eaux	4								
	Sols	NS								
	Déchets	3								
	Climat (*)	3								
Ressources naturelles	Eau	1	0	0 à +	0 à ++	- à +	0 à +	0 à +	0	0 à ++
	Sols	1								
	Energie	3								
	Matières premières	NS								
Risques	Risques naturels	1	0	0	0	- à +	0	0 à +	0	0
	Risques technologiques	NS								
Cadre de vie	Paysages et espaces	3	0	0	0	- à +	0	0 à +	0	0
	Bâtiments	NS								
	Nuisances	1								
Patrimoine	Sites naturels	3	0	0	0	- à +	0 à ++	- à 0	0	0
	Patrimoine	2								

(*) Coefficients de contribution des mesures à la lutte contre le changement climatique retenus dans le PO (annexe III du règlement d'exécution (UE) n°215/2014)

Tableau 46 - Synthèse des incidences des articles de la priorité 1 « pêche » contribuant à l'Objectif Thématique 3 et 8

Thèmes		Enjeux prioritaires	Article 30	Article 31	Article 32	Article 33	Article 35	Article 42	Article 43	Article 26	Article 28	Article 29
Biodiversité et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	5	- à +	++	0	- à ++	- à +	- à +	0	0	+ à ++	+ à ++
	Milieux naturels - habitats	4										
Pollution et qualité des milieux	Air	NS	- à +	0	0	0 à ++	0 à +	0	0 à ++	0 à ++	0	0
	Eaux	4										
	Sols	NS										
	Déchets	3										
	Climat*	3										
Ressources naturelles	Eau	1	- à +	0	0	0 à +	0 à +	0 à +	- à +	0 à +	+ à ++	0
	Sols	1										
	Energie	3										
	Matières premières	NS										
Risques	Risques naturels	1	0	0	+ à ++	- à +	0 à +	0	- à +	0	0	0
	Risques technologiques	NS										
Cadre de vie	Paysages et espaces	3	0	0	+ à ++	- à 0	0	0	- à +	0	0	0
	Bâtiments	NS										
	Nuisances	1										
Patrimoine	Sites naturels	3	0	0	0	0	0	0	- à +	0	0	0
	Patrimoine	2										

(*) Coefficients de contribution des mesures à la lutte contre le changement climatique retenus dans le PO (annexe III du règlement d'exécution (UE) n°215/2014)

Tableau 47 - Synthèse des incidences des articles de la priorité 2 « aquaculture »_contribuant à l'Objectif Thématique 4 et 6

Thèmes	Enjeux prioritaires		Article 48	Article 51	Article 53	Article 54
Biodiversité et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	5	- à +	- à +	0 à ++	0 à ++
	Milieux naturels - habitats	4				
Pollution et qualité des milieux	Air	NS	- à ++	- à +	0 à ++	0 à ++
	Eaux	4				
	Sols	NS				
	Déchets	3				
	Climat	3	40%	40%		
Ressources naturelles	Eau	1	- à ++	- à +	0 à +	0 à +
	Sols	1				
	Energie	3				
	Matières premières	NS				
Risques	Risques naturels	1	- à 0	0 à +	0 à +	0 à +
	Risques technologiques	NS				
Cadre de vie	Paysages et espaces	3	- à +	0 à ++	0 à +	0 à +
	Bâtiments	NS				
	Nuisances	1				
Patrimoine	Sites naturels	3	- à +	0 à +	0	0
	Patrimoine	2				

(*) Coefficients de contribution des mesures à la lutte contre le changement climatique retenus dans le PO (annexe III du règlement d'exécution (UE) n°215/2014)

Tableau 48 - Synthèse des incidences des articles de la priorité 2 « aquaculture »_contribuant à l'Objectif Thématique 3 et 8

Thèmes	Enjeux prioritaires		Article 47	Article 48	Article 52	Article 55	Article 56	Article 57	Article 50
Biodiversité et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	5	- à +	- à +	- à 0	- à 0	0 à ++	0	0 à +
	Milieux naturels - habitats	4							
Pollution et qualité des milieux	Air	NS	-- à ++	- à ++	- à 0	0	-- à 0	0	0 à ++
	Eaux	4							
	Sols	NS							
	Déchets	3							
	Climat	3						40%	
Ressources naturelles	Eau	1	- à +	- à ++	- à 0	0	0	0	0 à ++
	Sols	1							
	Energie	3							
	Matières premières	NS							
Risques	Risques naturels	1	- à 0	- à 0	0	0	0	0	0 à +
	Risques technologiques	NS							
Cadre de vie	Paysages et espaces	3	- à +	- à +	0	0	0	0	0
	Bâtiments	NS							
	Nuisances	1							
Patrimoine	Sites naturels	3	0 à +	- à +	0	0	0	0	0
	Patrimoine	2							

(*) Coefficients de contribution des mesures à la lutte contre le changement climatique retenus dans le PO (annexe III du règlement d'exécution (UE) n°215/2014)

Tableau 49 - Synthèse des incidences des articles de la priorité 5 « commercialisation et transformation » contribuant à l'Objectif Thématique 3 et 8

Thèmes		Enjeux prioritaires	Article 66	Article 67	Article 68	Article 69
Biodiversité et milieux naturels	Espèces et diversité biologique	5	0 à ++	0 à +	0 à +	- à +
	Milieux naturels - habitats	4				
Pollution et qualité des milieux	Air	NS	0	0	0 à +	- à +
	Eaux	4				
	Sols	NS				
	Déchets	3				
	Climat	3				
Ressources naturelles	Eau	1	0	0 à -	0 à +	- à +
	Sols	1				
	Energie	3				
	Matières premières	NS				
Risques	Risques naturels	1	0	0	0	0
	Risques technologiques	NS				
Cadre de vie	Paysages et espaces	3	0	0	0	- à +
	Bâtiments	NS				
	Nuisances	1				
Patrimoine	Sites naturels	3	0	0	0 à +	0 à +
	Patrimoine	2				

(*) Coefficients de contribution des mesures à la lutte contre le changement climatique retenus dans le PO (annexe III du règlement d'exécution (UE) n°215/2014)

Des incidences environnementales difficiles à anticiper faute de précisions sur les objectifs et critères de sélection

La version du Programme Opérationnel mise à disposition des évaluateurs présente peu d'éléments explicites sur les objectifs à la stratégie pour la France (les objectifs sont le plus souvent ceux du Règlement), des types de projets ciblés et des critères précis de sélection des projets pour les différentes mesures.

Il en découle une grande difficulté à évaluer les impacts potentiels de la plupart des mesures qui apparaissent à ce stade comme des « guichets » très ouverts pouvant aussi bien soutenir des projets très vertueux du point de vue environnemental que des projets sans valeur ajoutée, voire des projets engendrant des impacts négatifs (puisque aucun critère « garde-fou » n'est mentionné). La probabilité d'occurrence d'effets négatifs est cependant limitée par le Règlement européen lui-même, très attentifs aux aspects environnementaux, et par la réglementation française, dont par exemple l'obligation d'étude d'impact environnemental requise pour certains investissements (sites aquacoles).

Les évaluateurs ne doutent pas du bon sens et de l'attention que porteront les instances de sélection des projets à la dimension environnementale des choses, mais il ne peuvent, en tant qu'observateurs indépendants, que constater un manque général de clarté de la logique d'intervention et d'orientation du programme pour de nombreuses mesures (que veut-on aider et que ne veut-on pas, ou moins, aider ?).

La conséquence de ce « flou » pour l'évaluation des incidences environnementales des différentes mesures du programme est une incertitude importante liée au manque de visibilité sur la nature des projets qui seront finalement aidés. Le sens des impacts (positifs ou négatifs) et leur ampleur sont ainsi souvent exprimés en « fourchette » (de nul à positif, par exemple) pour essayer d'envisager les impacts potentiels de projets très différents.

Un programme globalement peu susceptible d'impacts environnementaux négatifs, mais qui ne maximise pas les bénéfices environnementaux de l'intervention

Le Règlement FEAMP a été élaboré de façon à laisser peu de place aux risques d'impacts environnementaux négatifs. Les soutiens présentant le plus de risques ont été éliminés lors de la réforme de la PCP (aides à la construction de navires de pêche, par exemple). Et les critères d'éligibilité excluent les projets à risque.

L'enjeu pour le programme français est de s'assurer que la stratégie de mise en œuvre de certaines interventions non dédiées à l'environnement produira minimum d'incidences négatives et le maximum de bénéfices environnementaux (par exemple sur la réduction des émissions de GES)

Les aides aux investissements dans les activités de production et dans les maillons aval des filières constituent un bloc où les risques d'incidences négatives sont envisageables et où la performance environnementale du programme dépendra largement de sa capacité à sélectionner les « meilleurs projets » (c'est-à-dire ceux minimisant les risques et maximisant les bénéfices environnementaux).

En conséquence, les évaluateurs recommandent de clarifier les objectifs des différents articles et mesures en précisant quels types d'investissements sont ciblés ou exclus et sur quels critères environnementaux. La part des investissements à vocation environnementale (par ex : équipements permettant le développement de pratiques d'aquaculture durable) devrait être précisée, soit en terme d'allocation budgétaire, soit au travers de critère de priorité.

Les évaluateurs rappellent que l'explicitation des modalités de sélection des projets sur la base de leur contribution aux objectifs du programme est une attente forte de la Commission Européenne.

5.1.1. Effets cumulés avec d'autres plans et programmes

La partie articulation (chapitre 1.3) identifie les priorités et objectifs des programmes ou stratégies mis en œuvre sur l'espace maritime et pouvant interagir avec les actions soutenues par le FEAMP. En particulier, **différents programmes à objectifs environnementaux seront en œuvre sur la période d'application du FEAMP**. Ils ciblent les enjeux prioritaires mis en évidence sur l'espace maritime : **la préservation de la biodiversité et des habitats naturels, la préservation de la qualité de l'eau, et la lutte contre le changement climatique**.

Ces programmes sont actuellement en cours de définition et les **effets environnementaux attendus ne peuvent donc être appréciés qu'au regard des objectifs affichés**.

Les principaux outils de préservation de la **biodiversité marine et des habitats naturels sur l'espace maritime** sont les Plans d'Actions pour le Milieu Marin, qui doivent aboutir à la définition de programme de mesures entrant en application à partir de 2016, prenant en compte l'ensemble des politiques publiques mises en œuvre pour atteindre **l'objectif de bon état écologique des eaux marines**. Le **FEAMP fait partie intégrante de la mise en œuvre des PAMM, sur les aspects concernant en particulier les activités de pêche et d'aquaculture** : limitation de l'incidence de la pêche sur le milieu marin, protection et rétablissement de la biodiversité et des écosystèmes aquatiques, renforcement des écosystèmes liés à l'aquaculture ou la promotion d'une aquaculture offrant un haut niveau de protection de l'environnement. Le contenu du programme des mesures des PAMM n'est pas encore défini, mais **les effets attendus sont l'atteinte du bon état écologique de l'espace maritime, par le respect d'un équilibre biologique, écologique, sanitaire et physique de ces écosystèmes**. Si les objectifs sont cohérents avec les objectifs environnementaux du FEAMP, le champ d'intervention de la DCSMM va au-delà de celui-ci du FEAMP en considérant **l'ensemble des activités en cours sur l'espace maritime ayant un impact sur les écosystèmes marins**.

La thématique de **préservation de la qualité des eaux en amont des zones littorales est prise en charge via les programmes de mesures de la Directive Cadre sur l'Eau**. Les nouveaux SDAGE, portant en grande partie sur la période d'intervention du FEAMP (2016-2021), sont en cours d'élaboration. L'effet attendu de la mise en œuvre des SDAGE est l'amélioration de la qualité des eaux (souterraines et de surface) sur les grands bassins hydrographiques. Cette amélioration résultera sur une évolution positive de la qualité des eaux sur le domaine maritime, puisqu'une part importante des pollutions observées en mer est liée aux apports fluviaux. La mise en œuvre du programme d'actions nitrates va également dans le sens d'une amélioration de la qualité et de diminution des phénomènes d'eutrophisation observés sur certaines zones côtières.

Les **schémas régionaux climat, air et énergie SRCAE visent à élaborer des stratégies régionales de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de lutte contre la pollution atmosphérique, de maîtrise de la demande énergétique, et de développement des énergies renouvelables et d'adaptation au changement climatique aux horizons 2020 et 2050**. Les **activités maritimes et en particulier la pêche**, ne sont pas systématiquement ciblées par ces schémas. Elles sont cependant concernées au titre de la recherche de la sobriété énergétique (avec certaines mesures ciblées par le FEAMP sur ces aspects) et par le développement des énergies renouvelables en mer.

5.1.2. Effets transfrontaliers

Le PO FEAMP de la France est un programme national. Ses incidences probables sur l'environnement concerneront majoritairement les contextes locaux dans lesquels s'inscrivent les projets aidés et donc le territoire national, notamment pour les aides aux investissements physiques dans les infrastructures portuaires, les équipements aquacoles littoraux ou continentaux, les usines et équipements de commercialisation et de transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture,...

Cependant, des effets dépassant le cadre des frontières terrestres et maritimes de la France métropolitaine et des DOMs sont envisageables à plusieurs niveaux et pour différents types d'intervention :

- ✓ A un **niveau global, pour les mesures contribuant à limiter et favoriser l'adaptation au changement climatique**. Les émissions de GES évitées en lien avec certains projets aidés, notamment ceux visant l'efficacité énergétique et/ou le recours à des sources d'énergies renouvelables, pourront concerner l'ensemble de l'atmosphère ;
- ✓ A différents **niveaux « régionaux »**, pouvant concerner d'autres Etats Membres de l'UE ou de l'espace européen ou des Etats de l'espace voisin des DOMs, **soit en lien direct avec les effets sur l'environnement de navires opérant hors des frontières maritimes françaises, soit indirectement au travers de l'organisation des activités de pêche concernant des stocks partagés exploités par d'autres Etats Membres de l'U.E.**

L'analyse des effets de l'intervention du FEAMP (et des autres Fonds de l'U.E.) sur la limitation et l'adaptation au changement climatique constitue un point d'obligation réglementaire du PO (chapitre 9.2 de la V. 2.5).

Le Règlement d'Exécution (UE) No 1232/2014 de la Commission du 18 novembre 2014⁴ fixe la liste des mesures susceptibles d'effets significatifs sur le changement climatique. Il identifie notamment les mesures ciblant l'efficacité énergétique, dont :

- ✓ Les mesures de l'article 41, du paragraphe 1 (points a,b et c) et du paragraphe 2 concernant les études visant à améliorer l'efficacité énergétique et le remplacement des moteurs principaux et auxiliaires des navires de pêche, affectée d'un coefficient de 100% pour leur contribution à l'objectif « climat » ;
- ✓ L'Article 34 « Arrêt définitif des activités de pêche », également doté d'un coefficient de 100%. Les navires de pêche consommant 0,6 litres de carburant pour 1 kilo de poisson débarqué, la sortie définitive de navires se traduit par une réduction brute de la consommation de carburants fossiles.
- ✓ Les mesures visant à l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables des Articles 43 (paragraphe 1 et 3) concernant les investissements dans les infrastructures portuaires, 48 (paragraphe 1, point k) concernant les investissements productifs dans l'aquaculture, affectées d'un coefficient de 0 à 40% selon leur modalité de mobilisation dans le programme.

La grille de coefficients retenue par la France (en attente de retour de la DPMA) permet d'évaluer le niveau de contribution des différentes mesures du PO à l'objectif de limitation des effets du changement climatique. Ce point est développé en synthèse du chapitre concernant les effets des mesures du PO sur l'environnement.

Concernant les effets potentiels à une échelle transfrontalière « régionale », ceux liés directement à l'activité des navires de pêche français dans différentes zones de pêche de l'UE ou dans les eaux internationales ne peuvent être appréhendés ici, faute de pouvoir prévoir comment les activités de pêche seront planifiées sur la période du programme 2014-2020 et quelles capacités opéreront dans chaque pêcherie.

Il est au mieux possible d'envisager des effets potentiels de certaines mesures sur une gestion « transfrontalière » des pêcheries exploitées par plusieurs Etats Membres de l'U.E. Ces mesures sont les suivantes :

- ✓ Les soutiens au titre de l'Article 37 « Aide à la conception et à la mise en œuvre des mesures de conservation et de la coopération régionale », permettant notamment de soutenir la création de nouveaux conseils consultatifs et/ou de soutenir la participation des parties prenantes aux réunions organisées à l'échelle

⁴ Règlement d'exécution (UE) No 1232/2014 de la Commission du 18 novembre 2014 modifiant le règlement d'exécution (UE) no 215/2014 de la Commission afin d'adapter les références au règlement (UE) no 508/2014 du Parlement européen et du Conseil y figurant, et rectifiant le règlement d'exécution (UE) no 215/2014

des régions au titre de la PCP. Les échanges entre scientifiques et professionnels sont susceptibles de déboucher sur une meilleure planification des activités de pêche sur les stocks partagés. Par ailleurs, les coopérations internationales au sein des CCR (conseils consultatifs régionaux) sont des lieux de rencontre entre les acteurs qui peuvent favoriser l'émergence de projets transnationaux allant au-delà des questions halieutiques, en lien par exemple avec la Stratégie Maritime Atlantique ou le Livre bleu de l'Océan indien, en faveur d'une politique maritime dans cette zone ;

- ✓ L'Article 77 « Collecte des données » devant encourager la coopération régionale entre Etats membres pour la collecte, la gestion et l'utilisation des données scientifiques. La mise en place d'échanges plus réguliers entre les conseils consultatifs régionaux (CCR), les organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) et les groupes d'experts chargés de la coordination régionale est susceptible de conduire à la création et au partage de connaissances conduisant à une meilleure gestion des ressources halieutiques (stocks en DLS exploités par plusieurs Etats Membre, par exemple) et à l'atteinte du RMD à terme.

Des effets transfrontaliers peuvent également découler, de façon indirecte, de la mise en œuvre d'autres articles du FEAMP, dont :

- ✓ Les soutiens à la mise en place et à la gestion d'aires marines protégées (Article 40.1 et Article 80.1.b de la PMI) sont susceptibles d'effets de diffusion de bonnes pratiques bénéfiques à la gestion des milieux et des ressources marines du fait de l'existence de réseaux d'échanges européens (par exemple Medpan en Méditerranée et Maia pour l'Arc Atlantique).
- ✓ La mesure 80.1.a de l'Article 80 « PMI » concernant la surveillance maritime s'appuie sur un environnement commun de partage d'informations (CISE). L'objectif est de favoriser l'intégration des systèmes et réseaux de surveillance nationaux et communautaires existants de façon à améliorer l'efficacité des missions de contrôle, dont le contrôle des pêches et de l'environnement avec une réduction possible des activités de pêche illégales ou non durables.

5.2. Mesures d'évitement, de réduction et de compensation

Les évaluateurs, sur la base de leur appréciation des risques d'effets notable probables ou d'incidences environnementales non souhaitées (négatives) de l'intervention du programme FEAMP, doivent proposer des mesures susceptibles :

- 1) d'**éviter** les risques d'incidences négatives, en excluant par exemple du champ d'éligibilité des types de projets à risques et ou des territoires à enjeux (Natura 2000), ou encore en ne mobilisant pas certaines interventions du FEAMP;
- 2) de **réduire** les risques d'incidences négatives et/ou les risques d'atténuation des effets attendus de l'intervention sur l'environnement. L'enjeu est autant de limiter les incidences négatives que d'assurer l'efficacité des interventions générant des bénéfices environnementaux. L'efficacité de mesures plus ou moins dédiées à l'environnement peut être affectée par un mauvais ciblage des projets (ou absence de ciblage) ou du fait d'effets non souhaités (effets d'aubaine si les ambitions ne dépassent pas le niveau standard ou réglementaire, effets de déplacement...);
- 3) de **compenser** des effets négatifs ne pouvant être évités par les deux voies précédentes, en prévoyant par exemple de dédier une partie des fonds à ces compensations (ex : restauration de surfaces de milieux naturels équivalentes à celles affectées par les projets).

Le Règlement FEAMP laisse de fait peu de place à des risques d'incidences environnementales négatives des projets aidés. Les Articles et critères d'éligibilité ont été ciselés dans un souci de ne pas reproduire certaines faiblesses des interventions antérieures (FEP et IFOP). De ce fait, **les évaluateurs n'ont pas identifié de risques majeurs d'incidences négatives justifiant de proposer des mesures d'évitement ou de compensation.**

Par contre, le manque de clarté de la V 2.5 du PO en matière de hiérarchie des objectifs et de critères de sélection des projets les ont amenés à proposer différentes modalités de réduction des risques d'incidences négatives ou de faible efficacité des interventions sur les objectifs environnementaux. Le tableau 50 développé sur les deux pages suivantes présente une synthèse des **mesures proposées, dans le cas général et dans le contexte particulier des zones Natura 2000.**

Les propositions de mesures de réduction sont assez cohérentes selon les types d'intervention des Articles du FEAMP :

- Les **interventions à risque d'incidences notables et négatives correspondent principalement aux soutiens aux investissements physiques dans les moyens de production** (pêche, ports, aquaculture, transformation...). Les mesures proposées relèvent à la fois de critères généraux de sélection – priorisation des projets candidats à l'aide sur des critères environnementaux (prise en compte de l'empreinte environnementale des projets) et de priorisation claire de certaines mesures dédiées à l'environnement (par exemple efficacité énergétique ou développement de pratiques de production durables), insuffisamment ciblées dans la version du PO évaluée ;
- Les autres interventions liées à des objectifs environnementaux socio-économiques (innovation, mesures compensatoires, intervention en aval dans la chaîne de commercialisation) sont moins suspectes d'effets notables négatifs. Elles amènent néanmoins à des propositions de mesures de réduction fondées sur l'expression d'objectifs clairs et hiérarchisés dans le PO, assortis de critères de priorisation (y compris par l'allocation

budgétaire) pour les soutiens à des projets dédiés à l'environnement (efficacité énergétique, réduction de l'effort de pêche) et à la mise en place de critères de sélection fondés sur des éco-conditionnalités pour les projets plus « génériques » ;

- Les interventions « dédiées » à l'environnement (OT4 et 6) posent comme enjeux de s'assurer que les bénéfices attendus de l'intervention seront proches du maximum (efficacité). Les mesures proposées relèvent de facto de la réduction des risques d'inefficacité environnementale qui pourraient découler du soutien à des projets à faible valeur ajoutée (par exemple : gain équivalent à celui du progrès technique standard pour l'efficacité énergétique) ;
- Enfin, certains Articles n'ont pas fait l'objet de propositions de mesures de réduction dans la mesure où les risques d'incidences sont très faibles et indirects, ou parce que leur efficacité environnementale relève plus de la stratégie globale de mise en œuvre des instruments du FEAMP (par exemple : collecte de données biologiques et contrôle en tant que mesures de soutien à l'atteinte des objectifs environnementaux de la PCP) et que les recommandations relèvent plus de l'évaluation ex ante (voir rapport spécifique).

En conclusion transversale, on soulignera l'importance d'introduire dans le PO des critères environnementaux clairs et indiscutables pour la sélection des projets, en particulier pour les Articles soutenant les investissements dans le secteur productif, qui représentent une part importante des moyens et seront mis en œuvre par les Régions, avec un risque d'incohérence dans les processus pouvant conduire à une faible efficacité finale.

Tableau 50 - Synthèse des mesures de réduction et d'optimisation des incidences environnementales du programme

OT	Articles		Mesures générales	Mesures spécifiques	Incidences
			Réduction	Natura 2000	
3	Art. 26	Innovation	Critères de sélection ciblant clairement l'efficacité énergétique et la gestion de l'obligation de débarquement		0 à ++
3	Art. 27	Conseil	Critère de sélection ou de bonification des actions liées à l'efficacité énergétique et aux approches durables		NA
3	Art. 28	Partenariat scientifiques - pêcheurs	Cibler les réseaux et actions / enjeux des pêcheries ou territoires	Priorisation en Natura 2000 (impacts des pêches)	+ à ++
8	Art. 29	Formation	Sélectionner les actions incluant un volet environnemental		0 à +
3	Art. 30	Diversification	Sélectionner les projets de diversifications durables	Cibler uniquement les diversifications durables	- à +
3	Art. 31	Installation	Néant	Assurer que l'installation n'accroît pas l'effort de pêche	+
3	Art. 32	Santé et sécurité	Sélectionner les projets sur leur efficacité attendue		+ à ++
3	Art. 33	Arrêts temporaires	Assurer un encadrement et une évaluation par les scientifique et professionnels		- à +
6	Art. 34	Arrêts définitifs	Sélection des navires sur critères d'efficacité environnementale (captures)	Cibler les navires opérant en zone Natura 2000	+ à ++
3	Art. 35	Fonds de mutualisation	Néant		0 à +
6	Art. 36	Répartition des possibilités de pêche	Néant		0 à +
6	Art. 37	Mesure de conservation et coopération régionale	Néant		0 à +
6	Art. 38	Limitation des incidences de la pêche	Sélection sur critères d'efficacité environnementale (réduction des captures non désirées)		+ à ++
6	Art. 39	Innovation / conservation des ressources	Sélection sur critères d'efficacité environnementale (efficacité énergétique)		+ à ++
6	Art. 40	Protection de la biodiversité	Sélection sur critères d'efficacité (mesures halio-environnementales)	Cibler l'intervention sur Natura 2000	+ à ++
4	Art. 41	Efficacité énergétique	Sélection sur critères d'efficacité environnementale (efficacité énergétique)		0 à +
3	Art. 42	Valeur ajoutée	Ciblage sur objectifs environnementaux et éco-conditionnalités pour autres projets		- à +
3 et 6	Art. 43	Ports de pêche	Ciblage sur objectifs environnementaux (efficacité énergétique, transition écologique) et éco-conditionnalités pour autres projets		- à +

			Mesures générales	Mesures spécifiques	Incidences
OT	Articles		Réduction	Natura 2000	
1	Art. 47	Innovation	Critères de sélection ciblant clairement les procédés et systèmes d'aquaculture durables		- à +
1, 4 et 6	Art. 48	Investissements productifs	Ciblage sur objectifs environnementaux et éco-conditionnalités pour autres projets	Restreindre aux MEAP en Natura 2000	- à +
1	Art. 49	Services gestion et remplacement	néant		NA
8	Art. 50	Capital humain et mise en réseau	Sélectionner les actions incluant un volet environnemental		0 à +
6	Art. 51	Augmentation du potentiel des sites	Sélection sur critères d'efficacité environnementale	Au titre de la 51 c. exclure du financement les actions létales pour les oiseaux	- à +
1	Art. 52	Installation -aquaculteurs	Sélectionner-prioriser les projets d'installation en systèmes de production durables	Restreindre aux systèmes de production durabl	- à +
6	Art. 53	Conversion aquacultures durables	Sélectionner-prioriser les systèmes selon leur efficacité environnementale	Prioriser les projets en Natura 2000	+ à ++
6	Art. 54	Services environnementaux de l'aquaculture	Sélectionner-prioriser les systèmes selon leur efficacité environnementale	Prioriser les projets en Natura 2000	+ à ++
1	Art. 55	Santé humaine / suspensions temporaires	Néant		- à 0
1	Art. 56	Santé et bien être animal	Néant		- à 0
1	Art. 57	Assurance des élevages	Néant		NS
8	Art. 62	DLAL	Néant		NS
1	Art. 66	Plans de commercialisation	Néant		0 à +
1	Art. 67	Aide au stockage	Néant		0 à +
1	Art. 68	Mesure de commercialisation	Sélectionner-prioriser le projets de valorisation des produits issus de filières durables (AB)		0 à +
1	Art. 69	Transformation	Ciblage sur objectifs environnementaux et éco-conditionnalités pour autres projets		- à +
6	Art. 76	Contrôle et exécution	Néant		NA
6	Art. 77	Collecte des données	Néant		NA
	Art. 80	Politique Maritime Intégrée	Néant	Prioriser les projets en Natura 2000	+ à ++

6. Dispositif de suivi

La version 2.5 du PO ne présente que peu d'éléments sur les indicateurs de résultats à intégrer dans le système de suivi des effets du programme.

Les tableaux d'indicateurs « environnementaux » présentés dans les pages suivantes sont été communiqués aux évaluateurs en complément de la V 2.5.

A ce stade d'avancée des travaux des concepteurs du programme, les évaluateurs font les constats suivants :

- ✓ Les indicateurs se limitent à une partie des indicateurs obligatoires du Règlement ;
- ✓ Les indicateurs proposés ne permettent pas d'approcher les effets principaux attendus de l'intervention sur l'objectif de lutte contre le changement climatique (aucun indicateur envisagé pour apprécier les gains en matière d'efficacité énergétique) ;
- ✓ Sur la question centrale de la transition vers des activités de pêche durable, les indicateurs proposées paraissent insuffisants et devront être revus (captures non désirées) et/ou complétés (collecte de données biologiques)

Les appréciations détaillées des évaluateurs sont présentés dans les tableaux des pages suivantes.

Les évaluateurs sont conscients que le travail sur le système de suivi du programme et sur le choix des indicateurs n'a été que partiellement abordé dans la V. 2.5. en partie du fait du manque de clarté dans l'expression des résultats attendus de l'intervention, les indicateurs devant permettre de mesurer les dits résultats.

La capacité à suivre les effets de l'intervention du FEAMP est un point fondamental dans l'appréciation de la pertinence et de l'efficacité probable du programme.

Sur ce point précis, les évaluateurs font un constat d'insuffisance de la V 2.5 du PO et recommandent fortement d'élargir la batterie d'indicateur au-delà du minimum réglementaire si nécessaire (et certains types d'intervention le nécessitent) et de préciser le système de collecte et d'analyse de chaque indicateur.

Les leçons du passé doivent être tirées dans ce domaine, le FEP étant largement déficient sur le suivi des indicateurs de résultat liés aux projets aidés.

Article et mesures		OS	Indicateur de résultat		Cibles 2020	Coefficient "climat"	Commentaires
37	Aide à la conception et à la mise en œuvre des mesures de conservation et de coopération régionale	1.1	1.4	1,4 a. Variation concernant les captures indésirées (en tonne)	-12 000 t		Les captures indésirées sont assimilées pour 2013 aux rejets totaux extrapolés, issus des données. Obsmer 2013. Un objectif équivalent à -20 % de ce volume de captures indésirées a été calculé sur la base de ces 60 000 tonnes ainsi identifiées . Le suivi des volumes de captures non désirées débarquées et utilisées (sinon valorisées) serait pertinent
38	Limitation de l'incidence de la pêche sur le milieu marin et adaptation de la pêche à la protection des espèces					40%	
39	Innovation liée à la conservation des ressources biologiques de la mer		1.4	1,4b. Variation concernant les captures indésirées (en valeur)	- 20%	40%	
43.2	Ports de pêche, sites de débarquement, halles de criée et abris					40%	
40	Protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes marins	1.2	1.10 a.	1,10 a. Variation de la couverture des zones Natura 2000 désignées en vertu des directives "Oiseaux" et "Habitats"	0	40%	Les indicateurs de résultat commun associés ici au soutien du FEAMP à l'élaboration de DOCOB, ne sont pas jugés pertinents (sans lien avec la désignation de nouvelles Natura 2000 ou AMP). Un indicateur du type : variation de la surface des zones Natura 2000 et autres AMP avec stratégie de gestion, est envisageable
			1.10b.	1,10b. Variation de la couverture des autres mesures de protection spatiale	0		
34	Arrêt définitif des activités de pêche	1.3	1.6	Variation du % des flottes non équilibrées	Pas de valeur	100%	A renseigner Sur la base du rapport rapport capacité 2015 (prévu le 31/03/2015)
36	Aide aux systèmes de répartition des possibilités de pêche					40%	
41 a-c	Efficacité énergétique et atténuation du changement climatique (dont motorisation)	1.5	Aucun	Aucun	Aucun	100%	Un indicateur d'efficacité énergétique est indispensable : évolution de la consommation de carburants, réduction de la consommation en kW...
48.1 k	Investissements productifs en aquaculture	2.3	2.4	Variation du volume de la production aquacole biologique (en tonnes)	280 t	40%	Estimation sur la base de projets connus, et en l'absence de données nationales sur certains secteurs (aquaculture biologique...)
51.1.a	Augmentation du potentiel des sites aquacoles / recensement cartographique		2.5	Variation du volume de la production avec système de recirculation (en tonnes)	1 720		
51.1.b, c et d	Augmentation du potentiel des sites aquacoles / installation et infrastructures & actions pour éviter les dommages & détection des maladies et mortalités		2.6	Variation du volume de la production aquacole certifiée dans le cadre de systèmes volontaires en matière de durabilité (en tonnes)	800	40%	
53	Conversion aux systèmes de management environnemental et d'audit et à l'aquaculture biologique		2.7	Exploitations aquacoles fournissant des services environnementaux (nombre d'exploitations)	217		
54	Aquaculture fournissant des services environnementaux	2.4	Aucun	Aucun	Aucun		Indicateurs de résultat à identifier. En l'absence d'indicateurs communs pertinents pour traduire les ambitions du programme vis-à-vis de l'OS 2.4, il s'agira de définir un indicateur commun spécifique alternatif.

Article et mesures		OS	Indicateur de résultat		Cibles 2020	Coefficient "climat"	Commentaires
76	Contrôle et exécution	3.2	3A.1.	Nombre d'infractions graves détectées	620		La cible finale est ici définie sur la base de l'observation d'une tendance à la diminution des infractions (tendance sinusoïdale descendante observée depuis 2007). Si la cible apparaît donc réaliste, il est néanmoins difficile d'affirmer qu'elle représente bien le changement attendu (renforcement des attendus en matière de contrôle appelant par conséquent une évolution dans la nature des infractions détectées).
			3A.2	Débarquements soumis à un contrôle physique	5%		Comme évoqué ci-dessus, la cible définie tient compte des évolutions tendanciellées projetées de la flotte soumise aux contrôles physiques, mais ne traduit pas d'ambition particulière du FEAMP pour toucher plus ou moins les acteurs du secteur.
80	Politique maritime intégrée	6.1	6.1	Renforcement de l'environnement commun de partage de l'information (CISE) pour la surveillance du domaine maritime de l'UE (%)	50%		
							Une cible finale équivalente à 0 n'a pas de sens ici.
		6.2	6.2	Variation de la couverture des zones par des mesures de protection spatiales (Natura 2000, etc.)	0		Si l'indicateur de résultat 6.2 n'est pas jugé pertinent au regard des attendus du programme en matière de politique maritime intégrée, il est recommandé de rester sur l'indicateur 6.1 ou le cas échéant, d'identifier un indicateur de résultat spécifique adapté.

7. Méthodes utilisées et limites rencontrées

L'ESE est un exercice d'obligation communautaire défini par la Directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil et le décret n° 2012-616 du 2 mai 2012 relatifs à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement. L'ESE a porté sur la V 2.5 du PO, transmise le 20 février 2015 aux évaluateurs par la DPMA. Une première version du rapport final a été transmise à la DPMA le 20 mars 2015 (afin de répondre aux objectifs de calendrier relatifs à la transmission du PO à la Commission Européenne, soit un délai de réalisation relativement court par rapport aux délais envisagés initialement.

Le contenu du rapport d'ESE est encadré par les articles L122-6 et R122-20 du code de l'environnement. La méthodologie de réalisation de l'ESE repose sur:

- ✓ la présentation de la **logique d'intervention environnementale du PO** et de son **articulation avec les autres programmes** en œuvre sur l'espace maritime ;
 - il s'agit d'identifier dans la stratégie du PO la façon dont sera mobilisé le programme sur les objectifs environnementaux. Ce travail repose également sur une analyse de la maquette financière et du poids des articles assignés aux Objectifs Thématiques OT 4 et OT6 de l'UE.
 - La partie articulation vise à identifier les champs de recouvrement possibles entre le FEAMP et les autres plans ou programmes portant sur l'espace maritime, ainsi que les articulations envisagées, le cas échéant. Les plans et programmes environnementaux, sectoriels, d'aménagement stratégique, ainsi que les programmes européens les plus pertinents compte tenu du champ d'intervention du FEAMP, ont été considérés.
- ✓ Réalisation d'un **état initial de l'environnement** sur le champ d'intervention géographique du FEAMP, aboutissant à une hiérarchisation des différents enjeux environnementaux (biodiversité et milieux naturels, pollution et qualité des milieux, ...) ; la méthodologie détaillée de réalisation de l'état initial, ainsi que la liste des documents mobilisés est présentée dans le chapitre 2.1. L'état initial a reposé sur la mobilisation d'un grand nombre de documents ou profils environnementaux dont les principaux sont :
 - les évaluations initiales des eaux marines réalisées dans le cadre des PAMM pour les eaux métropolitaines ;
 - l'état des lieux Mer et Littoral réalisé dans le cadre de l'élaboration de la Stratégie Nationale pour la Mer et le Littoral, pour l'état des eaux métropolitaines et outre-mer.
 - Les Profils Environnementaux Régionaux et/ou Schémas d'Aménagement Régionaux réalisés pour les DOM.

La synthèse aboutit à une identification des enjeux environnementaux prioritaires par territoire (4 SRM et DOM), puis une hiérarchisation des enjeux environnementaux pour la mise en œuvre du FEAMP.
- ✓ Analyse des **choix de mise en œuvre du PO au regard des enjeux environnementaux et alternatives envisagées** ; ce chapitre de l'ESE consiste en une synthèse des éléments transmis par la DPMA sur le processus d'élaboration du PO et les arbitrages réalisés sur le poids du volet environnemental dans la stratégie du PO.
- ✓ **Identification des effets environnementaux probables notables liés à la mise en œuvre du PO.** Elle repose sur :
 - Une analyse des effets probables notables pour chacun des articles du PO selon les étapes suivantes :

- présentation des objectifs et de la logique d'intervention, environnementale le cas échéant, de chaque article ;
 - identification des effets négatifs ou positifs probables liés à la mise en œuvre de la mesure. L'appréciation des effets de l'intervention est développée sur la base d'une grille intégrant les niveaux d'enjeux issus de l'état initial de l'environnement.
 - recommandations sur les mesures d'évitement, de réduction ou de compensation des effets négatifs mis en évidence.
- Une synthèse des effets globaux du PO ou effets cumulés entre articles, des effets cumulés avec les autres programmes en œuvre sur l'espace maritime et des effets transfrontaliers.
- ✓ Evaluation du dispositif de suivi envisagé : un jugement est formulé sur la capacité à suivre les effets de l'intervention via le dispositif de suivi décrit dans la V2.5 du PO.

L'application de cette méthodologie pour ce qui concerne l'analyse des effets environnementaux du PO suppose de disposer d'une description complète et détaillée des logiques d'action des différents articles, de leurs objectifs si possibles quantifiés, des critères d'éligibilité et de sélection des projets.

La version du PO mise à disposition des évaluateurs ne fournit pas ces éléments et laisse dans de nombreux cas la possibilité de mobiliser de manière large les différents articles du PO, en particulier pour les mesures de soutien à l'investissement. De ce fait, les évaluateurs ont été amenés à « imaginer » les différents types de projets susceptibles d'être soutenus par le FEAMP ainsi que des incidences potentielles des dits projets également très diverses, puisque le PO ne mentionne pas explicitement de critères de sélection ou de priorisation.

La description de la nature des incidences environnementales les plus probables mentionne donc le plus souvent des « risques » d'incidences négatives et des possibilités d'incidences positives selon le type de projets. De ce fait, le sens et l'ampleur des incidences sont souvent présentées sous forme de fourchettes pouvant aller du très négatif au très positif, faute de visibilité sur les critères de sélection des projets.

